



## RAPPORT ANNUEL 2018

Aperçu statistique :  
**Le système correctionnel et  
la mise en liberté sous condition**

This report is available in English under the title *Corrections and Conditional Release Statistical Overview*.

Le présent rapport se trouve également sur le site Internet de Sécurité publique Canada, à l'adresse [www.securitepublique.gc.ca](http://www.securitepublique.gc.ca).

août 2019

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

N° de cat.: PS1-3F-PDF

ISSN: 1713-1081

# Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

---

## 2018

---

Le présent document a été produit par le Comité de la statistique correctionnelle du portefeuille ministériel de Sécurité publique Canada, lequel se compose de représentants de Sécurité publique Canada, du Service correctionnel du Canada, de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, du Bureau de l'enquêteur correctionnel et du Centre canadien de la statistique juridique (Statistique Canada).

---

## PRÉFACE

---

Le présent document donne un aperçu statistique du système correctionnel et du régime de mise en liberté sous condition. Il permet de placer ces données dans leur contexte en fournissant une description des tendances observées en matière de criminalité et dans le domaine de la justice pénale. Notre souci premier a été de présenter des données statistiques à caractère général d'une façon telle qu'elles puissent être facilement comprises par le grand public. C'est pourquoi le présent document se distingue à plusieurs égards d'un rapport statistique ordinaire.

- En premier lieu, la présentation visuelle des données statistiques est simple et aérée; sous chaque graphique figurent des points clés qui permettront au lecteur d'en dégager l'information pertinente.
- En second lieu, chaque graphique est accompagné d'un tableau contenant les chiffres qui correspondent à la figure. Le tableau comprend parfois des données supplémentaires; par exemple, il peut avoir trait à une période de cinq ans même si le graphique porte uniquement sur l'année la plus récente, comme la figure A2.
- En troisième lieu, les titres des graphiques et tableaux diffèrent des titres habituellement utilisés en statistique en ce qu'ils renseignent le lecteur sur la question traitée; ainsi, on lira « Le taux de crimes déclarés par la police a diminué depuis 1998 » plutôt que « Taux de crimes déclarés par la police selon l'année et le type de crime ».
- En quatrième lieu, nous avons mis des notes uniquement lorsque nous les jugeons essentielles à la compréhension du message.
- Enfin, la source des statistiques est indiquée sous chacun des graphiques et tableaux pour faciliter la recherche si le lecteur désire en savoir davantage sur le sujet.

*L'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est publié tous les ans depuis 1998. Les lecteurs sont priés de noter que certains chiffres publiés les années précédentes ont été révisés. En outre, le nombre total de délinquants variera un peu, selon les caractéristiques de l'ensemble de données.

Nous espérons que le document constituera une source utile de données statistiques sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition, et qu'il permettra au public de mieux comprendre ces importantes composantes du système de justice pénale.

---

## PRÉFACE (SUITE)

---

En ce qui concerne les données policières sur la criminalité obtenues auprès de Statistique Canada, jusqu'à la fin des années 1980, la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC) fournissait le total du nombre d'incidents signalés à la police et du nombre de personnes accusées par type d'infraction. Depuis que la consignation de microdonnées est possible, la DUC est devenue une déclaration fondée sur les incidents (DUC2), ce qui permet de faire une collecte d'information approfondie sur chaque incident criminel. En raison des mises à jour apportées à cette déclaration et des révisions effectuées aux définitions de crime de violence, de crime contre les biens et d'autres infractions prévues dans le *Code criminel*, les données les plus anciennes accessibles datent de 1998. Il est important de souligner que les taux de criminalité totaux présentés dans *l'Aperçu statistique* diffèrent de ceux indiqués dans les publications de Statistique Canada, puisque ces dernières ne tiennent pas compte de certaines infractions (c.-à-d. des délits de la route compris dans le *Code criminel* et des infractions aux lois fédérales) qui sont prises en compte dans *l'Aperçu statistique*.

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

### SECTION A. CONTEXTE – LA CRIMINALITÉ ET LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE

|                                                                                                                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Le taux de crimes déclarés par la police a diminué depuis 1998.....                                                                                                                          | 1  |
| 2. Le taux de criminalité est plus élevé dans l'Ouest et est le plus élevé dans le Nord.....                                                                                                    | 3  |
| 3. Le taux d'incarcération au Canada est relatif par rapport aux pays de l'Europe de l'Ouest.....                                                                                               | 5  |
| 4. Le taux d'adultes accusés a baissé.....                                                                                                                                                      | 7  |
| 5. Les causes relatives à l'administration, crimes contre la personne et les crimes contre les biens représentent 23 % de toutes les affaires présentées devant les tribunaux pour adultes..... | 9  |
| 6. La plupart des peines de détention imposées par les tribunaux à des adultes sont courtes.....                                                                                                | 11 |
| 7. Un nombre relativement peu élevé de crimes conduisent à l'imposition de peines de détention dans des pénitenciers fédéraux.....                                                              | 13 |
| 8. Le taux de jeunes accusés a diminué au cours des dix dernières années.....                                                                                                                   | 15 |
| 9. La cause la plus fréquemment instruite par les tribunaux de la jeunesse est le vol.....                                                                                                      | 17 |
| 10. La peine la plus fréquente pour les jeunes est la probation.....                                                                                                                            | 19 |

### SECTION B. ADMINISTRATION DES SERVICES CORRECTIONNELS

|                                                                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Les dépenses au chapitre des services correctionnels .....                                                                               | 21 |
| 2. Les employés du SCC sont concentrés dans les établissements de détention .....                                                           | 23 |
| 3. Le coût du maintien en incarcération d'un détenu.....                                                                                    | 25 |
| 4. Le nombre d'employés de la Commission des libérations conditionnelles du Canada .....                                                    | 27 |
| 5. Le nombre d'employés du Bureau de l'enquêteur correctionnel .....                                                                        | 29 |
| 6. Les soins de santé sont le sujet sur lequel les délinquants portent le plus souvent plainte au Bureau de l'enquêteur correctionnel ..... | 31 |

### SECTION C. LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

|                                                                                                                                                    |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Les délinquants sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada .....                                                                 | 33 |
| 2. Le nombre de délinquants en détention dans des établissements du SCC a diminué dans les quatre dernières années.....                            | 35 |
| 3. Le nombre de délinquants admis dans des établissements fédéraux a diminué .....                                                                 | 37 |
| 4. Le nombre d'admissions de femmes dans les établissements fédéraux qui découlent de la décision d'un tribunal a diminué.....                     | 39 |
| 5. Environ la moitié de la population totale de délinquants en détention dans des établissements du SCC purge une peine de moins de cinq ans ..... | 41 |
| 6. L'âge des délinquants au moment de leur admission dans un établissement fédéral est en hausse .....                                             | 43 |
| 7. L'âge moyen à l'admission est plus bas chez les délinquants autochtones que chez les délinquants non autochtones .....                          | 45 |
| 8. 25 % des délinquants en détention ont 50 ans ou plus .....                                                                                      | 47 |
| 9. 56 % des délinquants sont de race blanche .....                                                                                                 | 49 |
| 10. On trouve diverses confessions religieuses dans la population de délinquants.....                                                              | 51 |
| 11. La proportion de délinquants en détention est plus élevée chez les Autochtones que chez les non-Autochtones.....                               | 53 |

---

## TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

---

|                                                                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 12. La majorité des détenus ont une cote de sécurité moyenne.....                                                                                                 | 55 |
| 13. Le nombre d'admissions en raison d'une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée augmente.....                                          | 57 |
| 14. Les délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée représentent 24 % de la population totale de délinquants..... | 59 |
| 15. 69,7 % des délinquants purgent une peine pour une infraction avec violence.....                                                                               | 61 |
| 16. Le nombre de délinquants autochtones a augmenté.....                                                                                                          | 63 |
| 17. Le nombre total de placements en isolement préventif a diminué.....                                                                                           | 65 |
| 18. 76 % des placements en isolement préventif durent moins de 30 jours.....                                                                                      | 67 |
| 19. Le nombre de délinquants décédés dans les établissements .....                                                                                                | 69 |
| 20. Le nombre d'évadés est resté stable depuis 2013-2014.....                                                                                                     | 71 |
| 21. Le nombre de délinquants sous surveillance dans la collectivité a augmenté au cours des cinq dernières années.....                                            | 73 |
| 22. Le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale qui purgent leur peine dans la collectivité a diminué .....                          | 75 |
| 23. Le nombre de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale a augmenté .....                                                                           | 77 |

### SECTION D. MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

|                                                                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. Le pourcentage de délinquants libérés d'office de pénitenciers fédéraux a diminué au cours des cinq dernières années.....                                                    | 79  |
| 2. Le pourcentage de délinquants des pénitenciers fédéraux mis en semi-liberté a augmenté au cours des six dernières années.....                                                | 81  |
| 3. Les taux d'octroi de la semi-liberté et de la libération conditionnelle totale aux délinquants sous responsabilité fédérale ont augmenté .....                               | 83  |
| 4. Les taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants autochtones sous responsabilité fédérale ont augmenté .....                                                             | 85  |
| 5. Le nombre d'audiences de libération conditionnelle pour des délinquants sous responsabilité fédérale tenues avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone a augmenté ..... | 87  |
| 6. La proportion des peines purgées avant la libération conditionnelle a diminué .....                                                                                          | 89  |
| 7. Les délinquants autochtones purgent une plus grande partie de leur peine avant d'être mis en liberté conditionnelle .....                                                    | 91  |
| 8. Le taux d'achèvement de la semi-liberté de délinquants sous responsabilité fédérale a augmenté .....                                                                         | 93  |
| 9. Le taux d'achèvement de la libération conditionnelle totale de délinquants sous responsabilité fédérale a augmenté.....                                                      | 95  |
| 10. Le taux d'achèvement de la liberté d'office a augmenté.....                                                                                                                 | 97  |
| 11. Au cours des dix dernières années, le taux de condamnation pour infraction avec violence chez les délinquants sous surveillance a diminué .....                             | 99  |
| 12. Le nombre de délinquants obtenant des permissions de sortir.....                                                                                                            | 101 |

---

## TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

---

### SECTION E. STATISTIQUES SUR L'APPLICATION DE DISPOSITIONS SPÉCIALES EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. Le nombre d'examens initiaux de cas renvoyés pour maintien en incarcération a diminué .....                                      | 103 |
| 2. À l'issue de 76 % des audiences de révision judiciaire, la date d'admissibilité à la libération conditionnelle est avancée ..... | 105 |
| 3. Le nombre de délinquants désignés délinquants dangereux .....                                                                    | 107 |
| 4. La plupart des ordonnances de surveillance de longue durée sont pour une période de dix ans.....                                 | 109 |
| 5. Le nombre de demandes de suspension du casier reçues a diminué.....                                                              | 111 |

### SECTION F. VICTIMES D'UN CRIME

|                                                                                                                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. Le taux de victimisation relatif au vol de biens personnels et à des voies de fait a diminué en 2014 .....                                                                                       | 113 |
| 2. La plupart des victimes de crimes de violence ont moins de 30 ans.....                                                                                                                           | 115 |
| 3. La plupart des victimes qui reçoivent des services sont victimes de crimes de violence .....                                                                                                     | 117 |
| 4. Le nombre de victimes inscrites auprès du système correctionnel fédéral a augmenté .....                                                                                                         | 119 |
| 5. Les infractions ayant causé la mort représentent le type le plus fréquent d'infraction qui cause un préjudice aux victimes inscrites auprès du système correctionnel fédéral.....                | 121 |
| 6. Les renseignements sur les permissions de sortir constituent le type le plus fréquent d'information dans les notifications aux victimes inscrites auprès du Service correctionnel du Canada..... | 123 |
| 7. Les contacts de la Commission des libérations conditionnelles du Canada avec des victimes ont augmenté .....                                                                                     | 125 |
| 8. Les victimes qui présentent une déclaration lors d'une audience de la Commission des libérations conditionnelles du Canada .....                                                                 | 127 |
| 9. Les victimes qui demandent l'accès au registre des décisions .....                                                                                                                               | 129 |

---

## **PARTENAIRES PARTICIPANTS**

---

### **Sécurité publique Canada**

Sécurité publique Canada est le ministère fédéral qui est responsable au premier chef de la sécurité publique au Canada, ce qui comprend la gestion des mesures d'urgence, la sécurité nationale et la sécurité de la population. Mentionnons, parmi les nombreuses fonctions du Ministère, qu'il élabore des dispositions législatives et des politiques régissant les services correctionnels, qu'il applique des approches novatrices dans le domaine de la justice communautaire et qu'il fournit de l'expertise et des ressources en recherche au secteur correctionnel.

### **Service correctionnel du Canada**

Le Service correctionnel du Canada est l'organisme du gouvernement fédéral qui est chargé d'assurer l'exécution des peines de deux ans ou plus imposées par les tribunaux. Il a pour responsabilité de gérer des établissements de divers niveaux de sécurité et de surveiller les délinquants qui sont mis en liberté sous condition.

### **Commission des libérations conditionnelles du Canada**

La Commission des libérations conditionnelles du Canada est un tribunal administratif indépendant qui est chargée de rendre des décisions à propos du moment et des conditions des diverses formes de mise en liberté des délinquants. Elle rend également des décisions concernant les pardons et formule des recommandations en matière de clémence en vertu de la prérogative royale de clémence.

### **Bureau de l'enquêteur correctionnel**

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel agit comme ombudsman pour les délinquants sous responsabilité fédérale. Il mène des enquêtes sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, aux recommandations, aux actes ou aux omissions provenant du Service correctionnel du Canada qui touchent les délinquants individuellement ou en groupe.

### **Centre canadien de la statistique juridique (Statistique Canada)**

Le Centre canadien de la statistique juridique est une division de Statistique Canada. Il est le pivot d'un partenariat fédéral-provincial-territorial, appelé Entreprise nationale relative à la statistique juridique, qui concerne la collecte d'information sur la nature et l'ampleur du crime et sur l'administration de la justice civile et pénale au Canada.



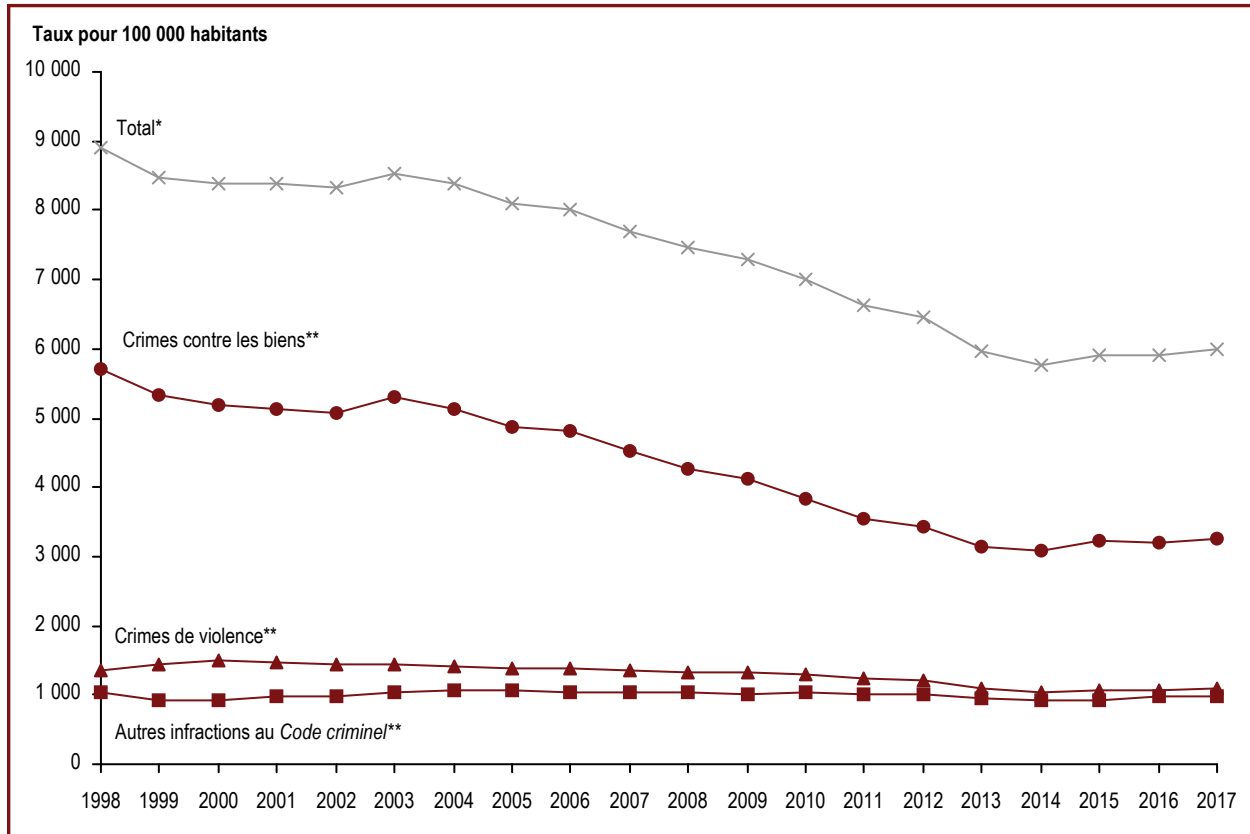
## SECTION A

CONTEXTE – LA CRIMINALITÉ ET  
LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE



## LE TAUX DE CRIMES DÉCLARÉS PAR LA POLICE A DIMINUÉ DEPUIS 1998

Figure A1



Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis 1998, le taux global de criminalité a diminué de 36,3 %, passant de 8 915 pour 100 000 habitants à 6 006 en 2017.
- Dans la même période, le taux d'infractions contre les biens a diminué de 43,0 %, passant de 5 696 par tranche de 100 000 habitants à 3 245 en 2017. En revanche, le taux de criminalité liée aux infractions en matière de drogue a augmenté de 5,1 % depuis 1998, passant de 235 pour une population de 100 000 habitants à 247.
- Au cours des 19 dernières années, le taux de crimes avec violence a fluctué, atteignant son maximum en 2000 avec 1 494 pour une population de 100 000 habitants. Depuis 2000, le taux de crimes avec violence a diminué de 26,5 % pour atteindre 1 098 en 2017.
- En général, les taux de criminalité liée aux infractions au code de la route et à d'autres infractions prévues au *Code criminel* ont fluctué depuis 1998.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

\*\*Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Ces statistiques sur la criminalité sont basées sur les crimes qui sont signalés à la police. Vu que les crimes ne sont pas tous signalés à la police, ces chiffres sont en deçà de la réalité. Voir à la figure F1 les taux calculés d'après les résultats d'une enquête sur la victimisation (l'Enquête sociale générale); il s'agit là d'une autre façon de mesurer la criminalité.

## LE TAUX DE CRIMES DÉCLARÉS PAR LA POLICE A DIMINUÉ DEPUIS 1998

Tableau A1

| Année | Type d'infraction    |                           |                                 |                               |                      |                                           | Total* |
|-------|----------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------------------|--------|
|       | Crimes de violence** | Crimes contre les biens** | Infractions au code de la route | Autres infractions au C. cr** | En matière de drogue | Total des infr. aux autres lois fédérales |        |
| 1998  | 1 345                | 5 696                     | 496                             | 1 051                         | 235                  | 40                                        | 8 915  |
| 1999  | 1 440                | 5 345                     | 388                             | 910                           | 264                  | 44                                        | 8 474  |
| 2000  | 1 494                | 5 189                     | 370                             | 924                           | 287                  | 43                                        | 8 376  |
| 2001  | 1 473                | 5 124                     | 393                             | 989                           | 288                  | 62                                        | 8 390  |
| 2002  | 1 441                | 5 080                     | 379                             | 991                           | 296                  | 55                                        | 8 315  |
| 2003  | 1 435                | 5 299                     | 373                             | 1 037                         | 274                  | 46                                        | 8 532  |
| 2004  | 1 404                | 5 123                     | 379                             | 1 072                         | 306                  | 50                                        | 8 391  |
| 2005  | 1 389                | 4 884                     | 378                             | 1 052                         | 290                  | 60                                        | 8 090  |
| 2006  | 1 387                | 4 809                     | 376                             | 1 050                         | 295                  | 57                                        | 8 004  |
| 2007  | 1 354                | 4 525                     | 402                             | 1 029                         | 308                  | 59                                        | 7 707  |
| 2008  | 1 334                | 4 258                     | 437                             | 1 039                         | 308                  | 67                                        | 7 475  |
| 2009  | 1 322                | 4 122                     | 435                             | 1 017                         | 291                  | 57                                        | 7 281  |
| 2010  | 1 292                | 3 838                     | 420                             | 1 029                         | 321                  | 62                                        | 6 996  |
| 2011  | 1 236                | 3 536                     | 424                             | 1 008                         | 330                  | 60                                        | 6 627  |
| 2012  | 1 198                | 3 435                     | 406                             | 1 000                         | 317                  | 67                                        | 6 459  |
| 2013  | 1 093                | 3 147                     | 386                             | 954                           | 310                  | 52                                        | 5 971  |
| 2014  | 1 041                | 3 090                     | 364                             | 915                           | 294                  | 49                                        | 5 777  |
| 2015  | 1 066                | 3 218                     | 351                             | 926                           | 278                  | 50                                        | 5 913  |
| 2016  | 1 052                | 3 207                     | 345                             | 965                           | 263                  | 59                                        | 5 962  |
| 2017  | 1 098                | 3 245                     | 342                             | 991                           | 247                  | 69                                        | 6 006  |

Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

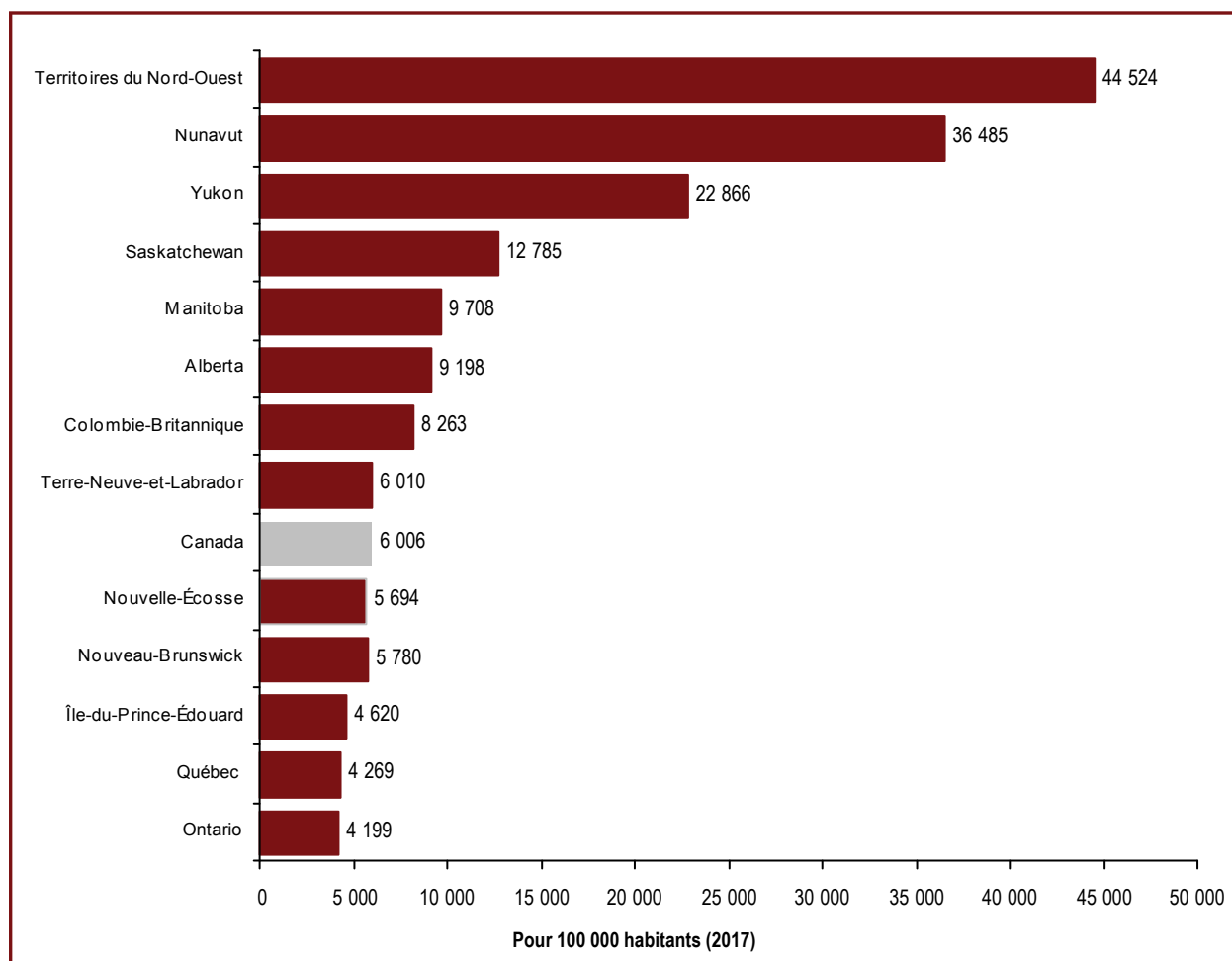
\*\*Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens », « autres infractions au Code criminel » et « total des infractions aux autres lois fédérales » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les taux correspondent au nombre d'incidents signalés pour 100 000 habitants.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des taux ne soit pas égale au total.

## LE TAUX DE CRIMINALITÉ EST PLUS ÉLEVÉ DANS L'OUEST ET EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LE NORD

Figure A2



Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le taux de criminalité est plus élevé dans l'Ouest, et il est le plus élevé dans les territoires. Ces tendances générales se sont maintenues.
- Le taux\* de criminalité au Canada a légèrement augmenté, passant de 5 970 en 2013 à 6 006 en 2017.

### Nota

\*Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Par ailleurs, Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

## LE TAUX DE CRIMINALITÉ EST PLUS ÉLEVÉ DANS L'OUEST ET EST LE PLUS ÉLEVÉ DANS LE NORD

Tableau A2

| Province/territoire       | Taux de criminalité* |              |              |              |              |
|---------------------------|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                           | 2013                 | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         |
| Terre-Neuve-et-Labrador   | 6 677                | 6 216        | 6 362        | 6 490        | 6 010        |
| Île-du-Prince-Édouard     | 6 541                | 5 304        | 4 677        | 4 929        | 4 620        |
| Nouvelle-Écosse           | 6 414                | 6 229        | 5 697        | 5 555        | 5 694        |
| Nouveau-Brunswick         | 5 476                | 5 072        | 5 514        | 5 318        | 5 780        |
| Québec                    | 4 701                | 4 317        | 4 212        | 4 184        | 4 269        |
| Ontario                   | 4 182                | 4 003        | 3 998        | 4 061        | 4 119        |
| Manitoba                  | 8 720                | 8 399        | 8 904        | 9 479        | 9 708        |
| Saskatchewan              | 12 545               | 12 138       | 12 803       | 13 362       | 12 785       |
| Alberta                   | 7 962                | 7 986        | 8 846        | 8 940        | 9 198        |
| Colombie-Britannique      | 8 535                | 8 602        | 8 758        | 8 670        | 8 263        |
| Yukon                     | 26 150               | 26 430       | 26 072       | 23 828       | 22 866       |
| Territoires du Nord-Ouest | 48 550               | 46 677       | 47 254       | 43 351       | 44 524       |
| Nunavut                   | 34 650               | 32 628       | 34 370       | 35 740       | 36 485       |
| <b>Canada</b>             | <b>5 970</b>         | <b>5 777</b> | <b>5 913</b> | <b>5 961</b> | <b>6 006</b> |

Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

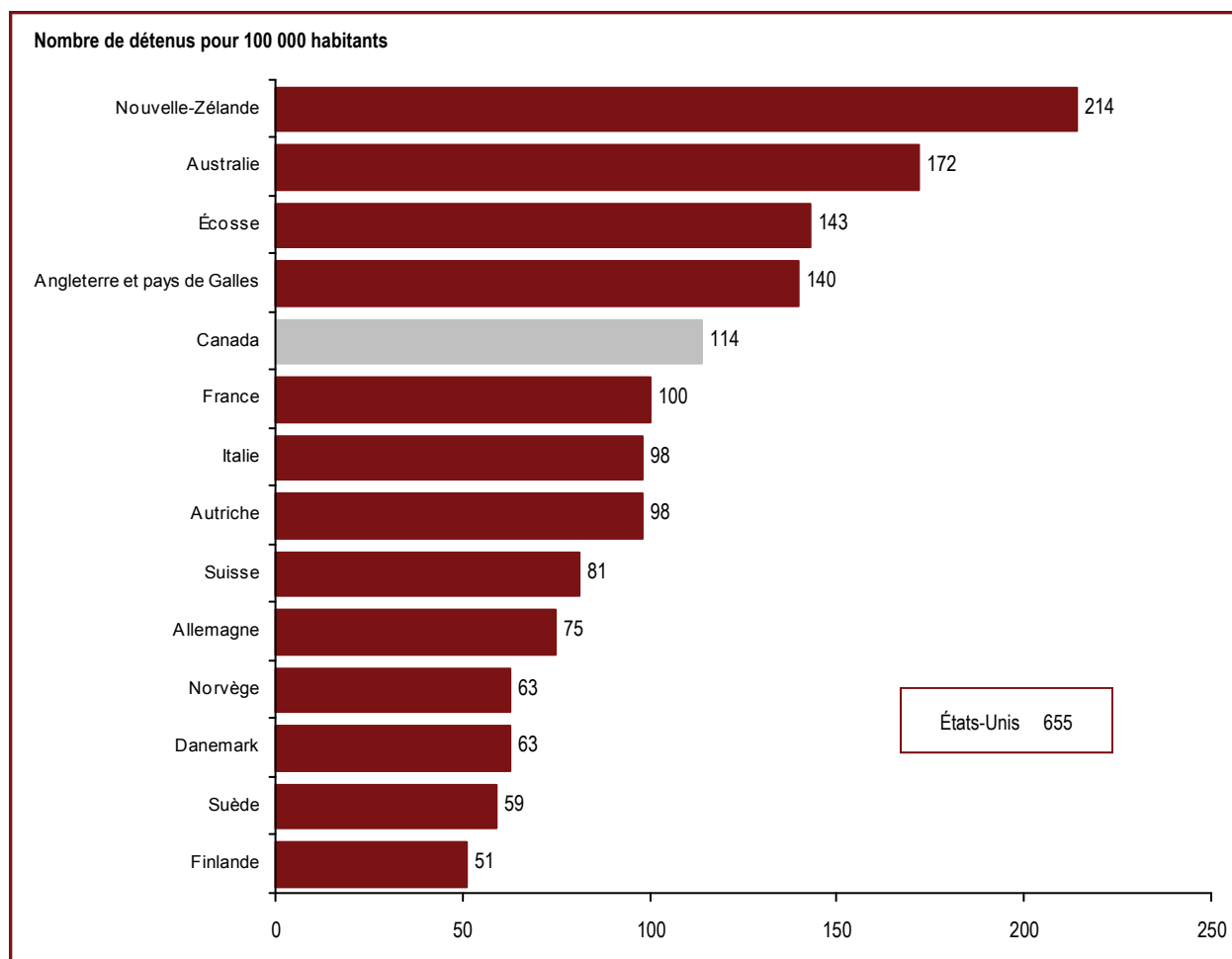
### Nota

\*Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Par ailleurs, Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

## LE TAUX D'INCARCÉRATION AU CANADA EST RELATIF PAR RAPPORT AUX PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST

Figure A3



Source : *World Prison Population List* (données tirées le 12 février 2019 du site [www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total](http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total)).

- Le taux d'incarcération du Canada est plus élevé que les taux de la plupart des pays européens occidentaux, mais beaucoup plus faible que celui des États-Unis, qui, selon les données les plus récentes, ont enregistré un taux d'incarcération de 655 pour 100 000 habitants.
- Selon l'information la plus récente obtenue auprès de l'*International Centre for Prison Studies*, le taux d'incarcération du Canada était de 114 par tranche de 100 000 habitants. Dans un classement du taux le plus haut au taux le plus bas, le taux de la population carcérale du Canada se trouvait au 138<sup>e</sup> rang sur 223 pays.

### Nota

Dans cette figure, le taux d'incarcération correspond au nombre de personnes (c.-à-d. adultes et jeunes) en détention pour 100 000 habitants. Les taux d'incarcération provenant de la *World Prison Population List* sont fondés sur les données disponibles les plus récentes au moment de l'établissement de la liste. En raison de variantes dans la disponibilité des données, les dates 2006 et 2008 indiquées à la figure A3 renvoient à l'année de la publication de la liste (septième et huitième éditions respectivement), et non pas nécessairement à l'année où les données ont été obtenues. Pour 2018, les données ont été tirées le 12 février 2019 du site [www.prisonstudies.org/](http://www.prisonstudies.org/), qui contient les données disponibles les plus récentes. Les taux d'incarcération sont fondés sur la population du pays. De plus, les pays utilisent des pratiques diverses et ne mesurent pas tous ces taux de la même façon, ce qui limite la comparabilité de l'information.

## LE TAUX D'INCARCÉRATION AU CANADA EST RELATIF PAR RAPPORT AUX PAYS DE L'EUROPE DE L'OUEST

Tableau A3

|                              | 2006 <sup>1*</sup> | 2008 <sup>2*</sup> | 2011 <sup>3*</sup> | 2012 <sup>4*</sup> | 2013 <sup>5*</sup> | 2014 <sup>6*</sup> | 2015 <sup>7*</sup> | 2016 <sup>8*</sup> | 2017 <sup>9*</sup> | 2018 <sup>10*</sup> |
|------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| États-Unis                   | 738                | 756                | 743                | 730                | 716                | 707                | 698                | 693                | 666                | 655                 |
| Nouvelle-Zélande             | 186                | 185                | 199                | 194                | 192                | 190                | 190                | 203                | 214                | 214                 |
| Angleterre et pays de Galles | 148                | 153                | 155                | 154                | 148                | 149                | 148                | 147                | 146                | 140                 |
| Écosse                       | 139                | 152                | 155                | 151                | 147                | 144                | 144                | 142                | 138                | 143                 |
| Australie                    | 126                | 129                | 133                | 129                | 130                | 143                | 151                | 152                | 168                | 172                 |
| <b>Canada</b>                | <b>107</b>         | <b>116</b>         | <b>117</b>         | <b>114</b>         | <b>118</b>         | <b>118</b>         | <b>106</b>         | <b>114</b>         | <b>114</b>         | <b>114</b>          |
| Italie                       | 104                | 92                 | 110                | 109                | 106                | 88                 | 86                 | 90                 | 95                 | 98                  |
| Autriche                     | 105                | 95                 | 104                | 104                | 98                 | 99                 | 95                 | 93                 | 94                 | 98                  |
| France                       | 85                 | 96                 | 102                | 102                | 101                | 102                | 100                | 103                | 103                | 100                 |
| Allemagne                    | 95                 | 89                 | 87                 | 83                 | 79                 | 81                 | 78                 | 78                 | 77                 | 75                  |
| Suisse                       | 83                 | 76                 | 79                 | 76                 | 82                 | 87                 | 84                 | 83                 | 82                 | 81                  |
| Suède                        | 82                 | 74                 | 78                 | 70                 | 67                 | 57                 | 60                 | 53                 | 57                 | 59                  |
| Danemark                     | 77                 | 63                 | 74                 | 74                 | 73                 | 67                 | 61                 | 58                 | 59                 | 63                  |
| Norvège                      | 66                 | 69                 | 73                 | 73                 | 72                 | 75                 | 71                 | 74                 | 74                 | 63                  |
| Finlande                     | 75                 | 64                 | 59                 | 59                 | 58                 | 55                 | 57                 | 55                 | 57                 | 51                  |

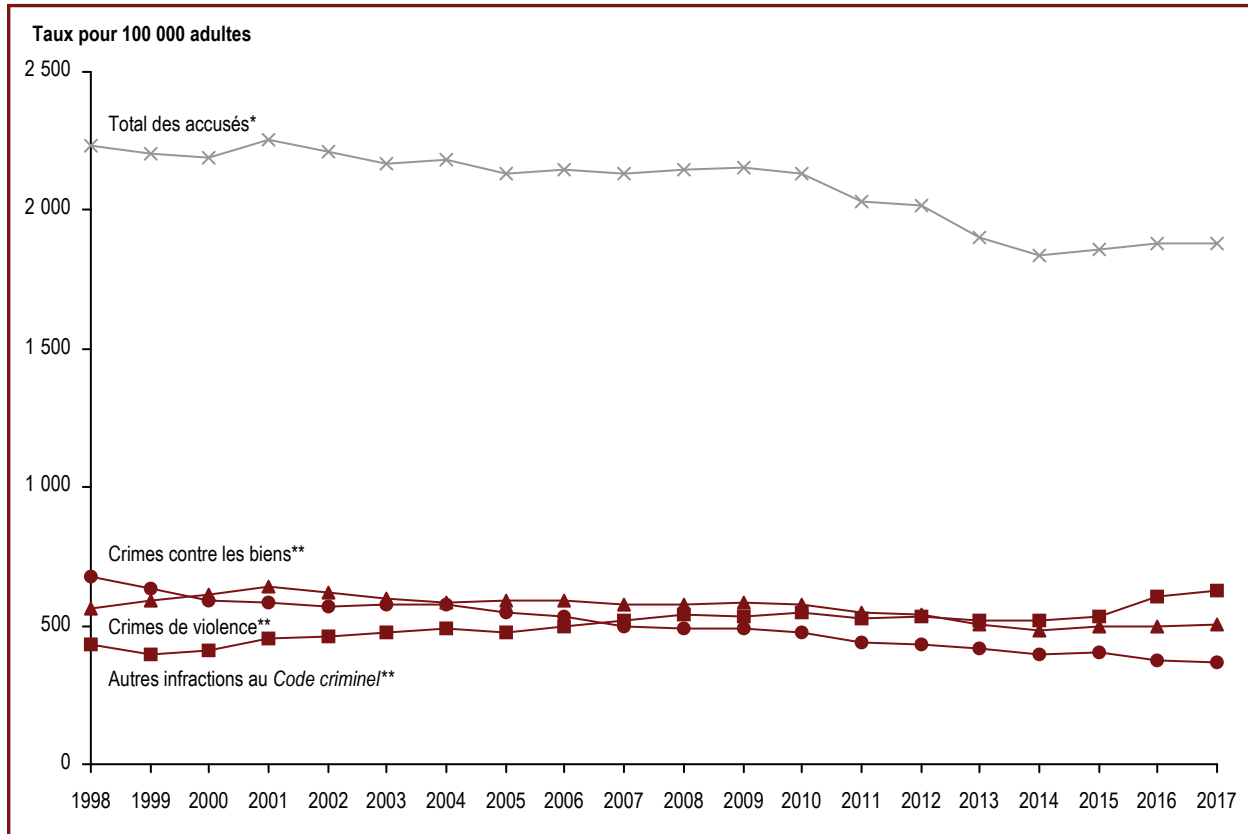
Source : International Centre for Prison Studies : <sup>1</sup> *World Prison Population List* (septième édition). <sup>2</sup> *World Prison Population List* (huitième édition). <sup>3</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 7 octobre 2011 du site [www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php](http://www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php)). <sup>4</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 15 octobre 2012 du site [www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php](http://www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php)). <sup>5</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 20 novembre 2013 du site [www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php](http://www.prisonstudies.org/info/worldbrief/index.php)). <sup>6</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 8 décembre 2014 du site [www.prisonstudies.org/world-prison-brief](http://www.prisonstudies.org/world-prison-brief)). <sup>7</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 20 novembre 2015 du site [www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total](http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total)). <sup>8</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 6 décembre 2016 du site [www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total](http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total)). <sup>9</sup> *World Prison Population List* (données tirées le 10 novembre 2017 du site [www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total](http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total)). <sup>10</sup> *World Prison Population List* (douzième édition; données tirées le 12 février 2019 du site [www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total](http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/prison-population-total)).

### Nota

\*Les taux d'incarcération provenant de la *World Prison Population List* sont fondés sur les données disponibles les plus récentes au moment de établissement de la liste. En raison de variantes dans la disponibilité des données, les dates 2006 et 2008 indiquées au tableau A3 renvoient à l'année de la publication de la liste (septième et huitième éditions respectivement), et non pas nécessairement à l'année où les données ont été obtenues. Pour 2018, les données ont été tirées le 12 février 2019 du site [www.prisonstudies.org/](http://www.prisonstudies.org/), qui contient les données disponibles les plus récentes. De plus, les pays utilisent des pratiques diverses et ne mesurent pas tous ces taux de la même façon, ce qui limite la comparabilité de l'information. Les taux sont basés sur 100 000 habitants.

## LE TAUX D'ADULTES ACCUSÉS A BAISSÉ

Figure A4



Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis 1998, le taux d'adultes accusés est passé de 2 236 par tranche de 100 000 adultes à 1 881 en 2017, soit une baisse de 15,9 %.
- Pour cette même période, le taux d'adultes accusés de crimes de violence a diminué de 10,1 %; ainsi, seulement 506 adultes par tranche de 100 000 adultes ont été accusés en 2017. Pour sa part, le taux d'adultes accusés de crimes contre les biens a diminué de 45,2 %, passant de 677 par tranche de 100 000 adultes à 371 en 2017.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

\*\*Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les crimes de violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions de violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, le recel, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

## LE TAUX D'ADULTES ACCUSÉS A BAISSÉ

Tableau A4

| Année | Type d'infraction    |                           |                                 |                               |                      |                                           | N <sup>bre</sup> total d'accusés* |
|-------|----------------------|---------------------------|---------------------------------|-------------------------------|----------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------|
|       | Crimes de violence** | Crimes contre les biens** | Infractions au code de la route | Autres infractions au C. cr** | En matière de drogue | Total des infr. aux autres lois fédérales |                                   |
| 1998  | 563                  | 677                       | 374                             | 430                           | 168                  | 12                                        | 2 236                             |
| 1999  | 590                  | 632                       | 371                             | 396                           | 185                  | 18                                        | 2 203                             |
| 2000  | 615                  | 591                       | 349                             | 411                           | 198                  | 16                                        | 2 190                             |
| 2001  | 641                  | 584                       | 349                             | 451                           | 202                  | 18                                        | 2 256                             |
| 2002  | 617                  | 569                       | 336                             | 460                           | 199                  | 18                                        | 2 211                             |
| 2003  | 598                  | 573                       | 326                             | 476                           | 172                  | 15                                        | 2 168                             |
| 2004  | 584                  | 573                       | 314                             | 490                           | 187                  | 22                                        | 2 180                             |
| 2005  | 589                  | 550                       | 299                             | 479                           | 185                  | 22                                        | 2 131                             |
| 2006  | 594                  | 533                       | 300                             | 498                           | 198                  | 20                                        | 2 150                             |
| 2007  | 577                  | 499                       | 298                             | 521                           | 208                  | 20                                        | 2 132                             |
| 2008  | 576                  | 487                       | 307                             | 540                           | 207                  | 22                                        | 2 149                             |
| 2009  | 585                  | 490                       | 311                             | 532                           | 201                  | 20                                        | 2 152                             |
| 2010  | 576                  | 473                       | 295                             | 545                           | 211                  | 22                                        | 2 132                             |
| 2011  | 548                  | 441                       | 271                             | 527                           | 213                  | 23                                        | 2 034                             |
| 2012  | 540                  | 434                       | 268                             | 535                           | 202                  | 25                                        | 2 016                             |
| 2013  | 504                  | 415                       | 242                             | 518                           | 200                  | 18                                        | 1 904                             |
| 2014  | 486                  | 397                       | 232                             | 518                           | 190                  | 13                                        | 1 840                             |
| 2015  | 498                  | 401                       | 228                             | 531                           | 180                  | 15                                        | 1 859                             |
| 2016  | 506                  | 378                       | 220                             | 603                           | 169                  | 17                                        | 1 900                             |
| 2017  | 506                  | 371                       | 206                             | 636                           | 155                  | 12                                        | 1 881                             |

Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de l'ensemble des infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada.

\*\*Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens », « autres infractions au Code criminel » et « total des infractions aux autres lois fédérales » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données du rapport de cette année ne sont pas comparables à celles des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

Les taux se fondent sur une population de 100 000 personnes âgées de 18 ans et plus.

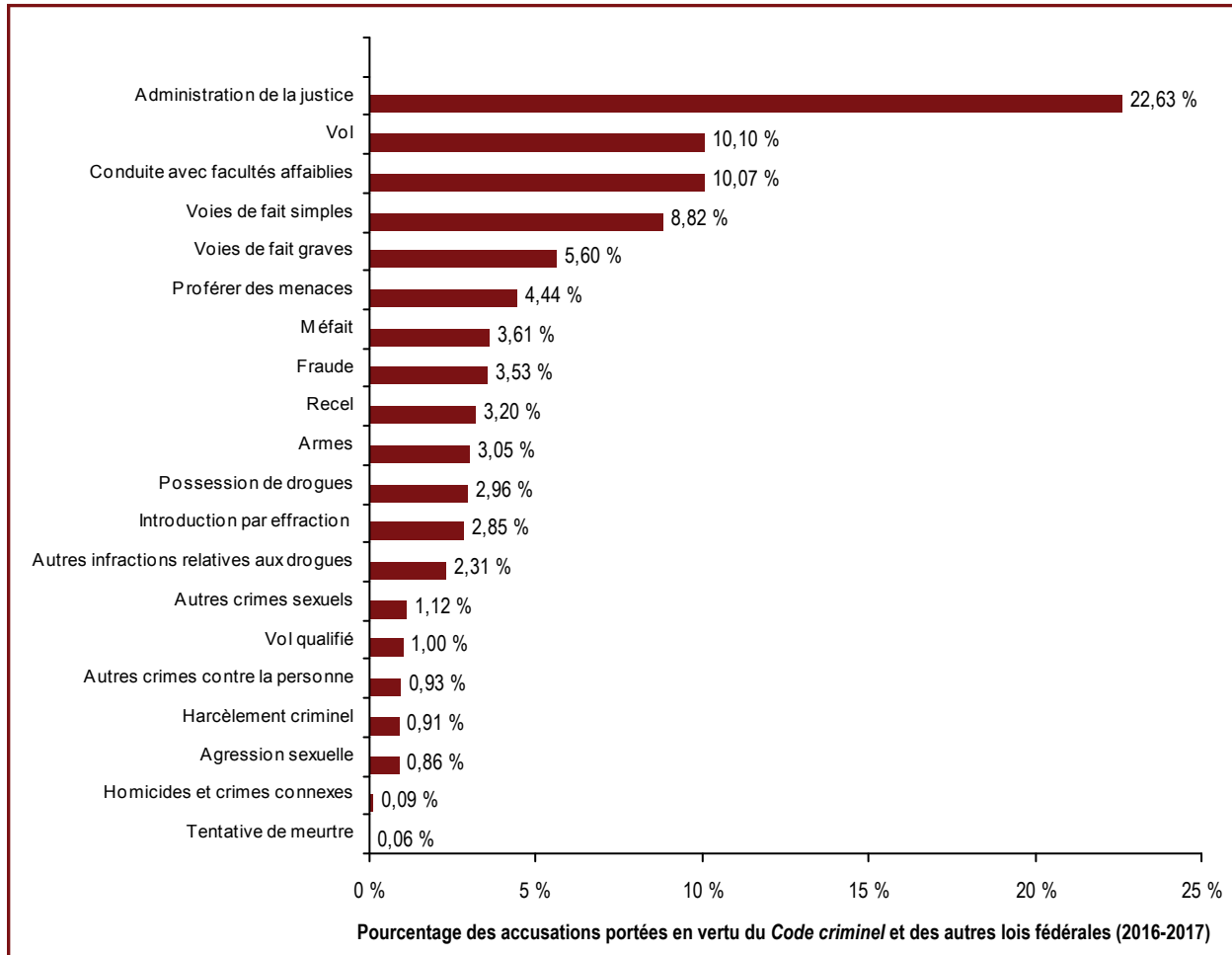
Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des taux ne soit pas égale au total.

Les crimes de violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions de violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, le recel, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

## LES CAUSES RELATIVES À L'ADMINISTRATION, CRIMES CONTRE LA PERSONNE ET LES CRIMES CONTRE LES BIENS REPRÉSENTENT 23 % DE TOUTES LES AFFAIRES\* PRÉSENTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX POUR ADULTES

Figure A5



Source : Tableau 35-10-0027-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Les causes relatives à l'administration de la justice (soit les infractions associées aux procédures suivantes : défaut de comparaître, non-respect d'une ordonnance, manquement aux conditions de la probation et fait de se retrouver illégalement en liberté) représentent plus d'un cinquième des affaires devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes.
- Outre les causes relatives à l'administration de la justice, le vol et la conduite avec facultés affaiblies sont les infractions les plus fréquentes visées par les causes présentées devant les tribunaux pour adultes.

### Nota

\*Causes sur lesquelles un tribunal de juridiction criminelle pour adultes a statué.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de *L'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Une cause est définie comme une ou des accusations qui sont portées contre une personne ou une organisation accusée et qui sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'une cause comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera la cause. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LES CAUSES RELATIVES À L'ADMINISTRATION, CRIMES CONTRE LA PERSONNE ET LES CRIMES CONTRE LES BIENS REPRÉSENTENT 23 % DE TOUTES LES AFFAIRES\* PRÉSENTÉES DEVANT LES TRIBUNAUX POUR ADULTES

Tableau A5

| Type d'accusation                                         | Accusations portées en vertu du <i>Code criminel</i> et des autres lois fédérales |               |                |               |                |               |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                           | 2014-2015                                                                         |               | 2015-2016      |               | 2016-2017      |               |
|                                                           | Nbre                                                                              | %             | Nbre           | %             | Nbre           | %             |
| <b>Crimes contre la personne</b>                          | <b>80 994</b>                                                                     | <b>23,01</b>  | <b>82 387</b>  | <b>23,47</b>  | <b>85 270</b>  | <b>23,84</b>  |
| Homicides et crimes connexes                              | 262                                                                               | 0,07          | 247            | 0,07          | 328            | 0,09          |
| Tentative de meurtre                                      | 158                                                                               | 0,04          | 195            | 0,06          | 197            | 0,06          |
| Vol qualifié                                              | 3 318                                                                             | 0,94          | 3 512          | 1,00          | 3 594          | 1,00          |
| Agression sexuelle                                        | 2 753                                                                             | 0,78          | 2 925          | 0,83          | 3 086          | 0,86          |
| Autres crimes sexuels                                     | 3 564                                                                             | 1,01          | 3 823          | 1,09          | 4 015          | 1,12          |
| Voies de fait graves (niveaux 2 et 3)                     | 18 644                                                                            | 5,30          | 19 164         | 5,46          | 20 034         | 5,60          |
| Voies de fait simples (niveau 1)                          | 30 517                                                                            | 8,67          | 30 748         | 8,76          | 31 554         | 8,82          |
| Proférer des menaces                                      | 15 849                                                                            | 4,50          | 15 677         | 4,47          | 15 897         | 4,44          |
| Harcèlement criminel                                      | 3 006                                                                             | 0,85          | 3 114          | 0,89          | 3 251          | 0,91          |
| Autres crimes contre la personne                          | 2 923                                                                             | 0,83          | 2 982          | 0,85          | 3 314          | 0,93          |
| <b>Crimes contre les biens</b>                            | <b>80 467</b>                                                                     | <b>22,86</b>  | <b>81 959</b>  | <b>23,35</b>  | <b>85 125</b>  | <b>23,80</b>  |
| Vol                                                       | 35 195                                                                            | 10,00         | 35 537         | 10,12         | 36 112         | 10,10         |
| Introduction par effraction                               | 9 458                                                                             | 2,69          | 9 830          | 2,80          | 10 207         | 2,85          |
| Fraude                                                    | 11 371                                                                            | 3,23          | 11 623         | 3,31          | 12 634         | 3,53          |
| Méfait                                                    | 12 418                                                                            | 3,53          | 12 471         | 3,55          | 12 921         | 3,61          |
| Recel                                                     | 10 441                                                                            | 2,97          | 10 872         | 3,10          | 11 460         | 3,20          |
| Autres crimes contre les biens                            | 1 584                                                                             | 0,45          | 1 626          | 0,46          | 1 791          | 0,50          |
| <b>Administration de la justice</b>                       | <b>78 365</b>                                                                     | <b>22,26</b>  | <b>79 312</b>  | <b>22,59</b>  | <b>80 950</b>  | <b>22,63</b>  |
| Défaut de comparaître                                     | 3 892                                                                             | 1,11          | 4 111          | 1,17          | 4 305          | 1,20          |
| Manquement aux conditions de la probation                 | 30 716                                                                            | 8,73          | 31 047         | 8,84          | 31 337         | 8,76          |
| Illégalement en liberté                                   | 2 616                                                                             | 0,74          | 2 607          | 0,74          | 2 734          | 0,76          |
| Non-respect d'une ordonnance                              | 33 159                                                                            | 9,42          | 33 546         | 9,56          | 34 341         | 9,60          |
| Autres infractions liées à l'administration de la justice | 7 982                                                                             | 2,27          | 8 001          | 2,28          | 8 233          | 2,30          |
| <b>Autres infractions au <i>Code criminel</i></b>         | <b>15 419</b>                                                                     | <b>4,38</b>   | <b>16 162</b>  | <b>4,60</b>   | <b>16 590</b>  | <b>4,64</b>   |
| Armes                                                     | 9 693                                                                             | 2,75          | 10 545         | 3,00          | 10 906         | 3,05          |
| Prostitution                                              | 388                                                                               | 0,11          | 198            | 0,06          | 425            | 0,12          |
| Troubler la paix                                          | 1 136                                                                             | 0,32          | 1 056          | 0,30          | 938            | 0,26          |
| Autres infractions au <i>Code criminel</i>                | 4 202                                                                             | 1,19          | 4 363          | 1,24          | 4 321          | 1,21          |
| <b>Code criminel – Code de la route</b>                   | <b>49 346</b>                                                                     | <b>14,02</b>  | <b>46 728</b>  | <b>13,31</b>  | <b>45 812</b>  | <b>12,81</b>  |
| Conduite avec facultés affaiblies                         | 39 585                                                                            | 11,25         | 36 825         | 10,49         | 36 000         | 10,07         |
| Autres infractions au code de la route – C. cr            | 9 761                                                                             | 2,77          | 9 903          | 2,82          | 9 812          | 2,74          |
| <b>Infractions à d'autres lois fédérales</b>              | <b>47 428</b>                                                                     | <b>13,47</b>  | <b>44 513</b>  | <b>12,68</b>  | <b>43 895</b>  | <b>12,27</b>  |
| Possession de drogues                                     | 13 677                                                                            | 3,89          | 12 515         | 3,56          | 10 571         | 2,96          |
| Autres infractions relatives aux drogues                  | 9 228                                                                             | 2,62          | 8 547          | 2,43          | 8 273          | 2,31          |
| Autres infractions aux lois fédérales                     | 23 621                                                                            | 6,71          | 22 554         | 6,42          | 24 330         | 6,80          |
| <b>Total des infractions</b>                              | <b>352 019</b>                                                                    | <b>100,00</b> | <b>351 061</b> | <b>100,00</b> | <b>357 642</b> | <b>100,00</b> |

Source : Tableau 35-10-0027-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

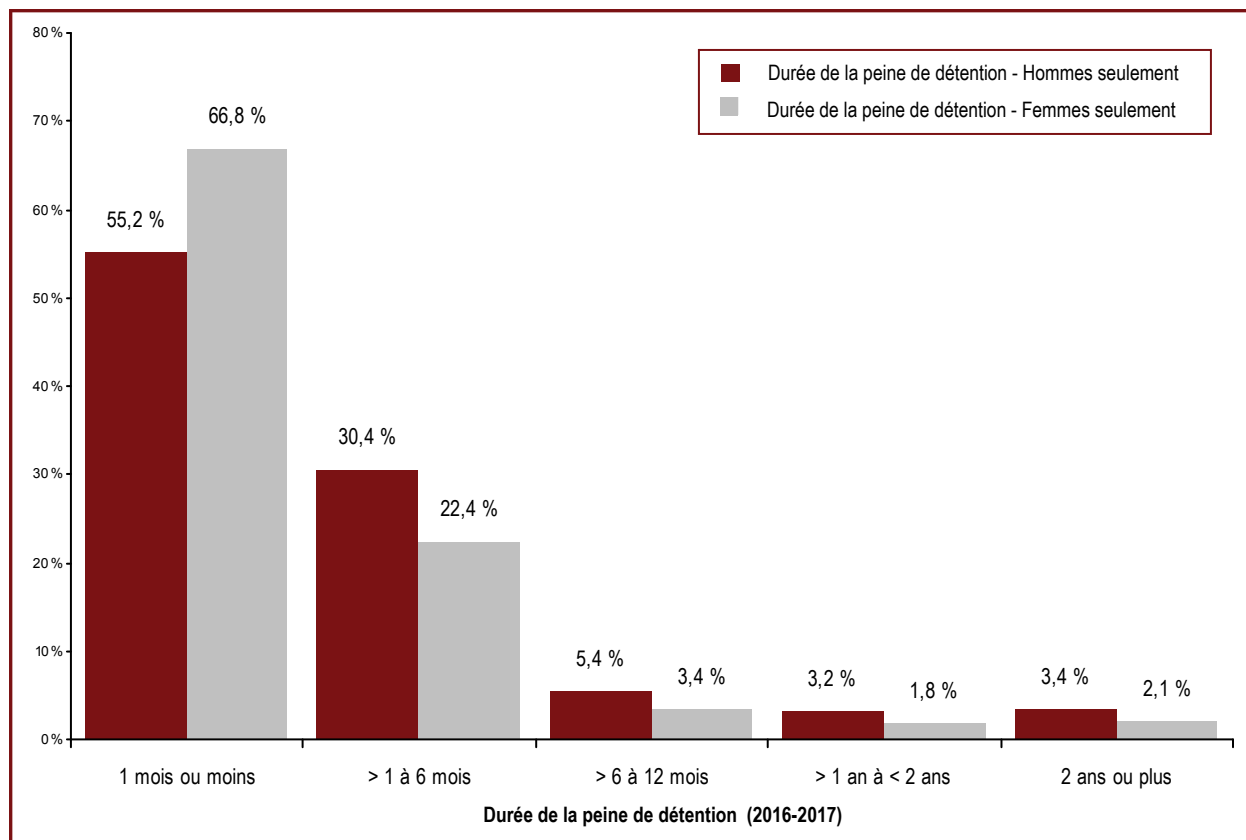
### Nota

\*Causes sur lesquelles un tribunal de juridiction criminelle pour adultes a statué.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie. Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LA PLUPART DES PEINES DE DÉTENTION IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À DES ADULTES SONT COURTES

Figure A6



Source : Tableau 35-10-0032-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Plus de la moitié (52,6 %) des peines de détention imposées par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes sont d'une durée de un mois ou moins.
- Les peines de détention ont tendance à être plus longues pour les hommes que pour les femmes. Environ les deux tiers (66,8 %) des femmes et un peu plus de la moitié des hommes (55,2 %) qui sont condamnés à l'incarcération après avoir été déclarés coupables\* se voient infliger une peine de un mois ou moins, tandis que 89,2 % des femmes et 85,6 % des hommes reçoivent une peine de six mois ou moins.
- Seulement 3,1 % des déclarations de culpabilité qui aboutissent à l'incarcération entraînent l'imposition d'une peine de ressort fédéral (c.-à-d. d'une durée de deux ans ou plus).

### Nota

\*Le type de décision « culpabilité » comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

Le graphique ne tient pas compte des causes où la durée de la peine de détention ou le sexe n'était pas connu, ni des données du Manitoba (car aucun renseignement relatif à la longueur des peines n'était disponible).

Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LA PLUPART DES PEINES DE DÉTENTION IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À DES ADULTES SONT COURTES

Tableau A6

| Durée de la peine de détention   | 2012-2013   | 2013-2014   | 2014-2015   | 2015-2016   | 2016-2017   |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                                  | %           | %           | %           | %           | %           |
| 1 mois ou moins                  |             |             |             |             |             |
| Femmes                           | 67,1        | 65,4        | 65,4        | 66,6        | 66,8        |
| Hommes                           | 52,9        | 52,6        | 53,8        | 54,2        | 55,2        |
| <b>Total</b>                     | <b>50,6</b> | <b>50,0</b> | <b>51,1</b> | <b>51,6</b> | <b>52,6</b> |
| De plus d'un mois à 6 mois       |             |             |             |             |             |
| Femmes                           | 23,9        | 24,9        | 24,1        | 25,0        | 22,4        |
| Hommes                           | 32,4        | 32,6        | 31,5        | 30,9        | 30,4        |
| <b>Total</b>                     | <b>29,5</b> | <b>29,6</b> | <b>28,8</b> | <b>28,2</b> | <b>27,7</b> |
| De plus de 6 mois à 1 an         |             |             |             |             |             |
| Femmes                           | 4,2         | 4,1         | 4,0         | 4,0         | 3,4         |
| Hommes                           | 6,3         | 6,2         | 6,2         | 5,8         | 5,4         |
| <b>Total</b>                     | <b>5,8</b>  | <b>5,7</b>  | <b>5,6</b>  | <b>5,3</b>  | <b>4,9</b>  |
| De plus d'un an à moins de 2 ans |             |             |             |             |             |
| Femmes                           | 2,0         | 2,2         | 2,1         | 2,1         | 1,8         |
| Hommes                           | 3,9         | 3,9         | 3,6         | 3,6         | 3,2         |
| <b>Total</b>                     | <b>3,6</b>  | <b>3,6</b>  | <b>3,3</b>  | <b>3,2</b>  | <b>3,0</b>  |
| 2 ans ou plus                    |             |             |             |             |             |
| Femmes                           | 1,8         | 2,0         | 2,2         | 2,5         | 2,1         |
| Hommes                           | 3,8         | 3,9         | 3,6         | 3,7         | 3,4         |
| <b>Total</b>                     | <b>3,4</b>  | <b>3,4</b>  | <b>3,2</b>  | <b>3,3</b>  | <b>3,1</b>  |

Source : Tableau 35-10-0032-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

Le tableau ne tient pas compte des causes où la durée de la peine de détention ou le sexe n'était pas connu, ni des données du Manitoba (car aucun renseignement relatif à la longueur des peines n'était disponible).

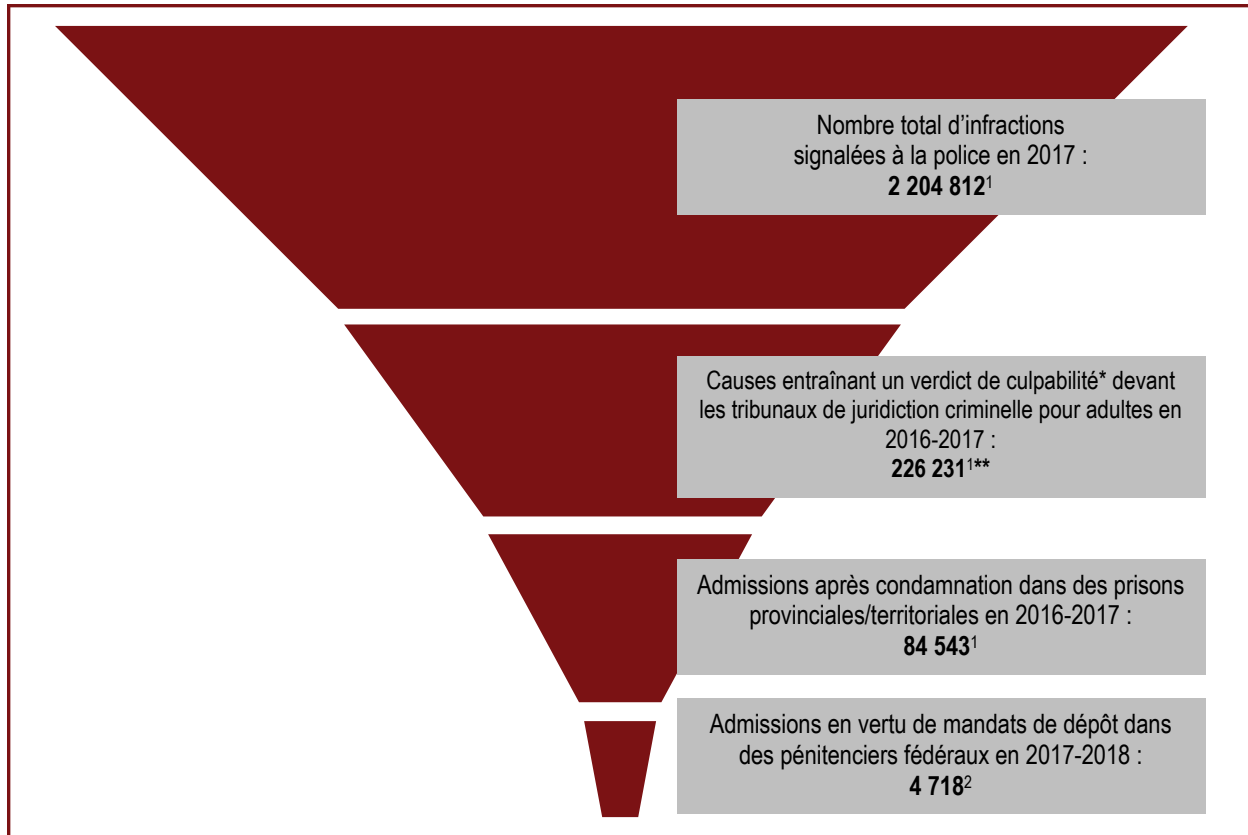
Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## UN NOMBRE RELATIVEMENT PEU ÉLEVÉ DE CRIMES CONDUISENT À L'IMPOSITION DE PEINES DE DÉTENTION DANS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX

Figure A7



Source : <sup>1</sup>Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité-2; tableau 35-10-0027-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle; et tableau 35-10-0018-01, Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada; <sup>2</sup>Service correctionnel du Canada.

- Environ 2,2 millions d'infractions ont été signalées à la police en 2017.
- En 2017-2018, 4 718 délinquants ont été admis dans un pénitencier fédéral ou un pavillon de resourcement en vertu de mandats de dépôt.

### Nota

\*Le type de décision « culpabilité » comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

\*\*La figure comprend seulement les déclarations de culpabilité prononcées dans les cours provinciales et des données partielles de la Cour supérieure. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Une cause est définie comme une ou des accusations qui sont portées contre une personne ou une organisation accusée et qui sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation.

Les données fournies par la police portent sur une année civile, alors que les données relatives aux tribunaux et aux prisons concernent un exercice financier (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

## UN NOMBRE RELATIVEMENT PEU ÉLEVÉ DE CRIMES CONDUISENT À L'IMPOSITION DE PEINES DE DÉTENTION DANS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX

Tableau A7

|                                                                                                                         | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
| Nombre total d'infractions signalées à la police <sup>1</sup>                                                           | 2 098 776 | 2 052 925 | 2 118 681 | 2 161 927 | 2 204 812         |
| Causes entraînant un verdict de culpabilité* devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes <sup>1**</sup> | 244 742   | 227 031   | 227 279   | 226 231   | Non disponible*** |
| Admissions après condamnation dans des prisons provinciales/territoriales <sup>1</sup>                                  | 64 604    | 62 279    | 62 771    | 84 543    | Non disponible*** |
| Admissions en vertu de mandats de dépôt dans des pénitenciers fédéraux <sup>2</sup>                                     | 5 071     | 4 818     | 4 891     | 4 908     | 4 718             |

Source : <sup>1</sup>Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité-2; tableau 35-10-0027-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle; et tableau 35-10-0018-01, Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada;  
<sup>2</sup>Service correctionnel du Canada.

### Nota

\*Le type de décision « culpabilité » comprend les déclarations de culpabilité pour une infraction, pour une infraction incluse, pour une tentative d'infraction ou pour une tentative d'infraction incluse. Cette catégorie comprend également les causes où une absolution inconditionnelle ou une absolution sous conditions a été imposée.

\*\*Le tableau comprend seulement les déclarations de culpabilité prononcées dans les cours provinciales et des données partielles de la Cour supérieure. Les données de la Cour supérieure ne sont pas incluses dans l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan. En outre, l'information des cours municipales du Québec n'est pas recueillie.

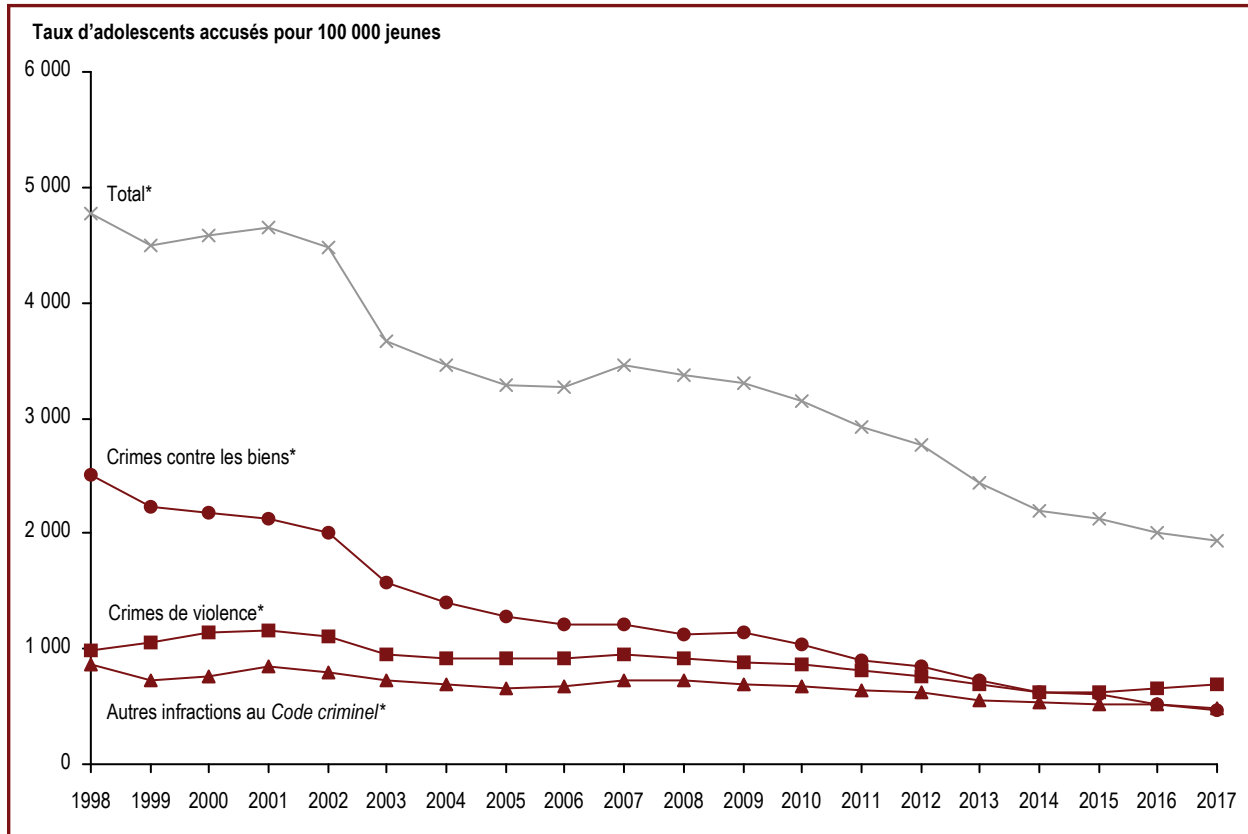
Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Une cause est définie comme une ou des accusations qui sont portées contre une personne ou une organisation accusée et qui sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation.

Les données fournies par la police portent sur une année civile, alors que les données relatives aux tribunaux et aux prisons concernent un exercice financier (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars).

\*\*\*Les données de 2017-2018 n'étaient pas encore disponibles lors de la préparation du présent rapport.

## LE TAUX DE JEUNES ACCUSÉS A DIMINUÉ AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Figure A8



Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le taux de jeunes\*\* accusés a diminué au cours des dix dernières années.
- En 2003, il y a eu une baisse notable dans toutes les grandes catégories de crimes. Celle-ci est en partie attribuable à l'entrée en vigueur en avril 2003 de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* (LSJPA), qui met davantage l'accent sur la déjudiciarisation.
- Le taux\*\* de jeunes accusés de crimes contre les biens a diminué de 81,0 % depuis 1998, passant de 2 500 pour 100 000 jeunes à 474 en 2017.
- Le taux\*\* de jeunes accusés de crimes de violence a diminué de 40,7 % depuis qu'il a atteint son sommet en 2001, passant de 1 157 pour 100 000 jeunes à 686 en 2017.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Par ailleurs, Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens » et « autres infractions au Code criminel » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données qui figurent dans le rapport de cette année ne sont pas comparables à celles qui figuraient dans les versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

\*\*En ce qui concerne la justice pénale, le droit canadien définit un jeune comme une personne âgée de 12 à 17 ans.

Les taux sont basés sur 100 000 jeunes (12 à 17 ans).

Les crimes de violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions de violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, le recel, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

## LE TAUX DE JEUNES ACCUSÉS A DIMINUÉ AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Tableau A8

| Année | Type d'infraction   |                          |                                   |                              |                      |                                           | Nbre total d'accusés* |
|-------|---------------------|--------------------------|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|-------------------------------------------|-----------------------|
|       | Crimes de violence* | Crimes contre les biens* | Infractions au code de la route** | Autres infractions au C. cr* | En matière de drogue | Total des infr. aux autres lois fédérales |                       |
| 1998  | 994                 | 2 500                    | --                                | 870                          | 226                  | 4                                         | 4 775                 |
| 1999  | 1 060               | 2 237                    | --                                | 728                          | 266                  | 2                                         | 4 500                 |
| 2000  | 1 136               | 2 177                    | --                                | 760                          | 317                  | 4                                         | 4 589                 |
| 2001  | 1 157               | 2 119                    | --                                | 840                          | 343                  | 6                                         | 4 656                 |
| 2002  | 1 102               | 2 009                    | --                                | 793                          | 337                  | 6                                         | 4 476                 |
| 2003  | 953                 | 1 570                    | --                                | 726                          | 208                  | 5                                         | 3 662                 |
| 2004  | 918                 | 1 395                    | --                                | 691                          | 230                  | 5                                         | 3 457                 |
| 2005  | 924                 | 1 276                    | --                                | 660                          | 214                  | 10                                        | 3 287                 |
| 2006  | 917                 | 1 216                    | --                                | 680                          | 240                  | 16                                        | 3 269                 |
| 2007  | 943                 | 1 211                    | 75                                | 732                          | 260                  | 17                                        | 3 461                 |
| 2008  | 909                 | 1 130                    | 74                                | 730                          | 267                  | 19                                        | 3 369                 |
| 2009  | 888                 | 1 143                    | 68                                | 698                          | 238                  | 30                                        | 3 294                 |
| 2010  | 860                 | 1 035                    | 62                                | 669                          | 255                  | 31                                        | 3 147                 |
| 2011  | 805                 | 903                      | 58                                | 635                          | 263                  | 31                                        | 2 915                 |
| 2012  | 764                 | 841                      | 58                                | 629                          | 240                  | 20                                        | 2 768                 |
| 2013  | 692                 | 723                      | 45                                | 555                          | 229                  | 10                                        | 2 437                 |
| 2014  | 629                 | 629                      | 43                                | 530                          | 200                  | 6                                         | 2 199                 |
| 2015  | 623                 | 612                      | 44                                | 525                          | 161                  | 10                                        | 2 125                 |
| 2016  | 648                 | 514                      | 41                                | 523                          | 138                  | 12                                        | 2 003                 |
| 2017  | 686                 | 474                      | 37                                | 492                          | 121                  | 6                                         | 1 930                 |

Source : Tableau 35-10-0177-01, Déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*Contrairement au taux présenté par Statistique Canada, le taux global de criminalité dans l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* comprend les infractions au code de la route et les infractions aux lois fédérales, ce qui fournit une mesure de toutes les infractions criminelles. Par conséquent, le taux global de criminalité qui figure dans le présent document est plus élevé que le taux de Statistique Canada. Par ailleurs, Statistique Canada a révisé les définitions des termes « crimes de violence », « crimes contre les biens », « autres infractions au Code criminel » et « total des infractions aux autres lois fédérales » pour qu'elles correspondent davantage à celles qu'utilise la communauté policière. Cette révision ne procure des données comparables qu'à partir de 1998; de plus, les données qui figurent dans le rapport de cette année ne sont pas comparables à celles qui figuraient dans les versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

\*\*Aucune donnée relative aux jeunes accusés et aux jeunes non accusés de conduite avec facultés affaiblies n'est disponible avant 2007. En conséquence, il faut faire preuve de prudence lorsqu'on établit des comparaisons avec le nombre total d'accusés et avec les autres infractions au Code criminel (y compris les infractions au code de la route) au fil du temps.

En ce qui concerne la justice pénale, le droit canadien définit un jeune comme une personne âgée de 12 à 17 ans.

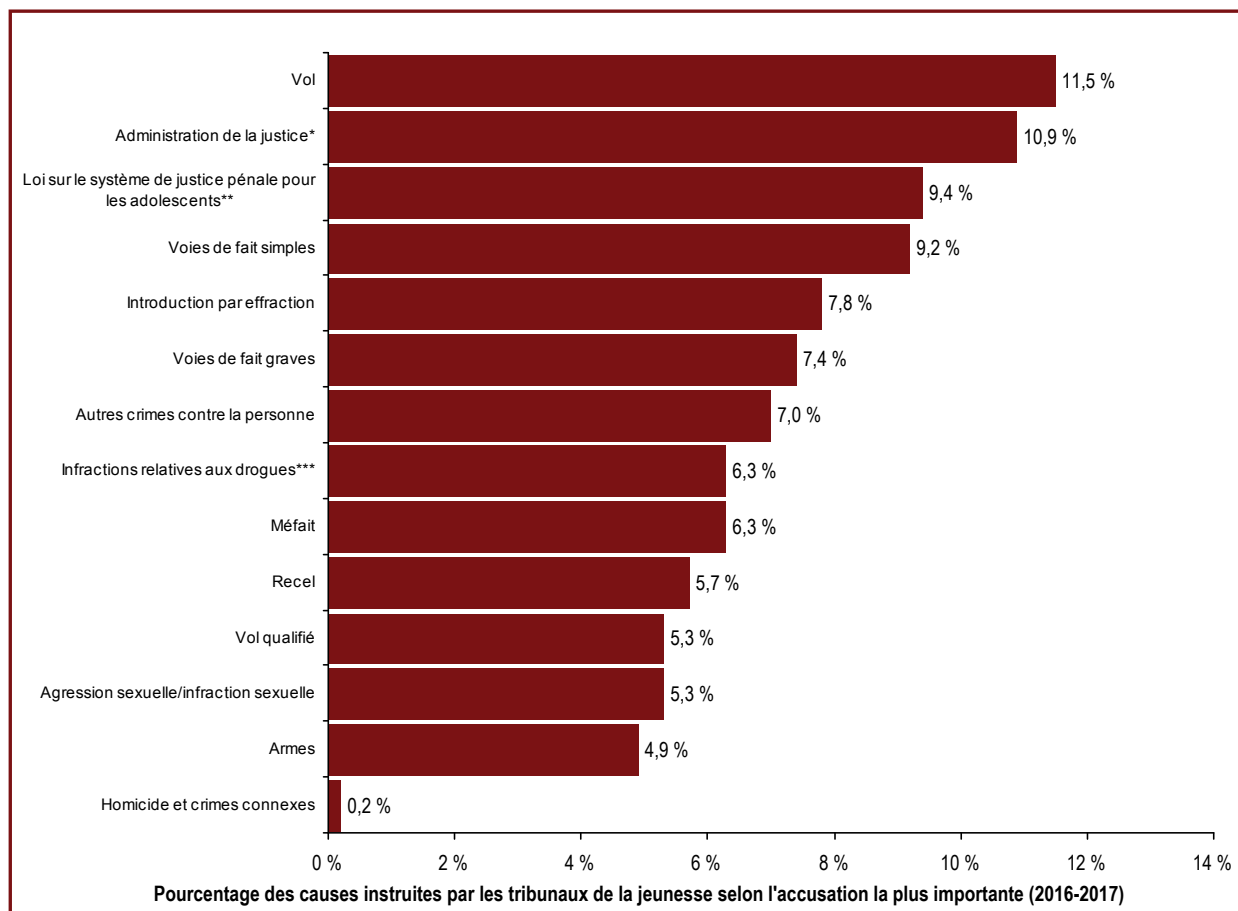
Les taux se fondent sur une population de 100 000 jeunes (12 à 17 ans).

Les crimes de violence comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les infractions d'ordre sexuel, les enlèvements, l'extorsion, les vols qualifiés, les crimes commis avec l'aide d'une arme à feu et d'autres infractions de violence telles que les menaces et le harcèlement criminel.

Les crimes contre les biens comprennent l'introduction par effraction, le vol de véhicule à moteur, les autres vols, le recel, la fraude, les méfaits et les incendies criminels.

## LA CAUSE LA PLUS FRÉQUEMMENT INSTRUITE PAR LES TRIBUNAUX DE LA JEUNESSE EST LE VOL

Figure A9



Source : Tableau 35-10-0038-01, Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* en 2003, moins d'adolescents se retrouvent devant les tribunaux.
- Le vol est la cause la plus fréquemment instruite par les tribunaux de la jeunesse.
- Les homicides et crimes connexes représentent 0,2 % des affaires jugées par ces tribunaux.
- La proportion de causes portant sur des infractions commises par des filles est de 20 %, mais elle passe à 33 % lorsqu'il s'agit plus spécifiquement de cas de voies de fait simples.

### Nota

\*Les infractions liées à l'administration de la justice comprennent les infractions suivantes : défaut de comparaître, défaut de se conformer et défaut de respecter un engagement.

\*\*Les infractions à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* comprennent le défaut de se conformer à une décision ou à un engagement, l'outrage au tribunal de la jeunesse ainsi que le fait d'aider un adolescent à quitter le lieu de garde ou d'héberger un adolescent illégalement en liberté. On trouve également dans cette catégorie des infractions similaires prévues par la *Loi sur les jeunes contrevenants*, qui a été remplacée par la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

\*\*\* Les « infractions relatives à la drogue » comprennent la possession et les autres infractions en matière de drogue.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête intégrée sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007. Une cause est définie comme une ou des accusations qui sont portées contre une personne ou une organisation accusée et qui sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'une cause comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera la cause. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

## LA CAUSE LA PLUS FRÉQUEMMENT INSTRUITE PAR LES TRIBUNAUX DE LA JEUNESSE EST LE VOL

Tableau A9

| Type de cause                                                | Nombre de causes instruites par les tribunaux de la jeunesse |               |               |               |               |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                                              | 2012-2013                                                    | 2013-2014     | 2014-2015     | 2015-2016     | 2016-2017     |
| <b>Crimes contre la personne</b>                             | <b>12 792</b>                                                | <b>11 883</b> | <b>9 959</b>  | <b>9 635</b>  | <b>9 709</b>  |
| Homicide et tentative de meurtre                             | 52                                                           | 53            | 49            | 55            | 54            |
| Vol qualifié                                                 | 2 336                                                        | 1 937         | 1 487         | 1 482         | 1 498         |
| Agression sexuelle/autres infractions sexuelles              | 1 331                                                        | 1 449         | 1 325         | 1 440         | 1 489         |
| Voies de fait graves                                         | 2 715                                                        | 2 427         | 2 128         | 2 084         | 2 096         |
| Voies de fait simples                                        | 3 878                                                        | 3 637         | 2 771         | 2 567         | 2 593         |
| Autres crimes contre la personne*                            | 2 480                                                        | 2 380         | 2 199         | 2 007         | 1 979         |
| <b>Crimes contre les biens</b>                               | <b>15 723</b>                                                | <b>13 526</b> | <b>11 014</b> | <b>10 654</b> | <b>9 482</b>  |
| Vol                                                          | 5 476                                                        | 4 692         | 3 660         | 3 658         | 3 234         |
| Introduction par effraction                                  | 3 606                                                        | 3 153         | 2 603         | 2 419         | 2 200         |
| Fraude                                                       | 474                                                          | 470           | 377           | 380           | 418           |
| Méfait                                                       | 2 948                                                        | 2 514         | 2 155         | 2 087         | 1 788         |
| Recel                                                        | 2 779                                                        | 2 322         | 1 913         | 1 832         | 1 600         |
| Autres crimes contre les biens                               | 440                                                          | 375           | 306           | 278           | 242           |
| <b>Administration de la justice</b>                          | <b>4 893</b>                                                 | <b>4 336</b>  | <b>3 659</b>  | <b>3 421</b>  | <b>3 065</b>  |
| Non-respect d'une ordonnance                                 | 3 230                                                        | 2 902         | 2 414         | 2 229         | 2 039         |
| Autres infractions liées à l'administration de la justice**  | 1 357                                                        | 1 172         | 1 028         | 983           | 822           |
| <b>Autres infractions au Code criminel</b>                   | <b>2 424</b>                                                 | <b>2 193</b>  | <b>2 078</b>  | <b>1 933</b>  | <b>1 834</b>  |
| Armes/armes à feu                                            | 1 555                                                        | 1 463         | 1 421         | 1 401         | 1 368         |
| Prostitution                                                 | 6                                                            | 11            | 17            | 8             | 19            |
| Troubler la paix                                             | 132                                                          | 86            | 64            | 65            | 49            |
| Autres infractions au Code criminel                          | 731                                                          | 633           | 576           | 459           | 398           |
| <b>Code criminel – Code de la route</b>                      | <b>828</b>                                                   | <b>656</b>    | <b>569</b>    | <b>570</b>    | <b>550</b>    |
| <b>Infractions à d'autres lois fédérales</b>                 | <b>8 781</b>                                                 | <b>7 780</b>  | <b>6 395</b>  | <b>5 505</b>  | <b>4 532</b>  |
| Possession de drogues                                        | 1 840                                                        | 1 571         | 1 784         | 1 551         | 1 122         |
| Autres infractions en matière de drogue                      | 710                                                          | 666           | 917           | 724           | 640           |
| Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*** | 4 542                                                        | 3 870         | 3 524         | 3 096         | 2 648         |
| Autres infractions aux lois fédérales                        | 163                                                          | 150           | 170           | 134           | 122           |
| <b>Total</b>                                                 | <b>45 441</b>                                                | <b>40 374</b> | <b>33 674</b> | <b>31 718</b> | <b>28 172</b> |

Source : Tableau 35-10-0038-01, Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\* Les « autres crimes contre la personne » comprennent les infractions comme les menaces et le harcèlement criminel.

\*\*Les autres infractions liées à l'administration de la justice comprennent les infractions suivantes : défaut de comparaître et défaut de respecter un engagement.

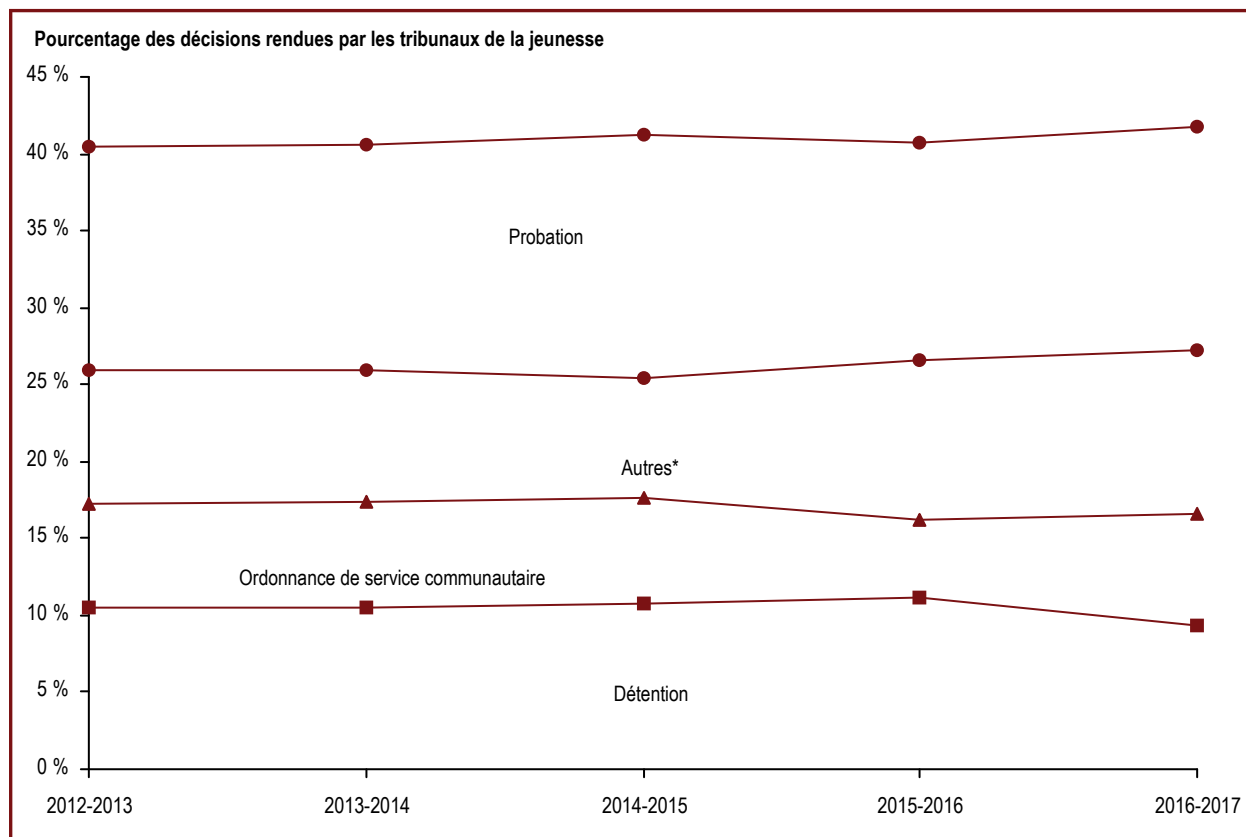
\*\*\*Les infractions à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents comprennent le défaut de se conformer à une décision ou à un engagement, l'outrage au tribunal de la jeunesse ainsi que le fait d'aider un adolescent à quitter le lieu de garde ou d'héberger un adolescent illégalement en liberté. On trouve également dans cette catégorie des infractions similaires prévues par la Loi sur les jeunes contrevenants, qui a été remplacée par la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition qui sont antérieures à 2007. Une cause est définie comme une ou des accusations qui sont portées contre une personne ou une organisation accusée et qui sont traitées par les tribunaux en même temps, lorsqu'une décision définitive a été rendue pour tous les chefs d'accusation. Lorsqu'une cause comprend plus d'un chef d'accusation, il est nécessaire de choisir le chef d'accusation qui représentera la cause. Le choix d'une infraction est déterminé par l'application de deux règles. D'abord, la règle de « l'infraction la plus grave ». Dans le cas où deux infractions ou plus donnent lieu à la même décision, la règle de l'infraction la plus grave est appliquée. Toutes les accusations sont classées selon la gravité de l'infraction.

Le Centre canadien de la statistique juridique continue de mettre à jour le répertoire des infractions servant à classer les données sur les infractions envoyées par les provinces et territoires. Ces améliorations ont entraîné des variations mineures du nombre d'accusations et de causes ainsi que de la répartition selon le type d'infraction. Les données présentées ont été révisées en fonction de ces mises à jour.

## LA PEINE LA PLUS FRÉQUENTE POUR LES JEUNES EST LA PROBATION

Figure A10



Source : Tableau 35-10-0041-01, Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Conformément aux objectifs de la LSJPA, moins de jeunes sont placés sous garde. En 2016-2017, 12,9 % de tous les verdicts de culpabilité ont abouti au placement sous garde du jeune.
- En 2016-2017, 57,2 % des jeunes reconnus coupables se sont vu imposer la probation comme peine la plus grave. Ce taux est demeuré relativement stable depuis l'entrée en vigueur de la LSJPA en avril 2003.
- Des nouvelles peines prévues dans la LSJPA, les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance ont été le moins souvent imposées. En 2016-2017, 4,5 % de toutes les personnes reconnues coupables se sont vu imposer l'une de ces ordonnances comme peine la plus grave.

### Nota

\*La catégorie « Autres » comprend les absolutions inconditionnelles, les dédommagements, les interdictions, les saisies, les confiscations, les indemnités, les remboursements à l'acquéreur, les dissertations, les présentations d'excuses, les programmes de counseling, les absolutions sous conditions, les condamnations avec sursis, les ordonnances d'assistance et de surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes. Cette catégorie inclut également les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance, les ordonnances d'assistance et de surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes, lorsque les données sur la détermination de la peine aux termes de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ne sont pas disponibles.

Contrairement aux données des années précédentes, les données présentées dans la figure représentent la peine la plus grave et, par conséquent, les sanctions sont mutuellement exclusives. Toutefois, chaque cause peut comprendre plus d'une peine.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

## LA PEINE LA PLUS FRÉQUENTE POUR LES JEUNES EST LA PROBATION

Tableau A10

| Type de peine                                                    | Sexe         | Exercice  |           |           |           |           |
|------------------------------------------------------------------|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                                                                  |              | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 |
|                                                                  |              | %         | %         | %         | %         | %         |
| Probation                                                        | Filles       | 41,9      | 41,4      | 41,1      | 41,2      | 42,6      |
|                                                                  | Garçons      | 39,2      | 39,4      | 40,1      | 40,0      | 40,9      |
|                                                                  | <b>Total</b> | 40,4      | 40,6      | 41,2      | 40,7      | 41,7      |
| Détenition                                                       | Filles       | 8,4       | 8,0       | 9,0       | 9,0       | 5,8       |
|                                                                  | Garçons      | 10,9      | 10,8      | 10,8      | 11,2      | 9,3       |
|                                                                  | <b>Total</b> | 10,5      | 10,5      | 10,8      | 11,2      | 9,4       |
| Ordonnance de service communautaire                              | Filles       | 18,0      | 17,6      | 18,0      | 15,9      | 17,0      |
|                                                                  | Garçons      | 17,4      | 17,9      | 18,3      | 16,6      | 17,0      |
|                                                                  | <b>Total</b> | 17,2      | 17,4      | 17,6      | 16,2      | 16,6      |
| Amende                                                           | Filles       | 2,0       | 2,0       | 2,2       | 2,2       | 1,9       |
|                                                                  | Garçons      | 2,7       | 2,2       | 1,9       | 2,0       | 1,8       |
|                                                                  | <b>Total</b> | 2,6       | 2,2       | 2,0       | 2,1       | 1,8       |
| Ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance | Filles       | 3,0       | 3,3       | 2,5       | 3,0       | 2,6       |
|                                                                  | Garçons      | 3,3       | 3,2       | 2,9       | 3,2       | 3,3       |
|                                                                  | <b>Total</b> | 3,3       | 3,3       | 3,0       | 3,2       | 3,3       |
| Autres*                                                          | Filles       | 26,7      | 27,6      | 27,2      | 28,7      | 30,1      |
|                                                                  | Garçons      | 26,5      | 26,5      | 25,9      | 27,0      | 27,8      |
|                                                                  | <b>Total</b> | 26,0      | 25,9      | 25,4      | 26,6      | 27,2      |

Source : Tableau 35-10-0041-01, Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*La catégorie « Autres » comprend les absolutions inconditionnelles, les dédommagements, les interdictions, les saisies, les confiscations, les indemnités, les remboursements à l'acquéreur, les dissertations, les présentations d'excuses, les programmes de counseling, les absolutions sous conditions, les condamnations avec sursis, les ordonnances d'assistance et de surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes. Cette catégorie inclut également les ordonnances différées de placement sous garde et de surveillance, les ordonnances d'assistance et surveillance intensives, la participation à un programme non résidentiel et les réprimandes, lorsque les données sur la détermination de la peine aux termes de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ne sont pas disponibles.

Contrairement aux données des années précédentes, les données présentées dans le tableau représentent la peine la plus grave et, par conséquent, les sanctions sont mutuellement exclusives. Toutefois, chaque cause peut comprendre plus d'une peine.

Le concept de cause a été modifié pour mieux refléter les procédures judiciaires. Les statistiques de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle utilisées dans le présent rapport ne doivent pas être comparées avec les éditions de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui sont antérieures à 2007.

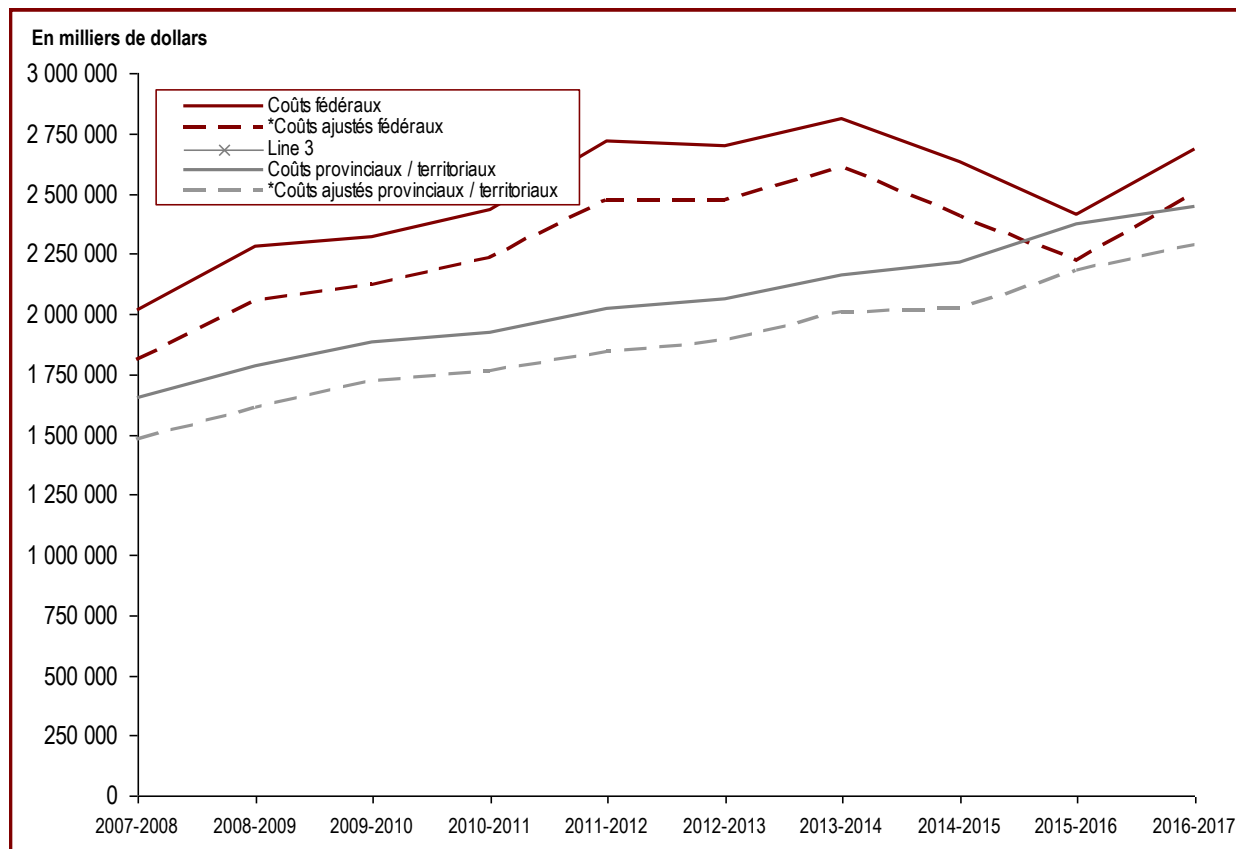
## SECTION B

ADMINISTRATION DES  
SERVICES CORRECTIONNELS



## LES DÉPENSES AU CHAPITRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

Figure B1



Source : Service correctionnel du Canada; Commission des libérations conditionnelles du Canada; Bureau de l'enquêteur correctionnel; Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Chiffres provinciaux dérivés de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- En 2016-2017, les dépenses liées aux services correctionnels fédéraux au Canada ont totalisé environ 2,41 milliards de dollars, une augmentation de 0,2 % depuis 2015-2016.
- Les dépenses provinciales et territoriales ont totalisé environ 2,45 milliards de dollars en 2016-2017, une augmentation de 3,2 % depuis 2015-2016.
- Depuis 2007-2008, les dépenses liées aux services correctionnels fédéraux ont augmenté de 19,8 %, passant de 2,02 à 2,41 milliards de dollars. En dollars indexés, il s'agit d'une augmentation de 24,8 %.
- Au cours de la même période, les dépenses provinciales/territoriales ont augmenté de 48,5 %, passant de 1,65 à 2,45 milliards de dollars. En dollars indexés, cela représente une augmentation de 54,6 %.

### Nota

\*Les coûts ajustés sont en dollars indexés. Les dollars indexés (2002) représentent les montants en dollars calculés sur une base d'un an qui sont rajustés pour l'inflation, ce qui fait que les montants annuels sont directement comparables. Nous avons utilisé les changements à l'indice des prix à la consommation pour calculer les dollars indexés.

Les dépenses fédérales au chapitre des services correctionnels comprennent les dépenses du Service correctionnel du Canada (SCC), de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) et du Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC). Les dépenses totales représentent les dépenses brutes et excluent les recettes. Les dépenses d'exploitation comprennent les dépenses liées au régime d'avantages sociaux des employés. Les dépenses du SCC n'englobent pas les coûts liés à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers). Les dépenses provinciales/territoriales ne comprennent pas les dépenses en immobilisations.

## LES DÉPENSES AU CHAPITRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

Tableau B1

| Exercice  | Dollars courants    |                      |           |                 | Dollars indexés de 2002 |                      |           |                 |
|-----------|---------------------|----------------------|-----------|-----------------|-------------------------|----------------------|-----------|-----------------|
|           | Fonction-<br>nement | Immobilisa-<br>tions | Total     | Par<br>habitant | Fonction-<br>nement     | Immobilisa-<br>tions | Total     | Par<br>habitant |
|           | en milliers \$      |                      |           | en \$           | en milliers \$          |                      |           | en \$           |
| 2012-2013 |                     |                      |           |                 |                         |                      |           |                 |
| SCC       | 2 204 005           | 437 736              | 2 641 742 | 76,01           | 2 019 281               | 401 048              | 2 420 331 | 69,64           |
| CLCC      | 46 500              | --                   | 46 500    | 1,34            | 42 603                  | --                   | 42 603    | 1,23            |
| BEC       | 4 801               | --                   | 4 801     | 0,14            | 4 399                   | --                   | 4 399     | 0,13            |
| Total     | 2 255 306           | 437 736              | 2 693 043 | 77,49           | 2 066 283               | 401 048              | 2 467 332 | 70,99           |
| 2013-2014 |                     |                      |           |                 |                         |                      |           |                 |
| SCC       | 2 371 700           | 378 372              | 2 750 072 | 78,22           | 2 203 672               | 351 566              | 2 555 238 | 72,68           |
| CLCC      | 50 400              | --                   | 50 400    | 1,43            | 46 829                  | --                   | 46 829    | 1,33            |
| BEC       | 4 946               | --                   | 4 946     | 0,14            | 4 596                   | --                   | 4 596     | 0,13            |
| Total     | 2 427 046           | 378 372              | 2 805 418 | 79,79           | 2 255 097               | 351 566              | 2 606 663 | 74,14           |
| 2014-2015 |                     |                      |           |                 |                         |                      |           |                 |
| SCC       | 2 373 604           | 200 606              | 2 574 210 | 72,42           | 2 168 852               | 183 301              | 2 352 154 | 66,17           |
| CLCC      | 50 100              | --                   | 50 100    | 1,41            | 45 778                  | --                   | 45 778    | 1,29            |
| BEC       | 4 659               | --                   | 4 659     | 0,13            | 4 257                   | --                   | 4 257     | 0,12            |
| Total     | 2 428 363           | 200 606              | 2 628 969 | 73,96           | 2 218 888               | 183 301              | 2 402 189 | 67,58           |
| 2015-2016 |                     |                      |           |                 |                         |                      |           |                 |
| SCC       | 2 189 101           | 168 684              | 2 357 785 | 65,77           | 2 014 457               | 155 227              | 2 169 684 | 60,52           |
| CLCC      | 46 300              | --                   | 46 300    | 1,29            | 42 606                  | --                   | 42 606    | 1,19            |
| BEC       | 4 656               | --                   | 4 656     | 0,13            | 4 285                   | --                   | 4 285     | 0,12            |
| Total     | 2 240 057           | 168 684              | 2 408 741 | 67,19           | 2 061 348               | 155 227              | 2 216 574 | 61,83           |
| 2016-2017 |                     |                      |           |                 |                         |                      |           |                 |
| SCC       | 2 209 048           | 153 757              | 2 362 804 | 65,12           | 2 062 810               | 143 578              | 2 206 388 | 60,80           |
| CLCC      | 46 800              | --                   | 46 800    | 1,29            | 43 702                  | --                   | 43 702    | 1,20            |
| BEC       | 4 693               | --                   | 4 693     | 0,13            | 4 382                   | --                   | 4 382     | 0,12            |
| Total     | 2 260 541           | 153 757              | 2 414 297 | 66,53           | 2 110 895               | 143 578              | 2 254 472 | 62,13           |

Source : Service correctionnel du Canada; Commission des libérations conditionnelles du Canada; Bureau de l'enquêteur correctionnel; Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

### Nota

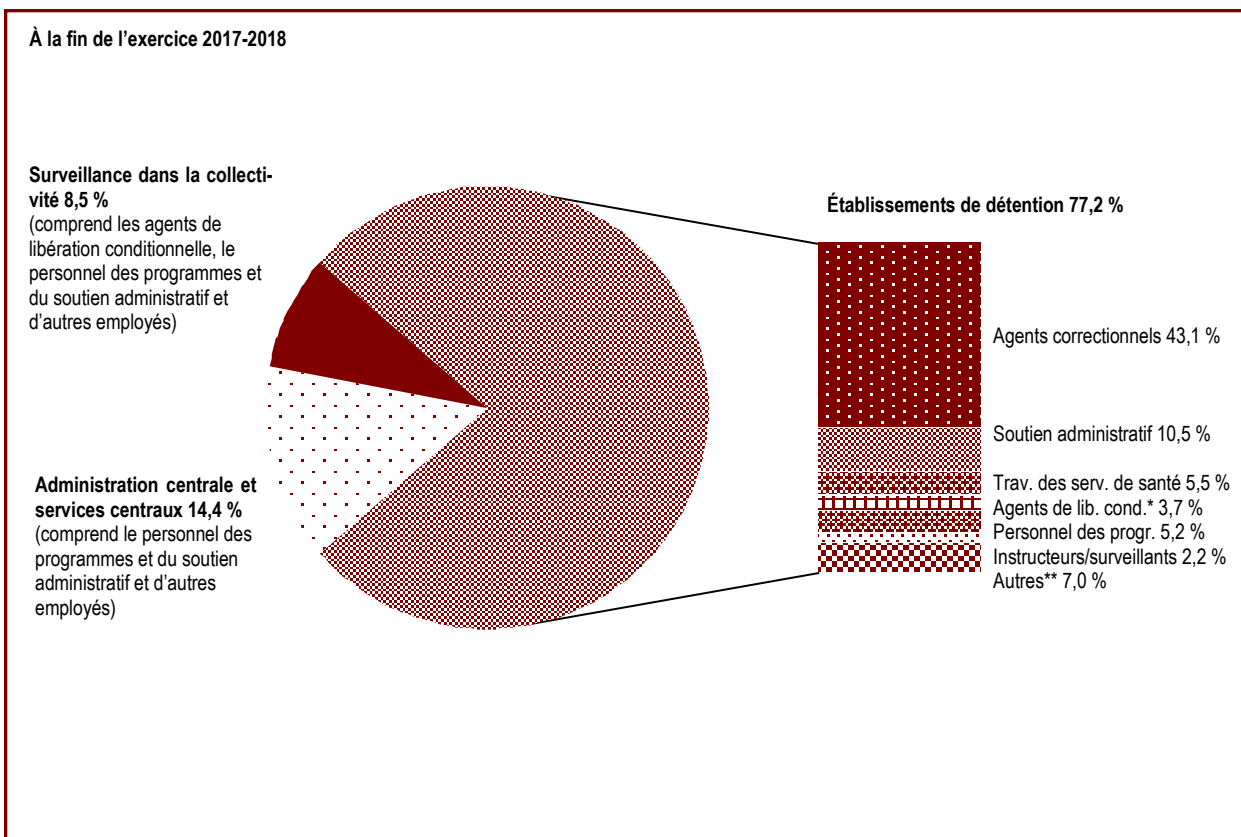
Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des montants en dollars indexés ne soit pas égale au montant total.

Le coût par habitant est calculé en divisant la somme totale des dépenses par le nombre total d'habitants au Canada et représente donc le coût des services correctionnels fédéraux que doit assumer chaque Canadien.

Les dollars indexés représentent les montants en dollars calculés sur une base d'un an (2002) qui sont rajustés pour l'inflation, ce qui fait que les montants annuels sont directement comparables. Nous avons utilisé les changements à l'indice des prix à la consommation pour calculer les dollars indexés.

## LES EMPLOYÉS DU SCC SONT CONCENTRÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION

Figure B2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le Service correctionnel du Canada (SCC) compte au total 16 898 employés.\*\*\*
- Quelque 77 % des employés du SCC travaillent dans les établissements.
- Le personnel chargé d'assurer la surveillance dans la collectivité représente 9,0 % de l'effectif total.

### Nota

En raison de modifications aux politiques, les agents correctionnels n'occupent plus de postes dans la collectivité.

\*Ces agents de libération conditionnelle travaillent dans les établissements et ont pour tâche de préparer les délinquants à leur mise en liberté.

\*\*La catégorie « Autres » représente des classes d'emploi comme les métiers et les services d'alimentation.

\*\*\*Le SCC a changé sa définition du terme « employés ». Auparavant, le nombre total d'employés comprenait les employés occasionnels, les employés en congé sans solde et les employés suspendus. Les employés appartenant à ces catégories ne font plus partie du total depuis 2005-2006. Ces statistiques représentent les employés nommés pour une période indéterminée ou déterminée ayant occupé pendant au moins trois mois un poste équivalent au poste d'attache, ainsi que les employés actifs ou en congé payé au 31 mars 2018.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LES EMPLOYÉS DU SCC SONT CONCENTRÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION

Tableau B2

| Secteur de service                                  | 31 mars 2006  |              | 31 mars 2018  |              |
|-----------------------------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
|                                                     | Nbre          | %            | Nbre          | %            |
| <b>Administration centrale et services centraux</b> | <b>2 087</b>  | <b>14,5</b>  | <b>2 427</b>  | <b>14,4</b>  |
| Personnel de soutien administratif                  | 1 699         | 11,8         | 2 065         | 12,2         |
| Travailleurs des services de santé                  | 111           | 0,8          | 80            | 0,5          |
| Personnel des programmes                            | 120           | 0,8          | 62            | 0,4          |
| Agents correctionnels                               | 28            | 0,2          | 39            | 0,2          |
| Instructeurs/surveillants                           | 10            | 0,1          | 10            | 0,1          |
| Agents/surveillants de libération conditionnelle    |               |              | 1             | <0,1         |
| Autres**                                            | 119           | 0,8          | 170           | 1,0          |
| <b>Établissements de détention</b>                  | <b>11 229</b> | <b>77,8</b>  | <b>13 039</b> | <b>77,2</b>  |
| Agents correctionnels                               | 5 965         | 41,3         | 7 285         | 43,1         |
| Personnel de soutien administratif                  | 1 914         | 13,3         | 1 771         | 10,5         |
| Travailleurs des services de santé                  | 779           | 5,4          | 921           | 5,5          |
| Personnel des programmes                            | 534           | 3,7          | 875           | 5,2          |
| Agents/surveillants de libération conditionnelle*   | 648           | 4,5          | 619           | 3,7          |
| Instructeurs/surveillants                           | 387           | 2,7          | 377           | 2,2          |
| Autres**                                            | 1 002         | 6,9          | 1 191         | 7,0          |
| <b>Surveillance dans la collectivité</b>            | <b>1 125</b>  | <b>7,8</b>   | <b>1 432</b>  | <b>8,5</b>   |
| Agents/surveillants de libération conditionnelle    | 581           | 4,0          | 715           | 4,2          |
| Personnel de soutien administratif                  | 315           | 2,2          | 354           | 2,1          |
| Personnel des programmes                            | 172           | 1,2          | 273           | 1,6          |
| Travailleurs des services de santé                  | 34            | 0,2          | 87            | 0,5          |
| Agents correctionnels                               | 22            | 0,2          | 0             | 0,0          |
| Autres**                                            | 1             | <0,1         | 3             | <0,1         |
| <b>Total***</b>                                     | <b>14 441</b> | <b>100,0</b> | <b>16 898</b> | <b>100,0</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

En raison de modifications aux politiques, les agents correctionnels n'occupent plus de postes dans la collectivité.

\*Ces agents de libération conditionnelle travaillent dans les établissements et ont pour tâche de préparer les délinquants à leur mise en liberté.

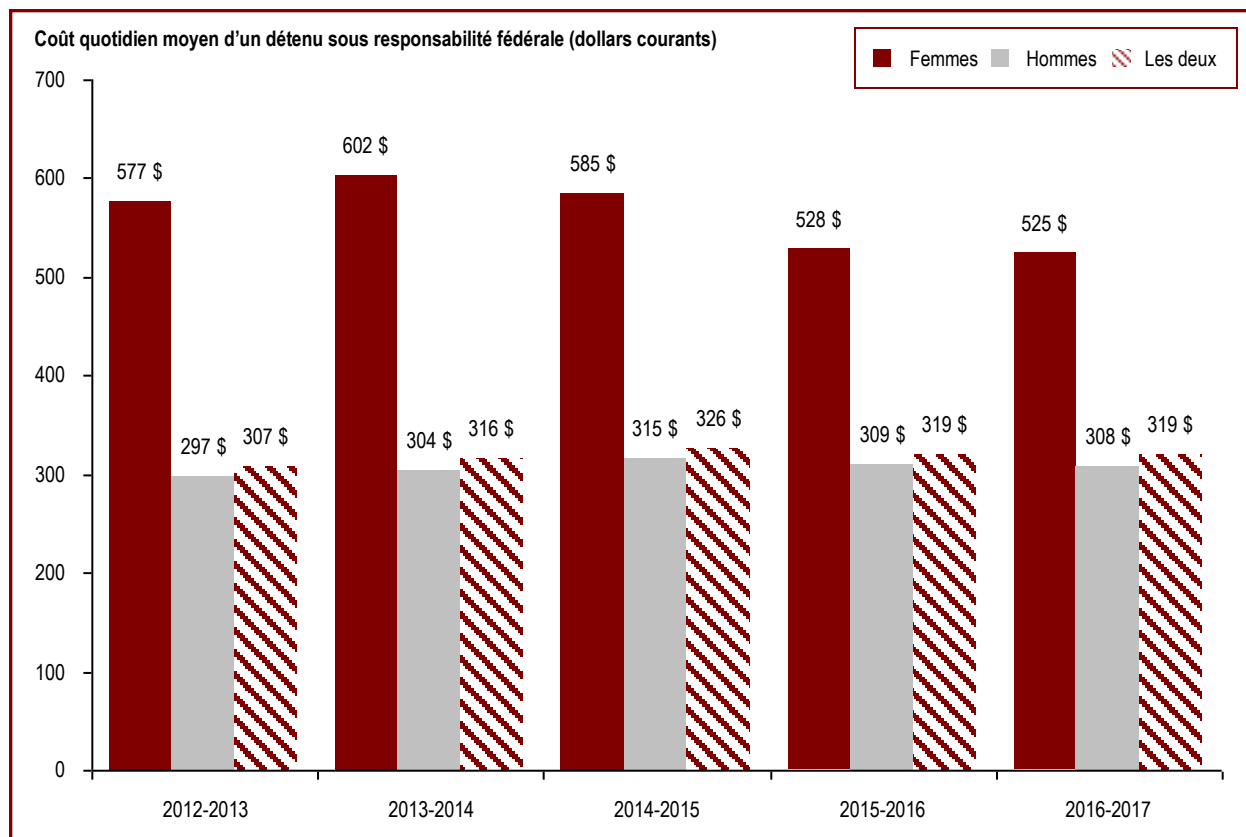
\*\*La catégorie « Autres » représente des classes d'emploi comme les métiers et les services d'alimentation.

\*\*\*Le SCC a changé sa définition du terme « employés ». Auparavant, le nombre total d'employés comprenait les employés occasionnels, les employés en congé sans solde et les employés suspendus. Les employés appartenant à ces catégories ne font plus partie du total depuis 2005-2006. Ces statistiques représentent les employés nommés pour une période indéterminée ou déterminée ayant occupé pendant au moins trois mois un poste équivalent au poste d'attache, ainsi que les employés actifs ou en congé payé au 31 mars 2018.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LE COÛT DU MAINTIEN EN INCARCÉRATION D'UN DÉTENU

Figure B3



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le coût quotidien moyen d'un détenu sous responsabilité fédérale a augmenté entre 2012-2013 et 2016-2017, passant de 307 \$ à 319 \$.
- En 2016-2017, l'incarcération d'un détenu coûtait en moyenne 116 473 \$ par année, ce qui représente une augmentation par rapport à 112 197 \$ en 2012-2013. En 2016-2017, l'incarcération d'un détenu coûtait 112 640 \$ par année, tandis que l'incarcération d'une détenue coûtait 191 843 \$.
- Il est 74 % moins coûteux d'assurer la garde d'un délinquant dans la collectivité que de le maintenir en incarcération (30 639 \$ par année comparativement à 116 473 \$).

### Nota

Le coût quotidien moyen d'un détenu inclut les frais de fonctionnement des établissements, comme les salaires et les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, mais non les dépenses en immobilisations et les dépenses liées à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers fédéraux). Le coût total de l'incarcération et de la surveillance dans la collectivité comprend les frais administratifs de l'administration centrale et des administrations régionales, qui ne font pas partie des calculs de coûts pour l'incarcération et la surveillance dans la collectivité. La catégorie des délinquants dans la collectivité inclut les délinquants en liberté sous condition, en liberté d'office ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui sont sous la surveillance du SCC.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement exacts.

## LE COÛT DU MAINTIEN EN INCARCÉRATION D'UN DÉTENU

Tableau B3

| Catégories                                                        | Coût annuel moyen par délinquant (\$ courants) |                |                |                |                |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                                   | 2012-2013                                      | 2013-2014      | 2014-2015      | 2015-2016      | 2016-2017      |
| <b>Délinquants en détention</b>                                   |                                                |                |                |                |                |
| Sécurité maximale (hommes seulement)                              | 148 330                                        | 156 768        | 160 094        | 155 848        | 158 113        |
| Sécurité moyenne (hommes seulement)                               | 99 207                                         | 101 583        | 105 750        | 106 868        | 105 349        |
| Sécurité minimale (hommes seulement)                              | 83 910                                         | 83 182         | 86 613         | 81 528         | 83 450         |
| Établissements pour femmes                                        | 210 695                                        | 219 884        | 213 800        | 192 742        | 191 843        |
| *Accords d'échange de services (les deux)                         | 104 828                                        | 108 388        | 111 839        | 114 974        | 122 998        |
| <b>Coût moyen</b>                                                 | <b>112 197</b>                                 | <b>115 310</b> | <b>119 152</b> | <b>116 364</b> | <b>116 473</b> |
| <b>Délinquants dans la collectivité</b>                           |                                                |                |                |                |                |
|                                                                   | 33 799                                         | 34 432         | 33 067         | 31 052         | 30 639         |
| <b>Total des délinquants en détention et dans la collectivité</b> | <b>95 504</b>                                  | <b>99 923</b>  | <b>99 982</b>  | <b>94 545</b>  | <b>95 654</b>  |

Source : Service correctionnel du Canada.

### Nota

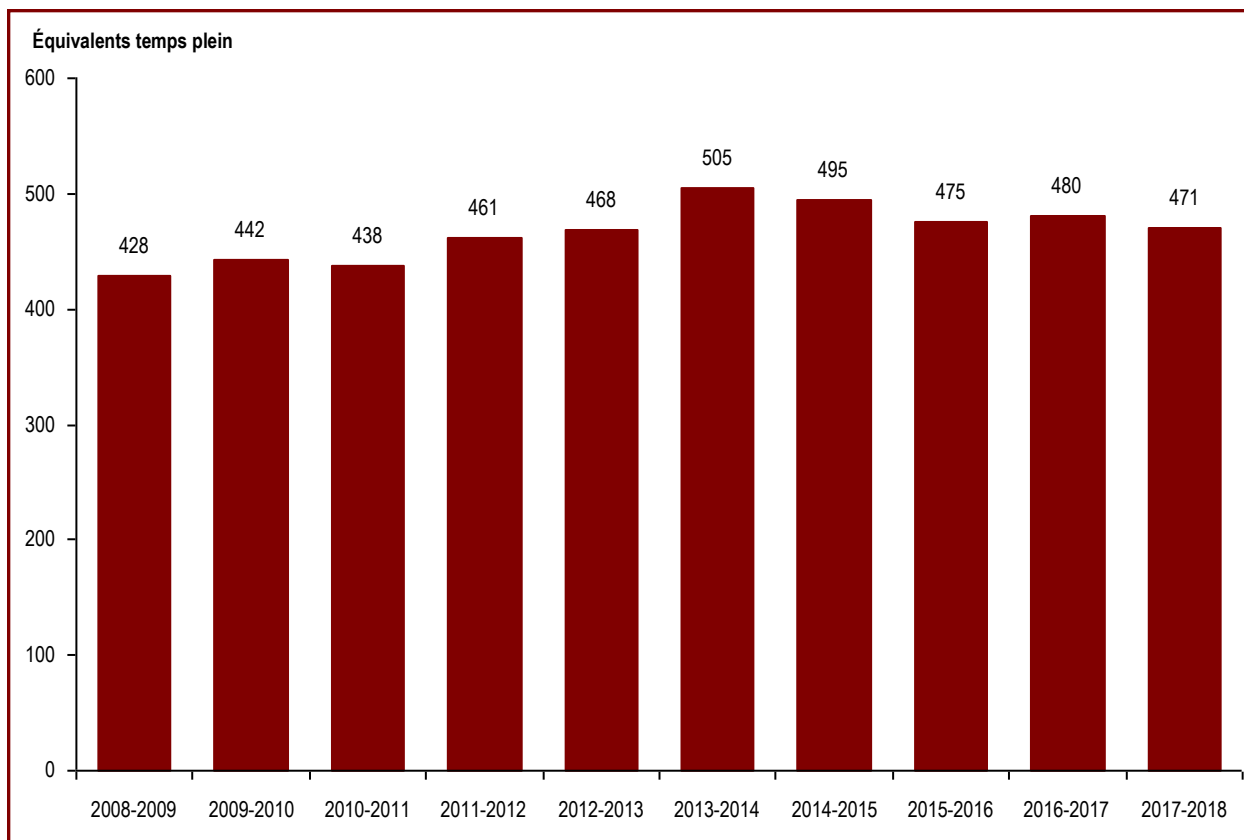
\*Les accords d'échange de services ont pour but de décrire en détail les rôles et les responsabilités de chaque administration; ils précisent les protocoles à suivre concernant les taux journaliers, l'échange de renseignements sur les délinquants et la facturation relative à l'échange réciproque de délinquants entre les administrations.

Le coût quotidien moyen d'un détenu inclut les frais de fonctionnement des établissements, comme les salaires et les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, mais non les dépenses en immobilisations et les dépenses liées à CORCAN (un organisme de service spécial qui mène des activités industrielles dans les pénitenciers fédéraux). Le coût total de l'incarcération et de la surveillance dans la collectivité comprend les frais administratifs de l'administration centrale et des administrations régionales, qui ne font pas partie des calculs de coûts pour l'incarcération et la surveillance dans la collectivité. La catégorie des délinquants dans la collectivité inclut les délinquants en liberté sous condition, en liberté d'office ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui sont sous la surveillance du SCC.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement exacts.

## LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Figure B4



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- L'augmentation du nombre d'équivalents temps plein auxquels la Commission des libérations conditionnelles du Canada a eu recours en 2013-2014 et en 2014-2015 est liée aux ressources humaines temporaires qui ont été embauchées pour éliminer l'arriéré de demandes de pardon qui s'était accumulé avant la hausse des frais de présentation d'une demande.

### Nota

Un équivalent temps plein signifie la mesure dans laquelle l'employé représente une année-personne complète dans un budget ministériel.

L'article 103 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* limite à 60 le nombre de membres à temps plein de la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

## LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Tableau B4

|                                                                                        | Équivalents temps plein |            |            |            |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                                                        | 2013-2014               | 2014-2015  | 2015-2016  | 2016-2017  | 2017-2018  |
| <b>Activité de programme</b>                                                           |                         |            |            |            |            |
| Décisions relatives à la mise en liberté sous condition                                | 325                     | 325        | 322        | 321        | 317        |
| Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition | 53                      | 54         | 42         | 44         | 42         |
| Recommandations concernant la suspension du casier et la clémence                      | 79                      | 69         | 52         | 59         | 48         |
| Services internes                                                                      | 48                      | 47         | 59         | 56         | 64         |
| <b>Total</b>                                                                           | <b>505</b>              | <b>495</b> | <b>475</b> | <b>480</b> | <b>471</b> |
| <b>Type d'employés</b>                                                                 |                         |            |            |            |            |
| Commissaires à temps plein                                                             | 42                      | 42         | 41         | 39         | 38         |
| Commissaires à temps partiel                                                           | 20                      | 18         | 18         | 17         | 20         |
| Personnel                                                                              | 443                     | 435        | 416        | 424        | 413        |
| <b>Total</b>                                                                           | <b>505</b>              | <b>495</b> | <b>475</b> | <b>480</b> | <b>471</b> |

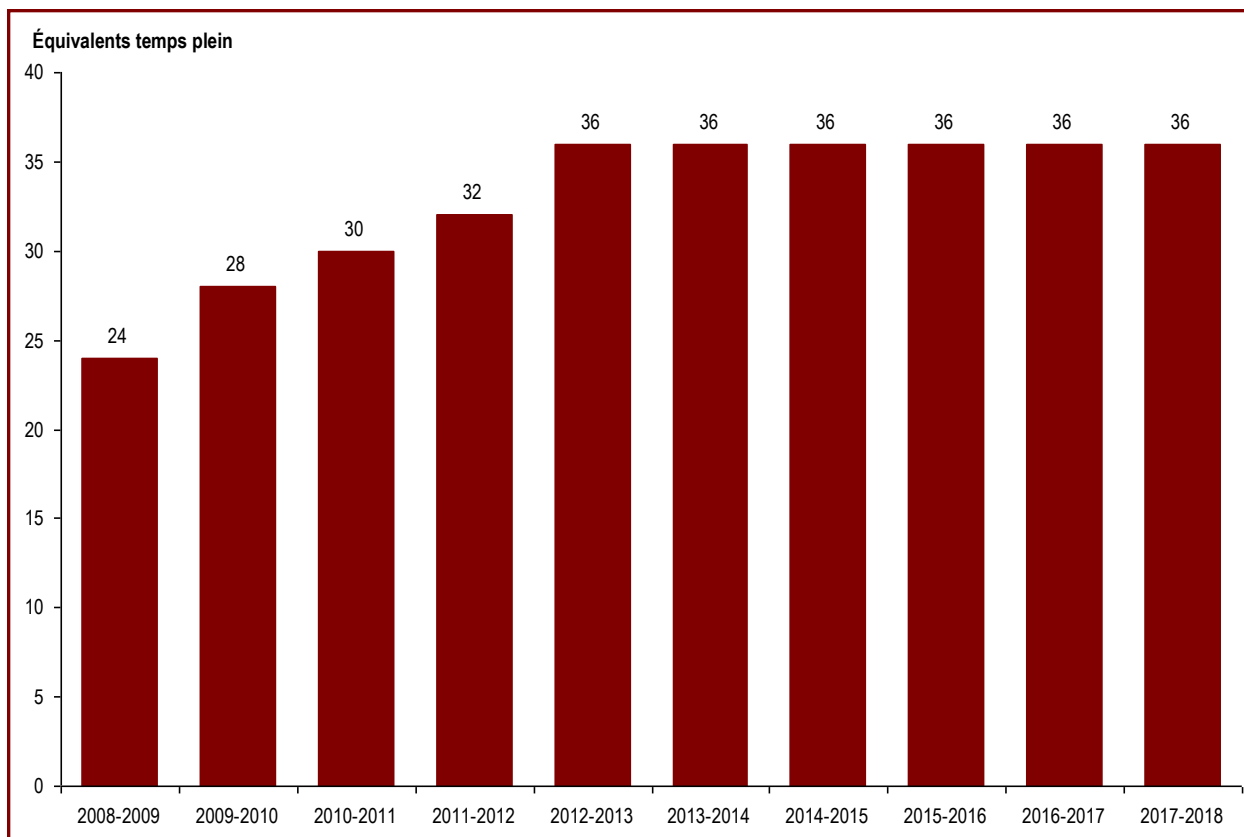
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

Un équivalent temps plein signifie la mesure dans laquelle l'employé représente une année-personne complète dans un budget ministériel. L'article 103 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* limite à 60 le nombre de membres à temps plein de la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

## LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

Figure B5



Source : Bureau de l'enquêteur correctionnel.

- Le nombre total d'équivalents temps plein au Bureau de l'enquêteur correctionnel est resté stable au cours des six dernières années.

### Nota

\*Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) peut instituer une enquête lorsqu'il reçoit une plainte déposée par un délinquant ou en son nom, ou encore de sa propre initiative. Les plaintes sont formulées par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues menées par le personnel enquêteur du BEC dans les établissements correctionnels fédéraux. Le BEC peut donner suite aux plaintes au moyen d'actions internes (quand l'information ou l'aide demandée par le délinquant peut généralement être fournie par le personnel enquêteur du BEC) ou d'enquêtes (lorsque, en plus d'examiner la loi, les politiques et la documentation, le personnel enquêteur du BEC fait une enquête ou plusieurs interventions auprès du Service correctionnel du Canada et formule des recommandations). L'étendue, la complexité et la durée des enquêtes, de même que les ressources requises, varient considérablement d'un cas à l'autre.

## LE NOMBRE D'EMPLOYÉS DU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

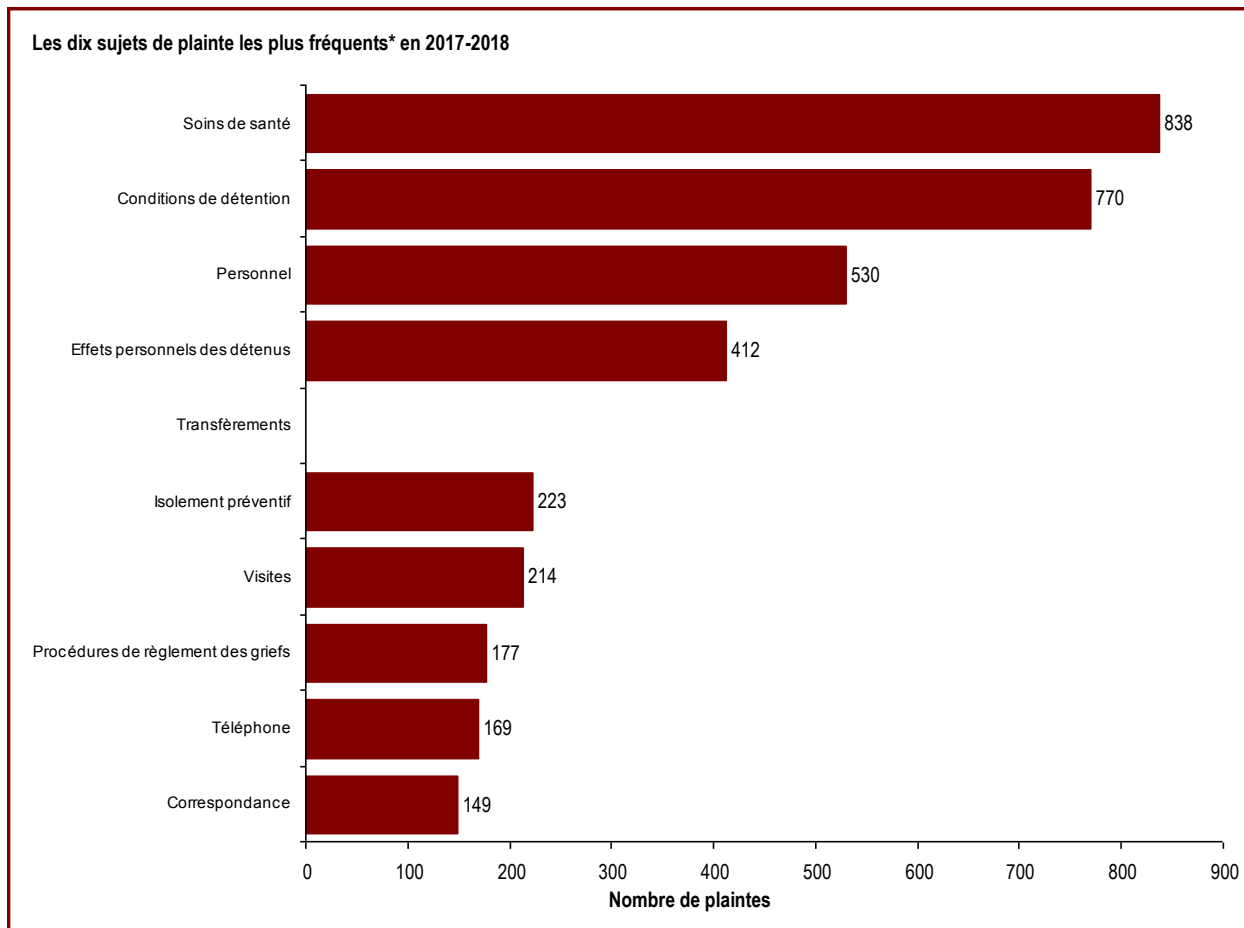
Tableau B5

|                                                               | Équivalents temps plein |           |           |           |           |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                                                               | 2013-2014               | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
| Type d'employés                                               |                         |           |           |           |           |
| Enquêteur correctionnel                                       | 1                       | 1         | 1         | 1         | 1         |
| Cadres supérieurs et conseillers juridiques/<br>en politiques | 5                       | 5         | 5         | 5         | 5         |
| Services d'enquête                                            | 25                      | 25        | 25        | 26        | 26        |
| Services administratifs                                       | 5                       | 5         | 5         | 4         | 4         |
| <b>Total</b>                                                  | <b>36</b>               | <b>36</b> | <b>36</b> | <b>36</b> | <b>36</b> |

Source : Bureau de l'enquêteur correctionnel.

## LES SOINS DE SANTÉ SONT LE SUJET SUR LEQUEL LES DÉLINQUANTS PORTENT LE PLUS SOUVENT PLAINTE AU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

Figure B6



Source : Bureau de l'enquêteur correctionnel.

- En 2017-2018, le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) a reçu 5 846 plaintes et demandes de renseignements.
- Les questions touchant les soins de santé (14,3 %), les conditions de détention (13,1 %), le personnel (9,0 %) et les effets personnels des détenus (7,0 %) représentaient 43,5 % de toutes les plaintes.

### Nota

\*Exclut les plaintes reçues sur des questions ne relevant pas de la compétence du Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC).

Le BEC peut instituer une enquête lorsqu'il reçoit une plainte déposée par un délinquant ou en son nom, ou encore de sa propre initiative. Les plaintes sont formulées par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues menées par le personnel enquêteur du BEC dans les établissements correctionnels fédéraux. Le BEC peut donner suite aux plaintes au moyen d'actions internes (quand l'information ou l'aide demandée par le délinquant peut généralement être fournie par le personnel enquêteur du BEC) ou d'enquêtes (lorsque, en plus d'examiner la loi, les politiques et la documentation, le personnel enquêteur du BEC fait une enquête ou plusieurs interventions auprès du Service correctionnel du Canada et formule des recommandations). L'étendue, la complexité et la durée des enquêtes, de même que les ressources requises, varient considérablement d'un cas à l'autre.

## LES SOINS DE SANTÉ SONT LE SUJET SUR LEQUEL LES DÉLINQUANTS PORTENT LE PLUS SOUVENT PLAINTE AU BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

Tableau B6

| Catégorie de plainte*                     | Nombre de plaintes* |              |              |              |              |
|-------------------------------------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                           | 2013-2014           | 2014-2015    | 2015-2016    | 2016-2017    | 2017-2018    |
|                                           | Nbre                | Nbre         | Nbre         | Nbre         | Nbre         |
| Soins de santé                            | 649                 | 816          | 911          | 903          | 838          |
| Conditions de détention                   | 699                 | 616          | 808          | 761          | 770          |
| Personnel                                 | 427                 | 422          | 429          | 408          | 530          |
| Effets personnels des détenus             | 335                 | 360          | 426          | 497          | 412          |
| Transfèvements                            | 409                 | 474          | 370          | 439          | 353          |
| Isolement préventif                       | 369                 | 383          | 272          | 269          | 223          |
| Visites                                   | 236                 | 244          | 290          | 285          | 214          |
| Ne relevant pas de la compétence du BEC   | 270                 | 238          | 245          | 259          | 193          |
| Téléphone                                 | 245                 | 278          | 224          | 187          | 169          |
| Procédures de règlement des griefs        | 163                 | 195          | 188          | 173          | 177          |
| Demande de renseignements                 | 147                 | 181          | 152          | 213          | 126          |
| Questions financières                     | 139                 | 143          | 197          | 208          | 127          |
| Sécurité du délinquant                    | 98                  | 180          | 199          | 170          | 107          |
| Correspondance                            | 88                  | 149          | 165          | 167          | 149          |
| Classement selon le niveau de sécurité    | 100                 | 104          | 49           | 35           | 31           |
| Programmes/services                       | 93                  | 145          | 143          | 135          | 129          |
| Décisions (en général)                    | 95                  | 101          | 117          | 170          | 128          |
| Préparation du cas                        | 75                  | 137          | 102          | 115          | 55           |
| Permission de sortir                      | 90                  | 98           | 100          | 93           | 74           |
| Santé mentale                             | 51                  | 77           | 133          | 122          | 76           |
| <b>Total pour toutes les catégories**</b> | <b>5 557</b>        | <b>6 382</b> | <b>6 651</b> | <b>6 844</b> | <b>5 846</b> |

Source : Bureau de l'enquêteur correctionnel.

**Nota**

\*Ces principales catégories de plaintes sont basées sur la somme des totaux pour les cinq exercices financiers pour lesquels des données ont été fournies entre 2013-2014 et 2017-2018. Les autres catégories, classées en ordre du nombre total de plaintes reçues entre 2013-2014 et 2017-2018, sont les suivantes : emploi, procédures de mise en liberté, services d'alimentation, fouille et saisie, harcèlement, plainte n'appartenant à aucune catégorie, recours à la force, discipline, conseiller juridique, réclamations, placement en cellule, régime alimentaire, autres, motifs religieux/spirituels, programmes communautaires/surveillance dans la collectivité, demandes des détenus, programmes/services, opérations/décisions du BEC, exécution de la peine, décès ou blessures graves, discrimination et mise en liberté sous condition.

\*\*Ces totaux représentent toutes les catégories de plaintes.

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) peut instituer une enquête lorsqu'il reçoit une plainte déposée par un délinquant ou en son nom, ou encore de sa propre initiative. Les plaintes sont formulées par téléphone, par lettre ou au cours d'entrevues menées par le personnel enquêteur du BEC dans les établissements correctionnels fédéraux. Le BEC peut donner suite aux plaintes au moyen d'actions internes (quand l'information ou l'aide demandée par le délinquant peut généralement être fournie par le personnel enquêteur du BEC) ou d'enquêtes (lorsque, en plus d'examiner la loi, les politiques et la documentation, le personnel enquêteur du BEC fait une enquête ou plusieurs interventions auprès du Service correctionnel du Canada et formule des recommandations). L'étendue, la complexité et la durée des enquêtes, de même que les ressources requises, varient considérablement d'un cas à l'autre.

En raison des efforts continus déployés par le BEC pour simplifier notre base de données administrative et assurer l'exactitude des données fournies, les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus ne correspondent pas toujours à ceux des versions antérieures de l'*Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ou des rapports annuels du BEC.

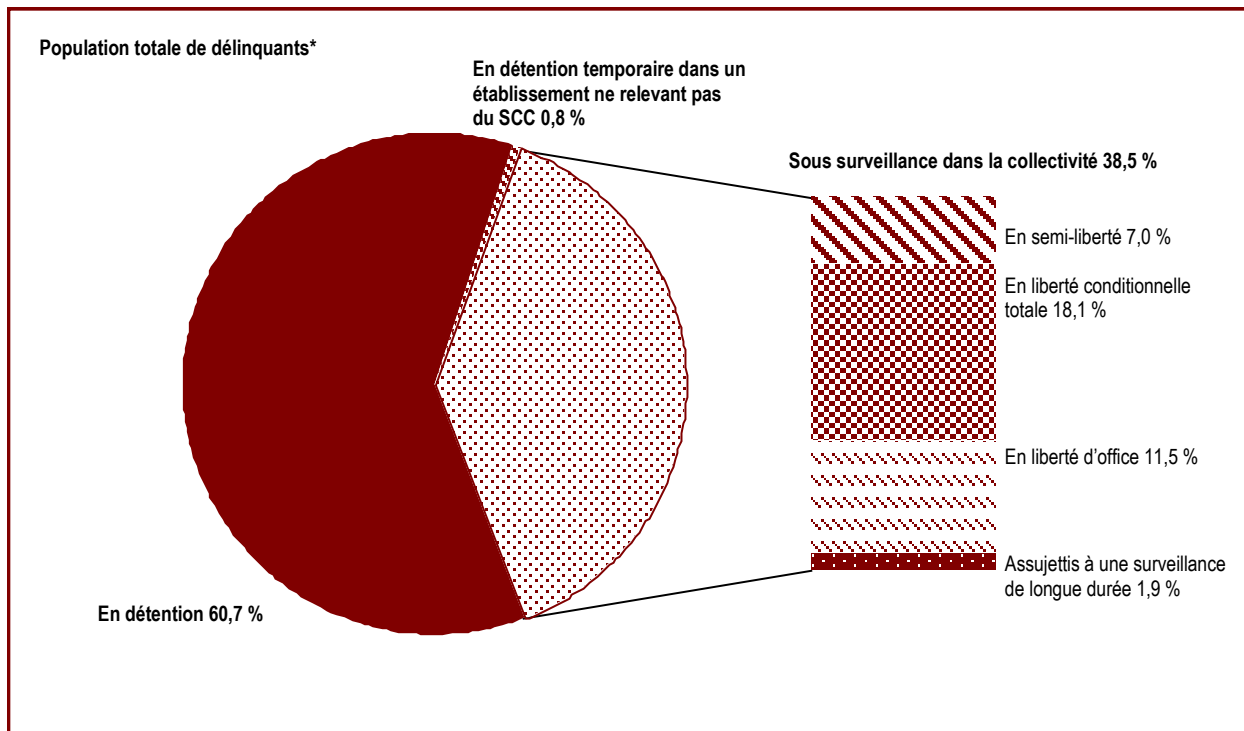
## SECTION C

### LA POPULATION DE DÉLINQUANTS



## LES DÉLINQUANTS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Figure C1



Source : Service correctionnel du Canada.

### Définitions

Les **établissements du SCC** incluent tous les établissements fédéraux, pavillons de ressourcement financés par le gouvernement fédéral et pavillons de ressourcement exploités en vertu de l'article 81 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*.

La **population totale de délinquants** comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les **délinquants en détention** comprennent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

Les **délinquants en détention temporaire** incluent les délinquants qui sont gardés dans un établissement du SCC ou dans un établissement ne relevant pas du SCC, par suite de la suspension de leur mise en liberté pour violation d'une condition de la libération conditionnelle ou afin de prévenir ce genre de manquement.

Les **délinquants sous surveillance active** comprennent tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité.

Les **délinquants sous surveillance dans la collectivité** comprennent tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

### À cette population totale de délinquants s'ajoutent des groupes exclus :

Les délinquants sous responsabilité fédérale incarcérés dans un centre correctionnel communautaire ou dans un établissement ne relevant pas du SCC. Les délinquants sous responsabilité fédérale expulsés ou extradés, notamment les délinquants pour qui une ordonnance d'expulsion a été appliquée par l'Agence des services frontaliers du Canada. Les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté sous caution, ce qui inclut les délinquants en liberté provisoire; ils ont interjeté appel de leur condamnation ou de leur peine et ont été mis en liberté en attendant les résultats d'un nouveau procès. Les évadés, qui comprennent les délinquants qui se sont enfuis alors qu'ils étaient incarcérés dans un établissement correctionnel ou qu'ils bénéficiaient d'une permission de sortir; on ne sait pas où ils se trouvent. Les délinquants illégalement en liberté pendant 90 jours ou plus, ce qui inclut les délinquants en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, ainsi que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, pour qui un mandat de suspension d'au moins 90 jours a été délivré mais n'a pas encore été exécuté.

### Nota

\*À cette population totale de délinquants s'ajoutent 224 délinquants qui étaient en liberté sous caution, 126 délinquants qui s'étaient évadés, 230 délinquants qui purgeaient une peine de ressort fédéral dans un établissement ne relevant pas du SCC, 336 délinquants qui étaient illégalement en liberté pendant 90 jours ou plus et 422 délinquants qui avaient été expulsés. La définition du terme « population de délinquants » a été modifiée par rapport aux éditions précédentes de *l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Par conséquent, les comparaisons avec les éditions antérieures à 2016 devraient être faites avec prudence.

## LES DÉLINQUANTS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Tableau C1

| Situation                                                            | Délinquants sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada |        |       |      |      |              |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|--------|-------|------|------|--------------|
|                                                                      | Nbre                                                                  | Nbre   | Nbre  | %    | %    | %            |
| <b>En détention (établissement du SCC)</b>                           | <b>14 092</b>                                                         |        |       |      |      | <b>60,7</b>  |
| Incarcérés dans un établissement du SCC                              |                                                                       | 13 264 |       |      | 57,1 |              |
| En détention temporaire dans un établissement du SCC                 |                                                                       | 828    |       |      | 3,6  |              |
| <b>Sous surveillance dans la collectivité</b>                        | <b>9 131</b>                                                          |        |       |      |      | <b>39,3</b>  |
| En détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC |                                                                       | 192    |       |      | 0,8  |              |
| Sous surveillance active                                             |                                                                       | 8 939  |       |      | 38,5 |              |
| En semi-liberté                                                      |                                                                       |        | 1 615 | 7,0  |      |              |
| En liberté conditionnelle totale                                     |                                                                       |        | 4 209 | 18,1 |      |              |
| En liberté d'office                                                  |                                                                       |        | 2 672 | 11,5 |      |              |
| Assujettis à une surveillance de longue durée                        |                                                                       |        | 443   | 1,9  |      |              |
| <b>Total</b>                                                         | <b>23 223*</b>                                                        |        |       |      |      | <b>100,0</b> |

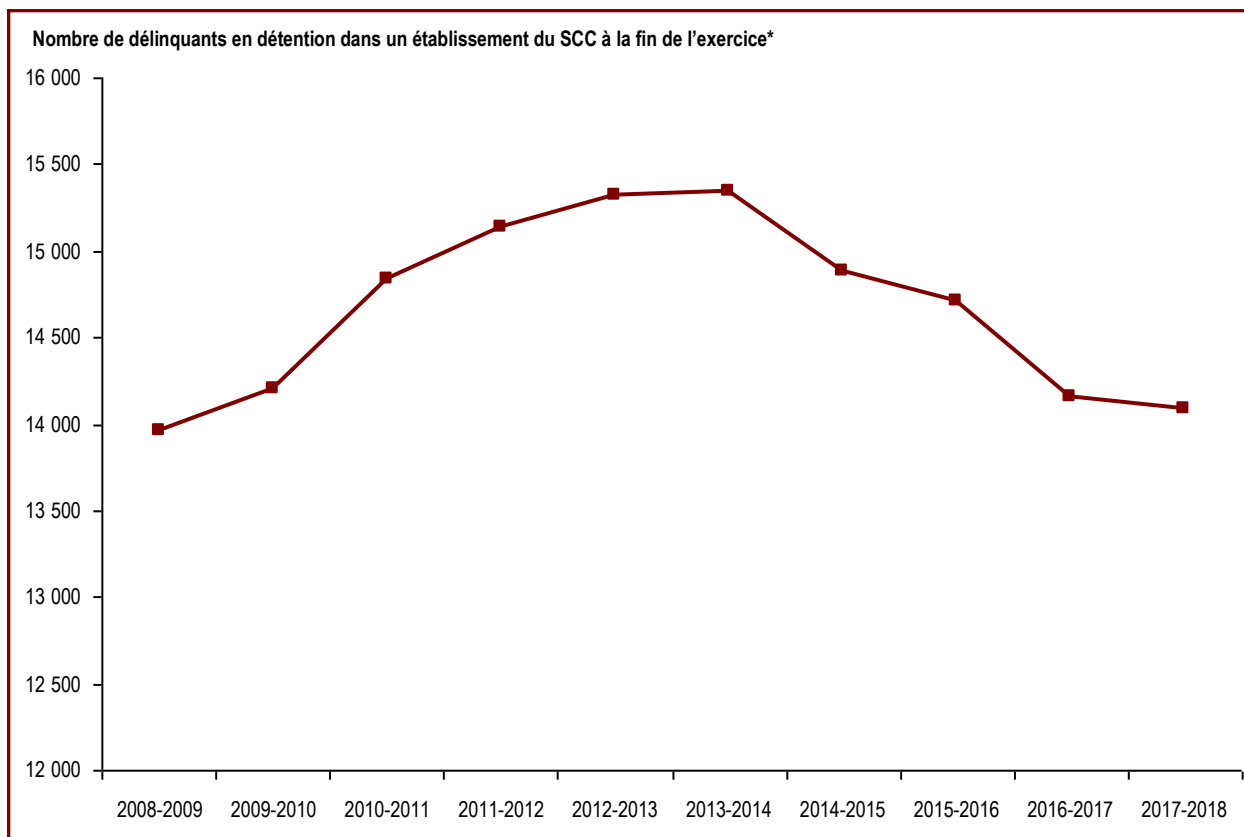
Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

\*À la population totale de délinquants s'ajoutent 224 délinquants qui étaient en liberté sous caution, 126 délinquants qui s'étaient évadés, 230 délinquants qui purgeaient une peine de ressort fédéral dans un établissement ne relevant pas du SCC, 336 délinquants qui étaient illégalement en liberté pendant 90 jours ou plus et 422 délinquants qui avaient été expulsés. \*La définition du terme « population de délinquants » a été modifiée par rapport aux éditions précédentes de *l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Par conséquent, les comparaisons avec les éditions antérieures à 2016 devraient être faites avec prudence.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC A DIMINUÉ DANS LES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES

Figure C2



Source : Service correctionnel du Canada.

- La population de délinquants en détention a invariablement augmenté de 2008-2009 à 2013-2014, mais elle continue à diminuer depuis 2014-2015.
- Le nombre moyen de délinquants en détention purgeant une peine de ressort provincial ou territorial a augmenté de 4,1 % de 2013-2014 à 2015-2016 (passant de 24 455 à 25 448), tandis que le nombre de délinquants en détention provisoire a augmenté de 13,0 % au cours de la même période (passant de 13 650 à 15 417). Depuis 2006-2007, le nombre de délinquants en détention provisoire surpasse celui des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux ou territoriaux.\*\*

### Nota

\*Les données reflètent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Le terme « délinquants en détention dans un établissement du SCC » désigne tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

\*\*Source : Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC A DIMINUÉ DANS LES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES

Tableau C2

| Exercice  | Délinquants en détention                    |                                               |          |                        |        | Total  |
|-----------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------|------------------------|--------|--------|
|           | En détention dans un établissement du SCC*1 | Sous responsabilité provinciale/territoriale2 |          |                        |        |        |
|           |                                             | Condamnés                                     | Prévenus | Autres/Dét. temporaire | Total  |        |
| 2008-2009 | 13 960                                      | 9 931                                         | 13 548   | 311                    | 23 790 | 37 750 |
| 2009-2010 | 14 197                                      | 10 045                                        | 13 739   | 308                    | 24 092 | 38 289 |
| 2010-2011 | 14 840                                      | 10 922                                        | 13 086   | 427                    | 24 435 | 39 275 |
| 2011-2012 | 15 131                                      | 11 138                                        | 13 369   | 308                    | 24 814 | 39 945 |
| 2012-2013 | 15 318                                      | 11 138                                        | 13 739   | 308                    | 25 185 | 40 503 |
| 2013-2014 | 15 342                                      | 9 888                                         | 11 494   | 322                    | 21 704 | 37 046 |
| 2014-2015 | 14 886                                      | 10 364                                        | 13 650   | 441                    | 24 455 | 39 341 |
| 2015-2016 | 14 712                                      | 10 091                                        | 14 899   | 415                    | 25 405 | 40 117 |
| 2016-2017 | 14 159                                      | 9 710                                         | 15 417   | 321                    | 25 448 | 39 607 |
| 2017-2018 | 14 092                                      | --                                            | --       | --                     | --     | --     |

Source : <sup>1</sup>Service correctionnel du Canada. <sup>2</sup>Tableau 35-10-0154-01, Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*Les données reflètent le nombre de délinquants qui étaient en détention à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

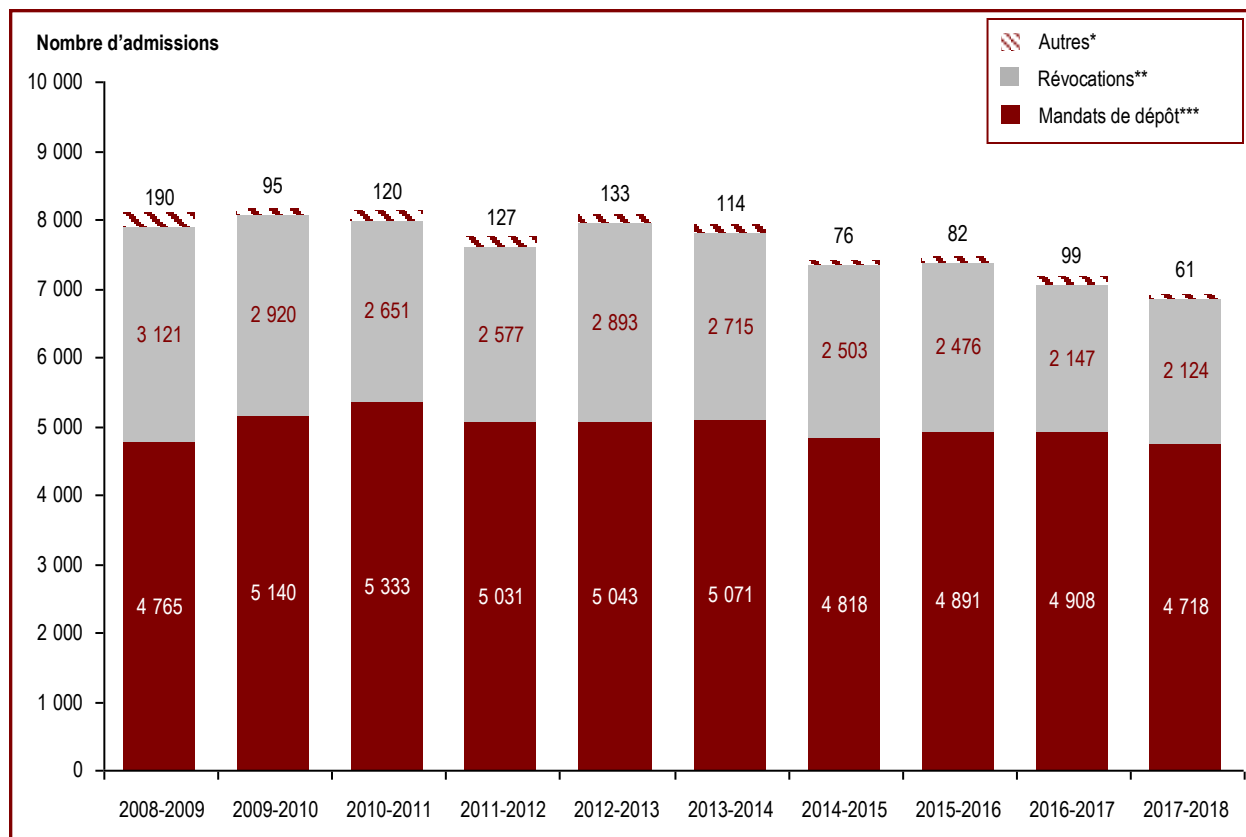
Le terme « délinquants en détention dans un établissement du SCC » désigne tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

Les chiffres concernant les délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale sont des moyennes annuelles.

-- Données non disponibles.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS ADMIS DANS DES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX A DIMINUÉ

Figure C3



Source : Service correctionnel du Canada.

- Après avoir culminé à 8 155 en 2009-2010, le nombre d'admissions a diminué de 15,4 % pour s'établir à 6 903 en 2017-2018.
- Le nombre d'admissions en vertu d'un mandat de dépôt a fluctué au cours des dix dernières années, mais il a diminué de 11,5 % par rapport à son point le plus élevé, qu'il a atteint en 2010-2011.
- Le nombre de femmes admises dans des établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt est passé de 312 en 2013-2014 à 356 en 2017-2018, ce qui représente une augmentation de 14,1 %.

### Nota

\*La catégorie « Autres » comprend notamment les transfèrements de délinquants relevant d'une autre administration qui ont été effectués en vertu d'accords d'échange de services, les cessations, les transfèrements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays, et les cas où une mise en liberté est interrompue en raison d'une nouvelle condamnation.

Ces chiffres correspondent au nombre total d'admissions enregistrées dans les établissements fédéraux et les pavillons de ressourcement durant chaque exercice et peuvent être supérieurs aux nombres réels de délinquants admis, puisqu'un délinquant peut être incarcéré plusieurs fois dans une année. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

\*\*Une révocation est l'admission d'un délinquant dans un établissement fédéral après la mise en liberté sous condition mais avant l'expiration du mandat.

\*\*\*Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS ADMIS DANS DES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX A DIMINUÉ

Tableau C3

|                                                              | 2013-2014 |       | 2014-2015 |       | 2015-2016 |       | 2016-2017 |       | 2017-2018 |       |
|--------------------------------------------------------------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-------|
|                                                              | Fem.      | Hom.  | Fem.      | Hom.  | Fem.      | Hom.  | Fem.      | Hom.  | Fem.      | Hom.  |
| Mandats de dépôt                                             |           |       |           |       |           |       |           |       |           |       |
| 1 <sup>re</sup> peine de ressort fédéral                     | 273       | 3 467 | 302       | 3 309 | 348       | 3 321 | 378       | 3 357 | 315       | 3 186 |
| 2 <sup>e</sup> peine de ressort fédéral ou peine subséquente | 38        | 1 269 | 41        | 1 153 | 39        | 1 176 | 36        | 1 130 | 41        | 1 172 |
| Peine de ressort provincial                                  | 1         | 23    | 0         | 13    | 1         | 6     | 0         | 7     | 0         | 4     |
| Total partiel                                                | 312       | 4 759 | 343       | 4 475 | 388       | 4 503 | 414       | 4 494 | 356       | 4 362 |
| Total                                                        | 5 071     |       | 4 818     |       | 4 891     |       | 4 908     |       | 4 718     |       |
| Révocations                                                  |           |       |           |       |           |       |           |       |           |       |
| Total                                                        | 111       | 2 604 | 124       | 2 379 | 149       | 2 327 | 132       | 2 015 | 148       | 1 976 |
|                                                              | 2 715     |       | 2 503     |       | 2 476     |       | 2 147     |       | 2 124     |       |
| Autres*                                                      |           |       |           |       |           |       |           |       |           |       |
| Total                                                        | 6         | 108   | 5         | 71    | 4         | 78    | 3         | 96    | 7         | 54    |
|                                                              | 114       |       | 76        |       | 82        |       | 99        |       | 61        |       |
| Total des admissions                                         |           |       |           |       |           |       |           |       |           |       |
|                                                              | 429 7 471 |       | 472 6 925 |       | 541 6 908 |       | 549 6 605 |       | 511 6 392 |       |
|                                                              | 7 900     |       | 7 397     |       | 7 449     |       | 7 154     |       | 6 903     |       |

Source : Service correctionnel du Canada.

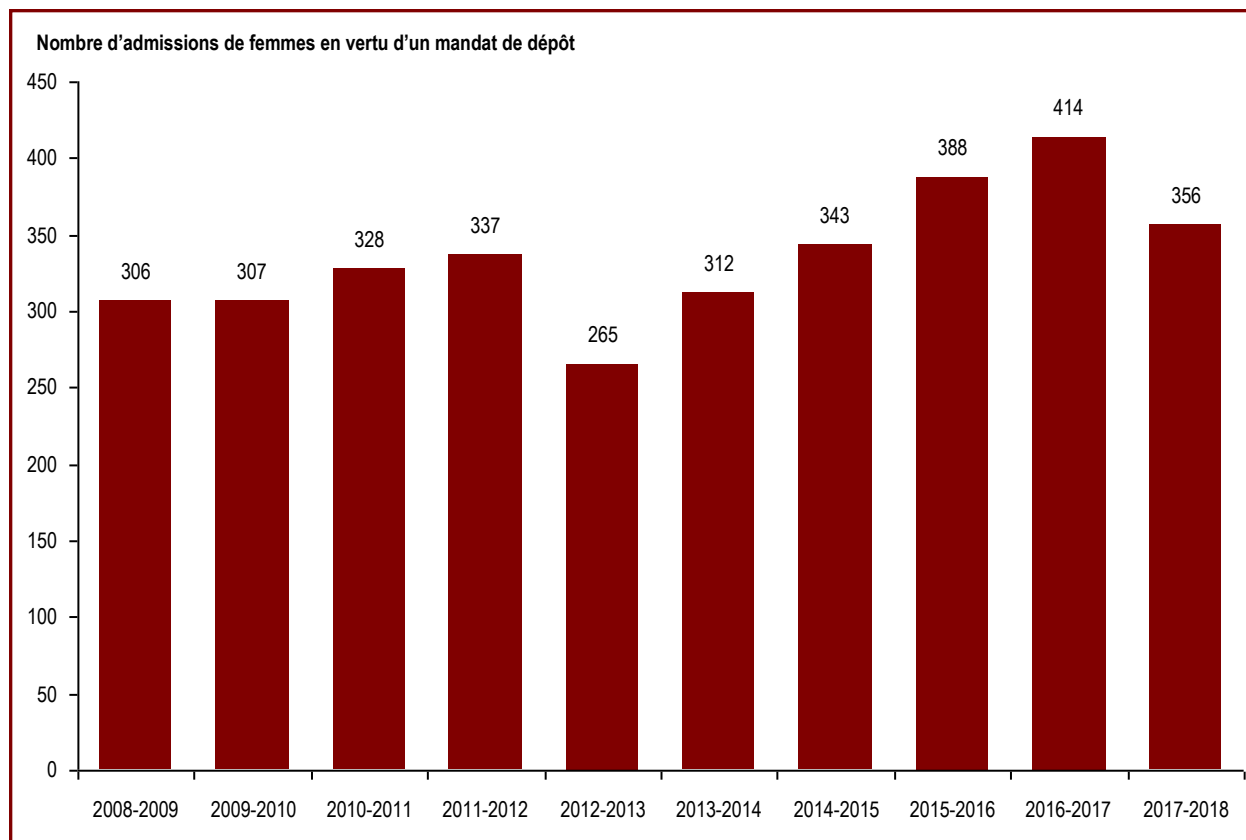
**Nota**

\*\*La catégorie « Autres » comprend notamment les transfèrements de délinquants relevant d'une autre administration qui ont été effectués en vertu d'accords d'échange de services, les cessations, les transfèrements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays, et les cas où une mise en liberté est interrompue en raison d'une nouvelle condamnation.

Ces chiffres correspondent au nombre total d'admissions enregistrées dans les établissements fédéraux et les pavillons de ressourcement durant chaque exercice et peuvent être supérieurs aux nombres réels de délinquants admis, puisqu'un délinquant peut être incarcéré plusieurs fois dans une année. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE NOMBRE D'ADMISSIONS DE FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX QUI DÉCOULENT DE LA DÉCISION D'UN TRIBUNAL A DIMINUÉ

Figure C4



Source : Service correctionnel du Canada.

- Au cours des dix dernières années, le nombre de femmes admises dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt a augmenté de 16,3 %, passant de 306 en 2008-2009 à 356 en 2017-2018. Durant la même période, il y a eu une petite diminution du nombre d'hommes admis dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt, lequel est passé de 4 459 en 2008-2009 à 4 362 en 2017-2018.
- De manière générale, les femmes continuent de représenter une petite proportion du nombre total d'admissions en vertu d'un mandat de dépôt (soit 7,5 % en 2017-2018).
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 676 femmes étaient incarcérées dans des établissements du Service correctionnel du Canada.

### Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

## LE NOMBRE D'ADMISSIONS DE FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS FÉDÉRAUX QUI DÉCOULENT DE LA DÉCISION D'UN TRIBUNAL A DIMINUÉ

Tableau C4

| Exercice  | Admissions en vertu d'un mandat de dépôt |     |        |      | Total |
|-----------|------------------------------------------|-----|--------|------|-------|
|           | Femmes                                   |     | Hommes |      |       |
|           | Nbre                                     | %   | Nbre   | %    |       |
| 2008-2009 | 306                                      | 6,4 | 4 459  | 93,6 | 4 765 |
| 2009-2010 | 307                                      | 6,0 | 4 833  | 94,0 | 5 140 |
| 2010-2011 | 328                                      | 6,2 | 5 005  | 93,8 | 5 333 |
| 2011-2012 | 337                                      | 6,7 | 4 694  | 93,3 | 5 031 |
| 2012-2013 | 265                                      | 5,3 | 4 778  | 94,7 | 5 043 |
| 2013-2014 | 312                                      | 6,2 | 4 759  | 93,8 | 5 071 |
| 2014-2015 | 343                                      | 7,1 | 4 475  | 92,9 | 4 818 |
| 2015-2016 | 388                                      | 7,9 | 4 503  | 92,1 | 4 891 |
| 2016-2017 | 414                                      | 8,4 | 4 494  | 91,6 | 4 908 |
| 2017-2018 | 356                                      | 7,5 | 4 362  | 92,5 | 4 718 |

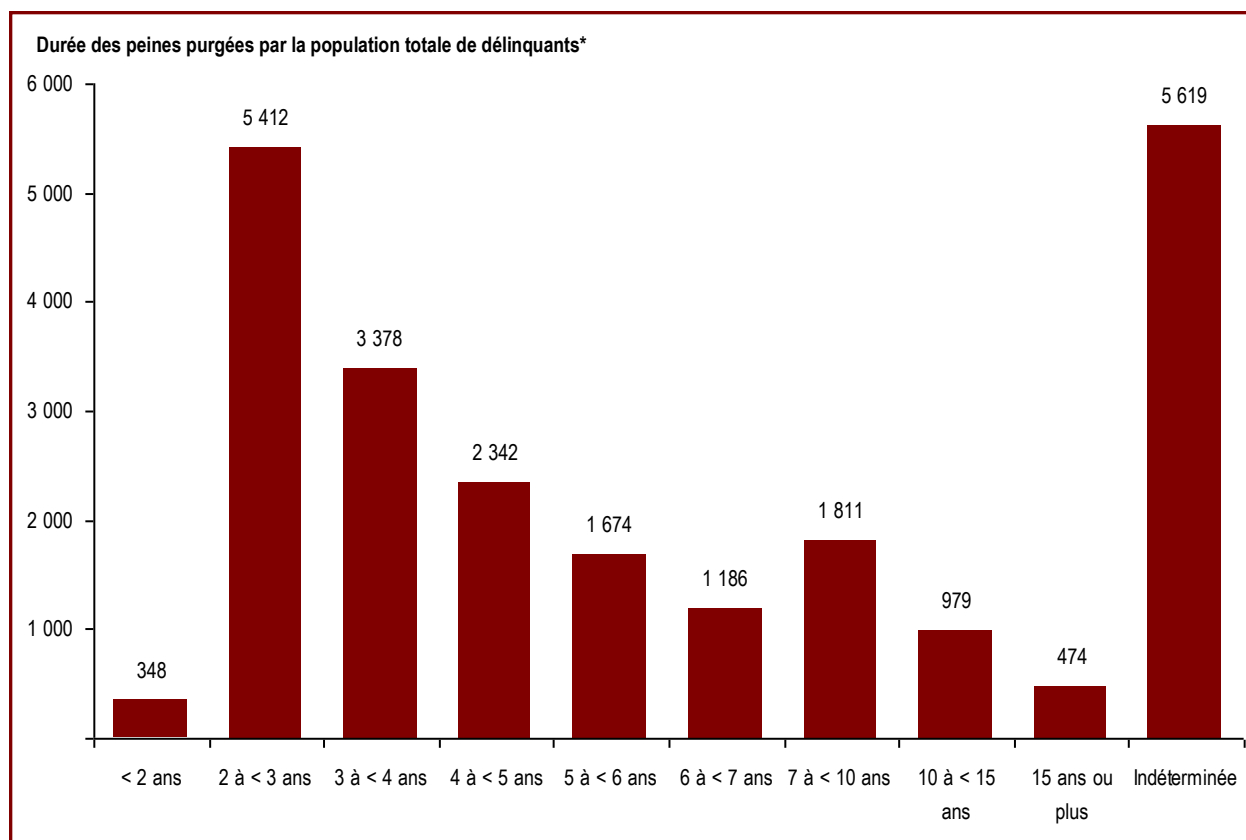
Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

## ENVIRON LA MOITIÉ DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC PURGE UNE PEINE DE MOINS DE CINQ ANS

Figure C5



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2017-2018, presque la moitié (49,4 %) de la population totale de délinquants purgeait une peine de moins de cinq ans, 23,3 % purgeant une peine allant de deux ans à moins de trois ans.
- Presque un quart (24,2 %) de la population totale de délinquants purgeait une peine d'une durée indéterminée. Le nombre total de délinquants purgeant ce type de peine\*\* a augmenté de 7,0 % depuis 2013-2014, passant de 5 253 à 5 619 en 2017-2018.

### Nota

\*La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les délinquants qui purgent une peine de moins de deux ans comprennent les délinquants transférés d'un pays étranger, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui ont été condamnés à une peine supplémentaire de moins de deux ans.

\*\*« D'une durée indéterminée » signifie qu'aucune date de fin n'a été fixée pour l'incarcération du délinquant. La Commission des libérations conditionnelles du Canada examine le cas après sept ans et tous les deux ans par la suite.

**ENVIRON LA MOITIÉ DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION DANS  
DES ÉTABLISSEMENTS DU SCC PURGE UNE PEINE DE MOINS DE CINQ ANS**

Tableau C5

| Durée de la peine  | 2013-2014     |            | 2014-2015     |            | 2015-2016     |            | 2016-2017     |            | 2017-2018     |            |
|--------------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|---------------|------------|
|                    | Nbre          | %          | Nbre          | %          | Nbre          | %          | Nbre          | %          | Nbre          | %          |
| < 2 ans            | 291           | 1,3        | 287           | 1,2        | 306           | 1,3        | 307           | 1,3        | 348           | 1,5        |
| 2 ans à < 3 ans    | 5 296         | 22,9       | 5 241         | 22,8       | 5 367         | 23,3       | 5 391         | 23,4       | 5 412         | 23,3       |
| 3 ans à < 4 ans    | 3 771         | 16,3       | 3 631         | 15,8       | 3 503         | 15,2       | 3 377         | 14,7       | 3 378         | 14,5       |
| 4 ans à < 5 ans    | 2 447         | 10,6       | 2 422         | 10,5       | 2 393         | 10,4       | 2 382         | 10,3       | 2 342         | 10,1       |
| 5 ans à < 6 ans    | 1 638         | 7,1        | 1 672         | 7,3        | 1 692         | 7,3        | 1 691         | 7,3        | 1 674         | 7,2        |
| 6 ans à < 7 ans    | 1 100         | 4,8        | 1 104         | 4,8        | 1 136         | 4,9        | 1 143         | 5,0        | 1 186         | 5,1        |
| 7 ans à < 10 ans   | 1 793         | 7,7        | 1 788         | 7,8        | 1 805         | 7,8        | 1 810         | 7,9        | 1 811         | 7,8        |
| 10 ans à < 15 ans  | 954           | 4,1        | 936           | 4,1        | 940           | 4,1        | 951           | 4,1        | 979           | 4,2        |
| 15 ans ou plus     | 612           | 2,6        | 564           | 2,5        | 522           | 2,3        | 501           | 2,2        | 474           | 2,0        |
| Durée indéterminée | 5 253         | 22,7       | 5 316         | 23,2       | 5 393         | 23,4       | 5 492         | 23,8       | 5 619         | 24,2       |
| <b>Total</b>       | <b>23 155</b> | <b>100</b> | <b>22 961</b> | <b>100</b> | <b>23 057</b> | <b>100</b> | <b>23 045</b> | <b>100</b> | <b>23 223</b> | <b>100</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

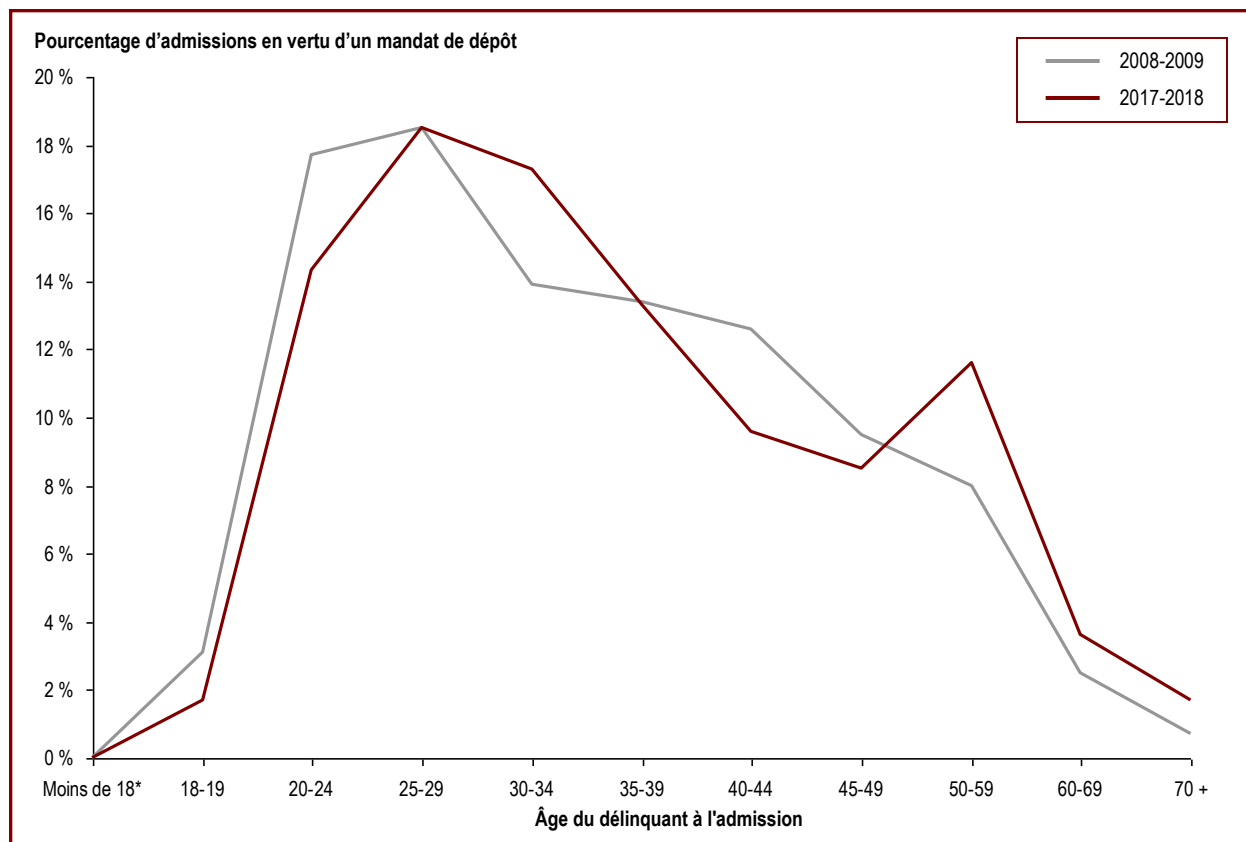
**Nota**

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les délinquants qui purgent une peine de moins de deux ans comprennent les délinquants transférés d'un pays étranger, de même que les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, qui ont été condamnés à une peine supplémentaire de moins de deux ans.

## L'ÂGE DES DÉLINQUANTS AU MOMENT DE LEUR ADMISSION DANS UN ÉTABLISSEMENT FÉDÉRAL EST EN HAUSSE

Figure C6



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2017-2018, 32,8 % des délinquants avaient entre 20 et 29 ans, et 30,6 % avaient entre 30 et 39 ans au moment de leur admission dans des établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt.
- Si l'on fait une comparaison entre les deux sexes, on voit que la répartition des délinquants selon l'âge à l'admission est semblable.
- L'âge médian des délinquants à leur admission en 2017-2018 était de 34 ans, en comparaison à l'âge médian des délinquants à leur admission en 2008-2009, soit de 33 ans.
- Le nombre de délinquants âgés de 40 à 49 ans au moment de l'admission est passé de 1 055 en 2008-2009 à 850 en 2017-2018, ce qui représente une diminution de 19,4 %.
- Le nombre de délinquants âgés de 50 à 59 ans au moment de l'admission est passé de 382 en 2008-2009 à 548 en 2017-2018, ce qui représente une augmentation de 43,5 %.

### Nota

\*Ce délinquant a été admis dans un centre correctionnel pour jeunes.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## L'ÂGE DES DÉLINQUANTS AU MOMENT DE LEUR ADMISSION DANS UN ÉTABLISSEMENT FÉDÉRAL EST EN HAUSSE

Tableau C6

| Âge à l'admission | 2008-2009  |      |              |      |              |      | 2017-2018  |      |              |      |              |      |
|-------------------|------------|------|--------------|------|--------------|------|------------|------|--------------|------|--------------|------|
|                   | Femmes     |      | Hommes       |      | Total        |      | Femmes     |      | Hommes       |      | Total        |      |
|                   | Nbre       | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    | Nbre       | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    |
| Moins de 18 ans   | 0          | 0,0  | 1*           | 0,0  | 1*           | 0,0  | 0          | 0,0  | 0            | 0,0  | 0            | 0,0  |
| 18 ou 19 ans      | 10         | 3,3  | 139          | 3,1  | 149          | 3,1  | 4          | 1,1  | 74           | 1,7  | 78           | 1,7  |
| De 20 à 24 ans    | 39         | 12,7 | 804          | 18,0 | 843          | 17,7 | 49         | 13,8 | 628          | 14,4 | 677          | 14,3 |
| De 25 à 29 ans    | 47         | 15,4 | 834          | 18,7 | 881          | 18,5 | 76         | 21,3 | 795          | 18,2 | 871          | 18,5 |
| De 30 à 34 ans    | 60         | 19,6 | 602          | 13,5 | 662          | 13,9 | 68         | 19,1 | 750          | 17,2 | 818          | 17,3 |
| De 35 à 39 ans    | 42         | 13,7 | 598          | 13,4 | 640          | 13,4 | 50         | 14,0 | 576          | 13,2 | 626          | 13,3 |
| De 40 à 44 ans    | 51         | 16,7 | 551          | 12,4 | 602          | 12,6 | 38         | 10,7 | 413          | 9,5  | 451          | 9,6  |
| De 45 à 49 ans    | 27         | 8,8  | 426          | 9,6  | 453          | 9,5  | 26         | 7,3  | 373          | 8,6  | 399          | 8,5  |
| De 50 à 59 ans    | 26         | 8,5  | 356          | 8,0  | 382          | 8,0  | 35         | 9,8  | 513          | 11,8 | 548          | 11,6 |
| De 60 à 69 ans    | 4          | 1,3  | 115          | 2,6  | 119          | 2,5  | 9          | 2,5  | 163          | 3,7  | 172          | 3,6  |
| 70 ans ou plus    | 0          | 0,0  | 33           | 0,7  | 33           | 0,7  | 1          | 0,3  | 77           | 1,8  | 78           | 1,7  |
| <b>Total</b>      | <b>306</b> |      | <b>4 459</b> |      | <b>4 765</b> |      | <b>356</b> |      | <b>4 362</b> |      | <b>4 718</b> |      |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

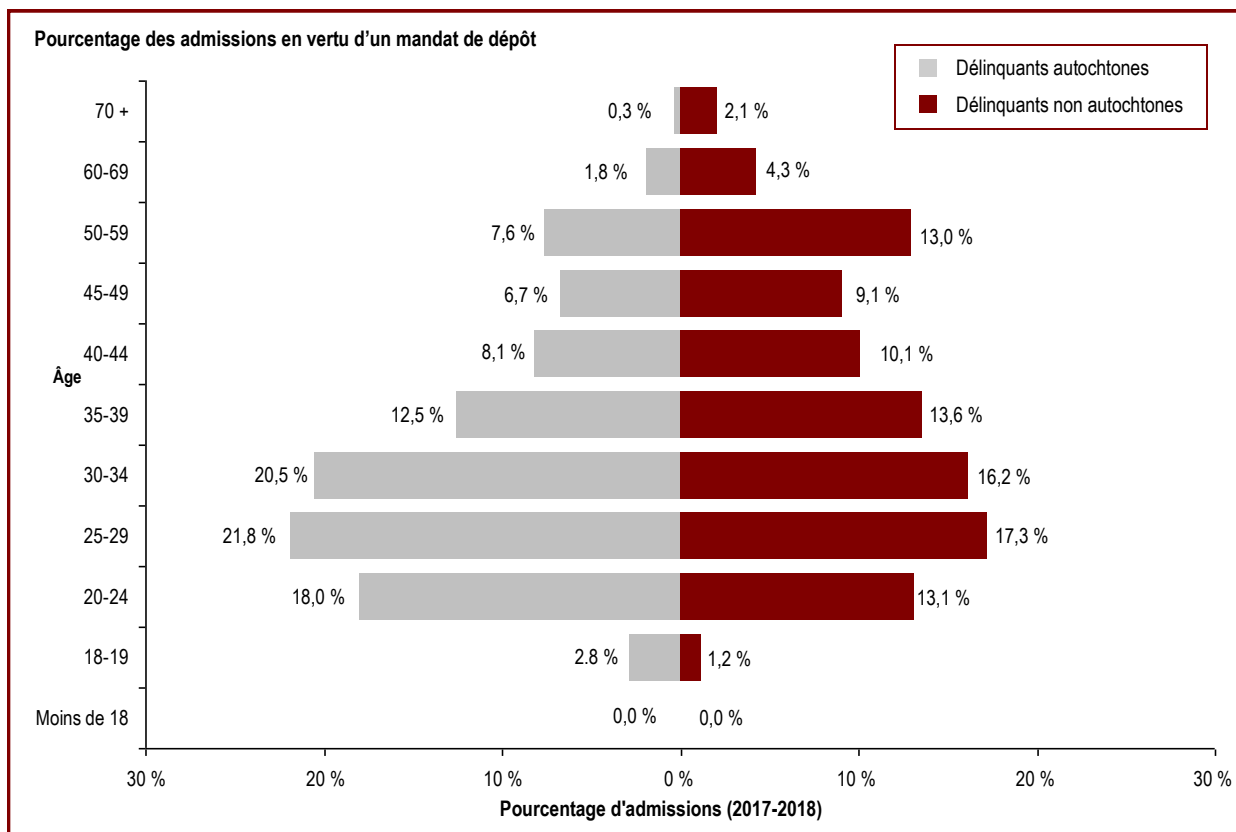
\*Ce délinquant a été admis dans un centre correctionnel pour jeunes.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## L'ÂGE MOYEN À L'ADMISSION EST PLUS BAS CHEZ LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES QUE CHEZ LES DÉLINQUANTS NON AUTOCHTONES

Figure C7



Source : Service correctionnel du Canada.

- Une proportion de 42,6 % des délinquants autochtones admis dans des établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt en 2017-2018 avait moins de 30 ans, par rapport à 31,6 % des délinquants non autochtones.
- L'âge médian des délinquants autochtones à l'admission était de 31 ans, comparativement à 35 ans pour les délinquants non autochtones.
- L'âge médian des délinquantes autochtones à l'admission était de 30 ans, comparativement à 35 ans pour les délinquantes non autochtones.

### Nota

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## L'ÂGE MOYEN À L'ADMISSION EST PLUS BAS CHEZ LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES QUE CHEZ LES DÉLINQUANTS NON AUTOCHTONES

Tableau C7

| Âge à l'admission | 2008-2009   |      |                 |      |              |      | 2017-2018    |      |                 |      |              |      |
|-------------------|-------------|------|-----------------|------|--------------|------|--------------|------|-----------------|------|--------------|------|
|                   | Autochtones |      | Non-Autochtones |      | Total        |      | Autochtones  |      | Non-Autochtones |      | Total        |      |
|                   | Nbre        | %    | Nbre            | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    | Nbre            | %    | Nbre         | %    |
| Moins de 18 ans   | 1*          | 0,1  | 0               | 0,0  | 1*           | 0,0  | 0            | 0,0  | 0               | 0,0  | 0            | 0,0  |
| 18 et 19 ans      | 43          | 4,5  | 106             | 2,8  | 149          | 3,1  | 35           | 2,8  | 43              | 1,2  | 78           | 1,7  |
| De 20 à 24 ans    | 199         | 20,7 | 644             | 16,9 | 843          | 17,7 | 223          | 18,0 | 454             | 13,1 | 677          | 14,3 |
| De 25 à 29 ans    | 187         | 19,4 | 694             | 18,3 | 881          | 18,5 | 271          | 21,8 | 600             | 17,3 | 871          | 18,5 |
| De 30 à 34 ans    | 164         | 17,0 | 498             | 13,1 | 662          | 13,9 | 254          | 20,5 | 564             | 16,2 | 818          | 17,3 |
| De 35 à 39 ans    | 124         | 12,9 | 516             | 13,6 | 640          | 13,4 | 155          | 12,5 | 471             | 13,6 | 626          | 13,3 |
| De 40 à 44 ans    | 113         | 11,7 | 489             | 12,9 | 602          | 12,6 | 100          | 8,1  | 351             | 10,1 | 451          | 9,6  |
| De 45 à 49 ans    | 78          | 8,1  | 375             | 9,9  | 453          | 9,5  | 83           | 6,7  | 316             | 9,1  | 399          | 8,5  |
| De 50 à 59 ans    | 47          | 4,9  | 335             | 8,8  | 382          | 8,0  | 95           | 7,6  | 453             | 13,0 | 548          | 11,6 |
| De 60 à 69 ans    | 6           | 0,6  | 113             | 3,0  | 119          | 2,5  | 22           | 1,8  | 150             | 4,3  | 172          | 3,6  |
| 70 ans ou plus    | 1           | 0,1  | 32              | 0,8  | 33           | 0,7  | 4            | 0,3  | 74              | 2,1  | 78           | 1,7  |
| <b>Total</b>      | <b>963</b>  |      | <b>3 802</b>    |      | <b>4 765</b> |      | <b>1 242</b> |      | <b>3 476</b>    |      | <b>4 718</b> |      |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

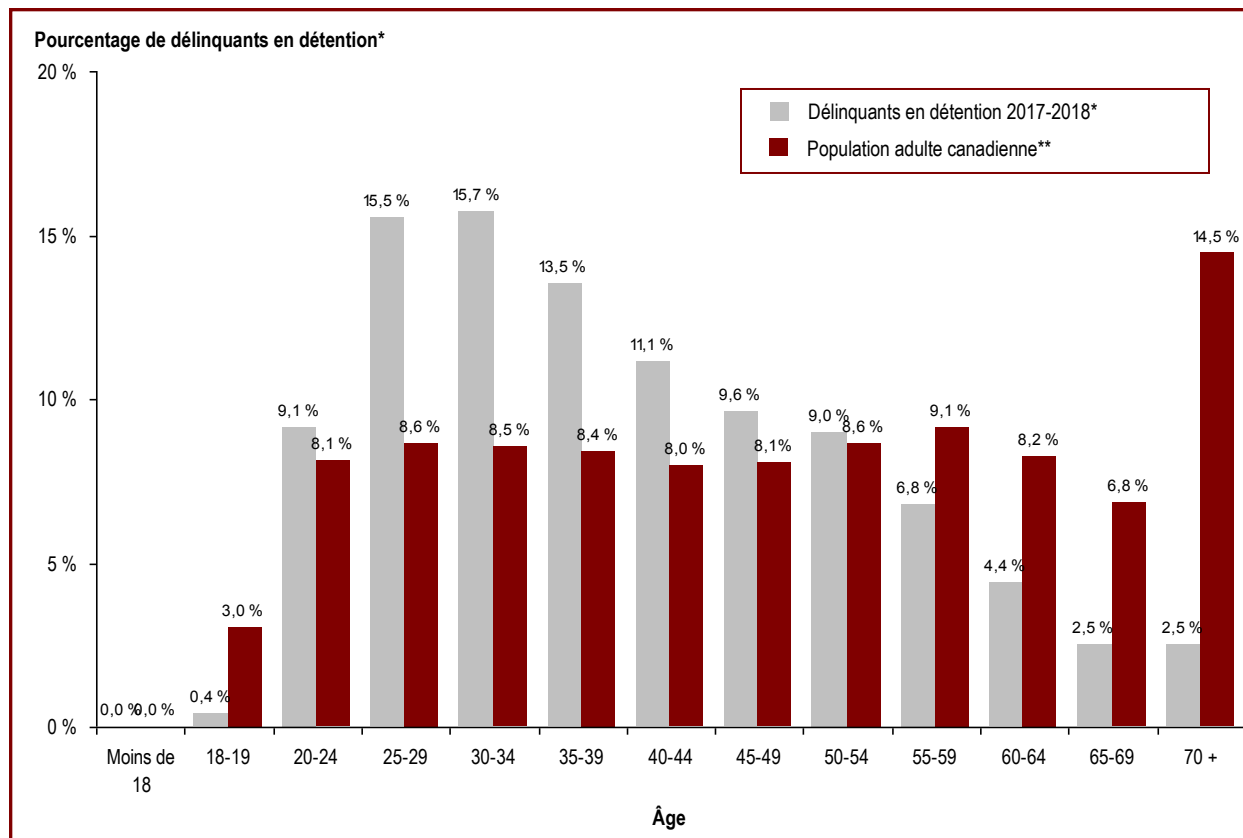
\*Ce délinquant a été admis dans un centre correctionnel pour jeunes.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## 25 % DES DÉLINQUANTS EN DÉTENTION ONT 50 ANS OU PLUS

Figure C8



Source : Service correctionnel du Canada; Statistique Canada.

- En 2017-2018, 54,1 % des délinquants en détention avaient moins de 40 ans.
- En 2017-2018, 25,2 % des délinquants en détention avaient 50 ans ou plus.
- \*\*\*Les délinquants dans la collectivité étaient plus âgés que les délinquants en détention : 38,0 % des délinquants dans la collectivité avaient 50 ans ou plus, comparativement à 25,2 % des délinquants en détention.

### Nota

\*Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

\*\*Les estimations postcensitaires de 2014, la Division de la démographie et Statistique Canada n'incluent que les 18 ans et plus.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## 25 % DES DÉLINQUANTS EN DÉTENTION ONT 50 ANS OU PLUS

Tableau C8

| Âge             | En détention* |              | Sous surveillance dans la collectivité** |              | Total         |              | Pourcentage de la population adulte canadienne*** |
|-----------------|---------------|--------------|------------------------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------------------------------------------|
|                 | Nbre          | %            | Nbre                                     | %            | Nbre          | %            | %                                                 |
| Moins de 18 ans | 0             | 0,0          | 0                                        | 0,0          | 0             | 0,0          | 0,0                                               |
| 18 et 19 ans    | 55            | 0,4          | 5                                        | 0,1          | 60            | 0,3          | 3,0                                               |
| De 20 à 24 ans  | 1 282         | 9,1          | 462                                      | 5,1          | 1 744         | 7,5          | 8,1                                               |
| De 25 à 29 ans  | 2 179         | 15,5         | 1 030                                    | 11,3         | 3 209         | 13,8         | 8,6                                               |
| De 30 à 34 ans  | 2 211         | 15,7         | 1 156                                    | 12,7         | 3 367         | 14,5         | 8,5                                               |
| De 35 à 39 ans  | 1 900         | 13,5         | 1 145                                    | 12,5         | 3 045         | 13,1         | 8,4                                               |
| De 40 à 44 ans  | 1 560         | 11,1         | 930                                      | 10,2         | 2 490         | 10,7         | 8,0                                               |
| De 45 à 49 ans  | 1 357         | 9,6          | 935                                      | 10,2         | 2 292         | 9,9          | 8,1                                               |
| De 50 à 54 ans  | 1 275         | 9,0          | 900                                      | 9,9          | 2 175         | 9,4          | 8,6                                               |
| De 55 à 59 ans  | 961           | 6,8          | 810                                      | 8,9          | 1 771         | 7,6          | 9,1                                               |
| De 60 à 64 ans  | 615           | 4,4          | 646                                      | 7,1          | 1 261         | 5,4          | 8,2                                               |
| De 65 à 69 ans  | 349           | 2,5          | 472                                      | 5,2          | 821           | 3,5          | 6,8                                               |
| 70 ans ou plus  | 348           | 2,5          | 640                                      | 7,0          | 988           | 4,3          | 14,5                                              |
| <b>Total</b>    | <b>14 092</b> | <b>100,0</b> | <b>9 131</b>                             | <b>100,0</b> | <b>23 223</b> | <b>100,0</b> | <b>100,0</b>                                      |

Source : Service correctionnel du Canada; Statistique Canada.

### Nota

\*Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

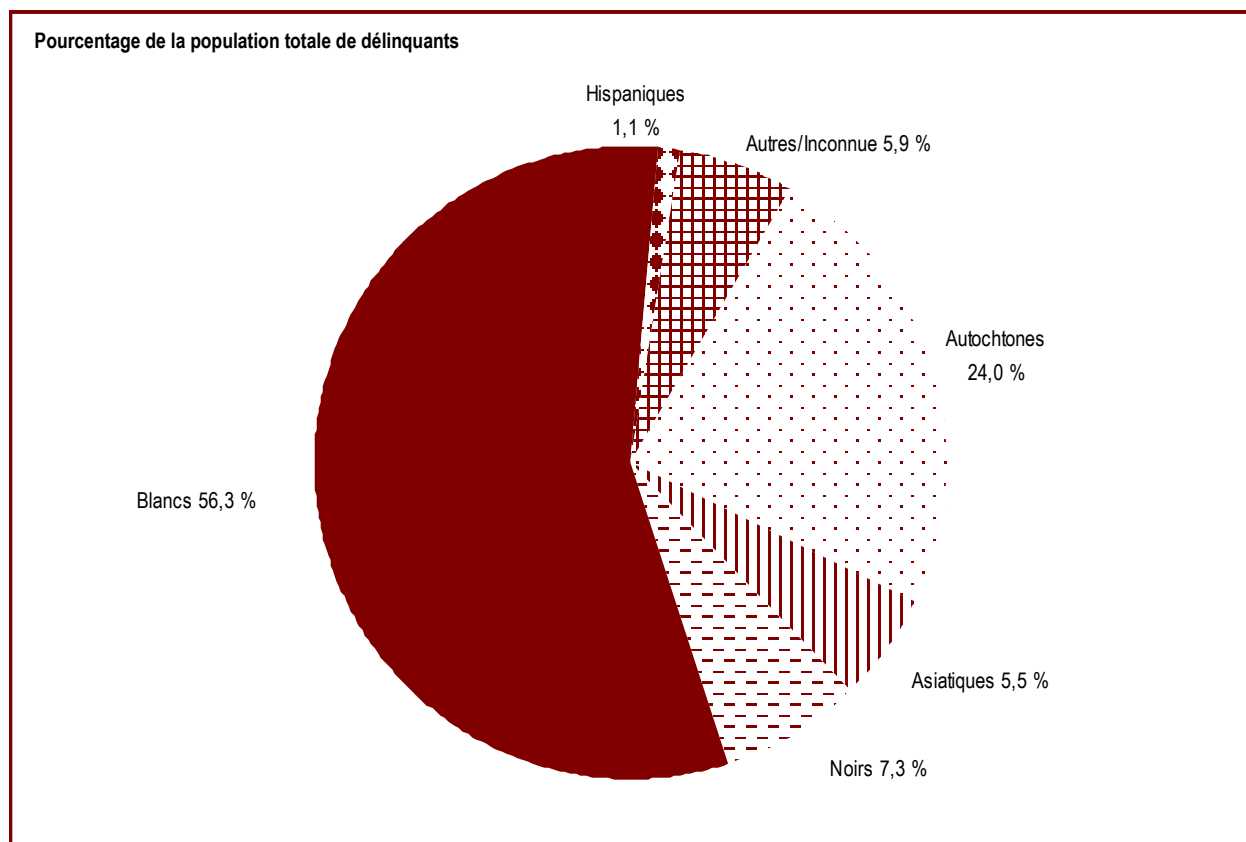
\*\*Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

Les estimations postcensitaires de 2014, la Division de la démographie et Statistique Canada n'incluent que les 18 ans et plus.

## 56 % DES DÉLINQUANTS SONT DE RACE BLANCHE

Figure C9



Source : Service correctionnel du Canada.

- La population de délinquants sous responsabilité fédérale se diversifie de plus en plus, comme en témoigne la diminution du pourcentage de délinquants blancs (60,8 % en 2013-2014, comparativement à 56,3 % en 2017-2018).
- Entre 2013-2014 et 2017-2018, la population de délinquants autochtones a augmenté de 14,7 %, passant de 4 856 à 5 572.
- En 2017-2018, les délinquants autochtones représentaient 24,0 % de la population totale de délinquants sous responsabilité fédérale, et 26,3 % des admissions dans les établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt.

### Nota

Les délinquants eux-mêmes indiquent leur appartenance raciale. Vu que la liste de catégories ne tient peut-être pas compte de toutes les races et que les groupes raciaux ont changé depuis 2012-2013, toute comparaison avant et après 2012-2013 doit être faite avec prudence.

Selon le Service correctionnel du Canada, la catégorie « Autochtones » inclut les Inuits, les Innus, les Métis et les Indiens de l'Amérique du Nord. La catégorie « Asiatiques » comprend les Arabes, les Arabes de l'Asie de l'Ouest, les Asiatiques (inclut les ressortissants de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest ainsi que les autres Asiatiques), les Chinois, les Philippins, les Japonais, les Coréens ainsi que les ressortissants des Indes orientales. La catégorie « Hispaniques » inclut les Espagnols et les Latino-Américains. La catégorie « Noirs » comprend les délinquants qui ont la peau noire. La catégorie « Autres/Inconnue » inclut les Français européens, les ressortissants de l'Europe de l'Est, de l'Europe du Nord, de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Ouest, les délinquants d'origine multiraciale/ethnique, les Océaniens, les ressortissants des îles britanniques, des Caraïbes et de l'Afrique subsaharienne, les délinquants qui ne sont pas en mesure de s'identifier à une race, les délinquants d'autres races et les délinquants de race inconnue.

Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## 56 % DES DÉLINQUANTS SONT DE RACE BLANCHE

Tableau C9

|                               | La population totale de délinquants |              |               |              |
|-------------------------------|-------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
|                               | 2013-2014                           |              | 2017-2018     |              |
|                               | Nbre                                | %            | Nbre          | %            |
| <b>Autochtones</b>            | <b>4 856</b>                        | <b>21,0</b>  | <b>5 572</b>  | <b>24,0</b>  |
| Inuits                        | 218                                 | 0,9          | 203           | 0,9          |
| Métis                         | 1 317                               | 5,7          | 1 619         | 7,0          |
| Indiens de l'Amérique du Nord | 3 321                               | 14,3         | 3 750         | 16,1         |
| <b>Asiatiques</b>             | <b>1 349</b>                        | <b>5,8</b>   | <b>1 268</b>  | <b>5,5</b>   |
| Arabes/Asie de l'Ouest        | 352                                 | 1,5          | 360           | 1,6          |
| Asiatiques*                   | 197                                 | 0,9          | 377           | 1,6          |
| Chinois                       | 143                                 | 0,6          | 97            | 0,4          |
| Indes orientales              | 15                                  | 0,1          | 13            | 0,1          |
| Philippines                   | 66                                  | 0,3          | 75            | 0,3          |
| Japonais                      | 6                                   | 0,0          | 8             | 0,0          |
| Coréens                       | 19                                  | 0,1          | 16            | 0,1          |
| Asie du Sud-Est               | 326                                 | 1,4          | 196           | 0,8          |
| Asie du Sud                   | 225                                 | 1,0          | 126           | 0,5          |
| <b>Noirs</b>                  | <b>1 904</b>                        | <b>8,2</b>   | <b>1 700</b>  | <b>7,3</b>   |
| <b>Blancs</b>                 | <b>14 084</b>                       | <b>60,8</b>  | <b>13 072</b> | <b>56,3</b>  |
| <b>Hispaniques</b>            | <b>249</b>                          | <b>1,1</b>   | <b>245</b>    | <b>1,1</b>   |
| Espagnols                     | 7                                   | 0,0          | 7             | 0,0          |
| Latino-Américains             | 242                                 | 1,0          | 238           | 1,0          |
| <b>Autres/Inconnue</b>        | <b>713</b>                          | <b>3,1</b>   | <b>1 366</b>  | <b>5,9</b>   |
| <b>Total</b>                  | <b>23 155</b>                       | <b>100,0</b> | <b>23 223</b> | <b>100,0</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

\*Le total pour la catégorie « Asiatiques » comprend les ressortissants de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest ainsi que les autres Asiatiques.

Les délinquants eux-mêmes indiquent leur appartenance raciale. Vu que la liste de catégories ne tient peut-être pas compte de toutes les races et que les groupes raciaux ont changé depuis 2012-2013, toute comparaison avant et après 2012-2013 doit être faite avec prudence.

La catégorie « Autochtones » inclut les Inuits, les Innus, les Métis et les Indiens de l'Amérique du Nord. La catégorie « Asiatiques » comprend les Arabes, les Arabes de l'Asie de l'Ouest, les Asiatiques (inclut les ressortissants de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest ainsi que les autres Asiatiques), les Chinois, les Philippines, les Japonais, les Coréens ainsi que les ressortissants des Indes orientales. La catégorie « Hispaniques » inclut les Espagnols et les Latino-Américains. La catégorie « Noirs » comprend les délinquants qui ont la peau noire. La catégorie « Autres/Inconnue » inclut les Français européens, les ressortissants de l'Europe de l'Est, de l'Europe du Nord, de l'Europe du Sud et de l'Europe de l'Ouest, les délinquants d'origine multiraciale/ethnique, les Océaniens, les ressortissants des îles britanniques, des Caraïbes et de l'Afrique subsaharienne, les délinquants qui ne sont pas en mesure de s'identifier à une race, les délinquants d'autres races et les délinquants de race inconnue.

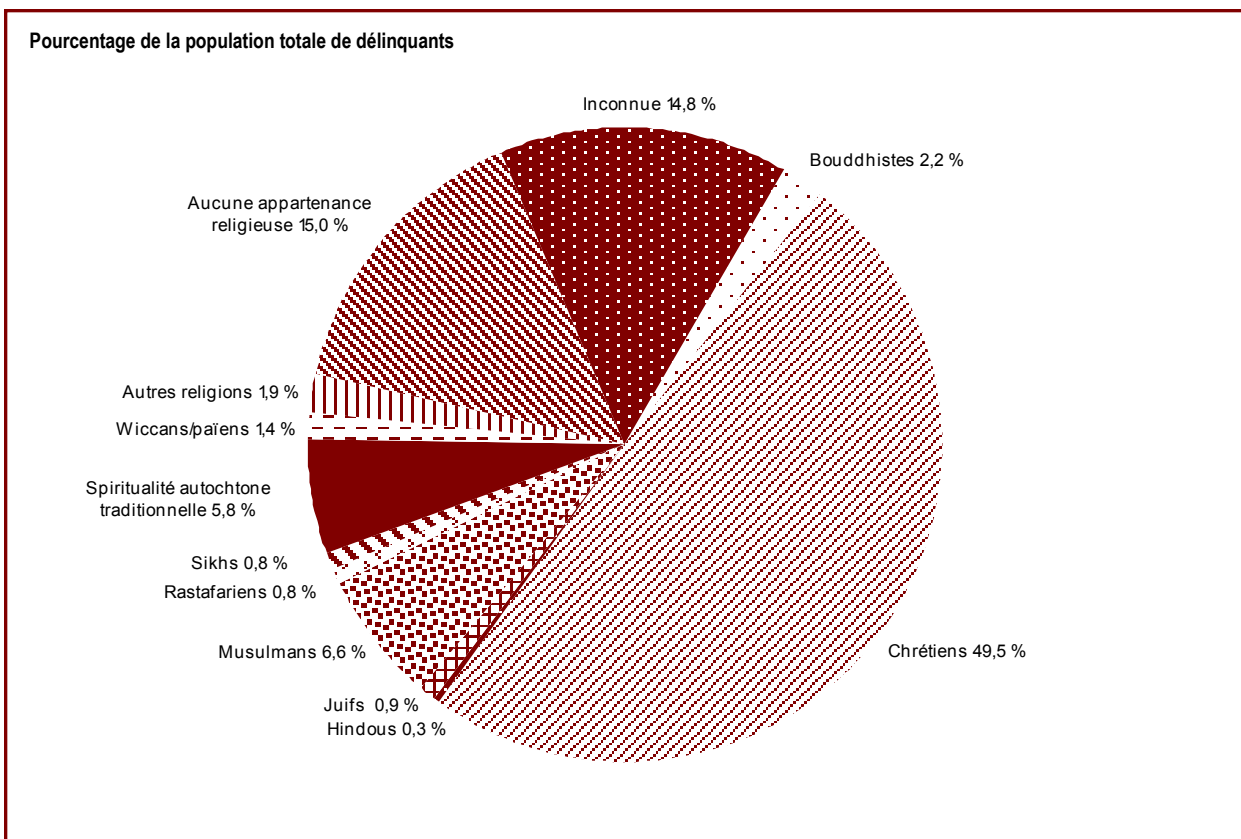
Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## ON TROUVE DIVERSES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

Figure C10



Source : Service correctionnel du Canada.

- L'appartenance religieuse de la population totale de délinquants était diversifiée. Même si le pourcentage de délinquants qui se disent chrétiens continuait de représenter la majorité, il a diminué depuis 2013-2014, passant de 56,1 % à 49,5 % en 2017-2018.
- La religion de 14,8 % des délinquants demeure inconnue, et 15,0 % des délinquants ont affirmé ne pratiquer aucune religion.
- Les groupes religieux ne sont pas les mêmes que dans l'édition précédente de *l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; ils correspondent maintenant aux groupes définis par Statistique Canada.

### Nota

Il convient d'interpréter ces données avec prudence parce qu'elles sont basées sur des renseignements fournis par les délinquants eux-mêmes durant leur période d'incarcération et que les catégories ne sont pas exhaustives. La catégorie « Bouddhistes » inclut les bouddhistes, les bouddhistes de Mahayana, les bouddhistes de Theravada et les bouddhistes de Vajrayana. La catégorie « Chrétiens » inclut les adventistes du septième jour, l'Alliance chrétienne et missionnaire, les amish, les anglicans, l'Armée du Salut, les Assemblées de Dieu, les baptistes, les catholiques assyriens chaldéens, les catholiques grecs, les catholiques romains, les catholiques ukrainiens, les catholiques n'ayant pas précisé leur confession religieuse, les charismatiques, les chrétiens n'ayant pas précisé leur confession religieuse, les christadelphes, la Communauté du Christ, la Communion internationale dans la grâce, la Congrégation chrétienne, les doukhobors, l'Église apostolique nouvelle, l'Église chrétienne apostolique, l'Église chrétienne réformée, l'Église communautaire métropolitaine, l'Église de Dieu, l'Église de Dieu de Philadelphie, l'Église de Dieu universelle, l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, l'Église du Christ scientiste, les Églises du Christ/Églises chrétiennes, l'Église épiscopale d'Angleterre, l'Église évangélique, l'Église évangélique libre, l'Église libre réformée, l'Église méthodiste libre, l'Église missionnaire évangélique, l'Église réformée canadienne, l'Église réformée hollandaise, l'Église réformée néerlandaise, l'Église réformée unie, l'Église unie, l'Évangile de l'union, les Frères dans le Christ, les Frères de Plymouth ou Frères chrétiens, les hutériens, l'Iglesia ni Cristo, l'International Church of the Four-square Gospel, les luthériens, les maronites, les melkites, les mennonites, les méthodistes, la Mission de l'Esprit Saint, les moraves, les mormons (Saints des derniers jours), les nazaréens, les orthodoxes/apostoliques arméniens, les orthodoxes bulgares, les orthodoxes chrétiens, les orthodoxes coptes, les orthodoxes d'Antioche, les orthodoxes éthiopiens, les orthodoxes grecs, les orthodoxes macédoniens, les orthodoxes roumains, les orthodoxes russes, les orthodoxes serbes, les orthodoxes syriens/syriaques, les orthodoxes ukrainiens, les pentecôtistes, les presbytériens, les protestants n'ayant pas précisé leur confession religieuse, la Science chrétienne, les shakers, la Société des amis (Quakers), les swedenborgiens (Nouvelle Église), les témoins de Jéhovah, la Vineyard Christian Fellowship et les wesleyens. La catégorie « Hindous » inclut les hindous et les adeptes du Siddha Yoga. La catégorie « Juifs » inclut l'Église juive réformée, le judaïsme et les juifs orthodoxes. La catégorie « Musulmans » inclut les musulmans et les adeptes du soufisme. La catégorie « Rastafariens » inclut les rastafariens. La catégorie « Sikhs » inclut les sikhs. La catégorie « Spiritualité autochtone traditionnelle » inclut la spiritualité autochtone, la spiritualité autochtone d'inspiration catholique, la spiritualité autochtone d'inspiration protestante, la spiritualité d'inspiration catholique des Indiens d'Amérique, la spiritualité d'inspiration protestante des Indiens d'Amérique et la spiritualité des Indiens d'Amérique. La catégorie « Wiccans/païens » inclut les asatruars païens, le druidisme païen, les païens et les wiccans. La catégorie « Autres religions » inclut le bahaïsme, la Conscience de Krishna, l'eckankar, l'Église de l'Unification, les gnostiques, le jainisme, les livres penseurs, la méditation transcendantale, le Nouvel Âge, la Nouvelle Pensée-Unité-Science religieuse, les panthéistes, la Rose-Croix, les satanistes, les scientologues, les shintoïstes, les spiritualistes, les taoïstes, les unitariens, le visnabha, les zoroastriens et autres. La catégorie « Aucune appartenance religieuse » désigne les agnostiques, les athées, les humanistes et les délinquants qui n'ont aucune appartenance religieuse. Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante. Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## ON TROUVE DIVERSES CONFESSIONS RELIGIEUSES DANS LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

Tableau C10

|                                | La population totale de délinquants |              |               |              |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------|---------------|--------------|
|                                | 2013-2014                           |              | 2017-2018     |              |
|                                | Nbre                                | %            | Nbre          | %            |
| Bouddhistes                    | 477                                 | 2,1          | 508           | 2,2          |
| Chrétiens                      | 12 986                              | 56,1         | 11 503        | 49,5         |
| Hindous                        | 47                                  | 0,2          | 63            | 0,3          |
| Juifs                          | 177                                 | 0,8          | 220           | 0,9          |
| Musulmans                      | 1 264                               | 5,5          | 1 539         | 6,6          |
| Rastafariens                   | 171                                 | 0,7          | 178           | 0,8          |
| Sikhs                          | 180                                 | 0,8          | 188           | 0,8          |
| Spiritualité autochtone trad.  | 1 305                               | 5,6          | 1 338         | 5,8          |
| Wiccans/paiens                 | 138                                 | 0,6          | 318           | 1,4          |
| Autres religions               | 521                                 | 2,3          | 442           | 1,9          |
| Aucune appartenance religieuse | 3 816                               | 16,5         | 3 480         | 15,0         |
| Inconnue                       | 2 073                               | 9,0          | 3 446         | 14,8         |
| <b>Total</b>                   | <b>23 155</b>                       | <b>100,0</b> | <b>23 223</b> | <b>100,0</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

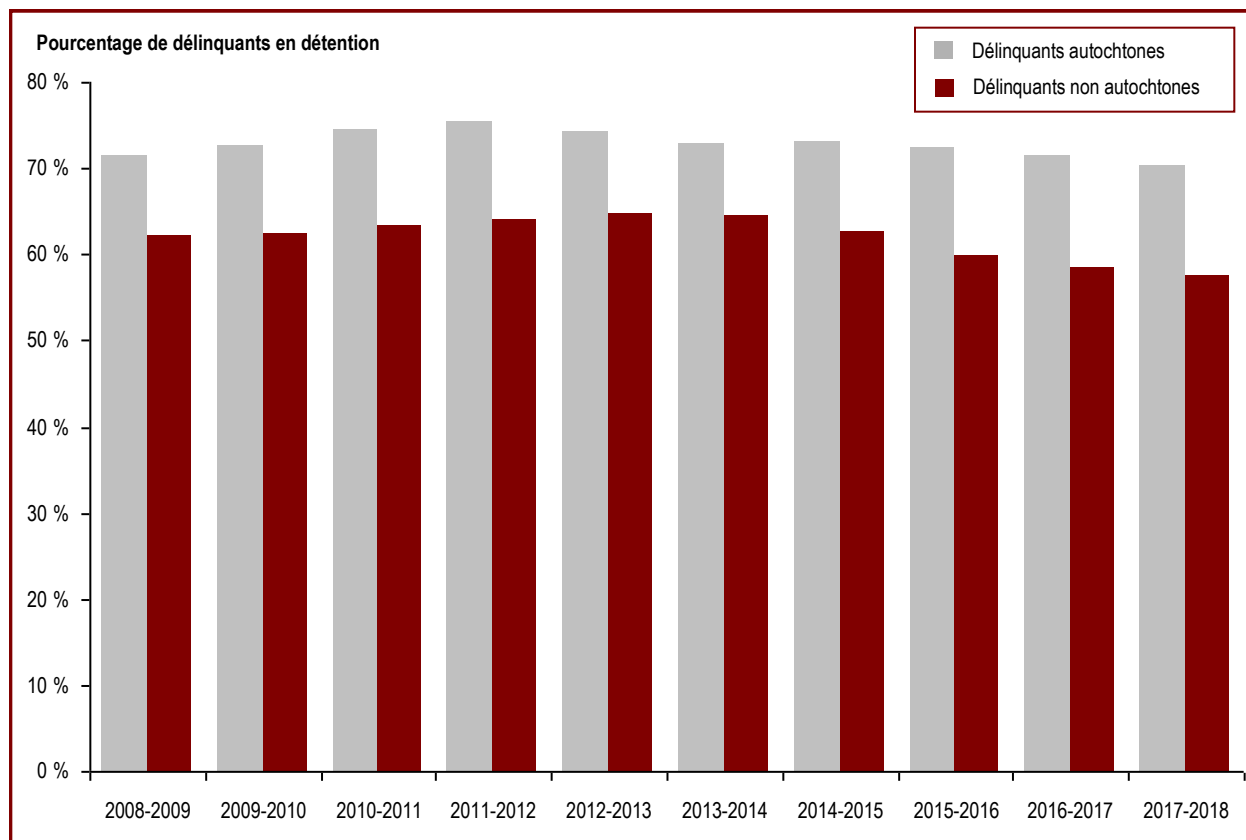
### Nota

Il convient d'interpréter ces données avec prudence parce qu'elles sont basées sur des renseignements fournis par les délinquants eux-mêmes durant leur période d'incarcération et que les catégories ne sont pas exhaustives. La catégorie « Bouddhistes » inclut les bouddhistes, les bouddhistes de Mahayana, les bouddhistes de Theravada et les bouddhistes de Vajrayana. La catégorie « Chrétiens » inclut les adventistes du septième jour, l'Alliance chrétienne et missionnaire, les amish, les anglicans, l'Armée du Salut, les Assemblées de Dieu, les baptistes, les catholiques assyriens chaldéens, les catholiques grecs, les catholiques romains, les catholiques ukrainiens, les catholiques n'ayant pas précisé leur confession religieuse, les charismatiques, les chrétiens n'ayant pas précisé leur confession religieuse, les christadelphes, la Communauté du Christ, la Communion internationale dans la grâce, la Congrégation chrétienne, les doukhobors, l'Église apostolique nouvelle, l'Église chrétienne apostolique, l'Église chrétienne réformée, l'Église communautaire métropolitaine, l'Église de Dieu, l'Église de Dieu de Philadelphie, l'Église de Dieu universelle, l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, l'Église du Christ scientiste, les Églises du Christ/Églises chrétiennes, l'Église épiscopale d'Angleterre, l'Église évangélique, l'Église évangélique libre, l'Église libre réformée, l'Église méthodiste libre, l'Église missionnaire évangélique, l'Église réformée canadienne, l'Église réformée hollandaise, l'Église réformée néerlandaise, l'Église réformée unie, l'Église unie, l'Évangile de l'union, les Frères dans le Christ, les Frères de Plymouth ou Frères chrétiens, les hutériens, l'Iglesia ni cristo, l'International Church of the Foursquare Gospel, les luthériens, les maronites, les melkites, les mennonites, les méthodistes, la Mission de l'Esprit Saint, les moraves, les mormons (Saints des derniers jours), les nazaréens, les orthodoxes/apostoliques arméniens, les orthodoxes bulgares, les orthodoxes chrétiens, les orthodoxes coptes, les orthodoxes d'Antioche, les orthodoxes éthiopiens, les orthodoxes grecs, les orthodoxes macédoniens, les orthodoxes roumains, les orthodoxes russes, les orthodoxes serbes, les orthodoxes syriens/syriaques, les orthodoxes ukrainiens, les pentecôtistes, les presbytériens, les protestants n'ayant pas précisé leur confession religieuse, la Science chrétienne, les shakers, la Société des amis (Quakers), les swedenborgiens (Nouvelle Église), les témoins de Jéhovah, la Vineyard Christian Fellowship et les wesleyens. La catégorie « Hindous » inclut les hindous et les adeptes du Siddha Yoga. La catégorie « Juifs » inclut l'Église juive réformée, le judaïsme et les juifs orthodoxes. La catégorie « Musulmans » inclut les musulmans et les adeptes du soufisme. La catégorie « Rastafariens » inclut les rastafariens. La catégorie « Sikhs » inclut les sikhs. La catégorie « Spiritualité autochtone traditionnelle » inclut la spiritualité autochtone, la spiritualité autochtone d'inspiration catholique, la spiritualité autochtone d'inspiration protestante, la spiritualité d'inspiration catholique des Indiens d'Amérique, la spiritualité d'inspiration protestante des Indiens d'Amérique et la spiritualité des Indiens d'Amérique. La catégorie « Wiccans/paiens » inclut les asatruars paiens, le druidisme païen, les paiens et les wiccans. La catégorie « Autres religions » inclut le bahaïsme, la Conscience de Krishna, l'Éckankar, l'Église de l'Unification, les gnostiques, le jainisme, les livres penseurs, la méditation transcendantale, le Nouvel Âge, la Nouvelle Pensée-Unité-Science religieuse, les panthéistes, la Rose-Croix, les satanistes, les scientologues, les shintoïstes, les spiritualistes, les taoïstes, les unitariens, le visnabha, les zoroastriens et autres. La catégorie « Aucune appartenance religieuse » désigne les agnostiques, les athées, les humanistes et les délinquants qui n'ont aucune appartenance religieuse. Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LA PROPORTION DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION EST PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES AUTOCHTONES QUE CHEZ LES NON-AUTOCHTONES

Figure C11



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2017-2018, le pourcentage de délinquants autochtones en détention (70,3 %) était supérieur de 12,7 % environ au pourcentage enregistré chez les délinquants non autochtones en détention (57,6 %).
- Les femmes autochtones totalisent 39,9 % de toutes les femmes en détention, tandis que les hommes autochtones représentent 27,2 % de tous les hommes en détention.
- En 2017-2018, les délinquants autochtones représentaient 24,0 % de la population totale de délinquants.
- En 2017-2018, les délinquants autochtones représentaient 27,8 % des délinquants en détention et 18,1 % des délinquants dans la collectivité.

### Nota

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LA PROPORTION DE DÉLINQUANTS EN DÉTENTION EST PLUS ÉLEVÉE CHEZ LES AUTOCHTONES QUE CHEZ LES NON-AUTOCHTONES

Tableau C11

|               |                 | En détention |      | Dans la collectivité |      | Total         |
|---------------|-----------------|--------------|------|----------------------|------|---------------|
|               |                 | Nbre         | %    | Nbre                 | %    |               |
| <b>Hommes</b> |                 |              |      |                      |      |               |
| 2014-2015     | Autochtones     | 3 417        | 73,4 | 1 238                | 26,6 | <b>4 655</b>  |
|               | Non-Autochtones | 10 788       | 63,0 | 6 327                | 37,0 | <b>17 115</b> |
|               | Total           | 14 205       | 65,3 | 7 565                | 34,7 | <b>21 770</b> |
| 2015-2016     | Autochtones     | 3 532        | 73,2 | 1 293                | 26,8 | <b>4 825</b>  |
|               | Non-Autochtones | 10 485       | 61,8 | 6 468                | 38,2 | <b>16 953</b> |
|               | Total           | 14 017       | 64,4 | 7 761                | 35,6 | <b>21 778</b> |
| 2016-2017     | Autochtones     | 3 545        | 72,2 | 1 362                | 27,8 | <b>4 907</b>  |
|               | Non-Autochtones | 9 922        | 59,0 | 6 885                | 41,0 | <b>16 807</b> |
|               | Total           | 13 467       | 62,0 | 8 247                | 38,0 | <b>21 714</b> |
| 2017-2018     | Autochtones     | 3 647        | 71,4 | 1 464                | 28,6 | <b>5 111</b>  |
|               | Non-Autochtones | 9 769        | 58,4 | 6 946                | 41,6 | <b>16 715</b> |
|               | Total           | 13 416       | 61,5 | 8 410                | 38,5 | <b>21 826</b> |
| <b>Femmes</b> |                 |              |      |                      |      |               |
| 2014-2015     | Autochtones     | 240          | 67,8 | 114                  | 32,2 | <b>354</b>    |
|               | Non-Autochtones | 441          | 52,7 | 396                  | 47,3 | <b>837</b>    |
|               | Total           | 681          | 57,2 | 510                  | 42,8 | <b>1 191</b>  |
| 2015-2016     | Autochtones     | 251          | 62,4 | 151                  | 37,6 | <b>402</b>    |
|               | Non-Autochtones | 444          | 50,6 | 433                  | 49,4 | <b>877</b>    |
|               | Total           | 695          | 54,3 | 584                  | 45,7 | <b>1 279</b>  |
| 2016-2017     | Autochtones     | 253          | 61,0 | 162                  | 39,0 | <b>415</b>    |
|               | Non-Autochtones | 439          | 47,9 | 477                  | 52,1 | <b>916</b>    |
|               | Total           | 692          | 52,0 | 639                  | 48,0 | <b>1 331</b>  |
| 2017-2018     | Autochtones     | 270          | 58,6 | 191                  | 41,4 | <b>461</b>    |
|               | Non-Autochtones | 406          | 43,4 | 530                  | 56,6 | <b>936</b>    |
|               | Total           | 676          | 48,4 | 721                  | 51,6 | <b>1 397</b>  |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

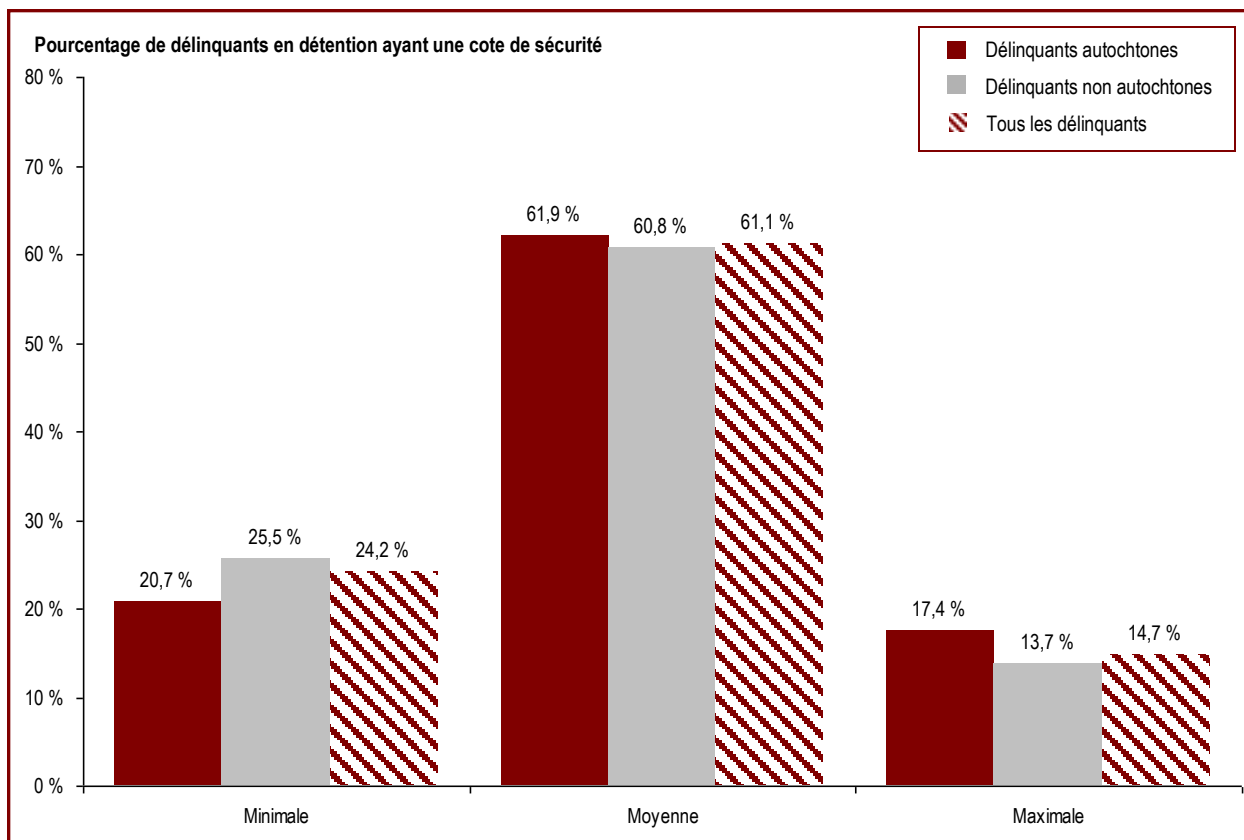
Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Les données indiquent le nombre de délinquants actifs à la fin de chaque exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LA MAJORITÉ DES DÉTENUÉS ONT UNE COTE DE SÉCURITÉ MOYENNE

Figure C12



Source : Service correctionnel du Canada.

- Les deux tiers environ (61,1 %) des délinquants étaient dits « à sécurité moyenne ».
- Les délinquants autochtones étaient plus susceptibles de se voir attribuer une cote de sécurité moyenne ou maximale que les délinquants non autochtones.
- En comparaison avec les délinquants non autochtones, un plus faible pourcentage de délinquants autochtones étaient dits « à sécurité minimale » (20,7 % par rapport à 25,5 %), alors qu'un plus grand pourcentage d'entre eux étaient dits « à sécurité moyenne » (61,9 % par rapport à 60,8 %) et « à sécurité maximale » (17,4 % par rapport à 13,7 %).

### Nota

Les données représentent les décisions concernant les cotes de sécurité des délinquants à la fin de l'exercice 2017-2018.

Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

## LA MAJORITÉ DES DÉTENU·S ONT UNE COTE DE SÉCURITÉ MOYENNE

Tableau C12

| Cote de sécurité       | Autochtones  |              | Non-Autochtones |              | Total         |              |
|------------------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|---------------|--------------|
|                        | Nbre         | %            | Nbre            | %            | Nbre          | %            |
| Minimale               | 742          | 20,7         | 2 328           | 25,5         | 3 070         | 24,2         |
| Moyenne                | 2 224        | 61,9         | 5 546           | 60,8         | 7 770         | 61,1         |
| Maximale               | 625          | 17,4         | 1 245           | 13,7         | 1 870         | 14,7         |
| <b>Total</b>           | <b>3 591</b> | <b>100,0</b> | <b>9 119</b>    | <b>100,0</b> | <b>12 710</b> | <b>100,0</b> |
| Pas encore déterminée* | 326          |              | 1 056           |              | 1 382         |              |
| <b>Total</b>           | <b>3 917</b> |              | <b>10 175</b>   |              | <b>14 092</b> |              |

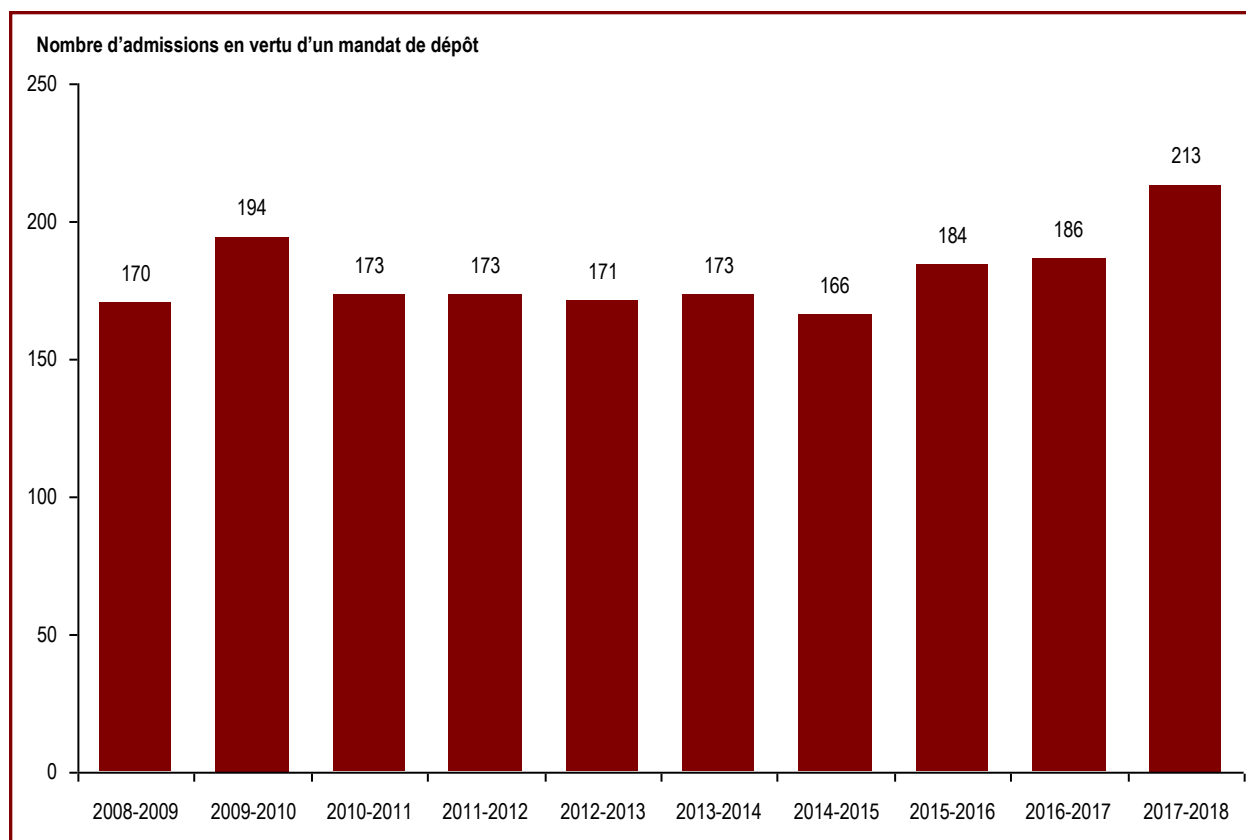
Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Les données représentent les décisions concernant les cotes de sécurité des délinquants à la fin de l'exercice 2017-2018.  
La catégorie « Pas encore déterminée » inclut les délinquants auxquels on n'a pas encore assigné de cote de sécurité.

## LE NOMBRE D'ADMISSIONS EN RAISON D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE AUGMENTE

Figure C13



Source : Service correctionnel du Canada.

- De 2008-2009 à 2017-2018, le nombre de délinquants admis dans des établissements fédéraux en vertu d'un mandat de dépôt pour y purger une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée\* a augmenté de 25,3 %, passant de 170 à 213.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, un total de 3 672 délinquants purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée. De ce nombre, 3 539 (96,4 %) étaient des hommes et 133 (3,6 %) étaient des femmes; 972 (26,5 %) étaient des Autochtones et 2 700 (73,5 %) appartenaient à un autre groupe racial.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 24,2 % des délinquants purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée. De ce groupe, 65,3 % étaient en détention et 34,7 % étaient sous surveillance

### Nota

\*Une peine d'emprisonnement à perpétuité et une peine d'une durée indéterminée peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une peine de détention à vie imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que l'emprisonnement pour une période indéterminée est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

Le tableau comprend à la fois les données sur les condamnés à perpétuité et celles sur les délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée.

## LE NOMBRE D'ADMISSIONS EN RAISON D'UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE AUGMENTE

Tableau C13

| Exercice  | Délinquants autochtones |        |       | Délinquants non autochtones |        |       | Total  |        |       |
|-----------|-------------------------|--------|-------|-----------------------------|--------|-------|--------|--------|-------|
|           | Femmes                  | Hommes | Total | Femmes                      | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| 2008-2009 | 3                       | 36     | 39    | 2                           | 129    | 131   | 5      | 165    | 170   |
| 2009-2010 | 5                       | 48     | 53    | 8                           | 133    | 141   | 13     | 181    | 194   |
| 2010-2011 | 3                       | 35     | 38    | 6                           | 129    | 135   | 9      | 164    | 173   |
| 2011-2012 | 6                       | 46     | 52    | 11                          | 110    | 121   | 17     | 156    | 173   |
| 2012-2013 | 6                       | 46     | 52    | 2                           | 117    | 119   | 8      | 163    | 171   |
| 2013-2014 | 7                       | 40     | 47    | 7                           | 119    | 126   | 14     | 159    | 173   |
| 2014-2015 | 1                       | 37     | 38    | 8                           | 120    | 128   | 9      | 157    | 166   |
| 2015-2016 | 5                       | 50     | 55    | 6                           | 123    | 129   | 11     | 173    | 184   |
| 2016-2017 | 1                       | 40     | 41    | 11                          | 134    | 145   | 12     | 174    | 186   |
| 2017-2018 | 5                       | 66     | 71    | 10                          | 132    | 142   | 15     | 198    | 213   |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Le tableau comprend à la fois les données sur les condamnés à perpétuité et celles sur les délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée.

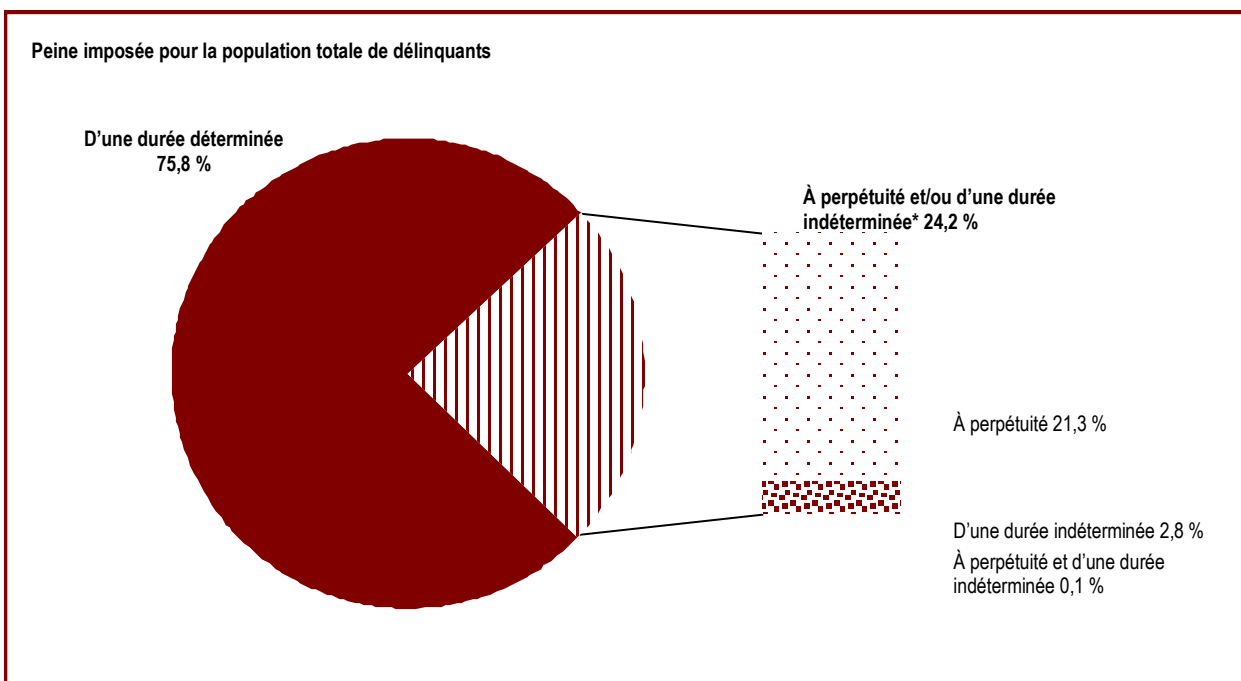
\*Une peine d'emprisonnement à perpétuité et une peine d'une durée indéterminée peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une peine de détention à vie imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que l'emprisonnement pour une période indéterminée est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens.

Une admission en vertu d'un mandat de dépôt est une nouvelle admission dans un établissement fédéral qui découle de la décision d'un tribunal.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

## LES DÉLINQUANTS QUI PURGENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE REPRÉSENTENT 24 % DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS

Figure C14



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2017-2018, on dénombrait 5 619 délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité et/ou d'une durée indéterminée, soit 24,2 % de la population totale de délinquants. La majorité (65,3 %) de ces délinquants étaient incarcérés. Sur les 1 947 délinquants sous surveillance dans la collectivité, la majorité (80,9 %) purgeaient une peine à perpétuité pour meurtre au deuxième degré.
- 21 délinquants purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité et d'une durée indéterminée\*.
- 641 délinquants purgeaient une peine d'une durée indéterminée par suite d'une déclaration spéciale. Les 4 957 autres délinquants n'avaient pas fait l'objet d'une déclaration spéciale, mais purgeaient une peine d'emprisonnement à perpétuité.
- Sur les 623 délinquants dangereux purgeant une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée, 95,5 % étaient incarcérés et 4,5 % étaient sous surveillance dans la collectivité.
- En revanche, 50,0 % des 16 délinquants sexuels dangereux étaient incarcérés, et les deux repris de justice étaient sous surveillance dans la collectivité. (Dans ce tableau, un repris de justice est inclus dans le groupe des délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée; ce délinquant récidiviste était aussi sous surveillance dans la collectivité.)

### Nota

\*Une peine d'emprisonnement à perpétuité et une peine d'une durée indéterminée peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une peine de détention à vie imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que l'emprisonnement pour une période indéterminée est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens. Les termes « délinquant sexuel dangereux » et « repris de justice » ont été remplacés par les dispositions législatives sur les « délinquants dangereux » en 1977.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC. Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

## LES DÉLINQUANTS QUI PURGENT UNE PEINE D'EMPRISONNEMENT À PERPÉTUITÉ OU D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE REPRÉSENTENT 24 % DE LA POPULATION TOTALE DE DÉLINQUANTS

Tableau C14

|                                                                                                                                                                          | Population totale de délinquants |              | Situation actuelle                 |                                        |                         |              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|--------------|------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|--------------|
|                                                                                                                                                                          |                                  |              | En détention dans un établ. du SCC | Sous surveillance dans la collectivité |                         |              |
|                                                                                                                                                                          |                                  |              |                                    | En semi-liberté                        | En liberté cond. totale | Autres***    |
|                                                                                                                                                                          | Nbre                             | %            | Incarcérés                         |                                        |                         |              |
| Délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité pour :                                                                                                      |                                  |              |                                    |                                        |                         |              |
| Meurtre au premier degré                                                                                                                                                 | 1 234                            | 5,3          | 989                                | 52                                     | 193                     | 0            |
| Meurtre au deuxième degré                                                                                                                                                | 3 525                            | 15,2         | 1 950                              | 222                                    | 1 353                   | 0            |
| Autres infractions*                                                                                                                                                      | 198                              | 0,9          | 111                                | 12                                     | 75                      | 0            |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                             | <b>4 957</b>                     | <b>21,3</b>  | <b>3 050</b>                       | <b>286</b>                             | <b>1 621</b>            | <b>0</b>     |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée à la suite d'une déclaration spéciale :                                                                          |                                  |              |                                    |                                        |                         |              |
| Délinquant dangereux                                                                                                                                                     | 623                              | 2,7          | 595                                | 14                                     | 14                      | 0            |
| Délinquant sexuel dangereux                                                                                                                                              | 16                               | 0,1          | 8                                  | 2                                      | 6                       | 0            |
| Repris de justice                                                                                                                                                        | 2                                | 0,0          | 0                                  | 0                                      | 2                       | 0            |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                             | <b>641</b>                       | <b>2,8</b>   | <b>603</b>                         | <b>16</b>                              | <b>22</b>               | <b>0</b>     |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée (à la suite d'une déclaration spéciale) et une peine d'emprisonnement à perpétuité (à la suite d'une infraction) |                                  |              |                                    |                                        |                         |              |
|                                                                                                                                                                          | 21                               | 0,1          | 19                                 | 0                                      | 2                       | 0            |
| <b>Nombre total de délinquants purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité et/ou une peine d'une durée indéterminée</b>                                             | <b>5 619</b>                     | <b>24,2</b>  | <b>3 672</b>                       | <b>302</b>                             | <b>1 645</b>            | <b>0</b>     |
| Délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée**                                                                                                                  | 17 604                           | 75,8         | 10 420                             | 1 357                                  | 2 588                   | 3 239        |
| <b>Total</b>                                                                                                                                                             | <b>23 223</b>                    | <b>100,0</b> | <b>14 092</b>                      | <b>1 659</b>                           | <b>4 233</b>            | <b>3 239</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

\*La catégorie « Autres infractions » comprend les infractions prévues à l'annexe I et à l'annexe II, ainsi que les infractions qui ne sont pas prévues aux annexes.

\*\*Ces chiffres comprennent 148 délinquants déclarés délinquants dangereux qui purgent une peine d'une durée déterminée.

\*\*\*La catégorie « Autres » sous surveillance dans la collectivité comprend les délinquants en liberté d'office ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée.

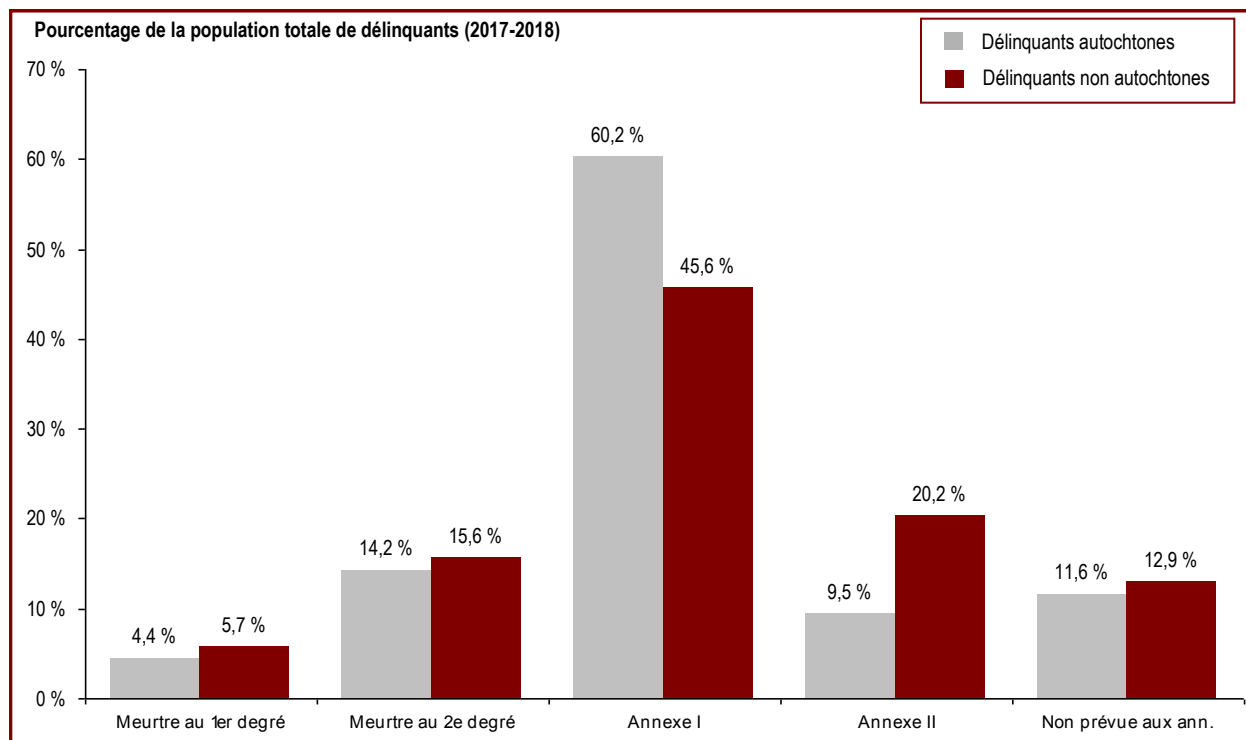
Parmi les 21 délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée (en raison d'une déclaration spéciale) ou une peine d'emprisonnement à perpétuité (pour avoir commis une infraction) se trouve un repris de justice.

Une peine d'emprisonnement à perpétuité et une peine d'une durée indéterminée peuvent toutes deux entraîner une incarcération à vie, mais elles sont différentes. La première est une peine de détention à vie imposée par un juge au moment du prononcé de la sentence, par exemple pour meurtre, alors que l'emprisonnement pour une période indéterminée est la conséquence de la décision que prend un tribunal de déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux, après étude d'une demande en ce sens. Les termes « délinquant sexuel dangereux » et « repris de justice » ont été remplacés par les dispositions législatives sur les « délinquants dangereux » en 1977.

La population totale de délinquants comprend tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours. Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC. Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

## 69,7 % DES DÉLINQUANTS PURGENT UNE PEINE POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE\*

Figure C15



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2017-2018, les délinquants autochtones étaient plus susceptibles de purger une peine pour une infraction avec violence (78,8 % des délinquants autochtones purgeaient une peine pour une infraction avec violence, par rapport à 66,9 % des délinquants non autochtones).
- En ce qui concerne les femmes, 68,5 % des délinquantes autochtones purgeaient une peine pour une infraction avec violence, par rapport à 44,3 % des délinquantes non autochtones.
- Parmi les délinquants qui purgeaient une peine pour meurtre, 4,9 % étaient des femmes et 21,7 % étaient des Autochtones.
- Un plus grand pourcentage de délinquants autochtones purgeait une peine pour une infraction prévue à l'annexe I (60,2 %), comparativement aux délinquants non autochtones (45,6 %).
- La proportion des délinquants autochtones qui purgeaient une peine pour une infraction prévue à l'annexe II s'élevait à 9,5 %, comparativement à 20,2 % des délinquants non autochtones.
- Le pourcentage des femmes qui purgeaient une peine pour une infraction prévue à l'annexe II était de 29,7 %, comparativement à 16,9 % pour les hommes.

### Nota

\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré et les infractions prévues à l'annexe I.

Les infractions prévues à l'annexe I sont les infractions de nature sexuelle et les autres crimes violents, à l'exception des meurtres au premier et au deuxième degré (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Les infractions prévues à l'annexe II sont les infractions graves relatives aux drogues et les complots en vue de commettre ce genre d'infractions (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Dans les cas où le délinquant purge une peine pour plusieurs infractions, les données reflètent l'infraction la plus grave.

Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

## 69,7 % DES DÉLINQUANTS PURGENT UNE PEINE POUR UNE INFRACTION AVEC VIOLENCE\*

Tableau C15

| Catégories des infractions       | Délinquants autochtones |              |       | Délinquants non autochtones |               |       | Total         |               |        |
|----------------------------------|-------------------------|--------------|-------|-----------------------------|---------------|-------|---------------|---------------|--------|
|                                  | Femmes                  | Hommes       | Total | Femmes                      | Hommes        | Total | Femmes        | Hommes        | Total  |
| Meurtre au 1 <sup>er</sup> degré | 8                       | 237          | 245   | 47                          | 959           | 1 006 | 55            | 1 196         | 1 251  |
| Pourcentage                      | 1,7                     | 4,6          | 4,4   | 5,0                         | 5,7           | 5,7   | 3,9           | 5,5           | 5,4    |
| Meurtre au 2 <sup>e</sup> degré  | 60                      | 734          | 794   | 119                         | 2 635         | 2 754 | 179           | 3 369         | 3 548  |
| Pourcentage                      | 13,0                    | 14,4         | 14,2  | 12,7                        | 15,8          | 15,6  | 12,8          | 15,4          | 15,3   |
| Annexe I                         | 248                     | 3 105        | 3 353 | 249                         | 7 792         | 8 041 | 497           | 10 897        | 11 394 |
| Pourcentage                      | 53,8                    | 60,8         | 60,2  | 26,6                        | 46,6          | 45,6  | 35,6          | 49,9          | 49,1   |
| Annexe II                        | 82                      | 449          | 531   | 333                         | 3 233         | 3 566 | 415           | 3 682         | 4 097  |
| Pourcentage                      | 17,8                    | 8,8          | 9,5   | 35,6                        | 19,3          | 20,2  | 29,7          | 16,9          | 17,6   |
| Inf. non prévue aux annexes      | 63                      | 586          | 649   | 188                         | 2 096         | 2 284 | 251           | 2 682         | 2 933  |
| Pourcentage                      | 13,7                    | 11,5         | 11,6  | 20,1                        | 12,5          | 12,9  | 18,0          | 12,3          | 12,6   |
|                                  | <b>461</b>              | <b>5 111</b> |       | <b>936</b>                  | <b>16 715</b> |       | <b>1 397</b>  | <b>21 826</b> |        |
| <b>Total</b>                     | <b>5 572</b>            |              |       | <b>17 651</b>               |               |       | <b>23 223</b> |               |        |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré et les infractions prévues à l'annexe I.

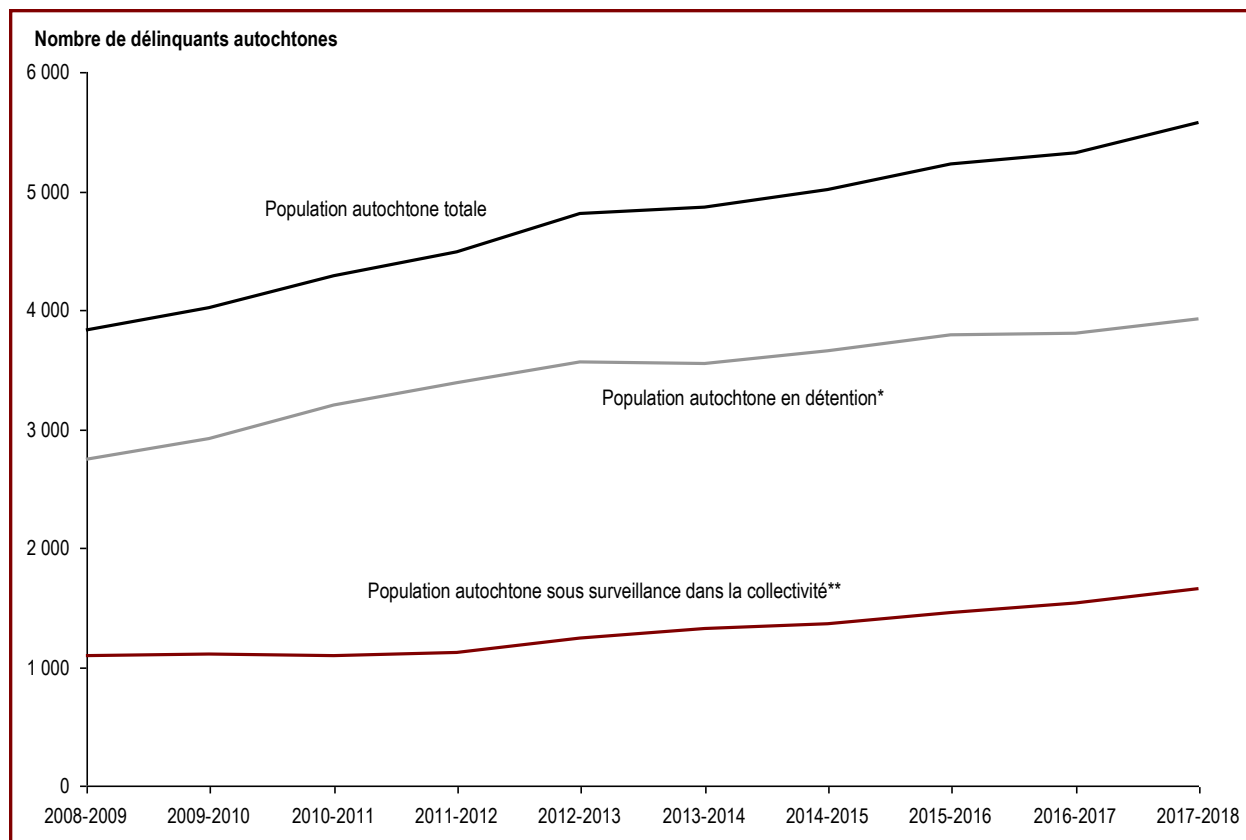
Les infractions prévues à l'annexe I sont les infractions de nature sexuelle et les autres crimes violents, à l'exception des meurtres au premier et au deuxième degré (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).Les infractions prévues à l'annexe II sont les infractions graves relatives aux drogues et les complots en vue de commettre ce genre d'infractions (voir la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*).

Dans les cas où le délinquant purge une peine pour plusieurs infractions, les données reflètent l'infraction la plus grave.

Les données reflètent tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire, les délinquants sous surveillance active et les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS AUTOCHTONES A AUGMENTÉ

Figure C16



Source : Service correctionnel du Canada.

- De 2008-2009 à 2017-2018, le nombre de délinquants autochtones en détention a augmenté de 43,3 %, tandis que le nombre total de délinquants autochtones a augmenté de 45,7 % au cours de la même période.
- Le nombre de délinquantes autochtones en détention a constamment augmenté; entre 2008-2009 et 2017-2018, il est passé de 168 à 270, ce qui représente une hausse de 60,7 % en dix ans. Durant la même période, on a observé une augmentation de 42,2 % chez les hommes autochtones en détention, dont le nombre est passé de 2 565 à 3 647.
- De 2008-2009 à 2017-2018, le nombre de délinquants autochtones sous surveillance dans la collectivité a connu une hausse de 51,6 %, passant de 1 092 à 1 655. Les Autochtones représentaient 18,1 % de la population totale de délinquants sous surveillance dans la collectivité en 2017-2018.

### Nota

\*Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

\*\*Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Dans les statistiques régionales concernant le Service correctionnel du Canada, les données relatives aux territoires du Nord sont déclarées comme suit : celles du Nunavut sont incluses dans la région de l'Ontario, celles des Territoires du Nord-Ouest dans la région des Prairies, et celles du Yukon dans la région du Pacifique.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS AUTOCHTONES A AUGMENTÉ

Tableau C16

| Délinquants autochtones                                    |              | Exercice     |              |              |              |              |
|------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                            |              | 2013-2014    | 2014-2015    | 2015-2016    | 2016-2017    | 2017-2018    |
| En détention                                               |              |              |              |              |              |              |
| Région de l'Atlantique                                     | Hommes       | 181          | 174          | 157          | 175          | 184          |
|                                                            | Femmes       | 14           | 11           | 12           | 8            | 14           |
| Région du Québec                                           | Hommes       | 422          | 443          | 425          | 384          | 392          |
|                                                            | Femmes       | 15           | 19           | 24           | 14           | 11           |
| Région de l'Ontario                                        | Hommes       | 440          | 441          | 453          | 487          | 534          |
|                                                            | Femmes       | 36           | 34           | 39           | 37           | 43           |
| Région des Prairies                                        | Hommes       | 1 686        | 1 757        | 1 868        | 1 861        | 1 879        |
|                                                            | Femmes       | 110          | 139          | 133          | 155          | 163          |
| Région du Pacifique                                        | Hommes       | 600          | 602          | 629          | 638          | 658          |
|                                                            | Femmes       | 38           | 37           | 43           | 39           | 39           |
| Total                                                      | Hommes       | 3 329        | 3 417        | 3 532        | 3 545        | 3 647        |
|                                                            | Femmes       | 213          | 240          | 251          | 253          | 270          |
|                                                            | <b>Total</b> | <b>3 542</b> | <b>3 657</b> | <b>3 783</b> | <b>3 798</b> | <b>3 917</b> |
| Dans la collectivité                                       |              |              |              |              |              |              |
| Région de l'Atlantique                                     | Hommes       | 50           | 60           | 68           | 71           | 88           |
|                                                            | Femmes       | 11           | 12           | 10           | 11           | 9            |
| Région du Québec                                           | Hommes       | 134          | 158          | 185          | 185          | 181          |
|                                                            | Femmes       | 7            | 12           | 18           | 10           | 6            |
| Région de l'Ontario                                        | Hommes       | 180          | 178          | 204          | 201          | 231          |
|                                                            | Femmes       | 20           | 21           | 24           | 31           | 29           |
| Région des Prairies                                        | Hommes       | 582          | 574          | 560          | 604          | 645          |
|                                                            | Femmes       | 63           | 52           | 77           | 78           | 111          |
| Région du Pacifique                                        | Hommes       | 250          | 268          | 276          | 301          | 319          |
|                                                            | Femmes       | 17           | 17           | 22           | 32           | 36           |
| Total                                                      | Hommes       | 1 196        | 1 238        | 1 293        | 1 362        | 1 464        |
|                                                            | Femmes       | 118          | 114          | 151          | 162          | 191          |
|                                                            | <b>Total</b> | <b>1 314</b> | <b>1 352</b> | <b>1 444</b> | <b>1 524</b> | <b>1 655</b> |
| Total des délinquants en détention et dans la collectivité |              | <b>4 856</b> | <b>5 009</b> | <b>5 227</b> | <b>5 322</b> | <b>5 572</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

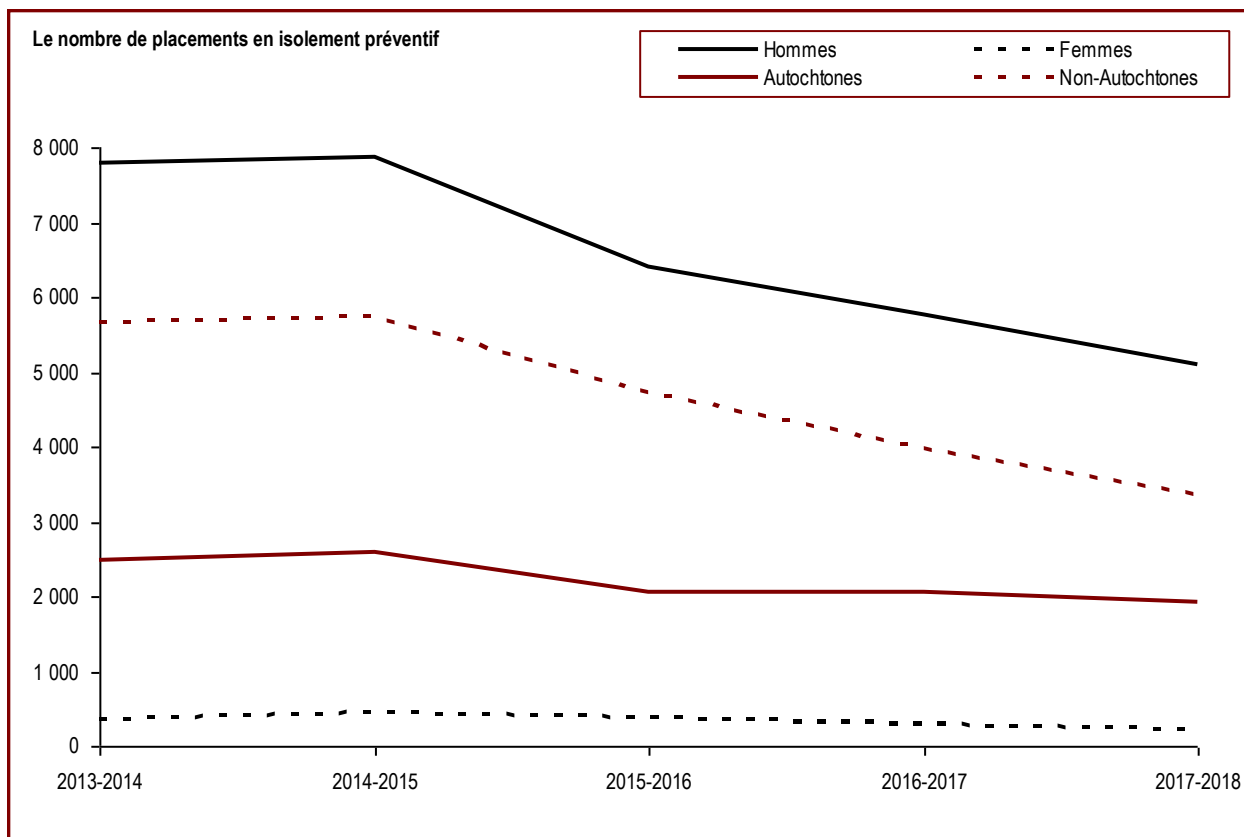
Le groupe des délinquants en détention inclut tous les délinquants actifs incarcérés dans un établissement du SCC, les délinquants qui ont obtenu une permission de sortir d'un établissement du SCC, les délinquants en détention temporaire dans un établissement du SCC et les délinquants en détention provisoire dans un établissement du SCC.

Le groupe des délinquants sous surveillance dans la collectivité inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée dans la collectivité, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Dans les statistiques régionales concernant le Service correctionnel du Canada, les données relatives aux territoires du Nord sont déclarées comme suit : celles du Nunavut sont incluses dans la région de l'Ontario, celles des Territoires du Nord-Ouest dans la région des Prairies, et celles du Yukon dans la région du Pacifique.

## LE NOMBRE TOTAL DE PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF A DIMINUÉ

Figure C17



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2017-2018, le nombre total de placements en isolement préventif a diminué de 12,3 %, passant de 6 037 en 2016-2017 à 5 295 en 2017-2018.
- En 2017-2018, 96,2 % des placements visaient des hommes, et les délinquants autochtones représentaient 36,5 % des placements en isolement préventif.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 310 délinquants se trouvaient en isolement préventif. De ce nombre, 305 étaient des hommes et cinq, des femmes. Un total de 136 délinquants autochtones se trouvaient en isolement préventif.

### Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants placés en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa 44(1)f de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif consiste à séparer un détenu de la population générale lorsque des exigences juridiques précises sont satisfaites, autrement qu'en application d'une décision disciplinaire. Conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* : Le directeur du pénitencier peut, s'il est convaincu qu'il n'existe aucune autre solution valable, ordonner l'isolement préventif d'un détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas : (a) que celui-ci a agi, tenté d'agir ou a l'intention d'agir d'une manière compromettant la sécurité d'une personne ou du pénitencier et que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger cette sécurité; (b) que son maintien parmi les autres détenus nuirait au déroulement d'une enquête pouvant mener à une accusation soit d'infraction criminelle soit d'infraction disciplinaire grave visée au paragraphe 41(2); (c) que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger sa sécurité.

## LE NOMBRE TOTAL DE PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF A DIMINUÉ

Tableau C17

| Exercice et type d'isolement<br>préventif | Par sexe   |              |              | Par race     |                     |              |
|-------------------------------------------|------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|--------------|
|                                           | Femmes     | Hommes       | Total        | Autochtones  | Non-<br>Autochtones | Total        |
| 2013-2014                                 |            |              |              |              |                     |              |
| LSCMLC31(3-A)*                            | 315        | 5 196        | 5 511        | 1 602        | 3 909               | 5 511        |
| LSCMLC31(3-B)*                            | 5          | 320          | 325          | 95           | 230                 | 325          |
| LSCMLC31(3-C)*                            | 28         | 2 272        | 2 300        | 806          | 1 494               | 2 300        |
| <b>Total</b>                              | <b>348</b> | <b>7 788</b> | <b>8 136</b> | <b>2 482</b> | <b>5 654</b>        | <b>8 136</b> |
| 2014-2015                                 |            |              |              |              |                     |              |
| LSCMLC31(3-A)                             | 426        | 5 289        | 5 715        | 1 723        | 3 992               | 5 715        |
| LSCMLC31(3-B)                             | 7          | 329          | 336          | 109          | 227                 | 335          |
| LSCMLC31(3-C)                             | 27         | 2 242        | 2 269        | 793          | 1 476               | 2 269        |
| <b>Total</b>                              | <b>460</b> | <b>7 860</b> | <b>8 320</b> | <b>2 595</b> | <b>5 724</b>        | <b>8 320</b> |
| 2015-2016                                 |            |              |              |              |                     |              |
| LSCMLC31(3-A)                             | 342        | 4 200        | 4 542        | 1 345        | 3 197               | 4 542        |
| LSCMLC31(3-B)                             | 2          | 235          | 237          | 91           | 146                 | 237          |
| LSCMLC31(3-C)                             | 33         | 1 976        | 2 009        | 645          | 1 364               | 2 009        |
| <b>Total</b>                              | <b>377</b> | <b>6 411</b> | <b>6 788</b> | <b>2 056</b> | <b>4 732</b>        | <b>6 788</b> |
| 2016-2017                                 |            |              |              |              |                     |              |
| LSCMLC31(3-A)                             | 270        | 3 826        | 4 096        | 1 370        | 2 726               | 4 096        |
| LSCMLC31(3-B)                             | 3          | 273          | 276          | 74           | 202                 | 276          |
| LSCMLC31(3-C)                             | 16         | 1 649        | 1 665        | 635          | 1 030               | 1 665        |
| <b>Total</b>                              | <b>289</b> | <b>5 748</b> | <b>6 037</b> | <b>2 058</b> | <b>3 979</b>        | <b>6 037</b> |
| 2017-2018                                 |            |              |              |              |                     |              |
| LSCMLC31(3-A)                             | 180        | 3 167        | 3 347        | 1 171        | 2 176               | 3 347        |
| LSCMLC31(3-B)                             | 9          | 229          | 238          | 75           | 163                 | 238          |
| LSCMLC31(3-C)                             | 13         | 1 697        | 1 710        | 687          | 1 023               | 1 710        |
| <b>Total</b>                              | <b>202</b> | <b>5 093</b> | <b>5 295</b> | <b>1 933</b> | <b>3 362</b>        | <b>5 295</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

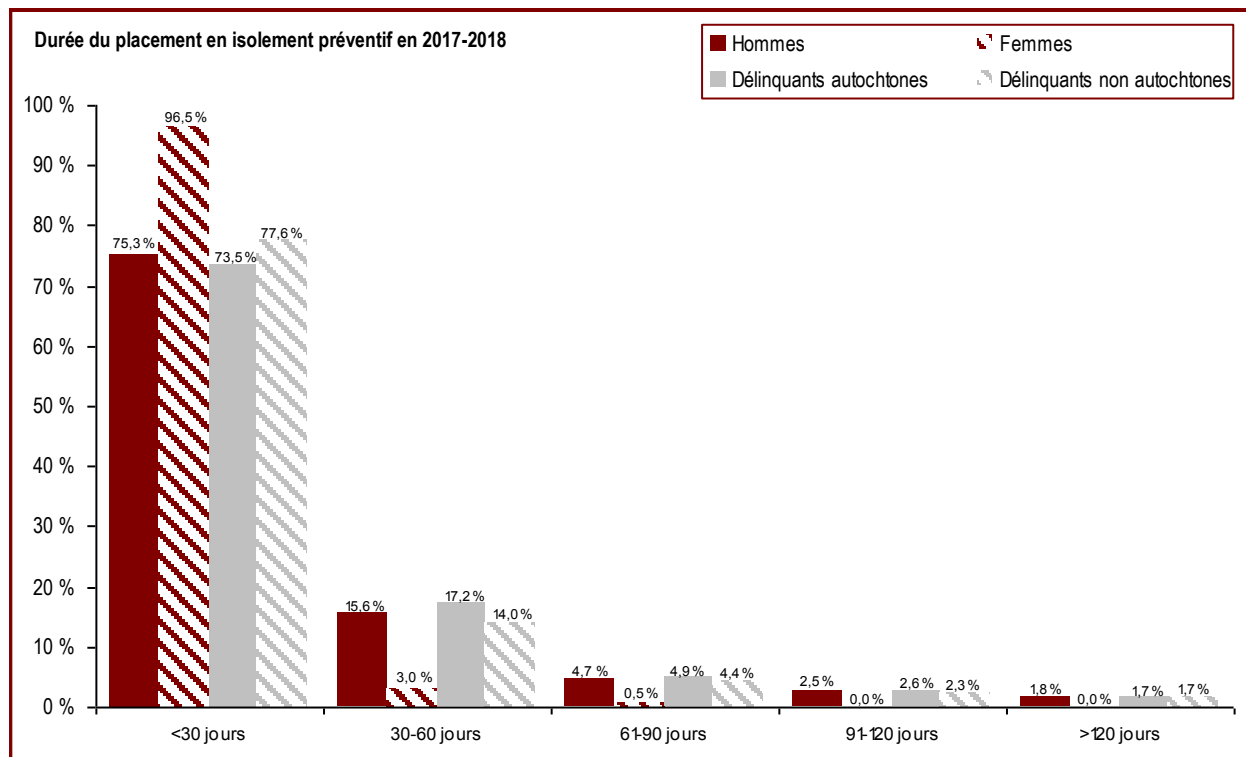
### Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants placés en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa 44(1)f de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

\*L'isolement préventif consiste à séparer un détenu de la population générale lorsque des exigences juridiques précises sont satisfaites, autrement qu'en application d'une décision disciplinaire. Conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* : Le directeur du pénitencier peut, s'il est convaincu qu'il n'existe aucune autre solution valable, ordonner l'isolement préventif d'un détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas : (a) que celui-ci a agi, tenté d'agir ou a l'intention d'agir d'une manière compromettant la sécurité d'une personne ou du pénitencier et que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger cette sécurité; (b) que son maintien parmi les autres détenus nuirait au déroulement d'une enquête pouvant mener à une accusation soit d'infraction criminelle soit d'infraction disciplinaire grave visée au paragraphe 41(2); (c) que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger sa sécurité.

## 76 % DES PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF DURENT MOINS DE 30 JOURS

Figure C18



Source : Service correctionnel du Canada.

- La majorité (76,1 %) des délinquants sont restés en isolement préventif moins de 30 jours, 15,2 % sont restés en isolement préventif entre 30 et 60 jours, et 1,7 % sont restés en isolement préventif plus de 120 jours.
- 96,5 % des femmes sont restées en isolement préventif moins de 30 jours.
- Le nombre de délinquants qui sont restés en isolement préventif plus de 120 jours est le même chez les délinquants autochtones que chez les délinquants non autochtones (1,7 %).

### Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants placés en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa 44(1)f de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont satisfaites, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en application d'une décision disciplinaire. Conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* : Le directeur du pénitencier peut, s'il est convaincu qu'il n'existe aucune autre solution valable, ordonner l'isolement préventif d'un détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas : (a) que celui-ci a agi, tenté d'agir ou a l'intention d'agir d'une manière compromettant la sécurité d'une personne ou du pénitencier et que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger cette sécurité; (b) que son maintien parmi les autres détenus nuirait au déroulement d'une enquête pouvant mener à une accusation soit d'infraction criminelle soit d'infraction disciplinaire grave visée au paragraphe 41(2); (c) que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger sa sécurité.

## 76 % DES PLACEMENTS EN ISOLEMENT PRÉVENTIF DURENT MOINS DE 30 JOURS

Tableau C18

| Durée du placement en isolement préventif | Par sexe |       |        |       | Par race    |       |                 |       | Total |       |
|-------------------------------------------|----------|-------|--------|-------|-------------|-------|-----------------|-------|-------|-------|
|                                           | Femmes   |       | Hommes |       | Autochtones |       | Non-Autochtones |       |       |       |
|                                           | Nbre     | %     | Nbre   | %     | Nbre        | %     | Nbre            | %     | Nbre  | %     |
| 2017-2018                                 |          |       |        |       |             |       |                 |       |       |       |
| < 30 jours                                | 193      | 96,5  | 3 910  | 75,3  | 1 432       | 73,5  | 2 671           | 76,1  | 4 103 | 76,1  |
| 30-60 jours                               | 6        | 3,0   | 812    | 15,6  | 336         | 17,2  | 482             | 15,2  | 818   | 15,2  |
| 61-90 jours                               | 1        | 0,5   | 246    | 4,7   | 96          | 4,9   | 151             | 4,6   | 247   | 4,6   |
| 91-120 jours                              | 0        | 0,0   | 130    | 2,5   | 51          | 2,6   | 79              | 2,4   | 130   | 2,4   |
| > 120 jours                               | 0        | 0,0   | 92     | 1,8   | 34          | 1,7   | 58              | 1,7   | 92    | 1,7   |
| Total                                     | 200      | 100,0 | 5 190  | 100,0 | 1 949       | 100,0 | 3 441           | 100,0 | 5 390 | 100,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

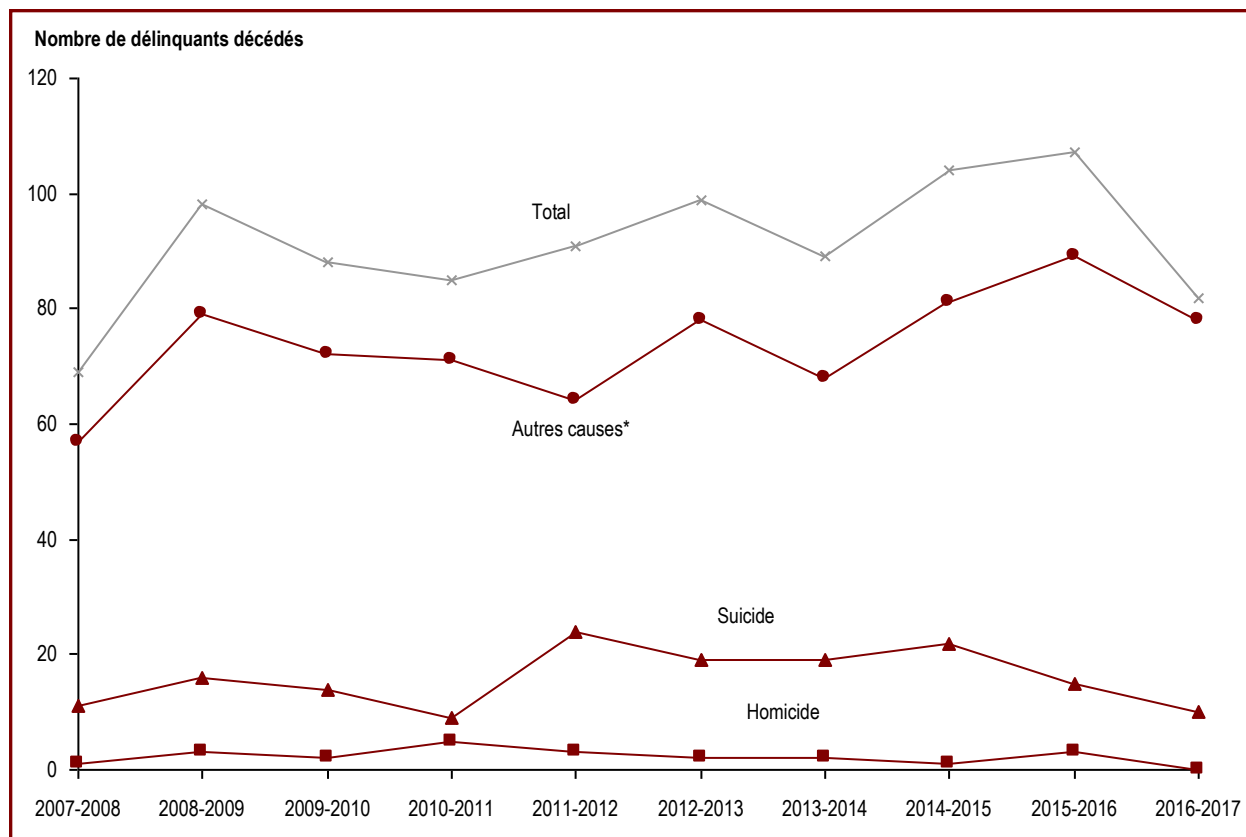
### Nota

Ces rapports tiennent compte du nombre de placements plutôt que du nombre de délinquants. Les délinquants placés en isolement plusieurs fois ne sont comptés qu'une fois par période d'isolement. Les délinquants placés en isolement en vertu de l'alinéa 44(1)f de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (Sanctions disciplinaires) ne sont pas inclus.

L'isolement préventif désigne la séparation sollicitée ou non sollicitée, lorsque des exigences juridiques précises sont satisfaites, d'un détenu de la population carcérale générale, autrement qu'en application d'une décision disciplinaire. Conformément au paragraphe 31(3) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* : Le directeur du pénitencier peut, s'il est convaincu qu'il n'existe aucune autre solution valable, ordonner l'isolement préventif d'un détenu lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire, selon le cas : (a) que celui-ci a agi, tenté d'agir ou a l'intention d'agir d'une manière compromettant la sécurité d'une personne ou du pénitencier et que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger cette sécurité; (b) que son maintien parmi les autres détenus nuirait au déroulement d'une enquête pouvant mener à une accusation soit d'infraction criminelle soit d'infraction disciplinaire grave visée au paragraphe 41(2); (c) que son maintien parmi les autres détenus mettrait en danger sa sécurité.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉCÉDÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Figure C19



Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Durant la décennie allant de 2006-2007 à 2016-2017, 539 détenus sous responsabilité fédérale et 379 détenus sous responsabilité provinciale sont décédés pendant leur incarcération.
- Au cours de cette période, 14,8 % des décès de détenus sous responsabilité fédérale et 20,8 % des décès de détenus sous responsabilité provinciale étaient dus au suicide. Le taux de suicide était d'environ 56 suicides pour 100 000 personnes chez les détenus sous responsabilité fédérale, et d'environ 33 pour 100 000 personnes chez les détenus sous responsabilité provinciale\*\*. Ces taux sont beaucoup plus élevés que le taux de suicide de la population canadienne, qui était de 11,5 pour 100 000 personnes en 2009.
- Entre 2007-2008 et 2016-2017, 3,3 % des décès de détenus sous responsabilité fédérale et 1,1 % des décès de détenus sous responsabilité provinciale étaient dus à des homicides. Le taux de décès par homicide était d'environ 12,7 décès pour 100 000 personnes chez les détenus sous responsabilité fédérale, et d'environ 1,7 décès pour 100 000 personnes chez les détenus sous responsabilité provinciale\*\*. Le taux fédéral est beaucoup plus élevé que le taux national d'homicides, qui s'élevait à 1,8 pour 100 000 personnes en 2017.

### Nota

\*Autres causes possibles de décès : mort naturelle, mort accidentelle, mort causée par une intervention légale, autre cause de décès et mort dont la cause n'a pas été indiquée. Les données de l'Alberta pour 2013-2014 et les exercices subséquents sont maintenant disponibles.

\*\*Pour calculer les taux, nous avons utilisé le nombre réel total de personnes au cours de la période allant de 2006-2007 à 2016-2017 à titre de dénominateur. Les données sur la cause des décès peuvent changer à la suite d'une enquête ou d'un examen officiel; il convient donc de les utiliser et de les interpréter avec prudence. Les données qui sont présentées sont celles du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada, et elles peuvent ne pas tenir compte des résultats des enquêtes ou des examens récents sur la cause du décès.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉCÉDÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Tableau C19

| Exercice                                                                            | Cause du décès |            |            |             |            |             | Total      |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------|------------|-------------|------------|-------------|------------|
|                                                                                     | Homicide       |            | Suicide    |             | Autres*    |             |            |
|                                                                                     | Nbre           | %          | Nbre       | %           | Nbre       | %           |            |
| Fédéral                                                                             |                |            |            |             |            |             |            |
| 2007-2008                                                                           | 1              | 2,5        | 5          | 12,5        | 34         | 85,0        | 40         |
| 2008-2009                                                                           | 2              | 3,1        | 9          | 13,8        | 54         | 83,1        | 65         |
| 2009-2010                                                                           | 1              | 2,0        | 9          | 18,4        | 39         | 79,6        | 49         |
| 2010-2011                                                                           | 5              | 10,0       | 4          | 8,0         | 41         | 82,0        | 50         |
| 2011-2012                                                                           | 3              | 5,7        | 8          | 15,1        | 42         | 79,2        | 53         |
| 2012-2013                                                                           | 1              | 1,8        | 11         | 20,0        | 43         | 78,2        | 55         |
| 2013-2014                                                                           | 1              | 2,1        | 9          | 18,8        | 38         | 79,2        | 48         |
| 2014-2015                                                                           | 1              | 1,5        | 13         | 19,4        | 53         | 79,1        | 67         |
| 2015-2016                                                                           | 3              | 4,6        | 9          | 13,8        | 53         | 81,5        | 65         |
| 2016-2017                                                                           | 0              | 0,0        | 3          | 6,4         | 44         | 9,4         | 47         |
| <b>Total</b>                                                                        | <b>18</b>      | <b>3,3</b> | <b>80</b>  | <b>14,8</b> | <b>441</b> | <b>81,8</b> | <b>539</b> |
| Provincial                                                                          |                |            |            |             |            |             |            |
| 2007-2008                                                                           | 0              | 0,0        | 6          | 20,7        | 23         | 79,3        | 29         |
| 2008-2009                                                                           | 1              | 3,0        | 7          | 21,2        | 25         | 75,8        | 33         |
| 2009-2010                                                                           | 1              | 2,6        | 5          | 12,8        | 33         | 84,6        | 39         |
| 2010-2011                                                                           | 0              | 0,0        | 5          | 14,3        | 30         | 85,7        | 35         |
| 2011-2012                                                                           | 0              | 0,0        | 16         | 42,1        | 22         | 57,9        | 38         |
| 2012-2013                                                                           | 1              | 2,3        | 8          | 18,2        | 35         | 79,5        | 44         |
| 2013-2014                                                                           | 1              | 2,4        | 10         | 24,4        | 30         | 73,2        | 41         |
| 2014-2015                                                                           | 0              | 0,0        | 9          | 24,3        | 28         | 73,2        | 37         |
| 2015-2016                                                                           | 0              | 0,0        | 6          | 14,3        | 36         | 85,7        | 42         |
| 2016-2017                                                                           | 0              | 0,0        | 7          | 17,1        | 34         | 83,0        | 41         |
| <b>Total</b>                                                                        | <b>4</b>       | <b>1,1</b> | <b>79</b>  | <b>20,8</b> | <b>296</b> | <b>78,1</b> | <b>379</b> |
| <b>Nombre total de décès de détenus sous responsabilité fédérale et provinciale</b> | <b>22</b>      | <b>2,4</b> | <b>159</b> | <b>17,3</b> | <b>737</b> | <b>80,3</b> | <b>918</b> |

Source : Enquête sur les services correctionnels pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

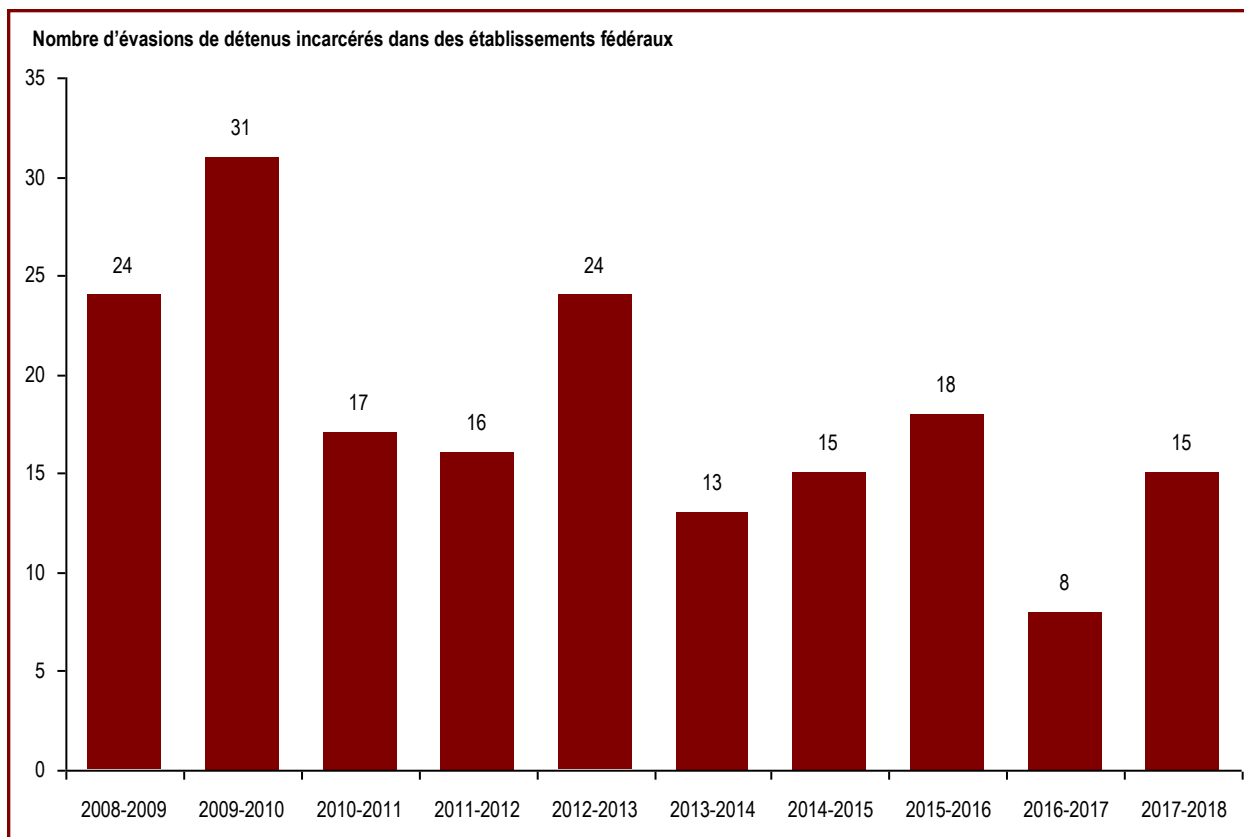
\*Autres causes possibles de décès : mort naturelle, mort accidentelle, mort causée par une intervention légale, autre cause de décès et mort dont la cause n'a pas été indiquée.

Les données de l'Alberta pour 2013-2014 et les exercices subséquents sont maintenant disponibles.

Les données sur la cause des décès peuvent changer à la suite d'une enquête ou d'un examen officiel; il convient donc de les utiliser et de les interpréter avec prudence. Les données qui sont présentées sont celles du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada, et elles peuvent ne pas tenir compte des résultats des enquêtes ou des examens récents sur la cause du décès.

## LE NOMBRE D'ÉVADÉS EST RESTÉ STABLE DEPUIS 2013-2014

Figure C20



Source : Sécurité, Service correctionnel du Canada.

- En 2017-2018, il y a eu 11 évasions dans lesquelles étaient impliqués 15 détenus. Les 15 détenus ont été repris.
- Les détenus qui se sont évadés d'établissements fédéraux en 2017-2018 représentaient 0,1 % de la population carcérale.

### Nota

Les données représentent le nombre d'évasions de détenus incarcérés dans des établissements fédéraux au cours de chaque exercice. Il peut arriver que plusieurs détenus soient impliqués dans une évasion.  
Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE NOMBRE D'ÉVADÉS EST RESTÉ STABLE DEPUIS 2013-2014

Tableau C20

| Évasions                | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre total d'évasions | 11        | 14        | 15        | 8         | 11        |
| Nombre total d'évadés   | 13        | 15        | 18        | 8         | 15        |

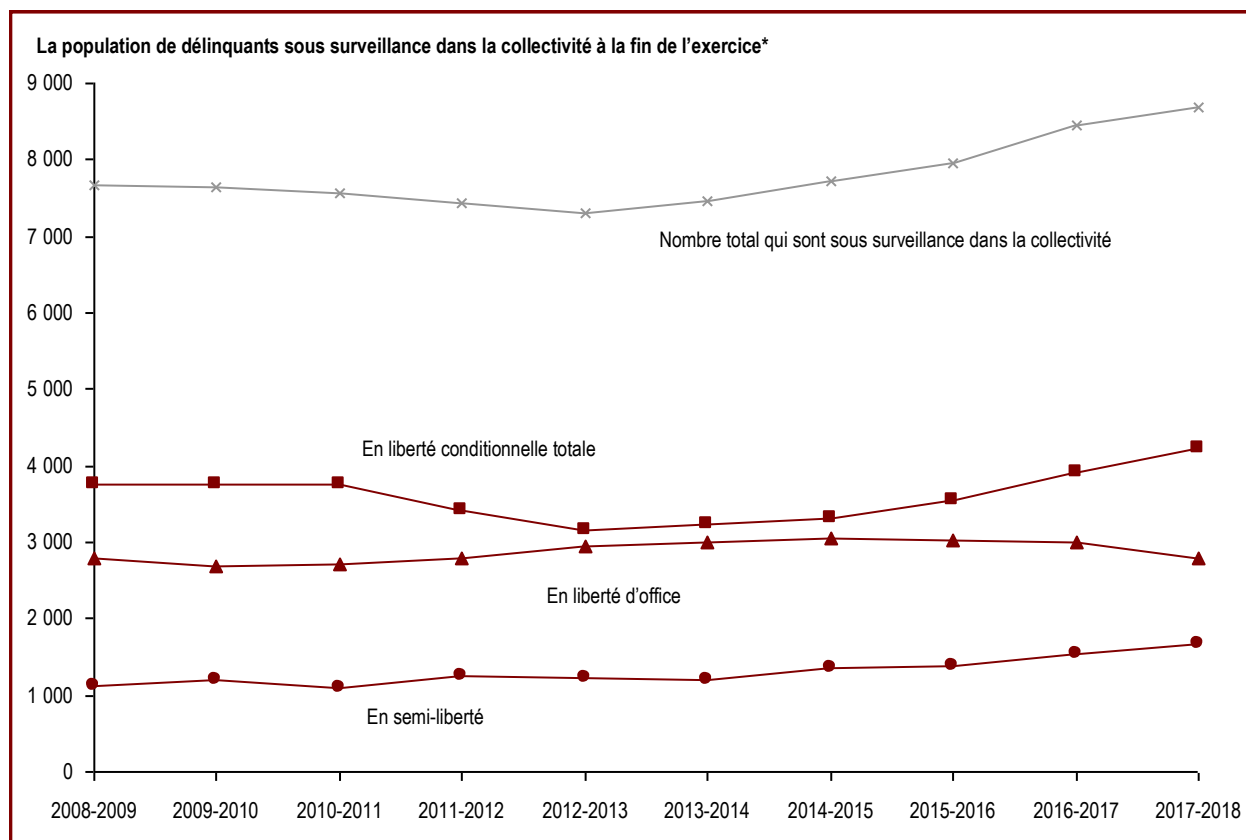
Source : Sécurité, Service correctionnel du Canada.

### Nota

Les données représentent le nombre d'évasions de détenus incarcérés dans des établissements fédéraux au cours de chaque exercice. Il peut arriver que plusieurs détenus soient impliqués dans une évasion.  
Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ A AUGMENTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Figure C21



Source : Service correctionnel du Canada.

- Au cours des cinq dernières années, la population totale de délinquants sous surveillance dans la collectivité a augmenté de 16,3 %. Pendant la même période, le nombre total de délinquants en liberté conditionnelle totale a augmenté de 30,6 %, et le pourcentage de délinquants en liberté d'office a diminué de 7,4 %.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 7 970 hommes et 711 femmes faisaient l'objet d'une surveillance active dans la collectivité.

### Nota

\*Ces données reflètent le nombre de délinquants faisant l'objet d'une surveillance active à la fin de l'exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Les données reflètent la population de délinquants sous surveillance dans la collectivité, qui inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Les données présentées ci-dessus ne comprennent pas les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (voir la figure et le tableau E4).

La semi-liberté est un type de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La liberté d'office est une forme de liberté sous condition qui permet au délinquant d'être en liberté sous surveillance après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE DANS LA COLLECTIVITÉ A AUGMENTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Tableau C21

| Exercice  | Type de liberté dont bénéficient les délinquants |       |                                     |       |                  |       |        |       |          | Chang.<br>(en %)* |
|-----------|--------------------------------------------------|-------|-------------------------------------|-------|------------------|-------|--------|-------|----------|-------------------|
|           | Semi-liberté                                     |       | Liberté<br>conditionnelle<br>totale |       | Liberté d'office |       | Totaux |       |          |                   |
|           | Fem.                                             | Hom.  | Fem.                                | Hom.  | Fem.             | Hom.  | Fem.   | Hom.  | Les deux | Les deux          |
| 2008-2009 | 106                                              | 1 017 | 344                                 | 3 419 | 113              | 2 675 | 563    | 7 111 | 7 674    |                   |
| 2009-2010 | 108                                              | 1 083 | 328                                 | 3 418 | 93               | 2 602 | 529    | 7 103 | 7 632    | -0.5              |
| 2010-2011 | 79                                               | 1 017 | 314                                 | 3 441 | 109              | 2 598 | 502    | 7 056 | 7 558    | -1.0              |
| 2011-2012 | 123                                              | 1 123 | 257                                 | 3 154 | 127              | 2 661 | 507    | 6 938 | 7 445    | -1.5              |
| 2012-2013 | 116                                              | 1 106 | 225                                 | 2 932 | 136              | 2 801 | 477    | 6 839 | 7 316    | -1.7              |
| 2013-2014 | 106                                              | 1 104 | 225                                 | 3 017 | 153              | 2 858 | 484    | 6 979 | 7 463    | 2.0               |
| 2014-2015 | 115                                              | 1 236 | 239                                 | 3 065 | 150              | 2 909 | 504    | 7 210 | 7 714    | 3.4               |
| 2015-2016 | 124                                              | 1 248 | 273                                 | 3 276 | 177              | 2 849 | 574    | 7 373 | 7 947    | 3.0               |
| 2016-2017 | 158                                              | 1 392 | 316                                 | 3 587 | 154              | 2 856 | 628    | 7 835 | 8 463    | 6.5               |
| 2017-2018 | 197                                              | 1 462 | 369                                 | 3 864 | 145              | 2 644 | 711    | 7 970 | 8 681    | 2.6               |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Ces données reflètent le nombre de délinquants faisant l'objet d'une surveillance active à la fin de l'exercice. Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Les données reflètent la population de délinquants sous surveillance dans la collectivité, qui inclut tous les délinquants actifs en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office, les délinquants en détention temporaire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants en détention provisoire dans un établissement ne relevant pas du SCC, les délinquants qui sont illégalement en liberté pendant moins de 90 jours et les délinquants sous surveillance qui sont détenus par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

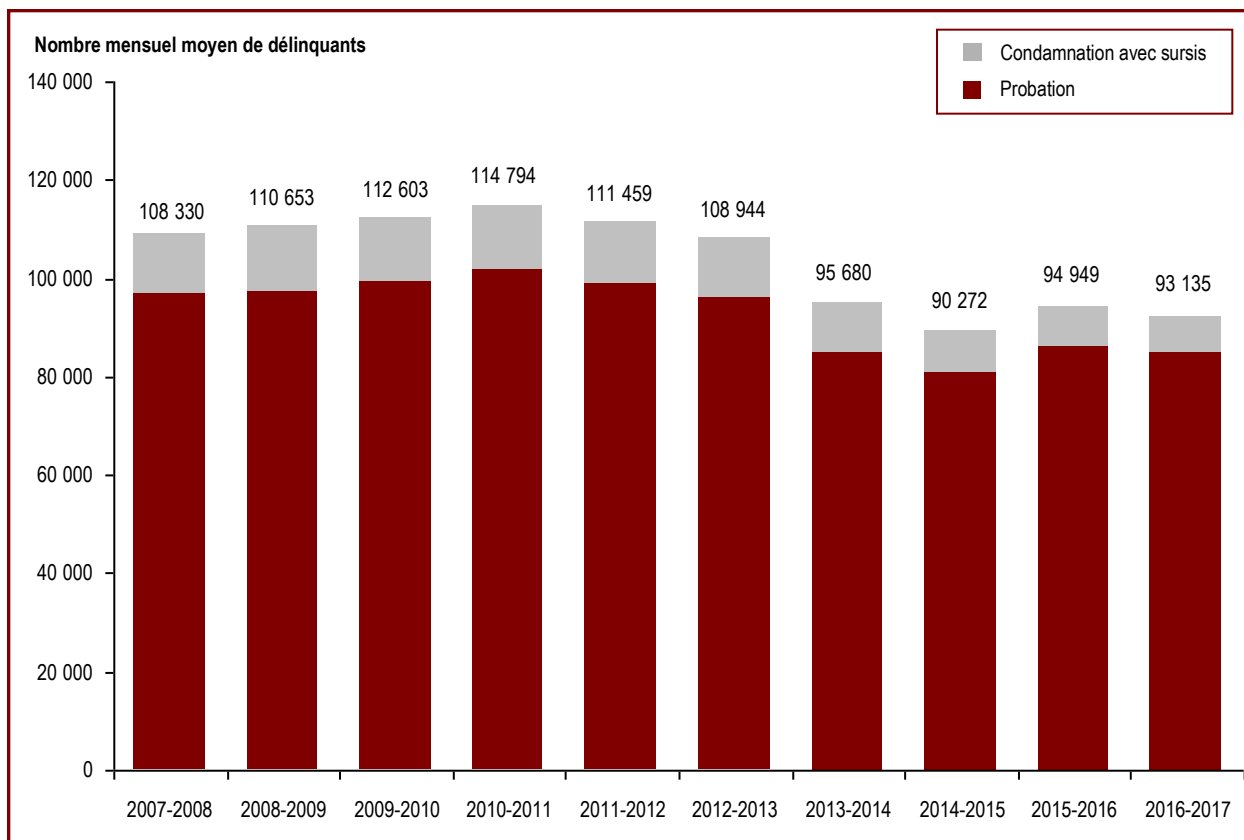
Les données présentées ci-dessus ne comprennent pas les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (voir la figure et le tableau E4).

La semi-liberté est un type de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La liberté d'office est une forme de liberté sous condition qui permet au délinquant d'être en liberté sous surveillance après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

\*Le changement en pourcentage est mesuré par rapport à l'exercice précédent.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE OU TERRITORIALE QUI PURGENT LEUR PEINE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ

Figure C22



Source : Tableau 35-10-0154-01, Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale ou territoriale purgeant leur peine dans la collectivité a diminué de 1,9 %, passant de 94 949 en 2015-2016 à 93 135 en 2016-2017.
- Le nombre de délinquants visés par une ordonnance de sursis a connu une baisse graduelle (42,2 %) au cours des dix dernières années, passant de 12 535 en 2007-2008 à 7 249 en 2016-2017.

### Nota

Une condamnation avec sursis est une décision rendue par le tribunal selon laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement dans la collectivité dans des conditions déterminées. L'octroi d'un sursis n'est possible que si le délinquant est condamné à un emprisonnement de moins de deux ans. Depuis septembre 1996, la condamnation avec sursis constitue une option lorsque la peine est de ressort provincial ou territorial.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE OU TERRITORIALE QUI PURGENT LEUR PEINE DANS LA COLLECTIVITÉ A DIMINUÉ

Tableau C22

| Exercice  | Nombre mensuel moyen de probationnaires | Nombre mensuel moyen de délinquants visés par une ordonnance de sursis | Total   |
|-----------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------|
| 2007-2008 | 96 795                                  | 12 535                                                                 | 108 330 |
| 2008-2009 | 97 529                                  | 13 124                                                                 | 110 653 |
| 2009-2010 | 99 498                                  | 13 105                                                                 | 112 603 |
| 2010-2011 | 101 825                                 | 12 969                                                                 | 114 794 |
| 2011-2012 | 98 843                                  | 12 616                                                                 | 111 459 |
| 2012-2013 | 96 116                                  | 12 202                                                                 | 108 944 |
| 2013-2014 | 84 905                                  | 10 077                                                                 | 95 680  |
| 2014-2015 | 80 705                                  | 8 746                                                                  | 90 272  |
| 2015-2016 | 85 845                                  | 8 259                                                                  | 94 949  |
| 2016-2017 | 84 978                                  | 7 249                                                                  | 93 135  |

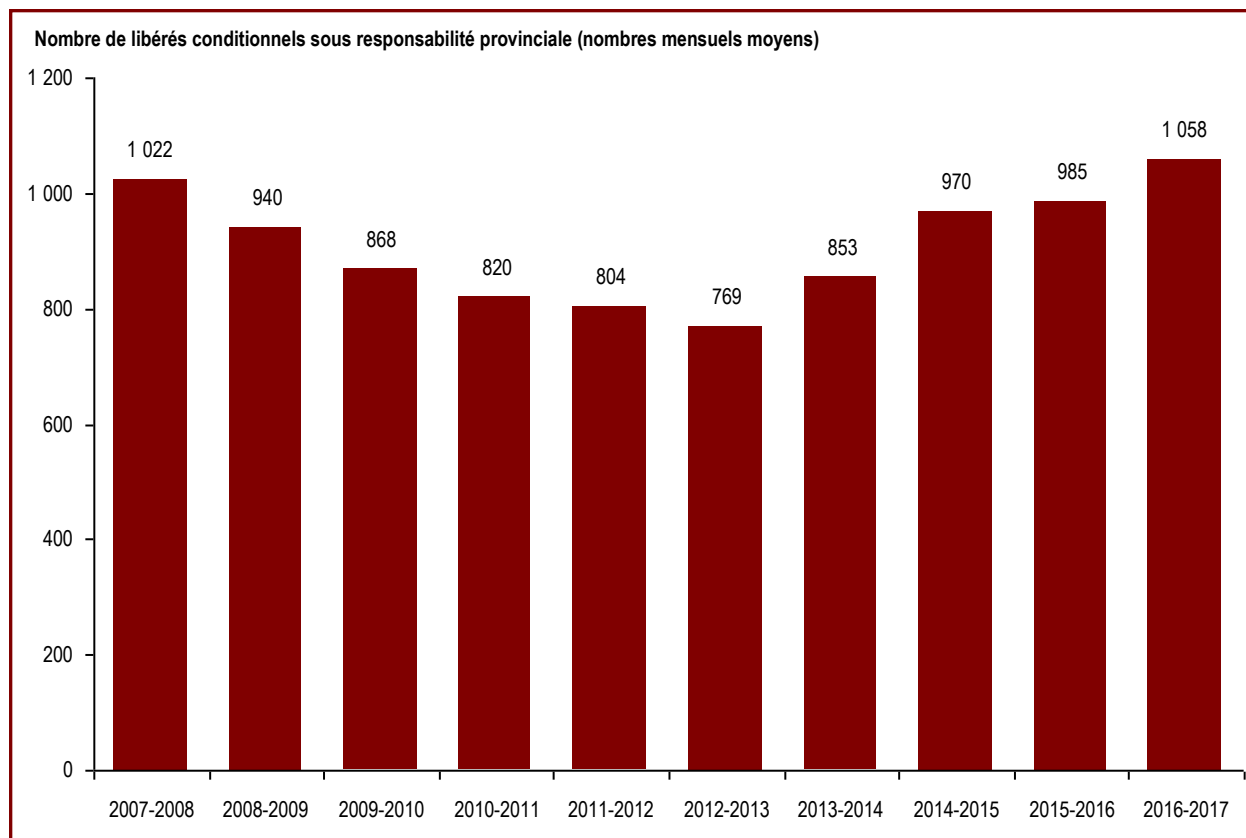
Source : Tableau 35-10-0154-01, Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

Une condamnation avec sursis est une décision rendue par le tribunal selon laquelle le délinquant purge une peine d'emprisonnement dans la collectivité dans des conditions déterminées. L'octroi d'un sursis n'est possible que si le délinquant est condamné à un emprisonnement de moins de deux ans. Depuis septembre 1996, la condamnation avec sursis constitue une option lorsque la peine est de ressort provincial ou territorial.

## LE NOMBRE DE LIBÉRÉS CONDITIONNELS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE A AUGMENTÉ

Figure C23



Source : Tableau 35-10-0154-01, Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le nombre de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale a augmenté de 7,4 %, passant de 985 en 2015-2016 à 1 058 en 2016-2017.
- Depuis 2013-2014, il y a eu une augmentation de 24,0 % du nombre de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale, qui est passé de 853 en 2013-2014 à 1 058 en 2016-2017.

### Nota

Il existe des commissions provinciales de libération conditionnelle au Québec et en Ontario. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est responsable des décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux en Colombie-Britannique. Elle rend aussi les décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants sous responsabilité provinciale et territoriale des régions de l'Atlantique et des Prairies, ainsi que du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

## LE NOMBRE DE LIBÉRÉS CONDITIONNELS SOUS RESPONSABILITÉ PROVINCIALE A AUGMENTÉ

Tableau C23

| Exercice  | Nombres mensuels moyens de libérés conditionnels sous responsabilité provinciale |         |                           |       |                                                                 |       | Changement<br>(en %) |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------------------|-------|-----------------------------------------------------------------|-------|----------------------|
|           | Commissions provinciales                                                         |         |                           |       | Commission<br>des libérations<br>conditionnelles<br>du Canada** | Total |                      |
|           | Québec                                                                           | Ontario | Colombie-<br>Britannique* | Total |                                                                 |       |                      |
| 2007-2008 | 581                                                                              | 205     | s.o.                      | 785   | 237                                                             | 1 022 |                      |
| 2008-2009 | 533                                                                              | 217     | s.o.                      | 750   | 190                                                             | 940   | -8,0                 |
| 2009-2010 | 506                                                                              | 194     | s.o.                      | 700   | 168                                                             | 868   | -7,7                 |
| 2010-2011 | 482                                                                              | 171     | s.o.                      | 653   | 167                                                             | 820   | -5,6                 |
| 2011-2012 | 481                                                                              | 179     | s.o.                      | 660   | 144                                                             | 804   | -2,0                 |
| 2012-2013 | 462                                                                              | 164     | s.o.                      | 626   | 143                                                             | 769   | -4,4                 |
| 2013-2014 | 527                                                                              | 172     | s.o.                      | 699   | 154                                                             | 853   | 11,0                 |
| 2014-2015 | 612                                                                              | 207     | s.o.                      | 821   | 151                                                             | 970   | 13,7                 |
| 2015-2016 | 639                                                                              | 207     | s.o.                      | 846   | 139                                                             | 985   | 1,5                  |
| 2016-2017 | 701                                                                              | 205     | s.o.                      | 907   | 151                                                             | 1 058 | 7,4                  |

Source : Tableau 35-10-0154-01, Rapport sur les indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

\*Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est responsable des décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants qui purgent leur peine dans des établissements provinciaux en Colombie-Britannique.

\*\*Ces données représentent le nombre de délinquants sous responsabilité provinciale qui ont été mis en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada et qui sont sous la surveillance du Service correctionnel du Canada.

Il existe des commissions provinciales de libération conditionnelle au Québec et en Ontario. La Commission des libérations conditionnelles du Canada rend les décisions relatives à la libération conditionnelle des délinquants sous responsabilité provinciale et territoriale des régions de l'Atlantique et des Prairies, ainsi que du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

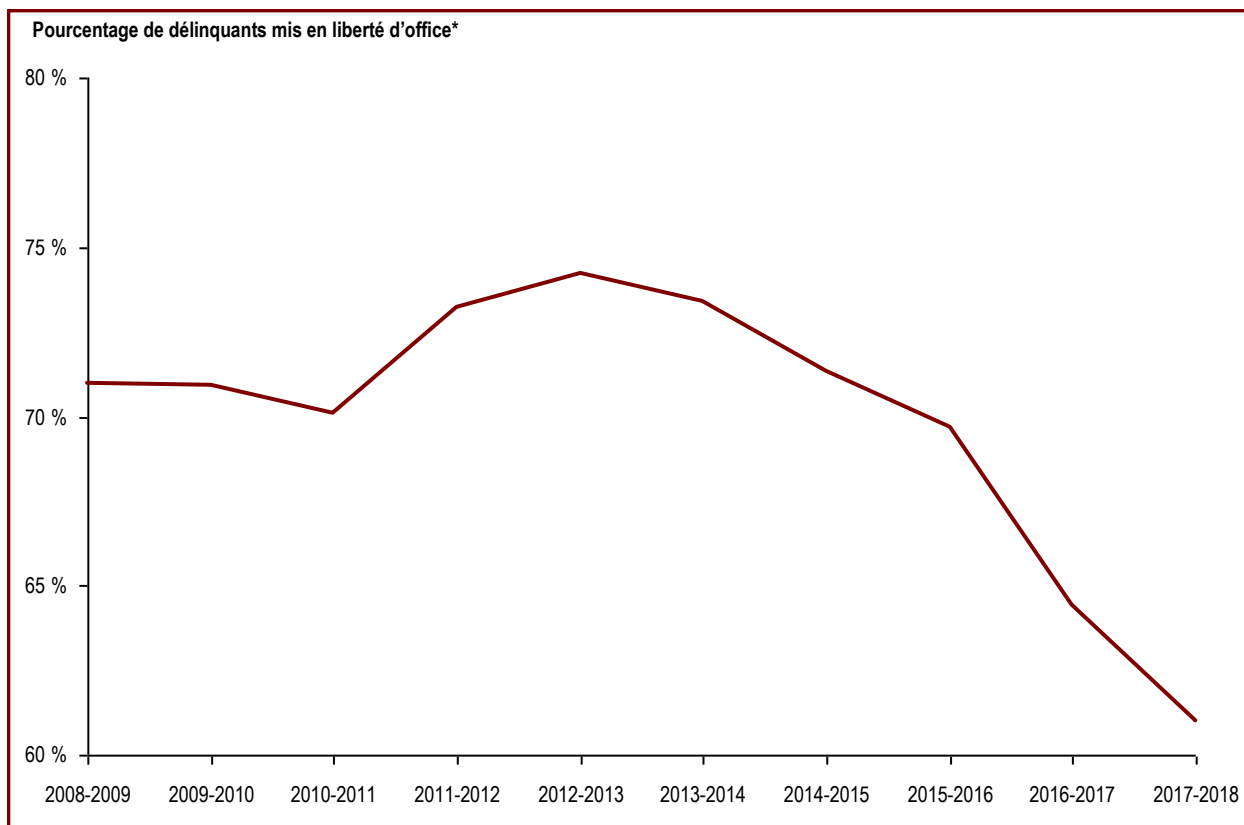
## SECTION D

MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION



## LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS D'OFFICE DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX A DIMINUÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Figure D1



Source : Service correctionnel du Canada.

- Pour l'exercice 2017-2018, 61,0 % de toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux étaient des libérations d'office.
- Pour l'exercice 2017-2018, 74,4 % des mises en liberté de délinquants autochtones étaient des libérations d'office, comparativement à 55,8 % des mises en liberté de délinquants non autochtones.
- Au cours des dix dernières années, le pourcentage de mises en liberté d'office a diminué, passant de 71,0 % à 61,0 %.

### Nota

\*Le pourcentage est fonction du nombre de mises en liberté d'office par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants. Les données englobent toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux ou de pavillons de ressourcement au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, des délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat et des délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire. La liberté d'office est une forme de liberté sous condition qui permet au délinquant d'être en liberté sous surveillance après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS LIBÉRÉS D'OFFICE DE PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX A DIMINUÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Tableau D1

| Exercice  | Autochtones          |                                |      | Non-Autochtones      |                                |      | Population totale de délinquants |                                |      |
|-----------|----------------------|--------------------------------|------|----------------------|--------------------------------|------|----------------------------------|--------------------------------|------|
|           | Libérations d'office | Nbre total de mises en liberté | %*   | Libérations d'office | Nbre total de mises en liberté | %*   | Libérations d'office             | Nbre total de mises en liberté | %*   |
| 2008-2009 | 1 437                | 1 719                          | 83,6 | 4 278                | 6 331                          | 67,6 | 5 715                            | 8 050                          | 71,0 |
| 2009-2010 | 1 417                | 1 725                          | 82,1 | 4 121                | 6 081                          | 67,8 | 5 538                            | 7 806                          | 70,9 |
| 2010-2011 | 1 327                | 1 589                          | 83,5 | 3 753                | 5 657                          | 66,3 | 5 080                            | 7 246                          | 70,1 |
| 2011-2012 | 1 457                | 1 754                          | 83,1 | 3 844                | 5 486                          | 70,1 | 5 301                            | 7 240                          | 73,2 |
| 2012-2013 | 1 603                | 1 923                          | 83,4 | 3 985                | 5 610                          | 71,0 | 5 588                            | 7 533                          | 74,2 |
| 2013-2014 | 1 698                | 1 996                          | 85,1 | 3 938                | 5 685                          | 69,3 | 5 636                            | 7 681                          | 73,4 |
| 2014-2015 | 1 712                | 2 029                          | 84,4 | 3 661                | 5 504                          | 66,5 | 5 373                            | 7 533                          | 71,3 |
| 2015-2016 | 1 659                | 2 010                          | 82,5 | 3 650                | 5 607                          | 65,1 | 5 309                            | 7 617                          | 69,7 |
| 2016-2017 | 1 569                | 2 017                          | 77,8 | 3 315                | 5 560                          | 59,6 | 4 884                            | 7 577                          | 64,5 |
| 2017-2018 | 1 518                | 2 040                          | 74,4 | 2 909                | 5 216                          | 55,8 | 4 427                            | 7 256                          | 61,0 |

Source : Service correctionnel du Canada.

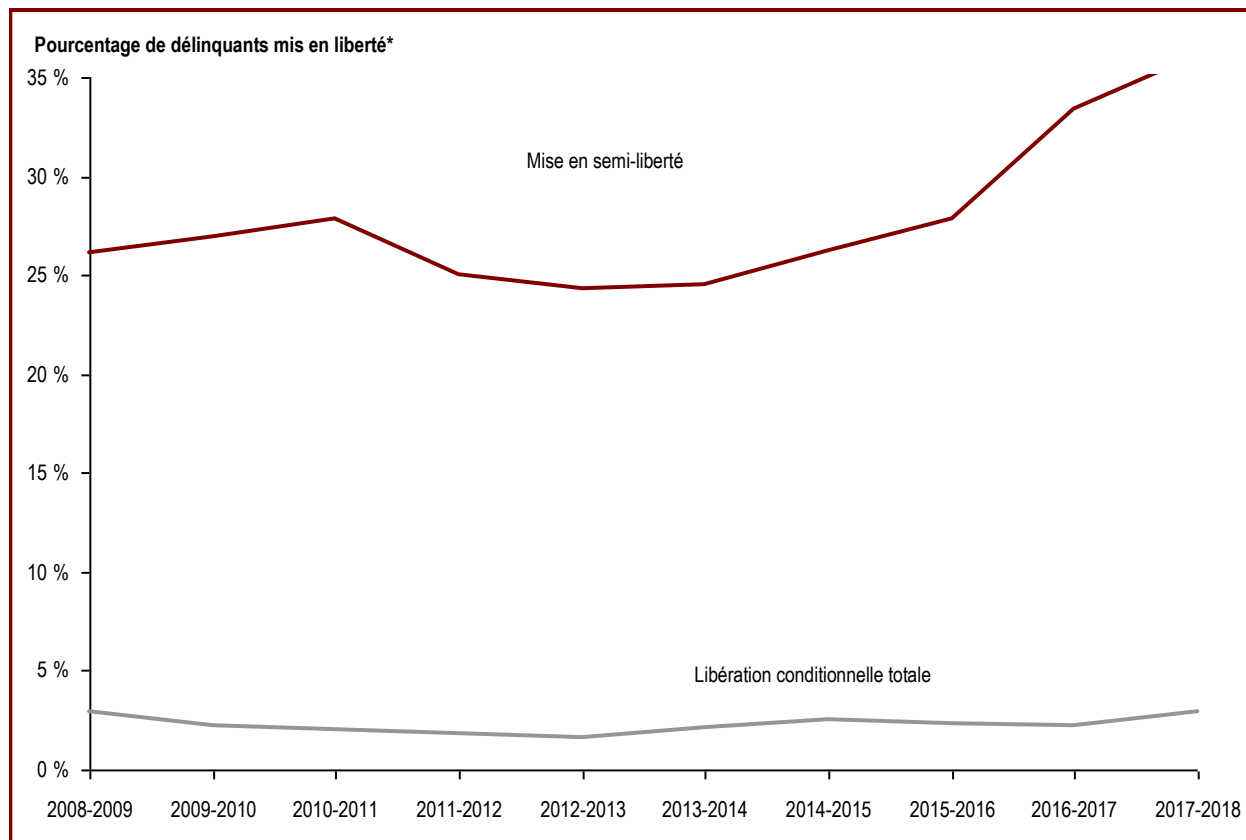
**Nota**

\*Le pourcentage est fonction du nombre de mises en liberté d'office par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants. Les données englobent toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux ou de pavillons de ressourcement au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, des délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat et des délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire. La liberté d'office est une forme de liberté sous condition qui permet au délinquant d'être en liberté sous surveillance après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX MIS EN SEMI-LIBERTÉ A AUGMENTÉ AU COURS DES SIX DERNIÈRES ANNÉES

Figure D2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Pour l'exercice 2017-2018, 36,1 % de toutes les mises en liberté d'établissements fédéraux étaient des mises en semi-liberté, et 2,9 %, des libérations conditionnelles totales.
- Pour l'exercice 2017-2018, 24,4 % de toutes les mises en liberté de délinquants autochtones étaient des mises en semi-liberté, et 1,2 %, des libérations conditionnelles totales, comparativement à 40,7 % et 3,5 % respectivement pour les délinquants non autochtones.
- Au cours des dix dernières années, le pourcentage de mises en semi-liberté a augmenté, passant de 26,1 % à 36,1 %. Pour sa part, le pourcentage de libérations conditionnelles totales est resté le même (2,9 %).

### Nota

\*Le pourcentage est fonction du nombre de mises en semi-liberté et de libérations conditionnelles totales par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants.

Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, des délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat et des délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire.

La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

## LE POURCENTAGE DE DÉLINQUANTS DES PÉNITENCIERS FÉDÉRAUX MIS EN SEMI-LIBERTÉ A AUGMENTÉ AU COURS DES SIX DERNIÈRES ANNÉES

Tableau D2

| Exercice  | Autochtones          |                                  |                                | Non-Autochtones      |                                  |                                | Population totale de délinquants |                                  |                                |
|-----------|----------------------|----------------------------------|--------------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|
|           | Mise en semi-liberté | Libération conditionnelle totale | Nbre total de mises en liberté | Mise en semi-liberté | Libération conditionnelle totale | Nbre total de mises en liberté | Mise en semi-liberté             | Libération conditionnelle totale | Nbre total de mises en liberté |
| 2008-2009 | Nbre 266             | 16                               | 1 719                          | 1 839                | 214                              | 6 331                          | 2 105                            | 230                              | 8 050                          |
|           | % 15,5               | 0,9                              |                                | 29,0                 | 3,4                              |                                | 26,1                             | 2,9                              |                                |
| 2009-2010 | Nbre 296             | 12                               | 1 725                          | 1 800                | 160                              | 6 081                          | 2 096                            | 172                              | 7 806                          |
|           | % 17,2               | 0,7                              |                                | 29,6                 | 2,6                              |                                | 26,9                             | 2,2                              |                                |
| 2010-2011 | Nbre 251             | 11                               | 1 589                          | 1 767                | 137                              | 5 657                          | 2 018                            | 148                              | 7 246                          |
|           | % 15,8               | 0,7                              |                                | 31,2                 | 2,4                              |                                | 27,8                             | 2,0                              |                                |
| 2011-2012 | Nbre 285             | 12                               | 1 754                          | 1 526                | 116                              | 5 486                          | 1 811                            | 128                              | 7 240                          |
|           | % 16,2               | 0,7                              |                                | 27,8                 | 2,1                              |                                | 25,0                             | 1,8                              |                                |
| 2012-2013 | Nbre 313             | 7                                | 1 923                          | 1 515                | 110                              | 5 610                          | 1 828                            | 117                              | 7 533                          |
|           | % 16,3               | 0,4                              |                                | 27,0                 | 2,0                              |                                | 24,3                             | 1,6                              |                                |
| 2013-2014 | Nbre 280             | 18                               | 1 996                          | 1 602                | 145                              | 5 685                          | 1 882                            | 163                              | 7 681                          |
|           | % 14,0               | 0,9                              |                                | 28,2                 | 2,6                              |                                | 24,5                             | 2,1                              |                                |
| 2014-2015 | Nbre 307             | 10                               | 2 029                          | 1 668                | 175                              | 5 504                          | 1 975                            | 185                              | 7 533                          |
|           | % 15,1               | 0,5                              |                                | 30,3                 | 3,2                              |                                | 26,2                             | 2,5                              |                                |
| 2015-2016 | Nbre 337             | 14                               | 2 010                          | 1 793                | 164                              | 5 607                          | 2 130                            | 178                              | 7 617                          |
|           | % 16,8               | 0,7                              |                                | 32,0                 | 2,9                              |                                | 28,0                             | 2,3                              |                                |
| 2016-2017 | Nbre 435             | 13                               | 2 017                          | 2 092                | 153                              | 5 560                          | 2 527                            | 166                              | 7 577                          |
|           | % 21,6               | 0,6                              |                                | 37,6                 | 2,8                              |                                | 33,4                             | 2,2                              |                                |
| 2017-2018 | Nbre 497             | 25                               | 2 040                          | 2 124                | 183                              | 5 216                          | 2 621                            | 208                              | 7 256                          |
|           | % 24,4               | 1,2                              |                                | 40,7                 | 3,5                              |                                | 36,1                             | 2,9                              |                                |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Les données englobent toutes les mises en liberté de pénitenciers fédéraux et de pavillons de ressourcement au cours d'un exercice donné, à l'exclusion des délinquants dont la peine a été annulée, des délinquants qui sont décédés en établissement, des délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, des délinquants libérés à l'expiration de leur mandat et des délinquants transférés à l'étranger. Il est possible qu'un délinquant soit mis en liberté plus d'une fois par année, si une mise en liberté a fait l'objet d'une révocation, d'une suspension ou d'une interruption, ou s'il y a eu détention temporaire.

La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La libération conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

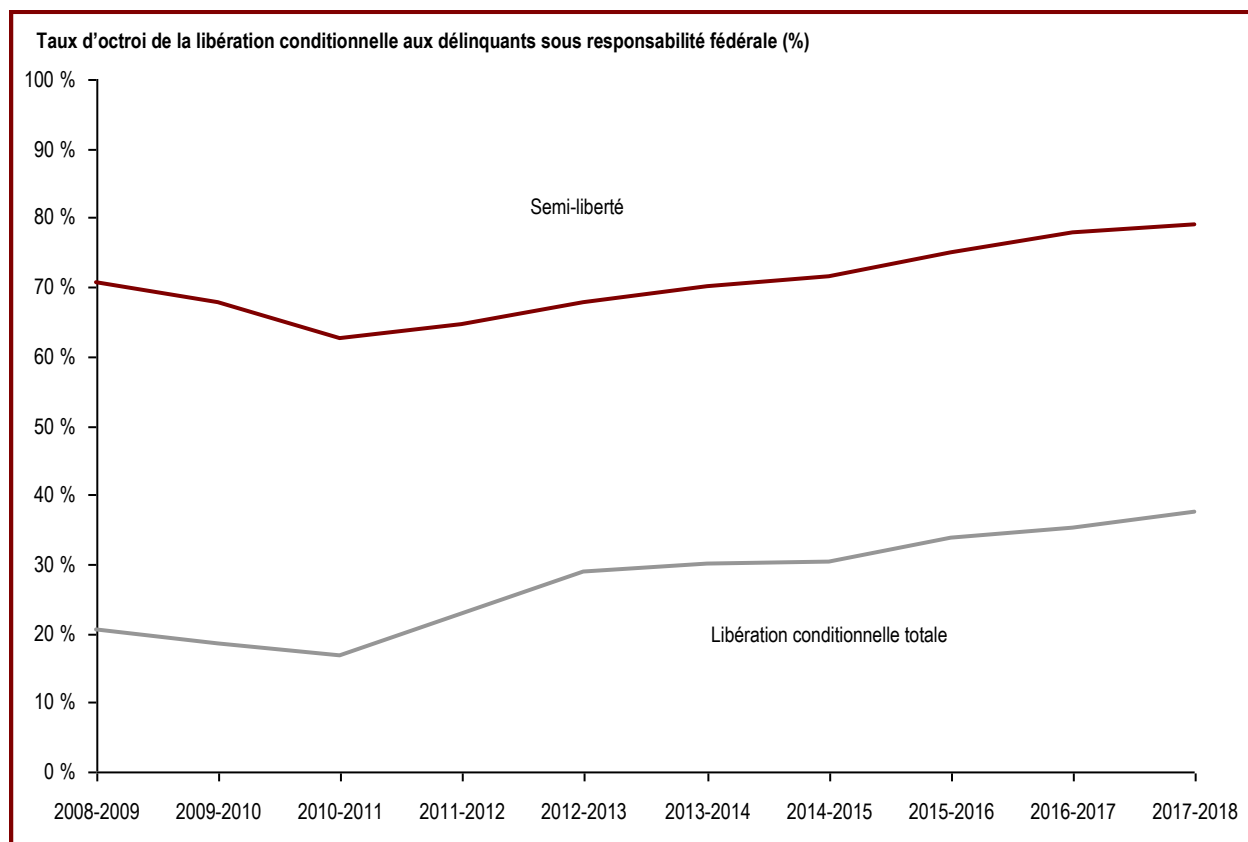
Un exercice s'étend du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de l'année suivante.

Le pourcentage est fonction du nombre de mises en semi-liberté et de libérations conditionnelles totales par rapport au nombre total de mises en liberté pour chaque groupe de délinquants.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE AUX DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ONT AUGMENTÉ

Figure D3



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants sous responsabilité fédérale s'élevait à 79,1 %, soit une augmentation de 1,2 % par rapport à l'exercice précédent.
- En 2017-2018, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale aux délinquants sous responsabilité fédérale a atteint 37,5 %, ce qui représente une augmentation de 2,3 % par rapport à l'exercice précédent.
- Au cours des dix dernières années, les délinquantes sous responsabilité fédérale étaient beaucoup plus susceptibles d'obtenir une semi-liberté (84,7 %) et une libération conditionnelle totale (41,2 %) que les délinquants sous responsabilité fédérale (70,1 % et 27,5 % respectivement).

### Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoires aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

La libération conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la loi, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (*Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels*) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque dans le cadre de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps.

Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2015-2016. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

## LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE AUX DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ONT AUGMENTÉ

Tableau D3

| Type de mise en liberté | Exercice  | Accordée |        | Refusée |        | Taux d'octroi (%) |        |       | PEE*     |       |
|-------------------------|-----------|----------|--------|---------|--------|-------------------|--------|-------|----------|-------|
|                         |           | Femmes   | Hommes | Femmes  | Hommes | Femmes            | Hommes | Total | Ordonnée | Total |
| Semi-liberté            | 2008-2009 | 136      | 1 907  | 25      | 824    | 84,5              | 69,8   | 70,6  | 1 000    | 1 525 |
|                         | 2009-2010 | 153      | 1 957  | 40      | 967    | 79,3              | 66,9   | 67,7  | 947      | 1 491 |
|                         | 2010-2011 | 136      | 1 854  | 42      | 1 149  | 76,4              | 61,7   | 62,6  | 970      | 1 591 |
|                         | 2011-2012 | 249      | 2 491  | 65      | 1 442  | 79,3              | 63,3   | 64,5  | 0        | 0     |
|                         | 2012-2013 | 289      | 2 821  | 72      | 1 416  | 80,1              | 66,6   | 67,6  | 14       | 21    |
|                         | 2013-2014 | 248      | 2 824  | 52      | 1 273  | 82,7              | 68,9   | 69,9  | 39       | 47    |
|                         | 2014-2015 | 298      | 3 023  | 51      | 1 282  | 85,4              | 70,2   | 71,4  | 38       | 45    |
|                         | 2015-2016 | 291      | 3 093  | 52      | 1 077  | 84,8              | 74,2   | 75,0  | 86       | 90    |
|                         | 2016-2017 | 399      | 3 445  | 47      | 1 042  | 89,5              | 76,8   | 77,9  | 80       | 83    |
|                         | 2017-2018 | 436      | 3 612  | 30      | 1 039  | 93,6              | 77,7   | 79,1  | 100      | 106   |
| Libération cond. totale | 2008-2009 | 44       | 495    | 62      | 2 016  | 41,5              | 19,7   | 20,6  | 1 097    | 1 100 |
|                         | 2009-2010 | 32       | 461    | 89      | 2 080  | 26,4              | 18,1   | 18,5  | 1 004    | 1 010 |
|                         | 2010-2011 | 20       | 436    | 87      | 2 205  | 18,7              | 16,5   | 16,6  | 1 046    | 1 059 |
|                         | 2011-2012 | 77       | 644    | 126     | 2 317  | 37,9              | 21,7   | 22,8  | 0        | 0     |
|                         | 2012-2013 | 90       | 914    | 142     | 2 328  | 38,8              | 28,2   | 28,9  | 26       | 26    |
|                         | 2013-2014 | 84       | 904    | 103     | 2 201  | 44,9              | 29,1   | 30,0  | 126      | 142   |
|                         | 2014-2015 | 87       | 969    | 106     | 2 307  | 45,1              | 29,6   | 30,4  | 119      | 137   |
|                         | 2015-2016 | 96       | 1 063  | 127     | 2 153  | 43,0              | 33,1   | 33,7  | 166      | 185   |
|                         | 2016-2017 | 138      | 1 237  | 157     | 2 384  | 46,8              | 34,2   | 35,1  | 122      | 126   |
|                         | 2017-2018 | 153      | 1 363  | 175     | 2 357  | 46,6              | 36,6   | 37,5  | 161      | 165   |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoires aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

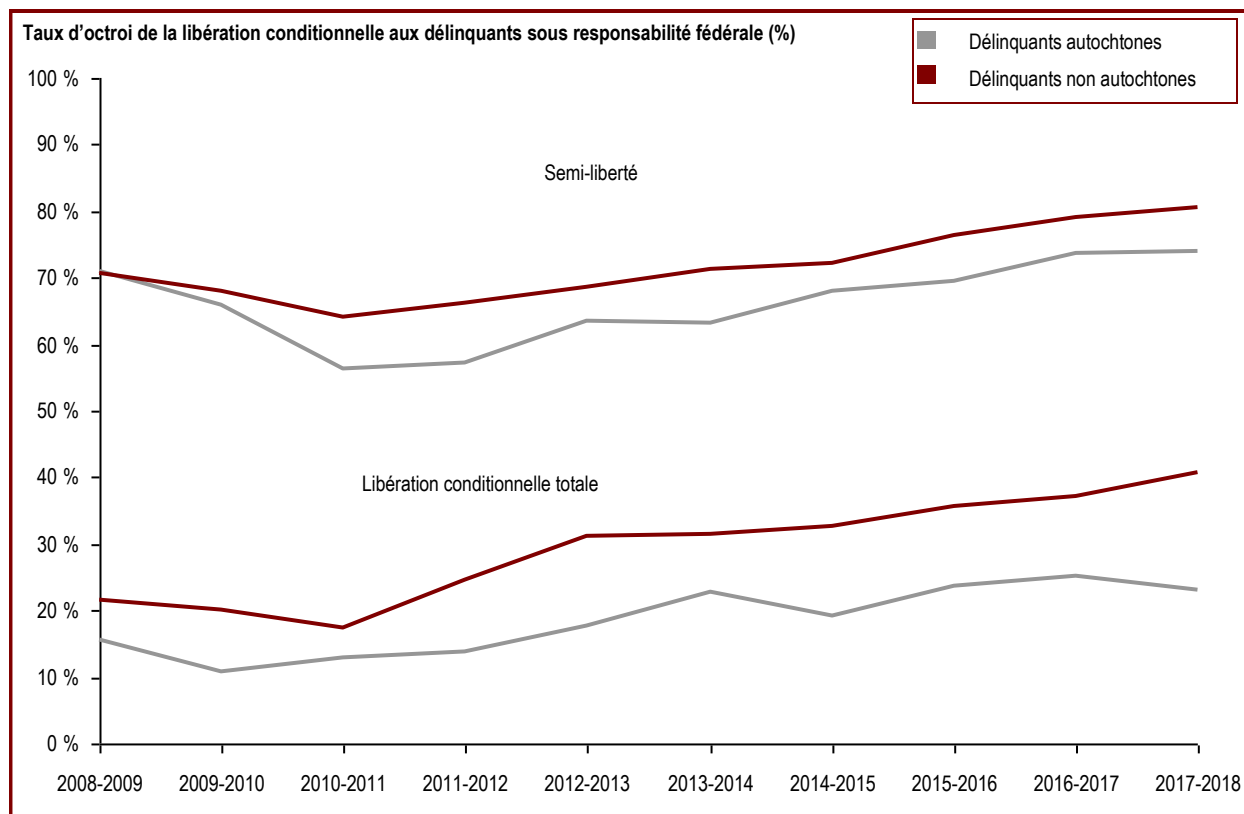
La libération conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la loi, à moins que le délinquant ne l'ait avisé par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale. Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi.

\*Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (*Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels*) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque dans le cadre de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps. Néanmoins, l'information sur la PEE (le nombre de libérations conditionnelles ordonnées et le nombre total de décisions rendues aux termes de la PEE) est présentée dans une section distincte du tableau. Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2015-2016. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

\*La région du Pacifique (en 2012) et la région du Québec (en 2013) ont traité les cas actifs de PEE concernant des délinquants condamnés ou déclarés coupables avant l'abolition de la PEE, étant donné que celle-ci a été contestée devant les tribunaux. Le jugement prononcé dans l'affaire *Canada (Procureur général) c. Whaling* le 20 mars 2014 a eu pour effet de rétablir la PEE dans toutes les régions pour les délinquants condamnés avant son abolition.

## LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ AUX DÉLINQUANTS AUTOCHTONES SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ONT AUGMENTÉ

Figure D4



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants autochtones (74,0 %; + 0,2 %) et aux délinquants non autochtones (80,5 %; +1,6 %) sous responsabilité fédérale a augmenté par rapport à 2016-2017.
- En 2017-2018, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale a diminué chez les délinquants autochtones (23,3 %; -2,0 %) et augmenté chez les délinquants non autochtones (40,7 %; +3,7 %) sous responsabilité fédérale par rapport à 2016-2017.
- Au cours des dix dernières années, le taux d'octroi de la semi-liberté était plus bas chez les délinquants autochtones que celui enregistré chez les délinquants non autochtones sous responsabilité fédérale (66,7 % et 72,3 % respectivement). On constatait la même chose pour ce qui est de la libération conditionnelle totale (18,9 % comparativement à 30,3 %).

### Nota

Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoire aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir. La libération conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la loi, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale. Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (*Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels*) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque dans le cadre de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps. Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2015-2016. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

## LES TAUX D'OCTROI DE LA SEMI-LIBERTÉ AUX DÉLINQUANTS AUTOCHTONES SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ONT AUGMENTÉ

Tableau D4

| Type de mise en liberté | Exercice  | Accordée |          | Refusée |          | Taux d'octroi (%) |          |       |
|-------------------------|-----------|----------|----------|---------|----------|-------------------|----------|-------|
|                         |           | Autoch.  | Non-Aut. | Autoch. | Non-Aut. | Autoch.           | Non-Aut. | Total |
| Semi-liberté            | 2008-2009 | 390      | 1 653    | 159     | 690      | 71,0              | 70,6     | 2 892 |
|                         | 2009-2010 | 407      | 1 703    | 211     | 796      | 65,9              | 68,1     | 3 117 |
|                         | 2010-2011 | 373      | 1 617    | 289     | 902      | 56,3              | 64,2     | 3 181 |
|                         | 2011-2012 | 466      | 2 274    | 347     | 1 160    | 57,3              | 66,2     | 4 247 |
|                         | 2012-2013 | 556      | 2 554    | 318     | 1 170    | 63,6              | 68,6     | 4 598 |
|                         | 2013-2014 | 520      | 2 552    | 303     | 1 022    | 63,2              | 71,4     | 4 397 |
|                         | 2014-2015 | 563      | 2 758    | 266     | 1 067    | 67,9              | 72,1     | 4 654 |
|                         | 2015-2016 | 605      | 2 779    | 264     | 865      | 69,6              | 76,3     | 4 513 |
|                         | 2016-2017 | 714      | 3 130    | 253     | 836      | 73,8              | 78,9     | 4 933 |
|                         | 2017-2018 | 819      | 3 229    | 288     | 781      | 74,0              | 80,5     | 5 117 |
| Lib. cond. tot.         | 2008-2009 | 73       | 466      | 395     | 1 683    | 15,6              | 21,7     | 2 617 |
|                         | 2009-2010 | 50       | 443      | 413     | 1 756    | 10,8              | 20,1     | 2 662 |
|                         | 2010-2011 | 71       | 385      | 480     | 1 812    | 12,9              | 17,5     | 2 748 |
|                         | 2011-2012 | 75       | 646      | 467     | 1 976    | 13,8              | 24,6     | 3 164 |
|                         | 2012-2013 | 102      | 904      | 472     | 1 998    | 17,8              | 31,1     | 3 474 |
|                         | 2013-2014 | 124      | 864      | 421     | 1 883    | 22,8              | 31,5     | 3 292 |
|                         | 2014-2015 | 106      | 950      | 450     | 1 963    | 19,1              | 32,6     | 3 469 |
|                         | 2015-2016 | 136      | 1 023    | 436     | 1 844    | 23,8              | 35,7     | 3 439 |
|                         | 2016-2017 | 156      | 1 219    | 463     | 2 078    | 25,2              | 37,0     | 3 916 |
|                         | 2017-2018 | 173      | 1 343    | 573     | 1 959    | 23,2              | 40,7     | 4 048 |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

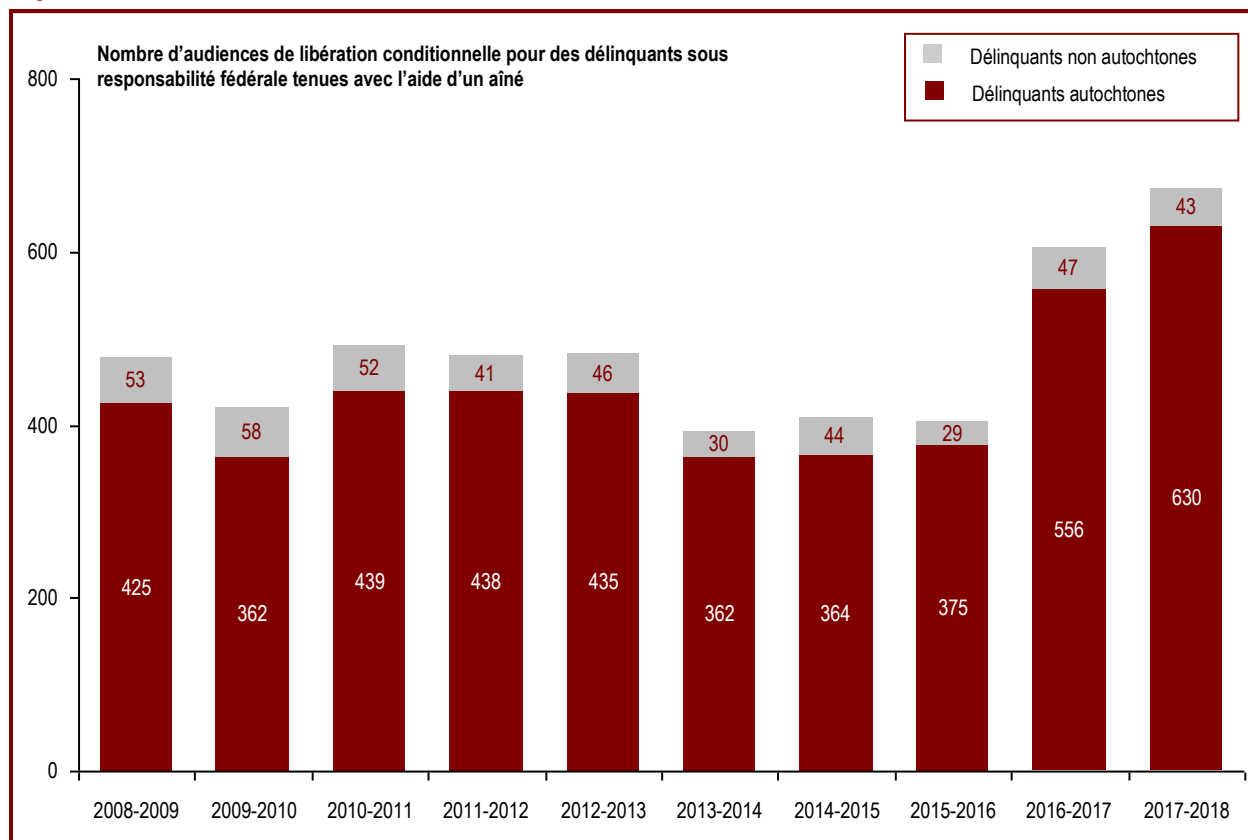
Le taux d'octroi (ou d'obtention) correspond au pourcentage d'examen prélibératoires aboutissant à l'octroi de la mise en liberté par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. La semi-liberté est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de revenir chaque soir à un établissement ou à une maison de transition, à moins d'être autorisé à ne pas le faire par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les délinquants ne demandent pas tous la semi-liberté, et certains la demandent plus d'une fois avant de l'obtenir.

La liberté conditionnelle totale est une forme de liberté sous condition accordée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada, qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité. La Commission des libérations conditionnelles du Canada doit examiner le dossier de chaque délinquant aux fins de la libération conditionnelle totale, et ce, au moment prévu par la loi, à moins que le délinquant ne l'avise par écrit qu'il ne souhaite pas bénéficier de la libération conditionnelle totale.

Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 (*Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels*) a éliminé la procédure d'examen expéditif (PEE), qui touchait les délinquants non violents incarcérés pour la première fois pour des infractions prévues à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*; ceux-ci n'étaient donc plus admissibles à la PEE en 2011-2012. On évalue maintenant le risque de récidive générale, alors que l'évaluation du risque dans le cadre de la PEE n'examinait que le risque de commettre une infraction avec violence. Les décisions rendues aux termes de la PEE n'ont pas été incluses, ce qui permet de mieux illustrer les tendances dans le temps. Il faut être prudent quand on compare les taux d'octroi. Bien que les comparaisons aient été faites uniquement entre les taux d'octroi par voie de procédure ordinaire, il faut être conscient d'un effet résiduel de la PEE entre 2011-2012 et 2015-2016. En effet, la population de délinquants sous responsabilité fédérale touchée par la PEE a obtenu une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire dans une proportion suffisante pour gonfler les taux d'octroi.

## LE NOMBRE D'AUDIENCES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE POUR DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE TENUES AVEC L'AIDE D'UN CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE A AUGMENTÉ

Figure D5



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Le nombre d'audiences de libération conditionnelle pour des délinquants sous responsabilité fédérale auxquelles a participé un aîné a augmenté de 11,6 % en 2017-2018, suivant une augmentation de 49,3 % en 2016-2017 (il est passé de 404 en 2015-2016 à 603 en 2016-2017, puis à 673 en 2017-2018). Cette hausse est associée aux efforts d'approche menés par la Commission auprès des délinquants autochtones.
- En 2017-2018, 41,1 % (630) des audiences pour des délinquants autochtones sous responsabilité fédérale, et 0,9 % (43) des audiences de libération conditionnelle pour des délinquants sous responsabilité fédérale ne s'étant pas identifiés comme des Autochtones, ont été tenues en présence d'un aîné.

### Nota

La Commission des libérations conditionnelles du Canada a implanté la formule des audiences tenues avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone, qui sont différentes des audiences traditionnelles, afin de s'assurer que les audiences de mise en liberté sous condition sont adaptées aux traditions et aux valeurs culturelles des Autochtones. Ce type d'audience est offert aux délinquants tant autochtones que non autochtones.

**LE NOMBRE D'AUDIENCES DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE POUR DES DÉLINQUANTS SOUS  
RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE TENUES AVEC L'AIDE D'UN CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE A  
AUGMENTÉ**

Tableau D5

| Exercice  | Audiences tenues avec l'aide d'un aîné |                          |      |                     |                          |     |                     |                          |      |
|-----------|----------------------------------------|--------------------------|------|---------------------|--------------------------|-----|---------------------|--------------------------|------|
|           | Autochtones                            |                          |      | Non-Autochtones     |                          |     | Total               |                          |      |
|           | Total des audiences                    | Avec conseiller culturel |      | Total des audiences | Avec conseiller culturel |     | Total des audiences | Avec conseiller culturel |      |
|           | Nbre                                   | Nbre                     | %    | Nbre                | Nbre                     | %   | Nbre                | Nbre                     | %    |
| 2008-2009 | 1 250                                  | 425                      | 34,0 | 4 370               | 53                       | 1,2 | 5 620               | 478                      | 8,5  |
| 2009-2010 | 1 209                                  | 362                      | 29,9 | 4 471               | 58                       | 1,3 | 5 680               | 420                      | 7,4  |
| 2010-2011 | 1 237                                  | 439                      | 35,5 | 4 343               | 52                       | 1,2 | 5 580               | 491                      | 8,8  |
| 2011-2012 | 1 266                                  | 438                      | 34,6 | 4 645               | 41                       | 0,9 | 5 911               | 479                      | 8,1  |
| 2012-2013 | 1 305                                  | 435                      | 33,3 | 4 660               | 46                       | 1,0 | 5 965               | 481                      | 8,1  |
| 2013-2014 | 922                                    | 362                      | 39,3 | 3 678               | 30                       | 0,8 | 4 600               | 392                      | 8,5  |
| 2014-2015 | 881                                    | 364                      | 41,3 | 3 835               | 44                       | 1,1 | 4 716               | 408                      | 8,7  |
| 2015-2016 | 957                                    | 375                      | 39,2 | 3 972               | 29                       | 0,7 | 4 929               | 404                      | 8,2  |
| 2016-2017 | 1 295                                  | 556                      | 42,9 | 4 498               | 47                       | 1,0 | 5 793               | 603                      | 10,4 |
| 2017-2018 | 1 534                                  | 630                      | 41,1 | 4 855               | 43                       | 0,9 | 6 389               | 673                      | 10,5 |

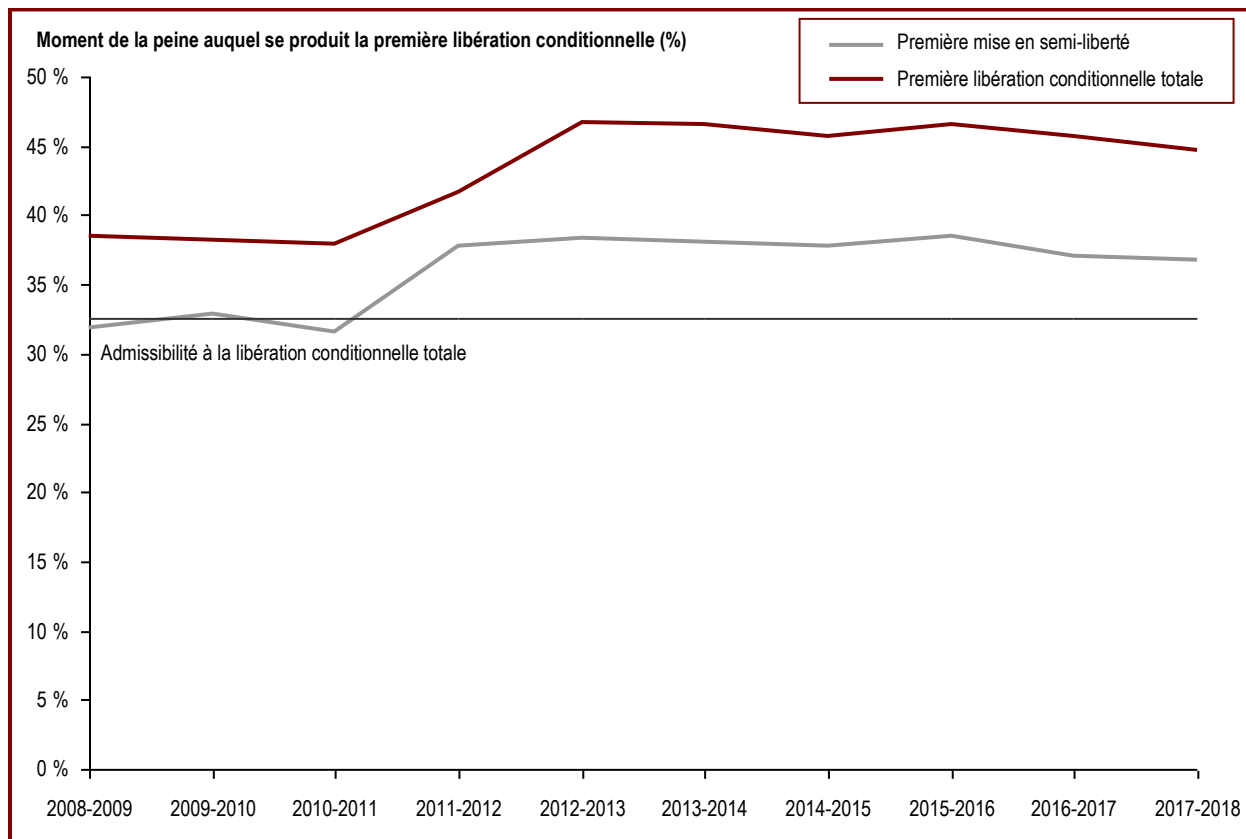
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

La Commission des libérations conditionnelles du Canada a implanté la formule des audiences tenues avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone, qui sont différentes des audiences traditionnelles, afin de s'assurer que les audiences de mise en liberté sous condition sont adaptées aux traditions et aux valeurs culturelles des Autochtones. Ce type d'audience est offert aux délinquants tant autochtones que non autochtones.

## LA PROPORTION DES PEINES PURGÉES AVANT LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE A DIMINUÉ

Figure D6



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, la proportion moyenne de la peine purgée avant la première mise en semi-liberté par les délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée a diminué d'un pourcentage négligeable de 0,3 % (pour passer à 36,7 %) par rapport à l'année précédente.
- En 2017-2018, la proportion moyenne de la peine purgée avant la première libération conditionnelle totale par les délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée a diminué de 1,0 % (pour atteindre 44,6 %) par rapport à l'année précédente.
- En 2017-2018, les hommes condamnés à une peine de ressort fédéral ont purgé une plus grande proportion de leur peine avant d'obtenir leur première mise en semi-liberté et leur première libération conditionnelle totale (37,2 % et 44,9 % respectivement) que les femmes (33,4 % et 42,4 % respectivement).
- En 2017-2018, par rapport à 2008-2009, les femmes et les hommes condamnés à une peine de ressort fédéral ont purgé en moyenne 5,2 et 4,8 % de plus de leur peine avant d'obtenir leur première mise en semi-liberté, ainsi que 5,9 et 6,2 % de plus de leur peine avant d'obtenir leur première libération conditionnelle totale.

### Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté. Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée. Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une décision judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la semi-liberté six mois avant d'être admissible à la liberté conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en détention après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction prévue à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

## LA PROPORTION DES PEINES PURGÉES AVANT LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE A DIMINUÉ

Tableau D6

| Exercice                      | Type de mise en liberté       |        |             |                                           |        |             |
|-------------------------------|-------------------------------|--------|-------------|-------------------------------------------|--------|-------------|
|                               | Première mise en semi-liberté |        |             | Première libération conditionnelle totale |        |             |
|                               | Femmes                        | Hommes | Total       | Femmes                                    | Hommes | Total       |
| Proportion de la peine purgée |                               |        |             |                                           |        |             |
| 2008-2009                     | 28,2                          | 32,4   | <b>31,9</b> | 36,6                                      | 38,7   | <b>38,5</b> |
| 2009-2010                     | 29,5                          | 33,2   | <b>32,8</b> | 36,1                                      | 38,5   | <b>38,2</b> |
| 2010-2011                     | 29,2                          | 31,8   | <b>31,6</b> | 36,6                                      | 38,1   | <b>37,9</b> |
| 2011-2012                     | 35,0                          | 38,1   | <b>37,8</b> | 40,3                                      | 41,7   | <b>41,6</b> |
| 2012-2013                     | 38,9                          | 38,3   | <b>38,4</b> | 45,6                                      | 46,9   | <b>46,7</b> |
| 2013-2014                     | 34,9                          | 38,3   | <b>38,0</b> | 44,2                                      | 46,8   | <b>46,6</b> |
| 2014-2015                     | 35,3                          | 37,9   | <b>37,7</b> | 44,9                                      | 45,8   | <b>45,7</b> |
| 2015-2016                     | 36,9                          | 38,7   | <b>38,5</b> | 45,2                                      | 46,6   | <b>46,5</b> |
| 2016-2017                     | 33,6                          | 37,5   | <b>37,0</b> | 43,5                                      | 46,0   | <b>45,7</b> |
| 2017-2018                     | 33,4                          | 37,2   | <b>36,7</b> | 42,4                                      | 44,9   | <b>44,6</b> |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

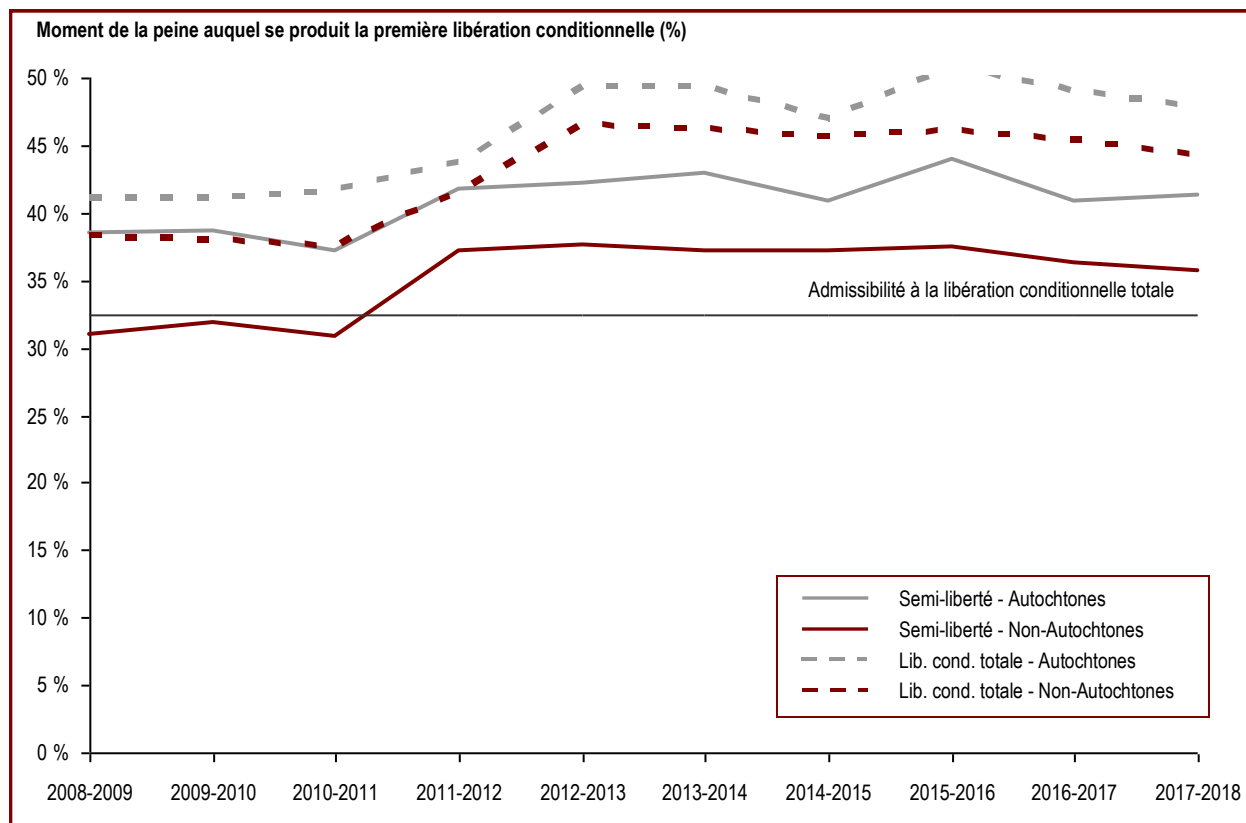
Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une décision judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la semi-liberté six mois avant d'être admissible à la liberté conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en détention après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction prévue à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

## LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES PURGENT UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LEUR PEINE AVANT D'ÊTRE MIS EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Figure D7



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, les délinquants autochtones sous responsabilité fédérale ont purgé une plus grande partie de leur peine avant la première mise en semi-liberté (41,3 %) et la première libération conditionnelle totale (47,8 %, ce qui représente une diminution de 1,0 % par rapport à 2016-2017) que les délinquants non autochtones (35,7 %; 44,2 %).
- Au cours des dix dernières années, les délinquants autochtones sous responsabilité fédérale ont purgé une plus grande partie de leur peine avant la première mise en semi-liberté et la première libération conditionnelle totale (41,0 %; 46,2 %) que les délinquants non autochtones (35,1 %; 42,6 %).

### Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une décision judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la semi-liberté six mois avant d'être admissible à la liberté conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en détention après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction prévue à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

## LES DÉLINQUANTS AUTOCHTONES PURGENT UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LEUR PEINE AVANT D'ÊTRE MIS EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Tableau D7

| Exercice                      | Type de mise en liberté       |                 |             |                                           |                 |             |
|-------------------------------|-------------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------------------|-----------------|-------------|
|                               | Première mise en semi-liberté |                 |             | Première libération conditionnelle totale |                 |             |
|                               | Autochtones                   | Non-Autochtones | Total       | Autochtones                               | Non-Autochtones | Total       |
| Proportion de la peine purgée |                               |                 |             |                                           |                 |             |
| 2008-2009                     | 38,5                          | 30,9            | <b>31,9</b> | 41,0                                      | 38,2            | <b>38,5</b> |
| 2009-2010                     | 38,7                          | 31,8            | <b>32,8</b> | 41,0                                      | 37,9            | <b>38,2</b> |
| 2010-2011                     | 37,2                          | 30,8            | <b>31,6</b> | 41,6                                      | 37,5            | <b>37,9</b> |
| 2011-2012                     | 41,7                          | 37,1            | <b>37,8</b> | 43,7                                      | 41,4            | <b>41,6</b> |
| 2012-2013                     | 42,2                          | 37,6            | <b>38,4</b> | 49,2                                      | 46,5            | <b>46,7</b> |
| 2013-2014                     | 42,9                          | 37,1            | <b>38,0</b> | 49,3                                      | 46,2            | <b>46,6</b> |
| 2014-2015                     | 40,9                          | 37,1            | <b>37,7</b> | 46,9                                      | 45,6            | <b>45,7</b> |
| 2015-2016                     | 44,0                          | 37,5            | <b>38,5</b> | 50,8                                      | 46,0            | <b>46,5</b> |
| 2016-2017                     | 40,8                          | 36,3            | <b>37,0</b> | 48,9                                      | 45,3            | <b>45,7</b> |
| 2017-2018                     | 41,3                          | 35,7            | <b>36,7</b> | 47,8                                      | 44,2            | <b>44,6</b> |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

Le moment de la peine auquel se produit la libération conditionnelle correspond au pourcentage de la peine qui a été purgé lorsque débute la première semi-liberté ou liberté conditionnelle totale. Dans la majorité des cas, une libération conditionnelle totale est précédée d'une mise en semi-liberté.

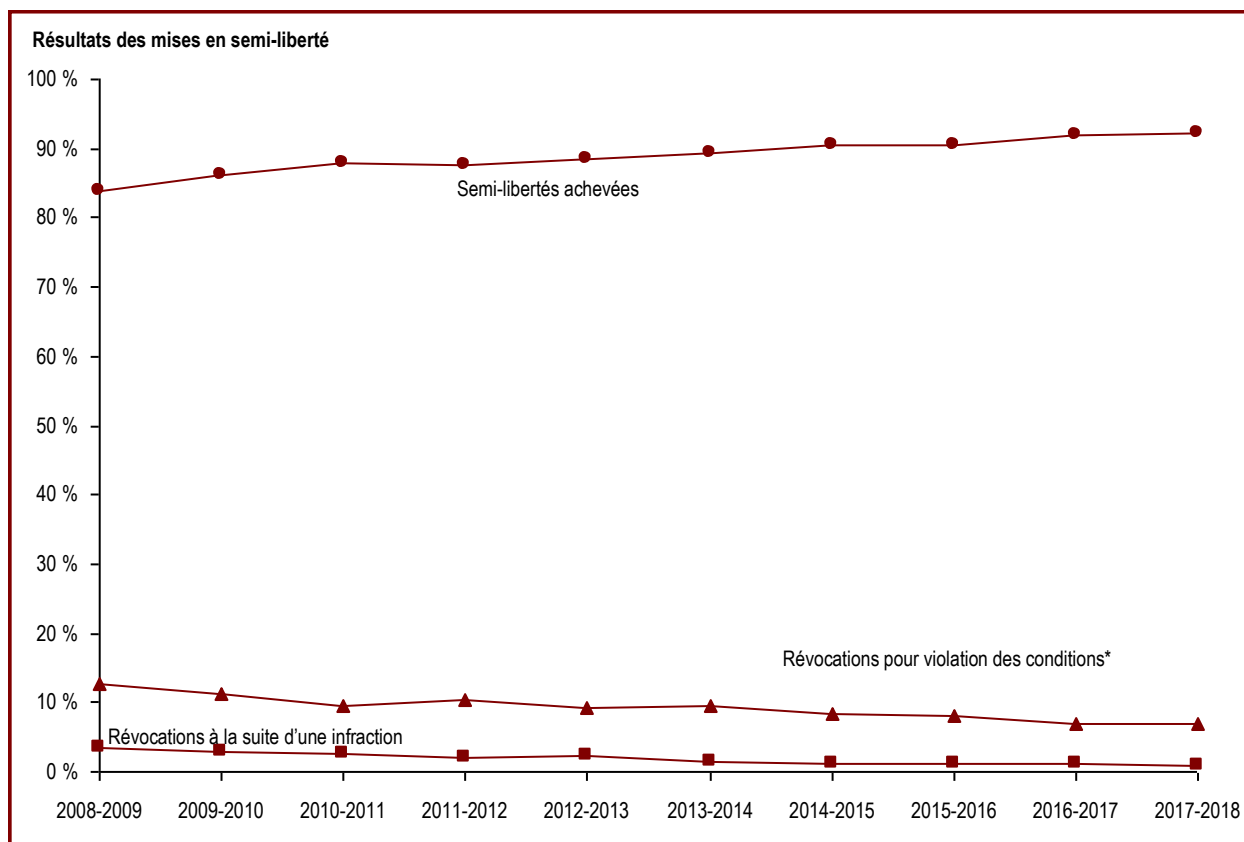
Ces calculs sont basés sur les peines de ressort fédéral autres que les peines d'emprisonnement à perpétuité ou d'une durée indéterminée.

Normalement, le délinquant doit purger le tiers de sa peine, jusqu'à concurrence de sept ans, avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale, sauf s'il est un condamné à perpétuité, s'il s'est vu imposer une peine d'une durée indéterminée ou s'il a fait l'objet d'une décision judiciaire. Un délinquant devient ordinairement admissible à la semi-liberté six mois avant d'être admissible à la liberté conditionnelle totale.

Les augmentations de la proportion moyenne de temps passé en détention après 2010-2011 s'expliquent en partie par les conséquences du projet de loi C-59, et elles sont principalement attribuables aux délinquants purgeant une peine après avoir été reconnus coupables d'une infraction prévue à l'annexe II ou ne figurant pas aux annexes (certains de ces délinquants avaient été admissibles à la PEE).

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA SEMI-LIBERTÉ DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Figure D8



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Pendant neuf des dix dernières années, plus de 85 % des périodes de semi-liberté de ressort fédéral ont été achevées.
- En 2017-2018, le taux d'achèvement de la semi-liberté parmi les délinquants sous responsabilité fédérale était de 92,2 %, soit une augmentation de 0,4 % comparativement à 2016-2017.
- Pendant la période de cinq ans allant de 2013-2014 à 2017-2018, le taux d'achèvement de la semi-liberté de ressort fédéral accordée à l'issue de la procédure ordinaire a été en moyenne inférieur de 6,3 % au taux d'achèvement de la semi-liberté de ressort fédéral ordonnée aux termes de la PEE (90,8 % contre 97,1 %).
- Le taux de récidive avec violence chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté a été très bas au cours des cinq dernières années, s'établissant en moyenne à 0,1 %.

### Nota

\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une semi-liberté a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA SEMI-LIBERTÉ DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Tableau D8

| Résultats des mises en semi-liberté de délinquants sous responsabilité fédérale | 2013-2014    |              | 2014-2015    |                 | 2015-2016    |              | 2016-2017    |              | 2017-2018    |              |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                                                 | Nbre         | %            | Nbre         | %               | Nbre         | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            |
| <b>Achèvement</b>                                                               |              |              |              |                 |              |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                 | 2 766        | 89,2         | 2 784        | 90,4            | 2 981        | 90,5         | 3 171        | 91,6         | 3 452        | 92,2         |
| Examen expéditif                                                                | 27           | 100,0        | 36           | 100,0           | 38           | 100,0        | 86           | 97,7         | 84           | 93,3         |
| <b>Total</b>                                                                    | <b>2 793</b> | <b>89,3</b>  | <b>2 820</b> | <b>90,5</b>     | <b>3 019</b> | <b>90,6</b>  | <b>3 257</b> | <b>91,8</b>  | <b>3 536</b> | <b>92,2</b>  |
| <b>Révocation pour violation des conditions*</b>                                |              |              |              |                 |              |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                 | 293          | 9,4          | 260          | 8,4             | 273          | 8,3          | 248          | 7,2          | 261          | 7,0          |
| Examen expéditif                                                                | 0            | 0,0          | 0            | 0,0             | 0            | 0,0          | 2            | 2,3          | 6            | 6,7          |
| <b>Total</b>                                                                    | <b>293</b>   | <b>9,4</b>   | <b>260</b>   | <b>8,3</b>      | <b>273</b>   | <b>8,2</b>   | <b>250</b>   | <b>7,0</b>   | <b>267</b>   | <b>7,0</b>   |
| <b>Révocation pour infraction sans violence</b>                                 |              |              |              |                 |              |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                 | 36           | 1,2          | 35           | 1,1             | 32           | 1,0          | 35           | 1,0          | 31           | 0,8          |
| Examen expéditif                                                                | 0            | 0,0          | 0            | 0,0             | 0            | 0,0          | 0            | 0,0          | 0            | 0,0          |
| <b>Total</b>                                                                    | <b>36</b>    | <b>1,2</b>   | <b>35</b>    | <b>1,1</b>      | <b>32</b>    | <b>1,0</b>   | <b>35</b>    | <b>1,0</b>   | <b>31</b>    | <b>0,8</b>   |
| <b>Révocation pour infraction avec violence**</b>                               |              |              |              |                 |              |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                 | 6            | 0,2          | 1            | <0,01           | 8            | 0,2          | 7            | 0,2          | 2            | 0,1          |
| Examen expéditif                                                                | 0            | 0,0          | 0            | 0,0             | 0            | 0,0          | 0            | 0,0          | 0            | 0,0          |
| <b>Total</b>                                                                    | <b>6</b>     | <b>0,2</b>   | <b>1</b>     | <b>&lt;0,01</b> | <b>8</b>     | <b>0,2</b>   | <b>7</b>     | <b>0,2</b>   | <b>2</b>     | <b>0,1</b>   |
| <b>Total</b>                                                                    |              |              |              |                 |              |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                 | 3 102        | 99,1         | 3 080        | 98,8            | 3 294        | 98,9         | 3 461        | 97,5         | 3 746        | 97,7         |
| Examen expéditif                                                                | 27           | 0,9          | 36           | 1,2             | 38           | 1,1          | 88           | 2,5          | 90           | 2,3          |
| <b>Total</b>                                                                    | <b>3 129</b> | <b>100,0</b> | <b>3 116</b> | <b>100,0</b>    | <b>3 332</b> | <b>100,0</b> | <b>3 549</b> | <b>100,0</b> | <b>3 836</b> | <b>100,0</b> |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

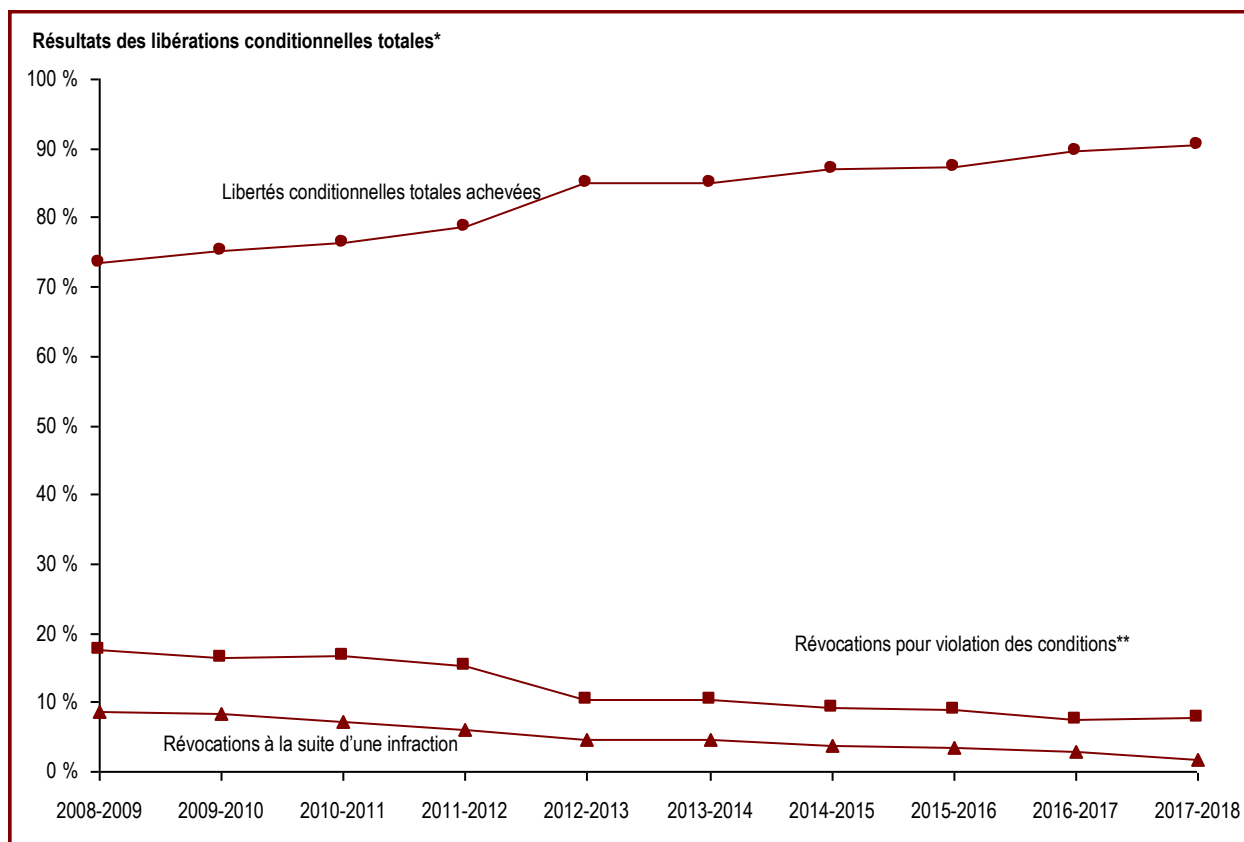
**Nota**

\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

\*\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions prévues à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, les enlèvements, les vols qualifiés et certaines infractions relatives aux armes. On considère qu'une semi-liberté a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Figure D9



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le taux d'achèvement des libérations conditionnelles totales parmi les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral d'une durée déterminée a augmenté de 0,9 % (pour atteindre 90,5 %) comparativement à 2016-2017.
- Au cours des cinq dernières années (de 2013-2014 à 2017-2018), le taux d'achèvement des libérations conditionnelles totales parmi les délinquants sous responsabilité fédérale mis en liberté conditionnelle totale par voie de PEE était en moyenne supérieur de 2,1 % au taux observé parmi les délinquants mis en liberté conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire (89,7 % et 87,8 % respectivement). Toutefois, pendant les trois dernières années, le taux d'achèvement était plus élevé parmi les délinquants ayant bénéficié d'une libération conditionnelle totale par voie de procédure ordinaire.
- Le taux de récidive avec violence pendant une liberté conditionnelle totale chez les délinquants sous responsabilité fédérale a diminué au cours des cinq dernières années, s'établissant en moyenne à 0,5 %.

### Nota

\*Ces résultats ne comprennent pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée, puisque leur mandat n'expire jamais et que leur liberté conditionnelle totale prend fin seulement le jour où ils décèdent.

\*\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une liberté conditionnelle totale a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE A AUGMENTÉ

Tableau D9

| Résultats des libérations conditionnelles totales de délinquants sous responsabilité fédérale* | 2013-2014  |              | 2014-2015  |              | 2015-2016  |              | 2016-2017    |              | 2017-2018    |              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                                                                | Nbre       | %            | Nbre       | %            | Nbre       | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            |
| <b>Achèvement</b>                                                                              |            |              |            |              |            |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                                | 579        | 81,9         | 734        | 86,9         | 757        | 87,5         | 847          | 89,8         | 961          | 90,7         |
| Examen expéditif                                                                               | 246        | 93,2         | 97         | 87,4         | 95         | 86,4         | 89           | 88,1         | 101          | 88,6         |
| <b>Total</b>                                                                                   | <b>825</b> | <b>85,0</b>  | <b>831</b> | <b>86,9</b>  | <b>852</b> | <b>87,4</b>  | <b>936</b>   | <b>89,7</b>  | <b>1 062</b> | <b>90,5</b>  |
| <b>Révocation pour violation des conditions**</b>                                              |            |              |            |              |            |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                                | 90         | 12,7         | 78         | 9,2          | 76         | 8,8          | 67           | 7,1          | 81           | 7,6          |
| Examen expéditif                                                                               | 12         | 4,5          | 12         | 9,9          | 12         | 10,9         | 10           | 9,9          | 10           | 8,8          |
| <b>Total</b>                                                                                   | <b>102</b> | <b>10,5</b>  | <b>89</b>  | <b>9,3</b>   | <b>88</b>  | <b>9,0</b>   | <b>77</b>    | <b>7,4</b>   | <b>91</b>    | <b>7,8</b>   |
| <b>Révocation pour infraction sans violence</b>                                                |            |              |            |              |            |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                                | 30         | 4,2          | 32         | 3,8          | 25         | 2,9          | 25           | 2,7          | 14           | 1,3          |
| Examen expéditif                                                                               | 5          | 1,9          | 3          | 2,7          | 3          | 2,7          | 1            | 1,0          | 3            | 2,6          |
| <b>Total</b>                                                                                   | <b>35</b>  | <b>3,6</b>   | <b>35</b>  | <b>3,7</b>   | <b>28</b>  | <b>2,9</b>   | <b>26</b>    | <b>2,5</b>   | <b>17</b>    | <b>1,4</b>   |
| <b>Révocation pour infraction avec violence***</b>                                             |            |              |            |              |            |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                                | 8          | 1,1          | 1          | 0,1          | 7          | 0,8          | 4            | 0,4          | 3            | 0,3          |
| Examen expéditif                                                                               | 1          | 0,4          | 0          | 0,0          | 0          | 0,0          | 1            | 1,0          | 0            | 0,0          |
| <b>Total</b>                                                                                   | <b>9</b>   | <b>0,9</b>   | <b>1</b>   | <b>0,1</b>   | <b>7</b>   | <b>0,7</b>   | <b>5</b>     | <b>0,5</b>   | <b>3</b>     | <b>0,3</b>   |
| <b>Total</b>                                                                                   |            |              |            |              |            |              |              |              |              |              |
| Proc. ordinaire                                                                                | 707        | 72,8         | 845        | 88,4         | 865        | 88,7         | 943          | 90,3         | 1 059        | 90,3         |
| Examen expéditif                                                                               | 264        | 27,2         | 111        | 11,6         | 110        | 11,3         | 101          | 9,7          | 114          | 9,7          |
| <b>Total</b>                                                                                   | <b>971</b> | <b>100,0</b> | <b>956</b> | <b>100,0</b> | <b>975</b> | <b>100,0</b> | <b>1 044</b> | <b>100,0</b> | <b>1 173</b> | <b>100,0</b> |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

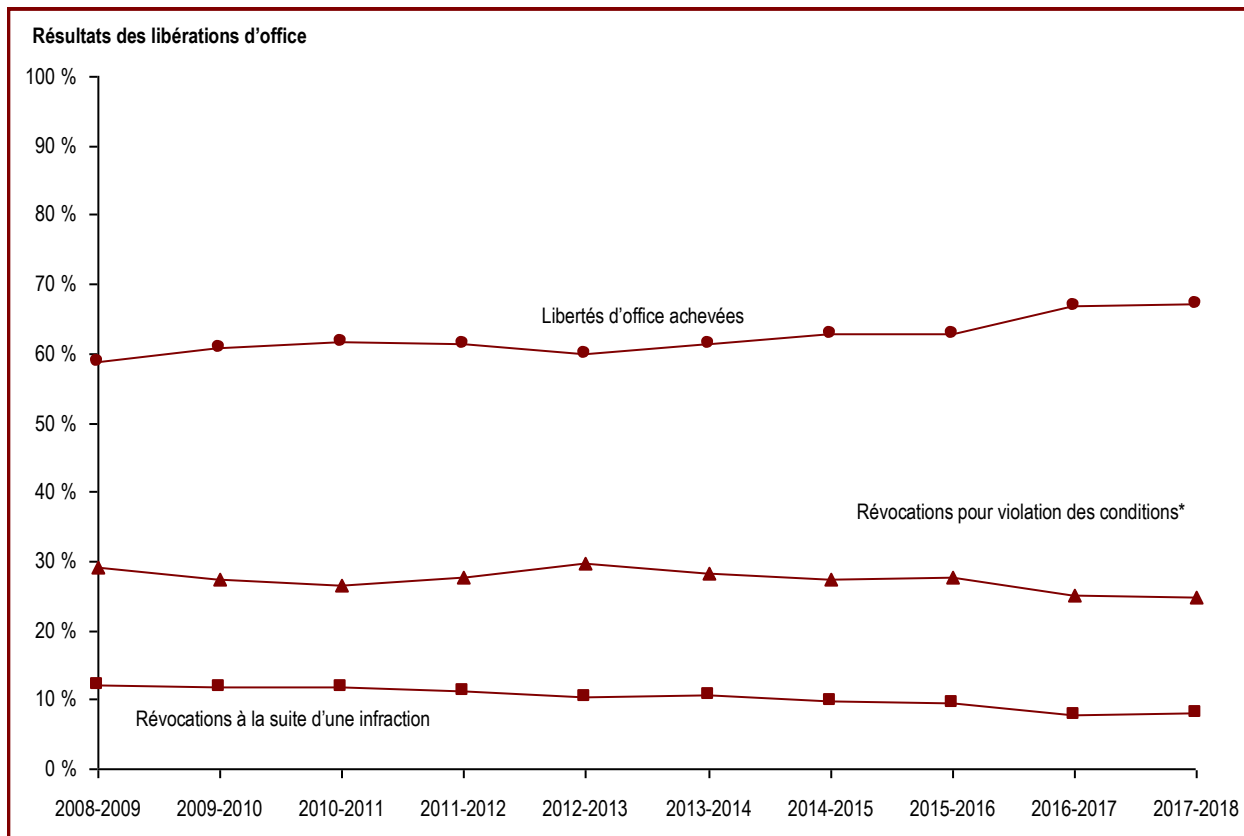
\*Ces résultats ne comprennent pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée, puisque leur mandat n'expire jamais et que leur liberté conditionnelle totale prend fin seulement le jour où ils décèdent.

\*\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

\*\*\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions prévues à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, les enlèvements, les vols qualifiés et certaines infractions relatives aux armes. On considère qu'une liberté conditionnelle totale a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA LIBERTÉ D'OFFICE A AUGMENTÉ

Figure D10



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le taux d'achèvement des libérations d'office était de 67,1 %, ce qui représente une augmentation négligeable de 0,1 % comparativement à 2016-2017.
- Au cours des cinq dernières années, le taux de révocation pour infraction avec violence a été, en moyenne, dix fois plus élevé parmi les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté d'office que parmi ceux en semi-liberté, et trois fois plus élevé que parmi ceux en liberté conditionnelle totale.
- Le taux de révocation pour infraction avec violence parmi les délinquants bénéficiant d'une libération d'office a diminué au cours des cinq dernières années, s'élevant en moyenne à 1,5 %.

### Nota

\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

On considère qu'une liberté d'office a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

Un délinquant qui purge une peine d'une durée déterminée, s'il n'est pas maintenu en incarcération, bénéficiera d'une libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine tant qu'il n'est pas en liberté conditionnelle totale à ce moment. Après la libération d'office, un délinquant fait l'objet d'une surveillance jusqu'à la fin de sa peine.

## LE TAUX D'ACHÈVEMENT DE LA LIBERTÉ D'OFFICE A AUGMENTÉ

Tableau D10

| Résultats des libérations d'office         | 2013-2014    |              | 2014-2015    |              | 2015-2016    |              | 2016-2017    |              | 2017-2018    |              |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                            | Nbre         | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            |
| Achèvement                                 | 3 805        | 61,4         | 3 759        | 62,8         | 3 780        | 62,8         | 3 789        | 67,0         | 3 545        | 67,1         |
| Révocation pour violation des conditions*  | 1 740        | 28,1         | 1 648        | 27,5         | 1 668        | 27,7         | 1 417        | 25,1         | 1 307        | 24,7         |
| Révocation pour infraction sans violence   | 536          | 8,6          | 489          | 8,2          | 481          | 8,0          | 374          | 6,6          | 384          | 7,3          |
| Révocation pour infraction avec violence** | 118          | 1,9          | 89           | 1,5          | 91           | 1,5          | 75           | 1,3          | 50           | 0,9          |
| <b>Total</b>                               | <b>6 199</b> | <b>100,0</b> | <b>5 985</b> | <b>100,0</b> | <b>6 020</b> | <b>100,0</b> | <b>5 655</b> | <b>100,0</b> | <b>5 286</b> | <b>100,0</b> |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

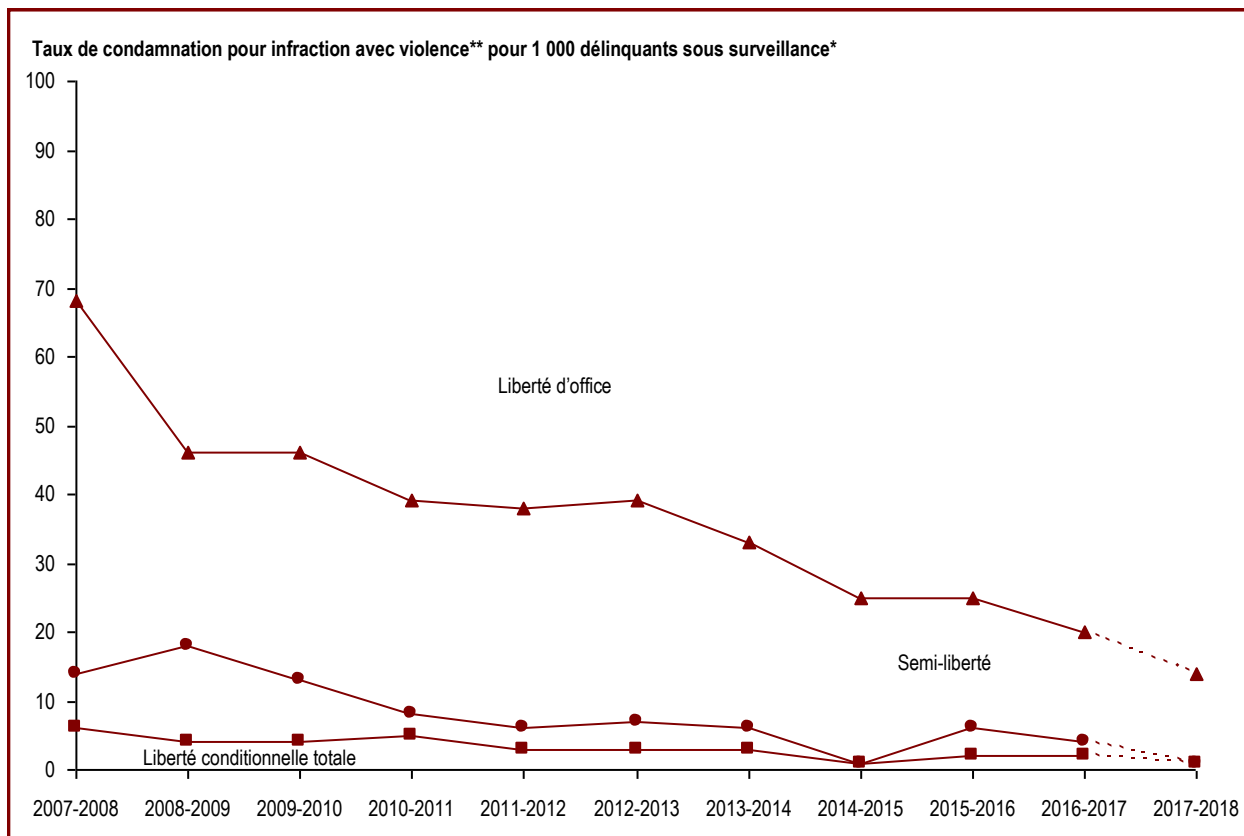
\*Les révocations pour violation des conditions incluent les révocations résultant d'accusations en instance.

\*\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions prévues à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, les enlèvements, les vols qualifiés et certaines infractions relatives aux armes. On considère qu'une liberté d'office a été menée à bien si le délinquant n'a pas été réincarcéré en raison d'un manquement aux conditions ou de la perpétration d'une nouvelle infraction.

Un délinquant qui purge une peine d'une durée déterminée, s'il n'est pas maintenu en incarcération, bénéficiera d'une libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine tant qu'il n'est pas en liberté conditionnelle totale à ce moment. Après la libération d'office, un délinquant fait l'objet d'une surveillance jusqu'à la fin de sa peine.

## AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LE TAUX DE CONDAMNATION POUR INFRACTION AVEC VIOLENCE CHEZ LES DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE A DIMINUÉ

Figure D11



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- Au cours des dix dernières années, le nombre de condamnations pour infraction avec violence a diminué de 65 % parmi les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté sous condition (passant de 255 en 2007-2008 à 90 en 2016-2017). Le nombre annuel moyen de condamnations pour infraction avec violence se chiffrait à 11 parmi les délinquants en semi-liberté et à 13 parmi les délinquants en liberté conditionnelle totale, comparativement à 129 parmi les délinquants en liberté d'office.
- Au cours des dix dernières années (entre 2007-2008 et 2016-2017), les condamnations pour infraction avec violence parmi les délinquants en liberté d'office représentaient 85 % de toutes les condamnations prononcées contre des délinquants sous responsabilité fédérale en liberté sous condition.
- Si l'on compare les taux de condamnation pour infraction avec violence par tranche de 1 000 délinquants sous surveillance entre 2007-2008 et 2016-2017, on constate que les délinquants en liberté d'office étaient onze fois et demie plus susceptibles de commettre une infraction accompagnée de violence durant leur période de surveillance que les délinquants en liberté conditionnelle totale, et quatre fois et demie plus susceptibles de commettre une infraction accompagnée de violence que les délinquants en semi-liberté.

### Nota

\*Les délinquants sous surveillance comprennent les délinquants en liberté conditionnelle, en liberté d'office, en détention temporaire dans un établissement fédéral ou illégalement en liberté.

\*\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions prévues à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, les enlèvements, les vols qualifiés et certaines infractions relatives aux armes. Les données sur la semi-liberté et sur la liberté conditionnelle totale comprennent les délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée et indéterminée. La ligne reliant 2016-2017 à 2017-2018 est en pointillé pour signaler que le chiffre indiqué est en deçà du nombre réel de condamnations parce que, en raison de la longueur du processus judiciaire, il se peut que des verdicts n'aient pas encore été rendus à la fin de l'exercice.

## AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LE TAUX DE CONDAMNATION POUR INFRACTION AVEC VIOLENCE CHEZ LES DÉLINQUANTS SOUS SURVEILLANCE A DIMINUÉ

Tableau D11

| Exercice    | Nombre de condamnations pour infraction avec violence*** |                      |                  |       | Taux pour 1 000 délinquants sous surveillance* |                      |                  |
|-------------|----------------------------------------------------------|----------------------|------------------|-------|------------------------------------------------|----------------------|------------------|
|             | Semi-liberté                                             | Liberté cond. totale | Liberté d'office | Total | Semi-liberté                                   | Liberté cond. totale | Liberté d'office |
| 2007-2008   | 18                                                       | 23                   | 214              | 255   | 14                                             | 6                    | 68               |
| 2008-2009   | 22                                                       | 17                   | 153              | 192   | 18                                             | 4                    | 46               |
| 2009-2010   | 17                                                       | 16                   | 149              | 182   | 13                                             | 4                    | 46               |
| 2010-2011   | 10                                                       | 19                   | 128              | 157   | 8                                              | 5                    | 39               |
| 2011-2012   | 8                                                        | 10                   | 135              | 153   | 6                                              | 3                    | 38               |
| 2012-2013   | 9                                                        | 11                   | 136              | 156   | 7                                              | 3                    | 39               |
| 2013-2014   | 7                                                        | 10                   | 118              | 135   | 6                                              | 3                    | 33               |
| 2014-2015   | 1                                                        | 4                    | 89               | 94    | 1                                              | 1                    | 25               |
| 2015-2016   | 8                                                        | 9                    | 91               | 108   | 6                                              | 2                    | 25               |
| 2016-2017   | 7                                                        | 8                    | 75               | 90    | 4                                              | 2                    | 20               |
| 2017-2018** | 2                                                        | 3                    | 50               | 55    | 1                                              | 1                    | 14               |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

\*Les délinquants sous surveillance comprennent les délinquants en liberté conditionnelle, en liberté d'office, en détention temporaire dans un établissement fédéral ou illégalement en liberté.

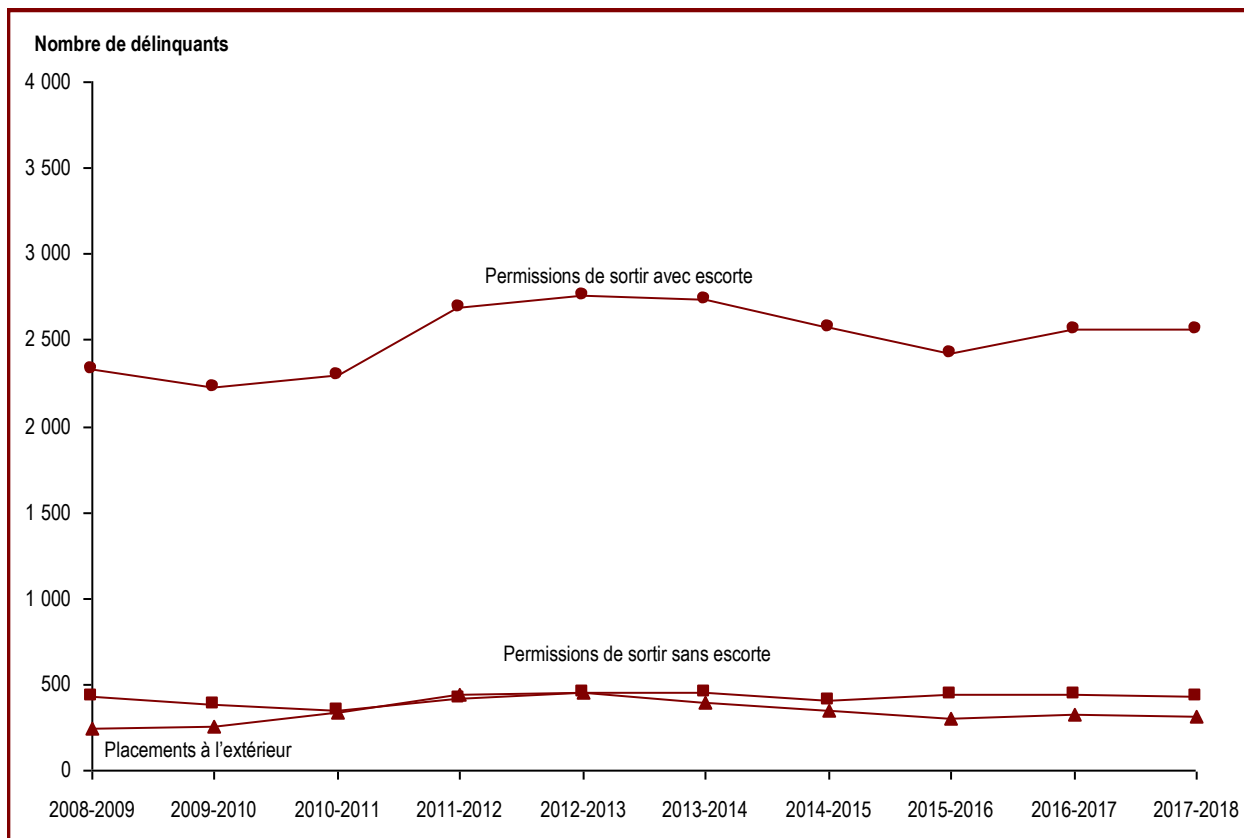
\*\*Les chiffres indiqués sont en deçà des nombres réels de condamnations parce que, en raison de la longueur du processus judiciaire, il se peut que des verdicts n'aient pas encore été rendus à la fin de l'exercice.

Les données sur la semi-liberté et sur la liberté conditionnelle totale comprennent les délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée et indéterminée.

\*\*\*Les infractions avec violence comprennent le meurtre et les infractions prévues à l'annexe I de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, comme les voies de fait, les infractions sexuelles, l'incendie criminel, les enlèvements, les vols qualifiés et certaines infractions relatives aux armes.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS OBTENANT DES PERMISSIONS DE SORTIR

Figure D12



Source : Service correctionnel du Canada.

- Le nombre de délinquants ayant reçu des permissions de sortir avec escorte a légèrement augmenté, passant de 2 546 en 2016-2017 à 2 567 en 2017-2018. Le nombre de délinquants ayant obtenu des permissions de sortir sans escorte a légèrement diminué, passant de 443 en 2016-2017 à 428 en 2017-2018.
- Le nombre de délinquants qui ont obtenu un placement à l'extérieur a diminué de 3,7 %, passant de 324 en 2016-2017 à 312 en 2017-2018.
- Au cours des dix dernières années, le taux d'achèvement moyen était de 99,5 % pour les permissions de sortir avec escorte, de 98,8 % pour les permissions de sortir sans escorte, et de 94,6 % pour les placements à l'extérieur.

### Nota

La permission de sortir est la permission donnée à un détenu admissible de s'absenter de son lieu habituel d'incarcération pour des raisons médicales ou administratives, pour rendre service à la collectivité, avoir des rapports familiaux ou prendre part à des activités de perfectionnement personnel lié à la réadaptation, ou encore pour des raisons de compassion, notamment pour s'acquitter de responsabilités parentales.

Un placement à l'extérieur est un programme structuré de libération pour une période déterminée permettant aux détenus d'être employés en dehors du pénitencier à des travaux ou à des services à la collectivité, sous la surveillance d'une personne — agent ou autre — ou d'un organisme habilité à cet effet.

Les données montrent le nombre de délinquants qui ont bénéficié d'au moins une permission de sortir (sauf celles pour des raisons médicales) ou d'au moins un placement à l'extérieur. Un délinquant peut se voir autoriser plusieurs sorties ou placements à l'extérieur durant une période donnée.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS OBTENANT DES PERMISSIONS DE SORTIR

Tableau D12

| Exercice  | Permissions de sortir |                |                     |                | Placements à l'extérieur |                |
|-----------|-----------------------|----------------|---------------------|----------------|--------------------------|----------------|
|           | Avec escorte          |                | Sans escorte        |                |                          |                |
|           | Nbre de délinquants   | Nbre de permis | Nbre de délinquants | Nbre de permis | Nbre de délinquants      | Nbre de permis |
| 2008-2009 | 2 336                 | 36 137         | 432                 | 3 659          | 243                      | 663            |
| 2009-2010 | 2 222                 | 35 816         | 388                 | 3 295          | 254                      | 1 063          |
| 2010-2011 | 2 301                 | 40 074         | 353                 | 3 117          | 339                      | 1 343          |
| 2011-2012 | 2 685                 | 44 399         | 418                 | 3 891          | 435                      | 875            |
| 2012-2013 | 2 753                 | 47 815         | 448                 | 3 709          | 455                      | 815            |
| 2013-2014 | 2 740                 | 49 502         | 447                 | 4 004          | 400                      | 643            |
| 2014-2015 | 2 574                 | 49 633         | 411                 | 3 563          | 346                      | 490            |
| 2015-2016 | 2 428                 | 47 084         | 445                 | 4 078          | 304                      | 418            |
| 2016-2017 | 2 546                 | 48 590         | 443                 | 3 798          | 324                      | 482            |
| 2017-2018 | 2 567                 | 50 711         | 428                 | 3 190          | 312                      | 445            |

Source : Service correctionnel du Canada.

### Nota

La permission de sortir est la permission donnée à un détenu admissible de s'absenter de son lieu habituel d'incarcération pour des raisons médicales ou administratives, pour rendre service à la collectivité, avoir des rapports familiaux ou prendre part à des activités de perfectionnement personnel lié à la réadaptation, ou encore pour des raisons de compassion, notamment pour s'acquitter de responsabilités parentales.

Un placement à l'extérieur est un programme structuré de libération pour une période déterminée permettant aux détenus d'être employés en dehors du pénitencier à des travaux ou à des services à la collectivité, sous la surveillance d'une personne — agent ou autre — ou d'un organisme habilité à cet effet.

Les données montrent le nombre de délinquants qui ont bénéficié d'au moins une permission de sortir (sauf celles pour des raisons médicales) ou d'au moins un placement à l'extérieur. Un délinquant peut se voir autoriser plusieurs sorties ou placements à l'extérieur durant une période donnée.

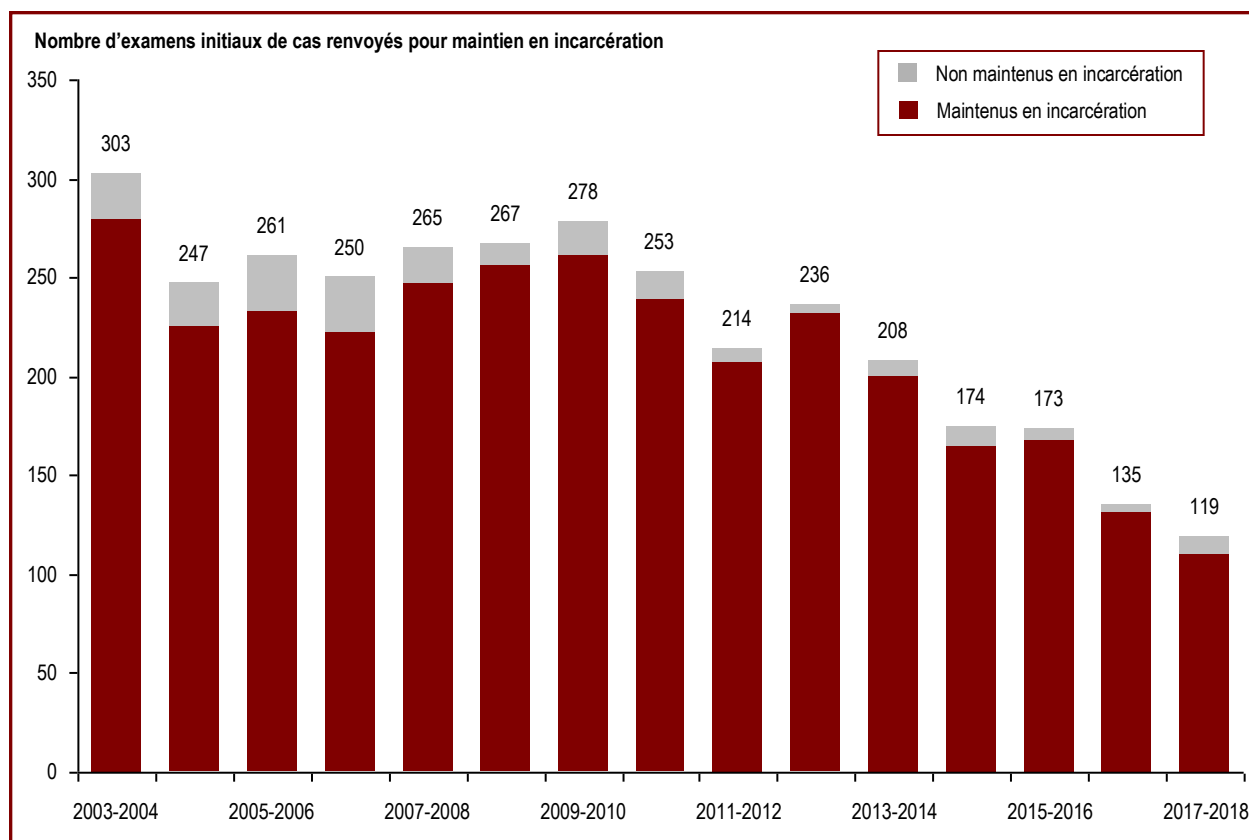
## SECTION E

STATISTIQUES SUR L'APPLICATION  
DE DISPOSITIONS SPÉCIALES  
EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE



## LE NOMBRE D'EXAMENS INITIAUX DE CAS RENVOYÉS POUR MAINTIEN EN INCARCÉRATION A DIMINUÉ

Figure E1



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le nombre de cas renvoyés pour maintien en incarcération est passé de 135 à 119, soit une baisse de 12 % depuis 2016-2017.
- Le nombre et la proportion de délinquants maintenus en incarcération au terme d'un examen faisant suite à un renvoi sont passés à 110 et 92,4 % respectivement, ce qui représente une diminution de 16 % par rapport à l'exercice précédent. Neuf délinquants ont été mis en liberté d'office à l'issue d'un examen de maintien en incarcération en 2017-2018.
- Pour les cinq dernières années, le taux de maintien en incarcération parmi les délinquants autochtones s'établissait en moyenne à 94,6 %, comparativement à 96,1 % parmi les délinquants non autochtones. Dix-neuf délinquants autochtones et 18 délinquants non autochtones ont été mis en liberté d'office au cours des cinq dernières années.
- En 2017-2018, les Autochtones représentaient 27,7 % des délinquants incarcérés dans un établissement fédéral purgeant une peine d'une durée déterminée, 47,9 % des délinquants ayant fait l'objet d'un renvoi pour maintien en incarcération et 42,9 % des délinquants maintenus en incarcération.

### Nota

Suivant la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, un détenu ayant droit à la libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine peut être maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration de celle-ci s'il est établi qu'il risque de commettre, avant la fin de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave, une infraction grave relative aux drogues ou une infraction sexuelle contre un enfant.

## LE NOMBRE D'EXAMENS INITIAUX DE CAS RENVOYÉS POUR MAINTIEN EN INCARCÉRATION A DIMINUÉ

Tableau E1

| Résultats des examens initiaux de cas renvoyés pour maintien en incarcération |                           |              |              |             |                     |            |            |            |              |              |              |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|--------------|-------------|---------------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|--------------|
| Exercice                                                                      | Maintien en incarcération |              |              |             | Libération d'office |            |            |            | Total        |              | Total        |
|                                                                               | Aut.                      | Non-Aut.     | Total        | %           | Aut.                | Non-Aut.   | Total      | %          | Aut.         | Non-Aut.     |              |
| 2003-2004                                                                     | 76                        | 203          | 279          | 92,1        | 8                   | 16         | 24         | 7,9        | 84           | 219          | 303          |
| 2004-2005                                                                     | 71                        | 154          | 225          | 91,1        | 6                   | 16         | 22         | 8,9        | 77           | 170          | 247          |
| 2005-2006                                                                     | 75                        | 158          | 233          | 89,3        | 11                  | 17         | 28         | 10,7       | 86           | 175          | 261          |
| 2006-2007                                                                     | 65                        | 157          | 222          | 88,8        | 4                   | 24         | 28         | 11,2       | 69           | 181          | 250          |
| 2007-2008                                                                     | 91                        | 156          | 247          | 93,2        | 7                   | 11         | 18         | 6,8        | 98           | 167          | 265          |
| 2008-2009                                                                     | 107                       | 149          | 256          | 95,9        | 5                   | 6          | 11         | 4,1        | 112          | 155          | 267          |
| 2009-2010                                                                     | 99                        | 162          | 261          | 93,9        | 2                   | 15         | 17         | 6,1        | 101          | 177          | 278          |
| 2010-2011                                                                     | 113                       | 126          | 239          | 94,5        | 5                   | 9          | 14         | 5,5        | 118          | 135          | 253          |
| 2011-2012                                                                     | 88                        | 119          | 207          | 96,7        | 3                   | 4          | 7          | 3,3        | 91           | 123          | 214          |
| 2012-2013                                                                     | 92                        | 140          | 232          | 98,3        | 4                   | 0          | 4          | 1,7        | 96           | 140          | 236          |
| 2013-2014                                                                     | 85                        | 115          | 200          | 96,2        | 4                   | 4          | 8          | 3,8        | 89           | 119          | 208          |
| 2014-2015                                                                     | 67                        | 97           | 164          | 94,3        | 5                   | 5          | 10         | 5,7        | 72           | 102          | 174          |
| 2015-2016                                                                     | 73                        | 94           | 167          | 96,5        | 2                   | 4          | 6          | 3,5        | 75           | 98           | 173          |
| 2016-2017                                                                     | 56                        | 75           | 131          | 97,0        | 2                   | 2          | 4          | 3,0        | 58           | 77           | 135          |
| 2017-2018                                                                     | 51                        | 59           | 110          | 92,4        | 6                   | 3          | 9          | 7,6        | 57           | 62           | 119          |
| <b>Total</b>                                                                  | <b>1 209</b>              | <b>1 964</b> | <b>3 173</b> | <b>93,8</b> | <b>74</b>           | <b>136</b> | <b>210</b> | <b>6,2</b> | <b>1 283</b> | <b>2 100</b> | <b>3 383</b> |

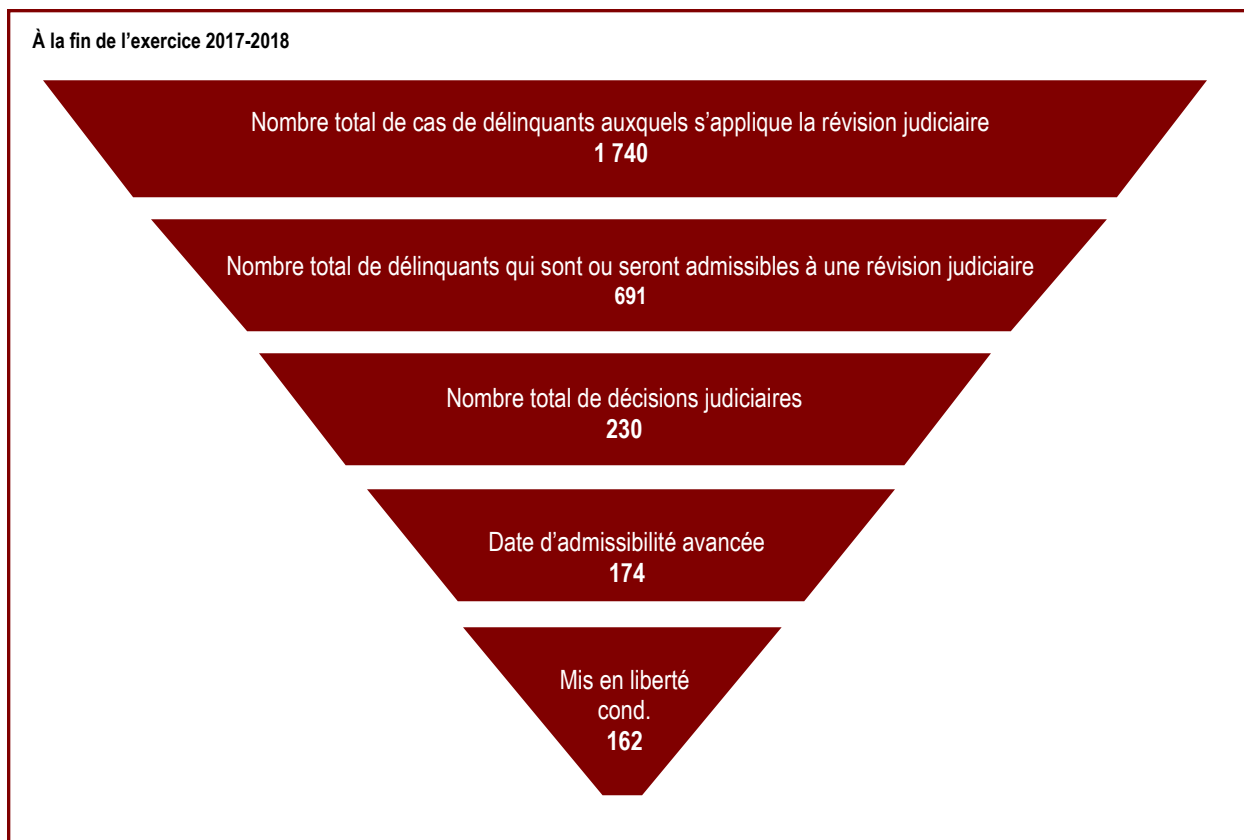
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

Suivant la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, un détenu ayant droit à la libération d'office après avoir purgé les deux tiers de sa peine peut être maintenu en incarcération jusqu'à l'expiration de celle-ci s'il est établi qu'il risque de commettre, avant la fin de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave, une infraction grave relative aux drogues ou une infraction sexuelle contre un enfant.

## À L'ISSUE DE 76 % DES AUDIENCES DE RÉVISION JUDICIAIRE, LA DATE D'ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EST AVANCÉE

Figure E2



Source : Service correctionnel du Canada.

- Depuis la première audience de révision judiciaire en 1987, 230 décisions ont été rendues par les tribunaux.
- Dans 75,7 % des cas, la décision a été de réduire la période que le délinquant doit passer en détention avant d'être admissible à la libération conditionnelle.
- Des 691 délinquants admissibles à une révision judiciaire, 275 avaient déjà purgé au moins 15 ans de leur peine alors que 416 n'en avaient pas purgé autant.
- Des 174 délinquants dont la date d'admissibilité à la libération conditionnelle a été avancée, 171 avaient atteint leur nouvelle date d'admissibilité à la semi-liberté. Parmi ces délinquants, 162 étaient en liberté conditionnelle et 113 étaient sous surveillance active dans la collectivité\*.
- Les délinquants condamnés pour meurtre au deuxième degré (83,3 %) ont obtenu une réduction de la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle dans une proportion plus élevée que les auteurs de meurtres au premier degré (74,8 %).

### Nota

\*Des 49 délinquants qui ne sont plus sous surveillance active, sept étaient incarcérés, 34 étaient décédés, six ont été expulsés et deux étaient en détention temporaire.

La révision judiciaire est le processus par lequel un délinquant peut demander à la cour une réduction de la peine qu'il doit purger en établissement avant d'être admissible à la libération conditionnelle. Les procédures de révision judiciaire s'appliquent aux délinquants qui ont commis les infractions avant le 2 décembre 2011 et qui ont été condamnés à l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant 15 ans ou plus. Elles ne s'appliquent pas aux délinquants déclarés coupables de plus d'un meurtre. Les délinquants admissibles peuvent faire une demande de réduction de la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle lorsqu'ils ont purgé au moins 15 ans de leur peine.

La révision judiciaire a lieu dans la province où le délinquant a été condamné.

**À L'ISSUE DE 76 % DES AUDIENCES DE RÉVISION JUDICIAIRE,  
LA DATE D'ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE EST AVANCÉE**

Tableau E2

| Province ou territoire où a eu lieu la révision judiciaire | Réduction par le tribunal de la période d'inadmissibilité |                                 | Réduction refusée par le tribunal |                                 | Total                            |                                 |
|------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
|                                                            | Meurtre au 1 <sup>er</sup> degré                          | Meurtre au 2 <sup>e</sup> degré | Meurtre au 1 <sup>er</sup> degré  | Meurtre au 2 <sup>e</sup> degré | Meurtre au 1 <sup>er</sup> degré | Meurtre au 2 <sup>e</sup> degré |
| Territoires du Nord-Ouest                                  | 0                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 0                                | 0                               |
| Nunavut                                                    | 0                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 0                                | 0                               |
| Yukon                                                      | 0                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 0                                | 0                               |
| Terre-Neuve-et-Labrador                                    | 0                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 0                                | 0                               |
| Île-du-Prince-Édouard                                      | 0                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 0                                | 0                               |
| Nouvelle-Écosse                                            | 1                                                         | 1                               | 1                                 | 0                               | 2                                | 1                               |
| Nouveau-Brunswick                                          | 1                                                         | 0                               | 0                                 | 0                               | 1                                | 0                               |
| Québec                                                     | 73                                                        | 15                              | 6                                 | 2                               | 79                               | 17                              |
| Ontario                                                    | 23                                                        | 0                               | 28                                | 1                               | 51                               | 1                               |
| Manitoba                                                   | 8                                                         | 3                               | 1                                 | 0                               | 9                                | 3                               |
| Saskatchewan                                               | 7                                                         | 0                               | 3                                 | 0                               | 10                               | 0                               |
| Alberta                                                    | 19                                                        | 0                               | 7                                 | 1                               | 26                               | 1                               |
| Colombie-Britannique                                       | 22                                                        | 1                               | 6                                 | 0                               | 28                               | 1                               |
| <b>Total partiel</b>                                       | <b>154</b>                                                | <b>20</b>                       | <b>52</b>                         | <b>4</b>                        | <b>206</b>                       | <b>24</b>                       |
| <b>Total</b>                                               | <b>174</b>                                                |                                 | <b>56</b>                         |                                 | <b>230</b>                       |                                 |

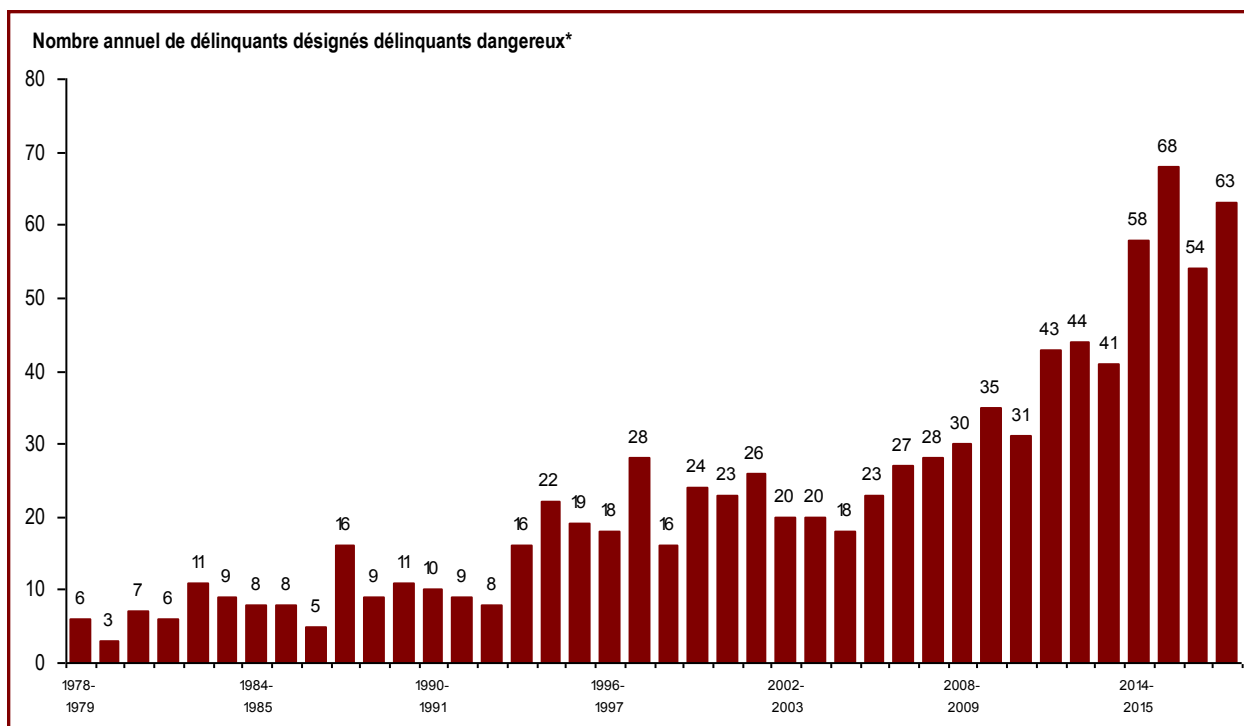
Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

Ces chiffres représentent les nombres totaux de décisions à la fin de l'exercice 2017-2018.  
La révision judiciaire a lieu dans la province où le délinquant a été condamné.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉSIGNÉS DÉLINQUANTS DANGEREUX

Figure E3



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2017-2018, 921 délinquants avaient été désignés délinquants dangereux (DD) depuis 1978. De ce nombre, 67,9 % ont actuellement à leur dossier au moins une condamnation pour infraction sexuelle.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 792 DD étaient sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada, dont 81,3 % purgeaient des peines d'une durée indéterminée.
- De ces 792 DD, 712 étaient incarcérés (soit 5,1 % de la population carcérale) et 80 faisaient l'objet d'une surveillance dans la collectivité.
- Il y avait 8 délinquantes désignées délinquantes dangereuses.
- Les délinquants autochtones représentaient 35,5 % des DD et 24,0 % de la population carcérale totale.

### Nota

\*Le nombre annuel de délinquants désignés délinquants dangereux ne comprend pas les décisions qui ont été infirmées.

Les délinquants désignés délinquants dangereux qui sont décédés ne sont plus inclus dans le compte des délinquants actifs, mais ils sont encore représentés dans le graphique ci-dessus, qui montre le nombre total de délinquants « désignés » délinquants dangereux. Les dispositions relatives aux délinquants dangereux sont entrées en vigueur au Canada le 15 octobre 1977, en remplacement des dispositions concernant les repris de justice et les délinquants sexuels dangereux. Un délinquant dangereux est une personne à qui on impose une peine d'une durée indéterminée ou \*déterminée parce qu'elle a commis un crime particulièrement violent ou qu'elle commet à répétition des actes violents et graves, si l'on juge qu'il y a peu de chance pour qu'à l'avenir ce comportement soit inhibé par les normes ordinaires de restriction du comportement (voir l'article 753 du *Code criminel*).

Outre les DD, il y avait encore 15 délinquants sexuels dangereux et trois repris de justice sous la responsabilité du SCC à la fin de l'exercice 2017-2018.

\*Les peines d'une durée déterminée infligées aux délinquants dangereux doivent prendre la forme d'une peine minimale d'emprisonnement de deux ans, et être assorties d'une ordonnance voulant que le délinquant soit soumis à une période de surveillance à long terme pour une période maximale de dix ans.

## LE NOMBRE DE DÉLINQUANTS DÉSIGNÉS DÉLINQUANTS DANGEREUX

Tableau E3

| Province ou territoire où a eu lieu la désignation | Toutes les désignations (depuis 1978) | Délinquants dangereux actifs   |                              |            |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|------------|
|                                                    |                                       | Peine d'une durée indéterminée | Peine d'une durée déterminée | Total      |
| Terre-Neuve-et-Labrador                            | 13                                    | 8                              | 1                            | 9          |
| Nouvelle-Écosse                                    | 25                                    | 19                             | 2                            | 21         |
| Île-du-Prince-Édouard                              | 0                                     | 0                              | 0                            | 0          |
| Nouveau-Brunswick                                  | 8                                     | 4                              | 0                            | 4          |
| Québec                                             | 116                                   | 91                             | 16                           | 107        |
| Ontario                                            | 391                                   | 263                            | 72                           | 335        |
| Manitoba                                           | 29                                    | 26                             | 2                            | 28         |
| Saskatchewan                                       | 98                                    | 56                             | 33                           | 89         |
| Alberta                                            | 65                                    | 52                             | 3                            | 55         |
| Colombie-Britannique                               | 156                                   | 111                            | 13                           | 124        |
| Yukon                                              | 7                                     | 2                              | 5                            | 7          |
| Territoires du Nord-Ouest                          | 11                                    | 11                             | 0                            | 11         |
| Nunavut                                            | 2                                     | 1                              | 1                            | 2          |
| <b>Total</b>                                       | <b>921</b>                            | <b>644</b>                     | <b>148</b>                   | <b>792</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

### Nota

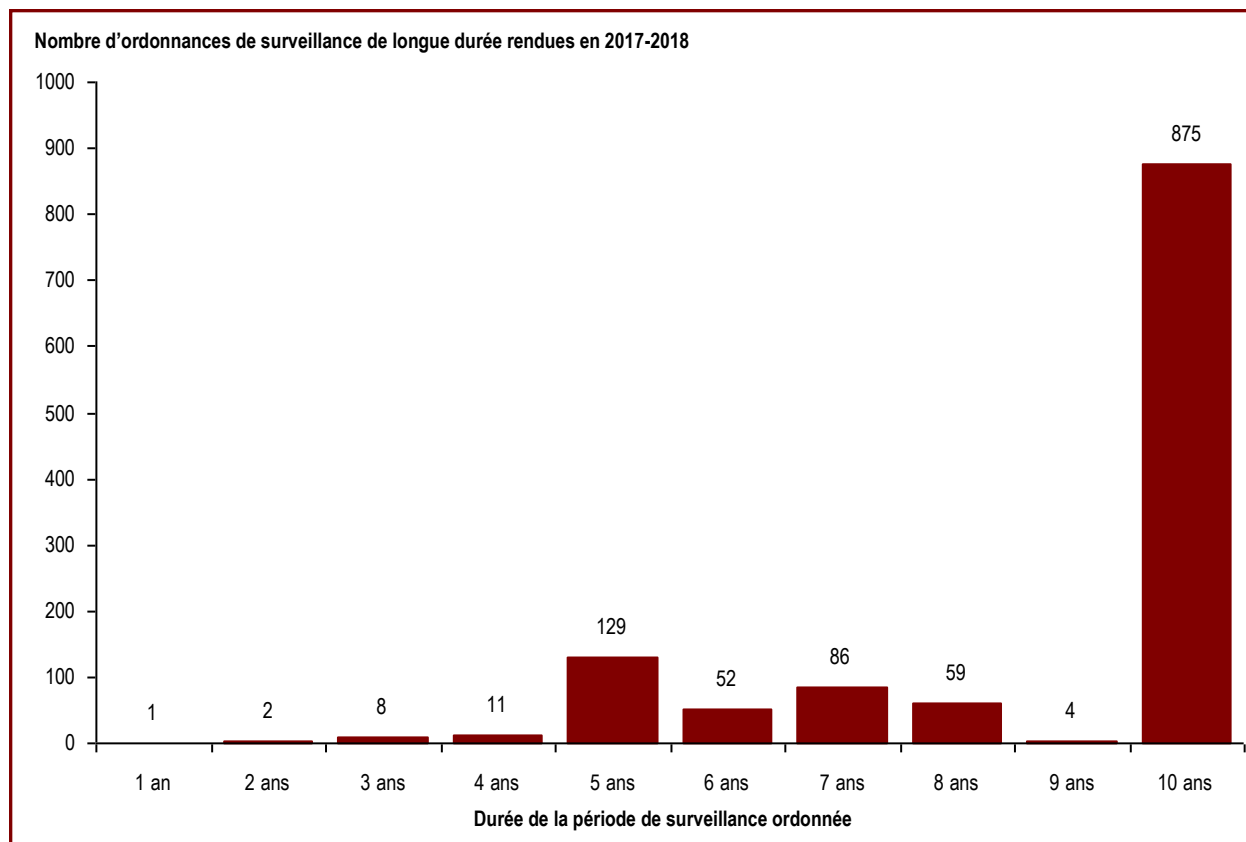
Les chiffres ont été relevés à la fin de l'exercice 2017-2018.

Le nombre annuel de délinquants désignés délinquants dangereux ne comprend pas les décisions qui ont été infirmées.

Les délinquants désignés délinquants dangereux qui sont décédés ne sont plus inclus dans le compte des délinquants purgeant encore une peine, mais ils sont néanmoins compris dans le nombre total de délinquants « désignés » délinquants dangereux.

## LA PLUPART DES ORDONNANCES DE SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE SONT POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS

Figure E4



Source : Service correctionnel du Canada.

- À la fin de l'exercice 2017-2018, les tribunaux avaient rendu 1 227 ordonnances de surveillance de longue durée, dont 71,3 % imposaient une période de dix ans.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 880 délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée étaient sous la responsabilité du Service correctionnel du Canada et, de ce nombre, 565 (64,2 %) purgeaient une peine pour des infractions dont au moins une était de nature sexuelle.
- Dix-sept délinquantes étaient visées par une ordonnance de surveillance de longue durée.
- À la fin de l'exercice 2017-2018, 450 délinquants étaient sous surveillance dans la collectivité aux termes d'une ordonnance de surveillance de longue durée. De ces délinquants, 396 étaient sous surveillance dans la collectivité, sept étaient en détention temporaire, 42 étaient en détention provisoire, quatre étaient illégalement en liberté pendant moins de 90 jours et un était sous surveillance et détenu par les autorités de l'immigration de l'Agence des services frontaliers du Canada.

### Nota

Les dispositions ayant trait aux ordonnances de surveillance de longue durée sont entrées en vigueur au Canada le 1<sup>er</sup> août 1997. Elles autorisent le tribunal à imposer une peine de deux ans ou plus pour l'infraction sous-jacente, et à ordonner que le délinquant soit surveillé dans la collectivité pendant une période additionnelle pouvant aller jusqu'à dix ans.

Au total, 75 délinquants visés par ces dispositions sont décédés et 210 ont mené à bien leur période de surveillance de longue durée.

La détention provisoire est la détention temporaire d'une personne qui est dans l'attente de subir son procès ou de recevoir sa peine, ou avant le début d'une décision privative de liberté.

## LA PLUPART DES ORDONNANCES DE SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE SONT POUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS

Tableau E4

| Province ou territoire<br>où a été rendue<br>l'ordonnance | Durée de la période de surveillance ordonnée<br>(années) |          |          |           |            |           |           |           |          |            |              | Situation actuelle 2017-2018 |                            |                                |                       |            |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|----------|------------|--------------|------------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------|------------|
|                                                           | 1                                                        | 2        | 3        | 4         | 5          | 6         | 7         | 8         | 9        | 10         | Total        | En<br>détention              | Sous*<br>surveil-<br>lance | Période<br>visée par<br>l'OSLD | OSLD**<br>interrompue | Total      |
| Terre-Neuve-et-<br>Labrador                               | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 0          | 0         | 0         | 1         | 0        | 10         | 11           | 3                            | 0                          | 6                              | 0                     | 9          |
| Nouvelle-Écosse                                           | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 5          | 0         | 1         | 2         | 0        | 13         | 21           | 3                            | 1                          | 10                             | 0                     | 14         |
| Île-du-Prince-Édouard                                     | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 1          | 0         | 0         | 0         | 0        | 1          | 2            | 0                            | 0                          | 0                              | 0                     | 0          |
| Nouveau-Brunswick                                         | 0                                                        | 0        | 1        | 0         | 2          | 0         | 0         | 1         | 0        | 8          | 12           | 2                            | 1                          | 2                              | 2                     | 7          |
| Québec                                                    | 1                                                        | 1        | 7        | 2         | 63         | 18        | 40        | 12        | 2        | 258        | 404          | 108                          | 19                         | 143                            | 22                    | 292        |
| Ontario                                                   | 0                                                        | 0        | 0        | 6         | 20         | 15        | 21        | 23        | 0        | 275        | 360          | 73                           | 14                         | 152                            | 27                    | 266        |
| Manitoba                                                  | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 1          | 2         | 3         | 1         | 0        | 37         | 44           | 6                            | 0                          | 12                             | 7                     | 25         |
| Saskatchewan                                              | 0                                                        | 1        | 0        | 1         | 11         | 9         | 13        | 11        | 2        | 70         | 118          | 48                           | 3                          | 30                             | 14                    | 95         |
| Alberta                                                   | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 8          | 1         | 0         | 1         | 0        | 67         | 77           | 13                           | 3                          | 27                             | 6                     | 49         |
| Colombie-Britannique                                      | 0                                                        | 0        | 0        | 2         | 14         | 5         | 5         | 6         | 0        | 116        | 148          | 35                           | 4                          | 56                             | 6                     | 101        |
| Yukon                                                     | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 1          | 0         | 3         | 0         | 0        | 15         | 19           | 8                            | 0                          | 7                              | 0                     | 15         |
| Territoires du Nord-<br>Ouest                             | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 1          | 1         | 0         | 0         | 0        | 2          | 4            | 1                            | 0                          | 1                              | 0                     | 2          |
| Nunavut                                                   | 0                                                        | 0        | 0        | 0         | 2          | 1         | 0         | 1         | 0        | 3          | 7            | 0                            | 0                          | 4                              | 1                     | 5          |
| <b>Total</b>                                              | <b>1</b>                                                 | <b>2</b> | <b>8</b> | <b>11</b> | <b>129</b> | <b>52</b> | <b>86</b> | <b>59</b> | <b>4</b> | <b>875</b> | <b>1 227</b> | <b>300</b>                   | <b>45</b>                  | <b>450</b>                     | <b>85</b>             | <b>880</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

\*Cette catégorie comprend les délinquants qui sont actuellement sous surveillance après avoir été mis en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou en liberté d'office.

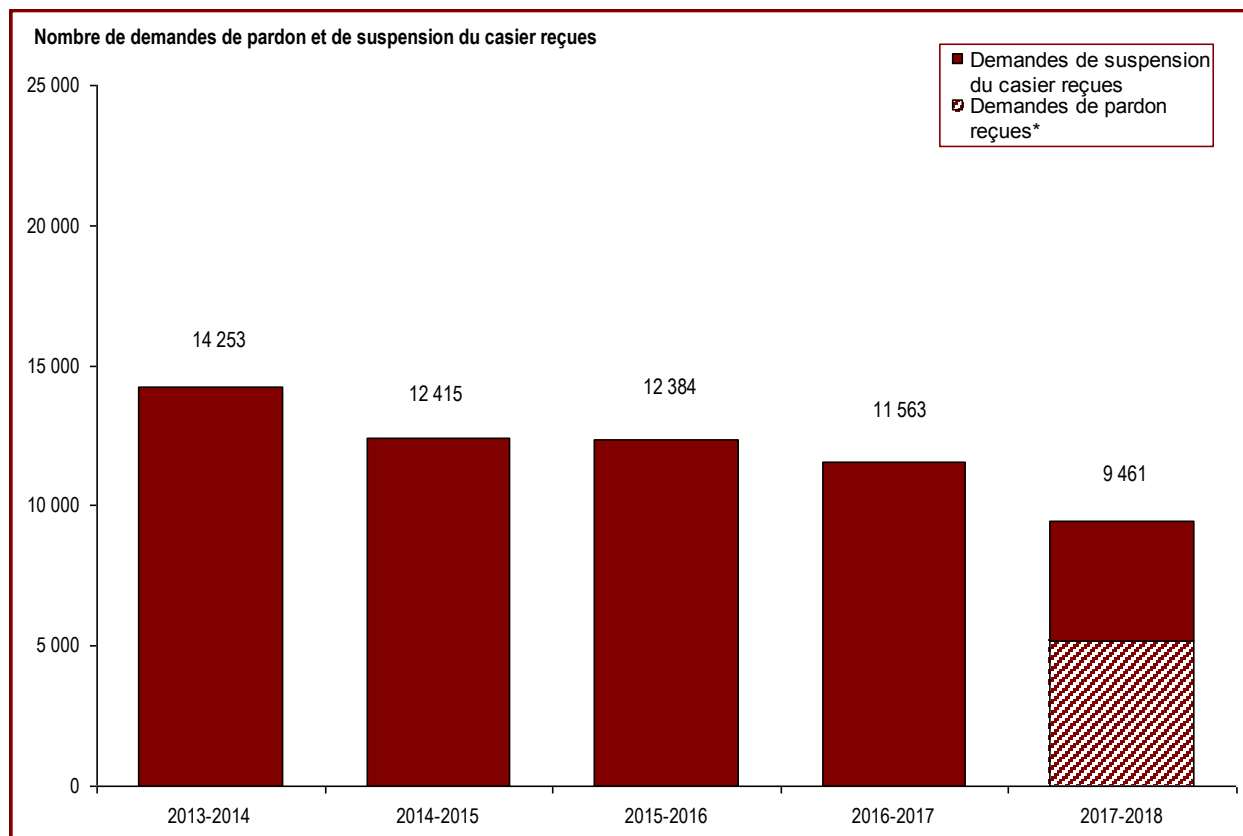
\*\*Cette catégorie comprend les délinquants déclarés coupables d'une nouvelle infraction qu'ils ont commise pendant qu'ils étaient sous surveillance en vertu d'une OSLD. Dans de tels cas, l'exécution de l'OSLD est interrompue le temps que le délinquant purge la nouvelle peine jusqu'à la date d'expiration du mandat. Elle reprend ensuite là où elle avait cessé. Sur les 85 délinquants, 69 étaient incarcérés, 15 étaient sous surveillance dans la collectivité en liberté d'office et un était en détention provisoire.

Les dispositions ayant trait aux ordonnances de surveillance de longue durée sont entrées en vigueur au Canada le 1<sup>er</sup> août 1997. Elles autorisent le tribunal à imposer une peine de deux ans ou plus pour l'infraction sous-jacente, et à ordonner que le délinquant soit surveillé dans la collectivité pendant une période additionnelle pouvant aller jusqu'à dix ans.

La détention provisoire est la détention temporaire d'une personne qui est dans l'attente de subir son procès ou de recevoir sa peine, ou avant le début d'une décision privative de liberté.

## LE NOMBRE DE DEMANDES DE SUSPENSION DU CASIER REÇUES A DIMINUÉ

Figure E5



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, la Commission a reçu 9 461 demandes de suspension du casier, et elle en a accepté 6 529 pour traitement en tant que suspensions du casier et 638 pour traitement en tant que pardons (cas de l'Ontario et de la Colombie-Britannique). La Commission a aussi reçu 5 200 demandes de pardon et en a accepté 4 429 pour traitement. Le taux d'acceptation était de 79,1 %.
- En 2017-2018, la Commission a rendu 2 089 décisions relatives au pardon, octroyant le pardon dans 93,6 % des cas et refusant le pardon dans 6,4 % des cas.
- En 2017-2018, la Commission a rendu 7 180 décisions relatives à la suspension du casier; 98 % des suspensions ont été ordonnées et 2 % ont été refusées.
- Depuis 1970, lorsque le processus de pardon/suspension du casier a débuté, 525 187 pardons/suspensions du casier ont été octroyés/délivrés et ordonnés.

### Nota

\*Désigne les demandes de pardon traitées pour les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique après que la Cour suprême a rendu des décisions annulant les modifications à la *Loi sur le casier judiciaire* dans ces provinces.

Le 13 mars 2012, le projet de loi C-10 a modifié la *Loi sur le casier judiciaire* (LCJ) en remplaçant le terme « pardon » par « suspension du casier ». Le programme Clémence et suspension du casier consiste à examiner des demandes de suspension du casier, à ordonner des suspensions du casier et à faire des recommandations concernant la clémence. Les modifications apportées à la LCJ ont eu pour effet d'augmenter à cinq ans la période d'inadmissibilité à la suspension du casier dans le cas des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, et à dix ans dans le cas d'infractions punissables par voie de mise en accusation. En outre, les personnes condamnées pour une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne mineure (à part certaines exceptions) sont devenues inadmissibles à une suspension du casier; il en est de même pour les personnes condamnées pour plus de trois infractions ayant fait l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation et ayant entraîné chacune une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus.

## LE NOMBRE DE DEMANDES DE SUSPENSION DU CASIER REÇUES A DIMINUÉ

Tableau E5

| Demandes de suspension du casier traitées                               | 2013-2014          | 2014-2015          | 2015-2016          | 2016-2017          | 2017-2018          |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Demandes reçues                                                         | 14 253             | 12 415             | 12 384             | 11 563             | 9 461              |
| Demandes acceptées                                                      | 9 624              | 9 071              | 8 917              | 8 191              | 7 167 <sup>1</sup> |
| Pourcentage acceptées                                                   | 67,5               | 73,1               | 72,0               | 70,8               | 75,8               |
| <b>Suspensions du casier</b>                                            |                    |                    |                    |                    |                    |
| Ordonnées                                                               | 8 511              | 8 422              | 8 428              | 8 340              | 7 038              |
| Refusées                                                                | 772                | 726                | 525                | 439                | 142                |
| N <sup>bre</sup> total ordonnées et refusées                            | 9 283              | 9 148              | 8 953              | 8 779              | 7 180              |
| Pourcentage ordonnées                                                   | 91,7               | 92,1               | 94,1               | 95,0               | 98,0               |
| <b>Demandes de pardon traitées</b>                                      |                    |                    |                    |                    |                    |
| Demandes reçues                                                         | --                 | --                 | --                 | --                 | 5 200 <sup>2</sup> |
| Demandes acceptées                                                      | --                 | --                 | --                 | --                 | 4 429 <sup>2</sup> |
| Pourcentage acceptées                                                   | --                 | --                 | --                 | --                 | 85,2               |
| <b>Pardons</b>                                                          |                    |                    |                    |                    |                    |
| Octroyés                                                                | 8 265              | 5 625              | 1 628              | 3 740              | 222                |
| Délivrés                                                                | --                 | --                 | --                 | --                 | 1 734              |
| Refusés                                                                 | 581                | 681                | 349                | 125                | 133                |
| N <sup>bre</sup> total octroyés, délivrés et refusés                    | 8 846 <sup>3</sup> | 6 306 <sup>3</sup> | 1 977 <sup>3</sup> | 3 865 <sup>3</sup> | 2 089 <sup>2</sup> |
| Pourcentage octroyés                                                    | 93,4               | 89,2               | 82,3               | 96,8               | 93,6               |
| <b>Révocations/annulations de pardons et de suspensions</b>             |                    |                    |                    |                    |                    |
| Révocations <sup>4</sup>                                                | 669                | 438                | 670                | 501                | 85                 |
| Annulations                                                             | 589                | 578                | 636                | 776                | 692                |
| N <sup>bre</sup> total de révocations et d'annulations                  | 1 258              | 1 016              | 1 306              | 1 277              | 777                |
| N <sup>bre</sup> cumulatif octroyés/délivrés et ordonnés <sup>5</sup>   | 480 010            | 494 057            | 504 113            | 516 193            | 525 187            |
| N <sup>bre</sup> cumulatif de révocations et d'annulations <sup>5</sup> | 22 321             | 23 337             | 24 643             | 25 920             | 26 697             |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

**Nota**

<sup>1</sup> Inclut 638 demandes de suspension du casier qui ont été arrêtées et reclassées comme des demandes de pardon pour les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique après que la Cour suprême a rendu des décisions annulant les modifications à la *Loi sur le casier judiciaire* dans ces provinces.

<sup>2</sup> Désigne les demandes de pardon traitées pour les résidents de l'Ontario et de la Colombie-Britannique après que la Cour suprême a rendu des décisions annulant les modifications à la *Loi sur le casier judiciaire* dans ces provinces.

<sup>3</sup> Désigne les demandes de pardon reçues jusqu'au 12 mars 2012 inclusivement (C-10).

<sup>4</sup> Les révocations varient en fonction de la réaffectation des ressources en vue de traiter les arriérés.

<sup>5</sup> Les données cumulatives remontent à la création du processus de pardon en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire*, en 1970.

Le 29 juin 2010, le projet de loi C-23A a modifié la *Loi sur le casier judiciaire* (LCJ) en allongeant la période d'inadmissibilité pour certaines demandes de pardon. De plus, le projet de loi a entraîné d'importants changements au fonctionnement des programmes. Le processus a été modifié pour comprendre des demandes de renseignements supplémentaires et de nouvelles enquêtes, plus exhaustives, par le personnel dans le cas de certaines demandes, et le temps d'examen requis par les membres de la Commission a été accru. De nouveaux concepts liés à la possibilité de reconsidérer l'administration de la justice font partie du texte législatif. Le temps requis pour le traitement des demandes a augmenté en raison de ces changements. Le 13 mars 2012, le projet de loi C-10 a modifié la LCJ en remplaçant le terme « pardon » par « suspension du casier ». Le programme Clémence et suspension du casier consiste à examiner des demandes de suspension du casier, à ordonner des suspension du casier et à faire des recommandations concernant la clémence. Les modifications apportées à la LCJ ont eu pour effet d'augmenter à cinq ans la période d'inadmissibilité à la suspension du casier dans le cas des infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, et à dix ans dans le cas d'infractions punissables par voie de mise en accusation. En outre, les personnes condamnées pour une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'une personne mineure (à part certaines exceptions) sont devenues inadmissibles à une suspension du casier; il en est de même pour les personnes condamnées pour plus de trois infractions ayant fait l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation et ayant entraîné chacune une peine d'emprisonnement de deux ans ou plus.

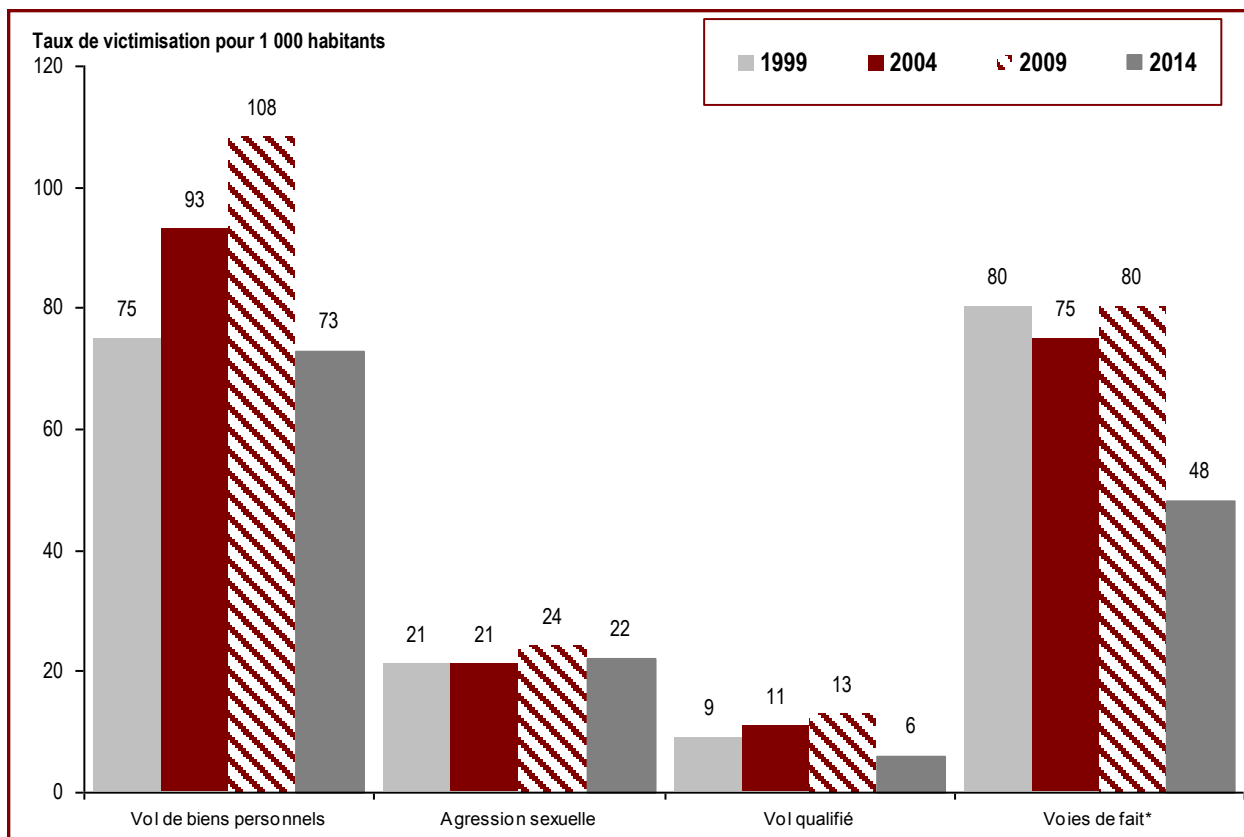
## SECTION F

VICTIMES D'UN CRIME



## LE TAUX DE VICTIMISATION RELATIF AU VOL DE BIENS PERSONNELS ET À DES VOIES DE FAIT A DIMINUÉ EN 2014

Figure F1



Source : Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1999, 2004, 2009 et 2014.

- Le taux de victimisation relatif au vol de biens personnels était plus faible en 2014 que les années précédentes.
- Le taux de victimisation lié à des voies de fait était plus faible en 2014 que les années précédentes.
- Depuis 1999, le taux de victimisation relatif à l'agression sexuelle est demeuré stable.

### Nota

L'Enquête sociale générale est réalisée par Statistique Canada tous les cinq ans. Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport, mais devraient l'être en 2020.

\*Les données ayant trait aux voies de fait comprennent les cas de violence conjugale. Dans les éditions antérieures du présent document, ces cas n'étaient pas inclus dans les données sur la victimisation.

Les taux sont fondés sur une population de 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus vivant dans l'une des dix provinces canadiennes.

## LE TAUX DE VICTIMISATION RELATIF AU VOL DE BIENS PERSONNELS ET À DES VOIES DE FAIT A DIMINUÉ EN 2014

Tableau F1

| Type d'incident         | Année |      |      |      |
|-------------------------|-------|------|------|------|
|                         | 1999  | 2004 | 2009 | 2014 |
| Vol de biens personnels | 75    | 93   | 108  | 73   |
| Agression sexuelle      | 21    | 21   | 24   | 22   |
| Vol qualifié            | 9     | 11   | 13   | 6    |
| Voies de fait*          | 80    | 75   | 80   | 48   |

Source : Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1999, 2004, 2009 et 2014.

### Nota

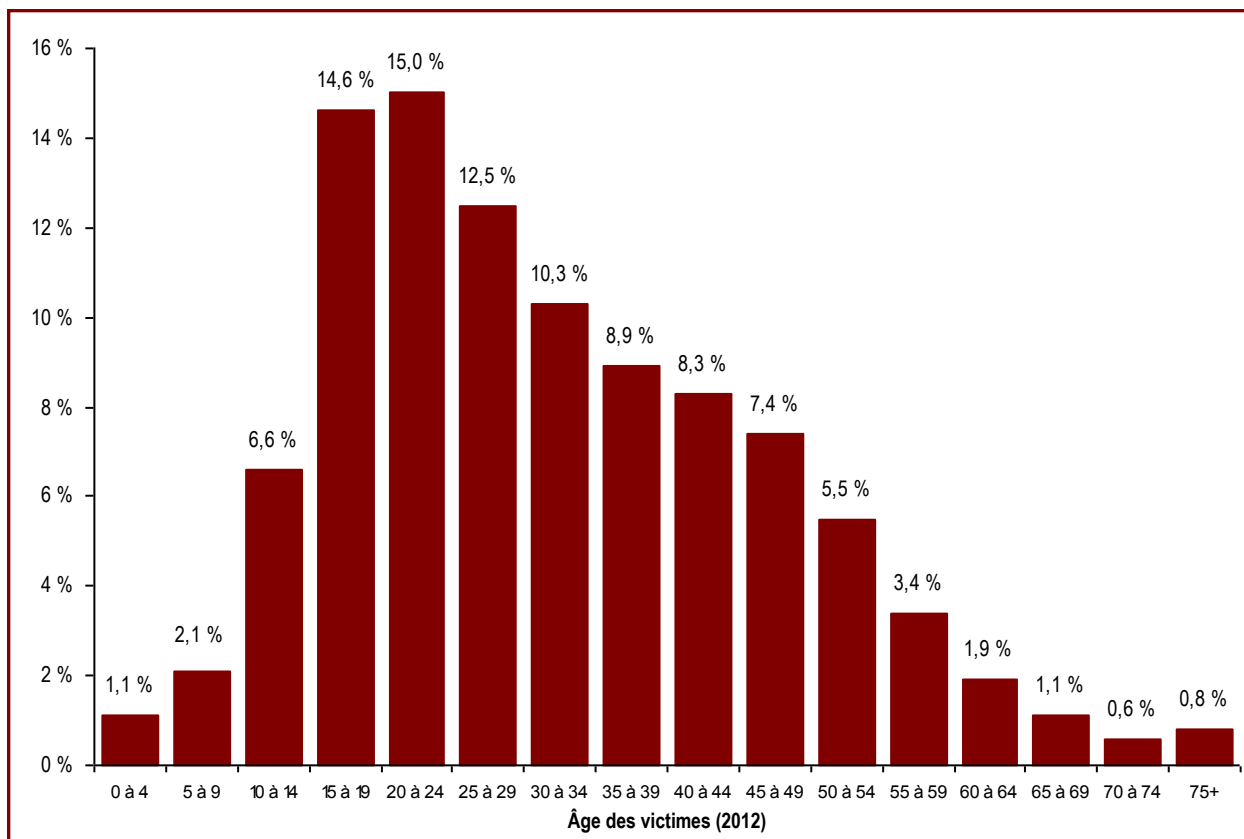
L'Enquête sociale générale est réalisée par Statistique Canada tous les cinq ans. Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport, mais devraient l'être en 2020.

\*Les données ayant trait aux voies de fait comprennent les cas de violence conjugale. Dans les éditions antérieures du présent document, ces cas n'étaient pas inclus dans les données sur la victimisation.

Les taux sont fondés sur une population de 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus vivant dans l'une des dix provinces canadiennes.

## LA PLUPART DES VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE ONT MOINS DE 30 ANS

Figure F2



Source : Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Plus de la moitié (51,9 %) des victimes de crimes de violence déclarés en 2012 avaient moins de 30 ans, alors que 36,9 % de la population canadienne a moins de 30 ans\*.
- Dans le groupe des 15 à 39 ans, les femmes étaient plus susceptibles d'être victimes de crimes que les hommes.
- Les Canadiens âgés de 65 ans ou plus, qui forment 14,1 % de la population générale\*, représentent 2,4 % des victimes de crimes.

### Nota

Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.

\*Estimations au 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Ces données excluent les infractions au code de la route, les victimes dont l'âge est supérieur à 89 ans, les victimes dont l'âge est inconnu et les victimes dont le sexe est inconnu.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LA PLUPART DES VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE ONT MOINS DE 30 ANS

Tableau F2 (2012)

| Âge de la victime | Hommes         |              | Femmes         |              | Total          |              |
|-------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
|                   | Nbre           | %            | Nbre           | %            | Nbre           | %            |
| De 0 à 4 ans      | 1 761          | 1,0          | 2 053          | 1,1          | 3 814          | 1,1          |
| De 5 à 9 ans      | 3 803          | 2,2          | 3 724          | 2,0          | 7 527          | 2,1          |
| De 10 à 14 ans    | 11 716         | 6,7          | 12 109         | 6,5          | 23 825         | 6,6          |
| De 15 à 19 ans    | 25 294         | 14,4         | 27 674         | 14,9         | 52 968         | 14,6         |
| De 20 à 24 ans    | 24 712         | 14,1         | 29 380         | 15,8         | 54 092         | 15,0         |
| De 25 à 29 ans    | 21 477         | 12,2         | 23 897         | 12,9         | 45 374         | 12,5         |
| De 30 à 34 ans    | 17 282         | 9,8          | 20 001         | 10,8         | 37 283         | 10,3         |
| De 35 à 39 ans    | 14 829         | 8,4          | 17 403         | 9,4          | 32 232         | 8,9          |
| De 40 à 44 ans    | 14 607         | 8,3          | 15 456         | 8,3          | 30 063         | 8,3          |
| De 45 à 49 ans    | 13 568         | 7,7          | 13 038         | 7,0          | 26 606         | 7,4          |
| De 50 à 54 ans    | 10 965         | 6,2          | 9 051          | 4,9          | 20 016         | 5,5          |
| De 55 à 59 ans    | 6 983          | 4,0          | 5 149          | 2,8          | 12 132         | 3,4          |
| De 60 à 64 ans    | 4 081          | 2,3          | 2 792          | 1,5          | 6 873          | 1,9          |
| De 65 à 69 ans    | 2 321          | 1,3          | 1 605          | 0,9          | 3 926          | 1,1          |
| De 70 à 74 ans    | 1 128          | 0,6          | 977            | 0,5          | 2 105          | 0,6          |
| 75 ans ou plus    | 1 228          | 0,7          | 1 507          | 0,8          | 2 735          | 0,8          |
| <b>Total</b>      | <b>175 755</b> | <b>100,0</b> | <b>185 816</b> | <b>100,0</b> | <b>361 571</b> | <b>100,0</b> |

Source : Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

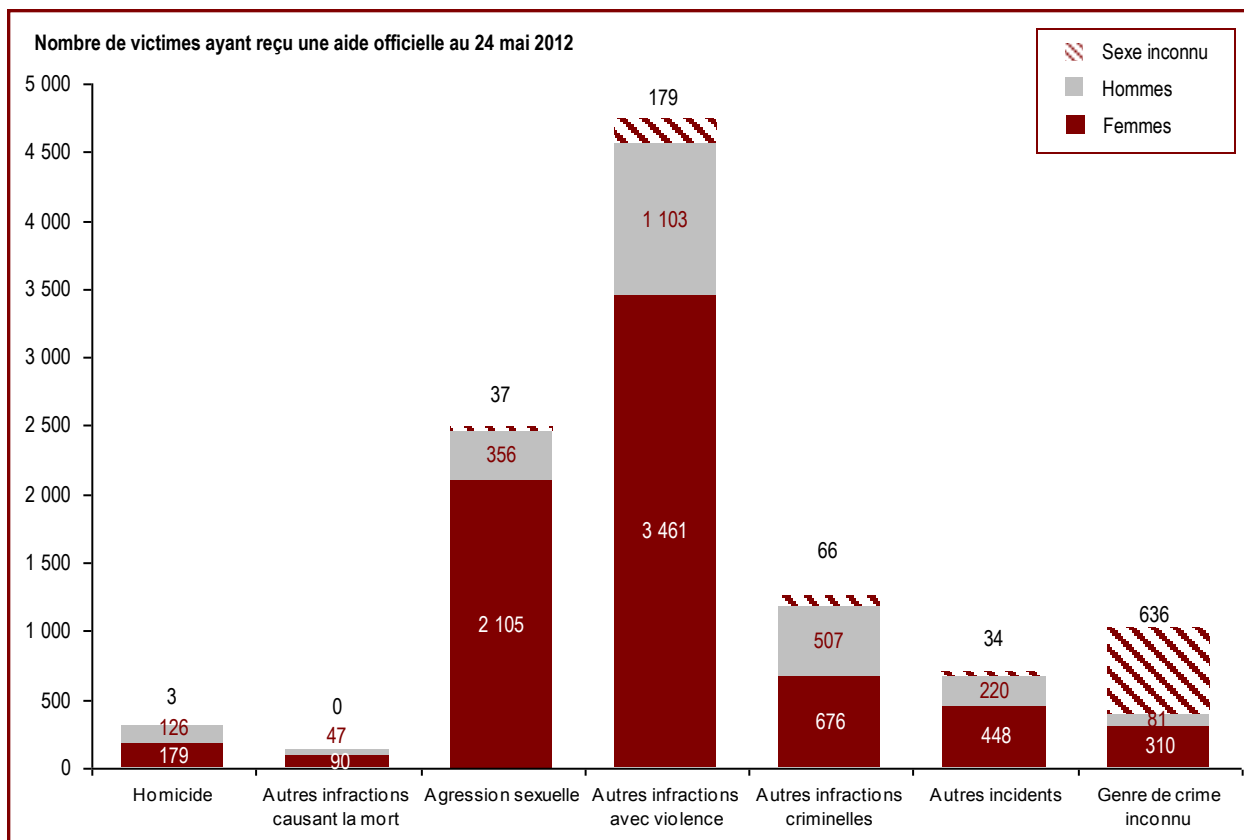
Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.

Ces données excluent les infractions au code de la route, les victimes dont l'âge est supérieur à 89 ans, les victimes dont l'âge est inconnu et les victimes dont le sexe est inconnu.

Comme les chiffres ont été arrondis, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas égale à 100.

## LA PLUPART DES VICTIMES QUI REÇOIVENT DES SERVICES SONT VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE

Figure F3



Source : Les services d'aide aux victimes au Canada, 2011-2012; Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

- Le 24 mai 2012, jour du profil instantané de l'Enquête sur les services aux victimes, 10 664 victimes avaient reçu une aide officielle d'un bureau des services aux victimes. Cela représente une augmentation de 12,7 % par rapport aux 9 462 victimes aidées selon les données du 27 mai 2010. Sur les 9 637 cas où le crime était connu, la majorité (79,8 %) avaient été victimes d'un crime violent.
- Des 9 709 cas pour lesquels le sexe de la victime a été précisé, 74,9 % étaient des femmes et 25,1 % étaient des hommes.
- Des 6 959 femmes qui ont reçu une aide officielle, lorsque le type de crime était connu, 83,8 % avaient été victimes d'un crime violent. En tout, 2 105 femmes (30,2 %) avaient été victimes d'agression sexuelle.
- Des 2 359 hommes qui ont reçu une aide officielle, lorsque le type de crime était connu, 69,2 % avaient été victimes d'un crime violent. En tout, 356 hommes (15,1 %) avaient été victimes d'agression sexuelle.

### Nota

Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.

Par « services aux victimes », on entend des organismes qui offrent des services directs aux victimes principales ou secondaires d'actes criminels, et dont le financement est assuré, en totalité ou en partie, par un ministère chargé des questions de justice. Les répondants au sondage comprenaient 684 fournisseurs de services aux victimes.

## LA PLUPART DES VICTIMES QUI REÇOIVENT DES SERVICES SONT VICTIMES DE CRIMES DE VIOLENCE

Tableau F3

| Type de crime                           | Sexe de la victime |              |              |              |              |              |               |              |
|-----------------------------------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
|                                         | Femmes             |              | Hommes       |              | Sexe inconnu |              | Total         |              |
|                                         | Nbre               | %            | Nbre         | %            | Nbre         | %            | Nbre          | %            |
| <b>Instantané du 27 mai 2010</b>        |                    |              |              |              |              |              |               |              |
| Homicide                                | 154                | 2,4          | 70           | 3,3          | 3            | 0,5          | 227           | 2,5          |
| Autres infractions causant la mort      | 95                 | 1,5          | 77           | 3,7          | 8            | 1,4          | 180           | 2,0          |
| Agression sexuelle                      | 1 922              | 30,0         | 379          | 18,1         | 160          | 28,3         | 2 461         | 27,1         |
| Autres infractions avec violence        | 3 323              | 51,8         | 917          | 43,8         | 262          | 46,4         | 4 502         | 49,6         |
| Autres infractions criminelles*         | 496                | 7,7          | 357          | 17,0         | 73           | 12,9         | 926           | 10,2         |
| Autres incidents**                      | 421                | 6,6          | 295          | 14,1         | 59           | 10,4         | 775           | 8,5          |
| <b>Total sans type de crime inconnu</b> | <b>6 411</b>       | <b>100,0</b> | <b>2 095</b> | <b>100,0</b> | <b>565</b>   | <b>100,0</b> | <b>9 071</b>  | <b>100,0</b> |
| Type de crime inconnu                   | 197                | —            | 81           | —            | 113          | —            | 391           | —            |
| <b>Total</b>                            | <b>6 608</b>       |              | <b>2 176</b> |              | <b>678</b>   |              | <b>9 462</b>  |              |
| <b>Instantané du 24 mai 2012</b>        |                    |              |              |              |              |              |               |              |
| Homicide                                | 179                | 2,6          | 126          | 5,3          | 3            | 0,9          | 308           | 3,2          |
| Autres infractions causant la mort      | 90                 | 1,3          | 47           | 2,0          | 0            | 0,0          | 137           | 1,4          |
| Agression sexuelle                      | 2 105              | 30,2         | 356          | 15,1         | 37           | 11,6         | 2 498         | 25,9         |
| Autres infractions avec violence        | 3 461              | 49,7         | 1 103        | 46,8         | 179          | 56,1         | 4 743         | 49,2         |
| Autres infractions criminelles*         | 676                | 9,7          | 507          | 21,5         | 66           | 20,7         | 1 249         | 13,0         |
| Autres incidents**                      | 448                | 6,4          | 220          | 9,3          | 34           | 10,7         | 702           | 7,3          |
| <b>Total sans type de crime inconnu</b> | <b>6 959</b>       | <b>100,0</b> | <b>2 359</b> | <b>100,0</b> | <b>319</b>   | <b>100,0</b> | <b>9 637</b>  | <b>100,0</b> |
| Type de crime inconnu                   | 310                | —            | 81           | —            | 636          | —            | 1 027         | —            |
| <b>Total</b>                            | <b>7 269</b>       |              | <b>2 440</b> |              | <b>955</b>   |              | <b>10 664</b> |              |

Source : Les services d'aide aux victimes au Canada, 2009-2010; les services d'aide aux victimes au Canada, 2011-2012; Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada.

### Nota

Des données mises à jour n'étaient pas disponibles lors de la préparation du présent rapport.

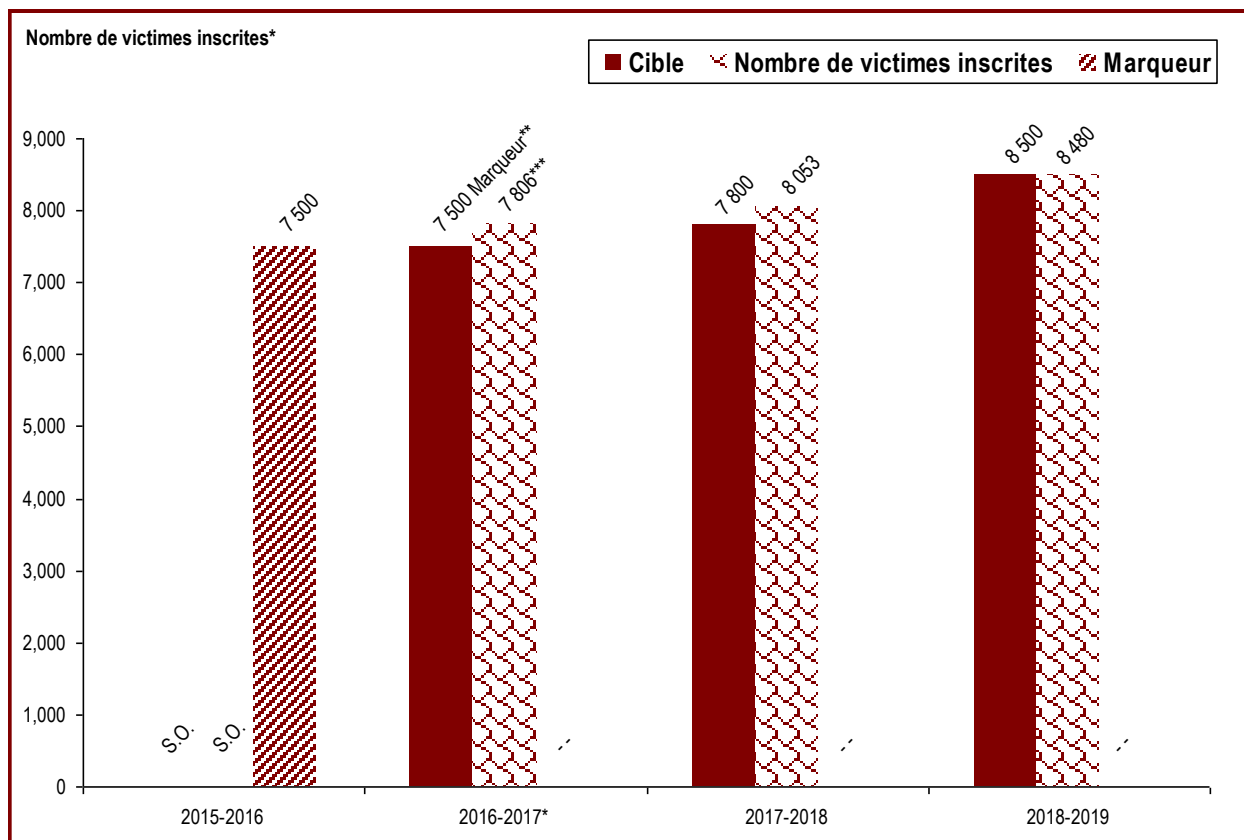
\*Les autres infractions criminelles comprennent l'incendie criminel, les infractions contre les biens, les infractions au code de la route et d'autres infractions au *Code criminel*.

\*\*Les autres incidents comprennent les incidents de nature non criminelle et ceux qui font toujours l'objet d'une enquête visant à déterminer s'il s'agit d'infractions criminelles.

Par « services aux victimes », on entend des organismes qui offrent des services directs aux victimes principales ou secondaires d'actes criminels, et dont le financement est assuré, en totalité ou en partie, par un ministère chargé des questions de justice. Les répondants au sondage comprenaient 684 fournisseurs de services aux victimes.

## LE NOMBRE DE VICTIMES INSCRITES AUPRÈS DU SYSTÈME CORRECTIONNEL FÉDÉRAL A AUGMENTÉ

Figure F4



Source : Service correctionnel du Canada.

### Nota

\*Cet indicateur est nouveau pour le cycle de déclaration 2016-2017; par conséquent, les données ne sont pas disponibles de 2013-2014 à 2015-2016.

\*\*Un « marqueur » a été établi pour le nouvel indicateur de 2016-2017, lequel estime le nombre de victimes inscrites. Ce marqueur a été établi parce que le SCC générerait désormais les dossiers des victimes dans le nouveau Module des applications pour les victimes (MAV—basé sur le dossier des victimes) au lieu du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD—basé sur le dossier des délinquants), et des données n'étaient pas disponibles avant la fin de l'exercice en raison de la migration des données.

\*\*\*Lorsque les Services aux victimes se servaient du SGD comme base de données, l'indicateur comptait le nombre de délinquants ayant des victimes inscrites. Depuis trois ans, le SCC utilise un nouvel indicateur qui reflète le MAV en comptant le nombre de victimes inscrites, ce qui illustre le véritable nombre de victimes inscrites. Par exemple, dans l'ancien système (SGD), un délinquant pouvait avoir six victimes, mais un seul délinquant ayant des victimes inscrites était compté. Dans le nouveau système (MAV), six victimes inscrites sont comptées, puisque chaque victime a son propre dossier électronique et est comptée séparément.

## LE NOMBRE DE VICTIMES INSCRITES AUPRÈS DU SYSTÈME CORRECTIONNEL FÉDÉRAL A AUGMENTÉ

Tableau F4

| Exercice   | Cible            | Nombre de victimes inscrites | Marqueur |
|------------|------------------|------------------------------|----------|
| 2015-2016  | S.O.             | S.O.                         | 7 500    |
| 2016-2017* | 7 500 Marqueur** | 7 806***                     | --       |
| 2017-2018  | 7 800            | 8 053                        | --       |
| 2018-2019  | 8 500            | 8 480                        | --       |

Source : Service correctionnel du Canada.

### Nota

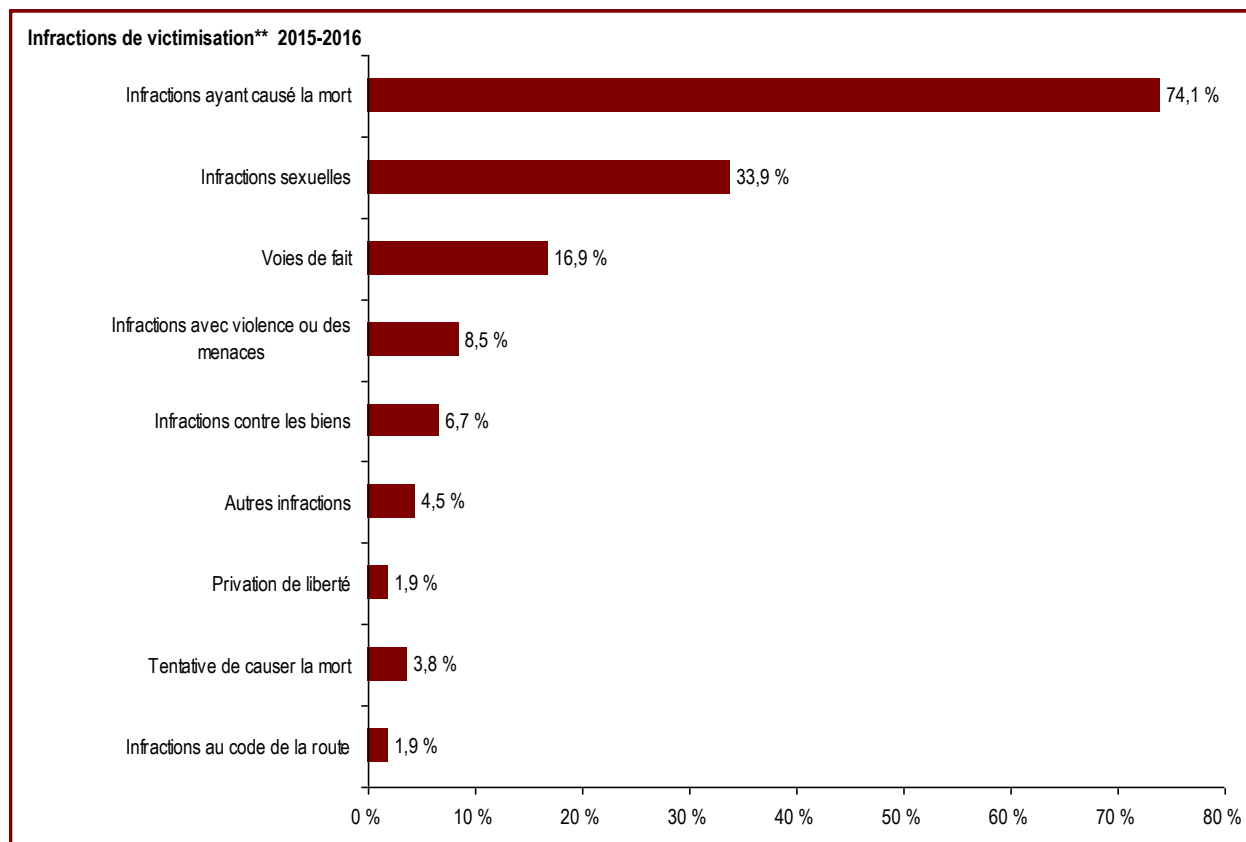
\*Cet indicateur est nouveau pour le cycle de déclaration 2016-2017; par conséquent, les données ne sont pas disponibles de 2013-2014 à 2015-2016.

\*\*Un « marqueur » a été établi pour le nouvel indicateur de 2016-2017, lequel estime le nombre de victimes inscrites. Ce marqueur a été établi parce que le SCC gèrerait désormais les dossiers des victimes dans le nouveau Module des applications pour les victimes (MAV—basé sur le dossier des victimes) au lieu du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD—basé sur le dossier des délinquants), et des données n'étaient pas disponibles avant la fin de l'exercice en raison de la migration des données.

\*\*\*Lorsque les Services aux victimes se servaient du SGD comme base de données, l'indicateur comptait le nombre de délinquants ayant des victimes inscrites. Depuis trois ans, le SCC utilise un nouvel indicateur qui reflète le MAV en comptant le nombre de victimes inscrites, ce qui illustre le véritable nombre de victimes inscrites. Par exemple, dans l'ancien système (SGD), un délinquant pouvait avoir six victimes, mais un seul délinquant ayant des victimes inscrites était compté. Dans le nouveau système (MAV), six victimes inscrites sont comptées, puisque chaque victime a son propre dossier électronique et est comptée séparément.

**LES INFRACTIONS AYANT CAUSÉ LA MORT REPRÉSENTENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT  
D'INFRACTION\*\* QUI CAUSE UN PRÉJUDICE AUX VICTIMES INSCRITES\*  
AUPRÈS DU SYSTÈME CORRECTIONNEL FÉDÉRAL**

Figure F5



Source : Service correctionnel du Canada.

- Parmi les 8 303 victimes inscrites, 74,1 % (6 151) ont été victimes d'une infraction ayant causé la mort.
- Les victimes d'agression sexuelle (2 817) représentaient 33,9 % des victimes inscrites.
- Les victimes de voies de fait (1 401) et celles d'une infraction accompagnée de violence ou de menaces (706) représentaient respectivement 16,9 % et 8,5 % des victimes inscrites.

**Nota**

En 2016, le SCC a mis en œuvre le Module des applications pour les victimes (MAV). Après quelques défis liés au développement et à la mise en œuvre, le SCC s'est efforcé de stabiliser davantage le MAV, ce qui a entraîné un retard dans la création d'un nouveau mécanisme de déclaration. C'est pourquoi le SCC n'est pas en mesure de fournir de données outre le nombre de victimes inscrites et s'affaire à instaurer un nouveau mécanisme de déclaration pour le MAV.

\*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2, au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

\*\*Certaines victimes ont subi un préjudice à la suite de plus d'une infraction; par conséquent, le nombre d'infractions faisant des victimes est supérieur au nombre réel de victimes inscrites. Les pourcentages représentent le nombre de victimes inscrites qui ont subi un préjudice à la suite de cette infraction.

**LES INFRACTIONS AYANT CAUSÉ LA MORT REPRÉSENTENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT  
D'INFRACTION QUI CAUSE UN PRÉJUDICE AUX VICTIMES INSCRITES\*  
AUPRÈS DU SYSTÈME CORRECTIONNEL FÉDÉRAL**

Tableau F5

| Type d'infraction**<br>ayant causé un préjudice<br>à la victime* | 2011-2012    |      | 2012-2013    |      | 2013-2014    |      | 2014-2015    |      | 2015-2016    |      |
|------------------------------------------------------------------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|--------------|------|
|                                                                  | Nbre         | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    | Nbre         | %    |
| Infractions ayant causé la mort                                  | 4 056        | 55,4 | 4 292        | 56,6 | 4 533        | 57,8 | 5 432        | 68,5 | 6 151        | 74,1 |
| Infractions sexuelles                                            | 2 114        | 28,9 | 2 169        | 28,6 | 2 237        | 28,5 | 2 493        | 31,4 | 2 817        | 33,9 |
| Voies de fait                                                    | 998          | 13,6 | 965          | 12,7 | 941          | 12,0 | 1 178        | 14,9 | 1 401        | 16,9 |
| Infractions avec violence ou<br>des menaces                      | 707          | 9,7  | 710          | 9,4  | 720          | 9,2  | 849          | 10,7 | 706          | 8,5  |
| Infractions contre les biens                                     | 534          | 7,3  | 551          | 7,3  | 541          | 6,9  | 617          | 7,8  | 558          | 6,7  |
| Autres infractions                                               | 452          | 6,2  | 441          | 5,8  | 475          | 6,1  | 583          | 7,4  | 377          | 4,5  |
| Privation de liberté                                             | 272          | 3,7  | 281          | 3,7  | 249          | 3,2  | 330          | 4,2  | 157          | 1,9  |
| Tentatives de causer la mort                                     | 241          | 3,3  | 246          | 3,2  | 283          | 3,6  | 299          | 3,8  | 318          | 3,8  |
| Infractions au code de la route                                  | 125          | 1,7  | 152          | 2,0  | 153          | 2,0  | 163          | 2,1  | 157          | 1,9  |
| Infractions non enregistrées                                     | 6            | 0,1  | 4            | 0,1  | 9            | 0,1  | 85           | 1,1  | 0            | 0    |
| <b>Nombre total de victimes**</b>                                | <b>7 322</b> |      | <b>7 585</b> |      | <b>7 838</b> |      | <b>7 929</b> |      | <b>8 303</b> |      |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

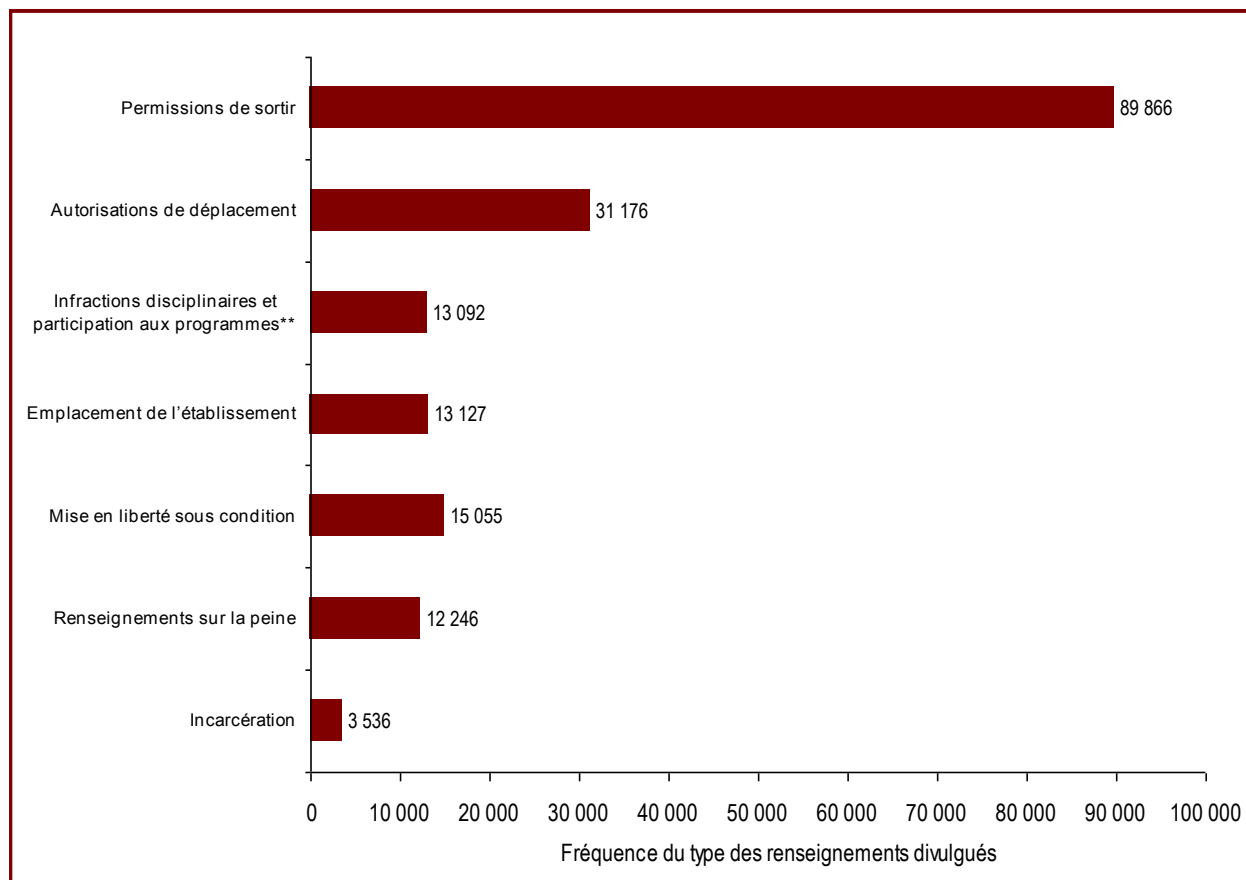
En 2016, le SCC a mis en œuvre le Module des applications pour les victimes (MAV). Après quelques défis liés au développement et à la mise en œuvre, le SCC s'est efforcé de stabiliser davantage le MAV, ce qui a entraîné un retard dans la création d'un nouveau mécanisme de déclaration. C'est pourquoi le SCC n'est pas en mesure de fournir de données outre le nombre de victimes inscrites et s'affaire à instaurer un nouveau mécanisme de déclaration pour le MAV.

\*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2, au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

\*\*Certaines victimes ont subi un préjudice à la suite de plus d'une infraction; par conséquent, le nombre d'infractions faisant des victimes est supérieur au nombre réel de victimes inscrites. Les pourcentages représentent le nombre de victimes inscrites qui ont subi un préjudice à la suite de cette infraction et ne totalisent pas 100 %.

## LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PERMISSIONS DE SORTIR CONSTITUENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT D'INFORMATION DANS LES NOTIFICATIONS AUX VICTIMES INSCRITES\* AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Figure F6



Source : Service correctionnel du Canada.

- En 2015-2016, les renseignements sur les permissions de sortir (41,2 %) et les autorisations de déplacement (17,5 %) étaient les éléments d'information sur les délinquants les plus souvent communiqués dans les notifications aux victimes inscrites\*.
- Le nombre d'éléments d'information fournis aux victimes inscrites\* dans les notifications a augmenté de 44,6 %, passant de 123 136 en 2011-2012 à 178 098 en 2015-2016.

### Nota

En 2016, le SCC a mis en œuvre le Module des applications pour les victimes (MAV). Après quelques défis liés au développement et à la mise en œuvre, le SCC s'est efforcé de stabiliser davantage le MAV, ce qui a entraîné un retard dans la création d'un nouveau mécanisme de déclaration. C'est pourquoi le SCC n'est pas en mesure de fournir de données outre le nombre de victimes inscrites et s'affaire à instaurer un nouveau mécanisme de déclaration pour le MAV.

Les renseignements sur les permissions de sortir comprennent l'information sur les permissions de sortir avec ou sans escorte et les placements à l'extérieur. Les renseignements sur la mise en liberté sous condition comprennent l'information concernant la semi-liberté, la libération conditionnelle totale, la libération d'office, les suspensions, la détention et les ordonnances de surveillance de longue durée. Les renseignements sur la peine comprennent l'information sur la peine imposée au délinquant, l'information relative au délinquant, la date d'expiration du mandat, la révision judiciaire et le domaine public.

La communication de renseignements a trait au type d'information visée à l'article 26 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui a été divulguée à une victime inscrite dans une notification.

Depuis le 2 décembre 2011, conformément au projet de loi S-6, le Service correctionnel du Canada communique maintenant des renseignements à certaines victimes qui ne sont pas inscrites. Le SCC doit communiquer des renseignements aux membres de la famille d'une victime assassinée lorsque le délinquant est encore admissible à une demande de révision judiciaire, y compris lorsque ce dernier ne présente pas une demande de révision judiciaire au cours de la période prescrite, ainsi que la date à laquelle le délinquant pourra de nouveau présenter une demande. Les notifications aux victimes non inscrites sont exclues des données.

\*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2, au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

## LES RENSEIGNEMENTS SUR LES PERMISSIONS DE SORTIR CONSTITUENT LE TYPE LE PLUS FRÉQUENT D'INFORMATION DANS LES NOTIFICATIONS AUX VICTIMES INSCRITES\* AUPRÈS DU SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Tableau F6

| Renseignements                                                                             | 2011-2012      | 2012-2013      | 2013-2014      | 2014-2015      | 2015-2016      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Permissions de sortir                                                                      | 75 848         | 93 609         | 100 934        | 96 131         | 89 866         |
| Autorisations de déplacement                                                               | 10 877         | 28 763         | 34 294         | 34 501         | 31 176         |
| Emplacement de l'établissement                                                             | 6 859          | 14 434         | 17 495         | 16 242         | 13 127         |
| Renseignements sur les infractions disciplinaires et sur la participation aux programmes** |                | 11 208         | 14 826         | 16 790         | 13 092         |
| Mise en liberté sous condition                                                             | 10 870         | 11 803         | 12 318         | 13 253         | 15 055         |
| Renseignements sur la peine                                                                | 16 268         | 12 813         | 10 333         | 10 792         | 12 246         |
| Incarcération                                                                              | 2 414          | 2 569          | 2 476          | 2 423          | 3 536          |
| <b>TOTAL</b>                                                                               | <b>123 136</b> | <b>175 199</b> | <b>192 676</b> | <b>190 132</b> | <b>178 098</b> |

Source : Service correctionnel du Canada.

**Nota**

En 2016, le SCC a mis en œuvre le Module des applications pour les victimes (MAV). Après quelques défis liés au développement et à la mise en œuvre, le SCC s'est efforcé de stabiliser davantage le MAV, ce qui a entraîné un retard dans la création d'un nouveau mécanisme de déclaration. C'est pourquoi le SCC n'est pas en mesure de fournir de données outre le nombre de victimes inscrites et s'affaire à instaurer un nouveau mécanisme de déclaration pour le MAV.

Les renseignements sur les permissions de sortir comprennent l'information sur les permissions de sortir avec ou sans escorte et les placements à l'extérieur. Les renseignements sur la mise en liberté sous condition comprennent l'information concernant la semi-liberté, la libération conditionnelle totale, la libération d'office, les suspensions, la détention et les ordonnances de surveillance de longue durée. Les renseignements sur la peine comprennent l'information sur la peine imposée au délinquant, l'information relative au délinquant, la date d'expiration du mandat, la révision judiciaire et le domaine public.

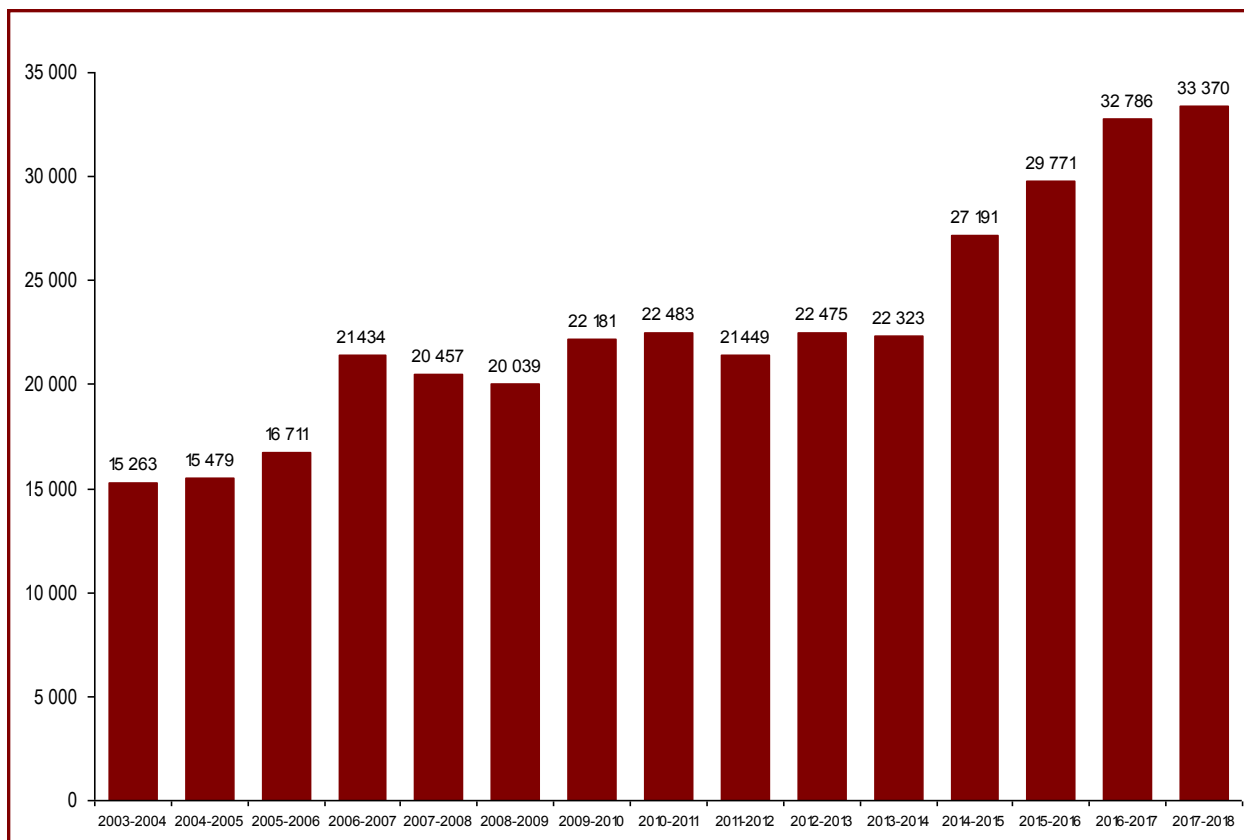
La communication de renseignements a trait au type d'information visée à l'article 26 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui a été divulguée à une victime inscrite dans une notification.

Depuis le 2 décembre 2011, conformément au projet de loi S-6, le Service correctionnel du Canada communique maintenant des renseignements à certaines victimes qui ne sont pas inscrites. Le SCC doit communiquer des renseignements aux membres de la famille d'une victime assassinée lorsque le délinquant est encore admissible à une demande de révision judiciaire, y compris lorsque ce dernier ne présente pas une demande de révision judiciaire au cours de la période prescrite, ainsi que la date à laquelle le délinquant pourra de nouveau présenter une demande. Les notifications aux victimes non inscrites sont exclues des données.

\*Pour s'inscrire afin de recevoir de l'information en vertu des articles 26 et 142 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, une personne doit satisfaire à la définition de « victime » donnée à l'article 2, au paragraphe 26(3) ou au paragraphe 142(3) de la *Loi*. Les victimes peuvent s'inscrire auprès du Service correctionnel du Canada ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada en remplissant le formulaire « Demande de renseignements pour les victimes ». Une lettre de demande signée peut également être acceptée.

## LES CONTACTS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA AVEC DES VICTIMES ONT AUGMENTÉ

Figure F7



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) a eu 33 370 contacts\* avec des victimes\*\*, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à l'exercice précédent.
- Depuis 2003-2004, il y a eu une augmentation de 119 % (18 107 contacts de plus) du nombre de contacts effectués par la CLCC avec des victimes.

### Nota

\*Chaque fois que la Commission des libérations conditionnelles du Canada a un contact avec une victime par courrier, par télécopieur ou par téléphone.

## LES CONTACTS DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA AVEC DES VICTIMES ONT AUGMENTÉ

Tableau F7

| Exercice  | Nombre total de contacts* |
|-----------|---------------------------|
| 2003-2004 | 15 263                    |
| 2004-2005 | 15 479                    |
| 2005-2006 | 16 711                    |
| 2006-2007 | 21 434                    |
| 2007-2008 | 20 457                    |
| 2008-2009 | 20 039                    |
| 2009-2010 | 22 181                    |
| 2010-2011 | 22 483                    |
| 2011-2012 | 21 449                    |
| 2012-2013 | 22 475                    |
| 2013-2014 | 22 323                    |
| 2014-2015 | 27 191                    |
| 2015-2016 | 29 771                    |
| 2016-2017 | 32 786                    |
| 2017-2018 | 33 370                    |

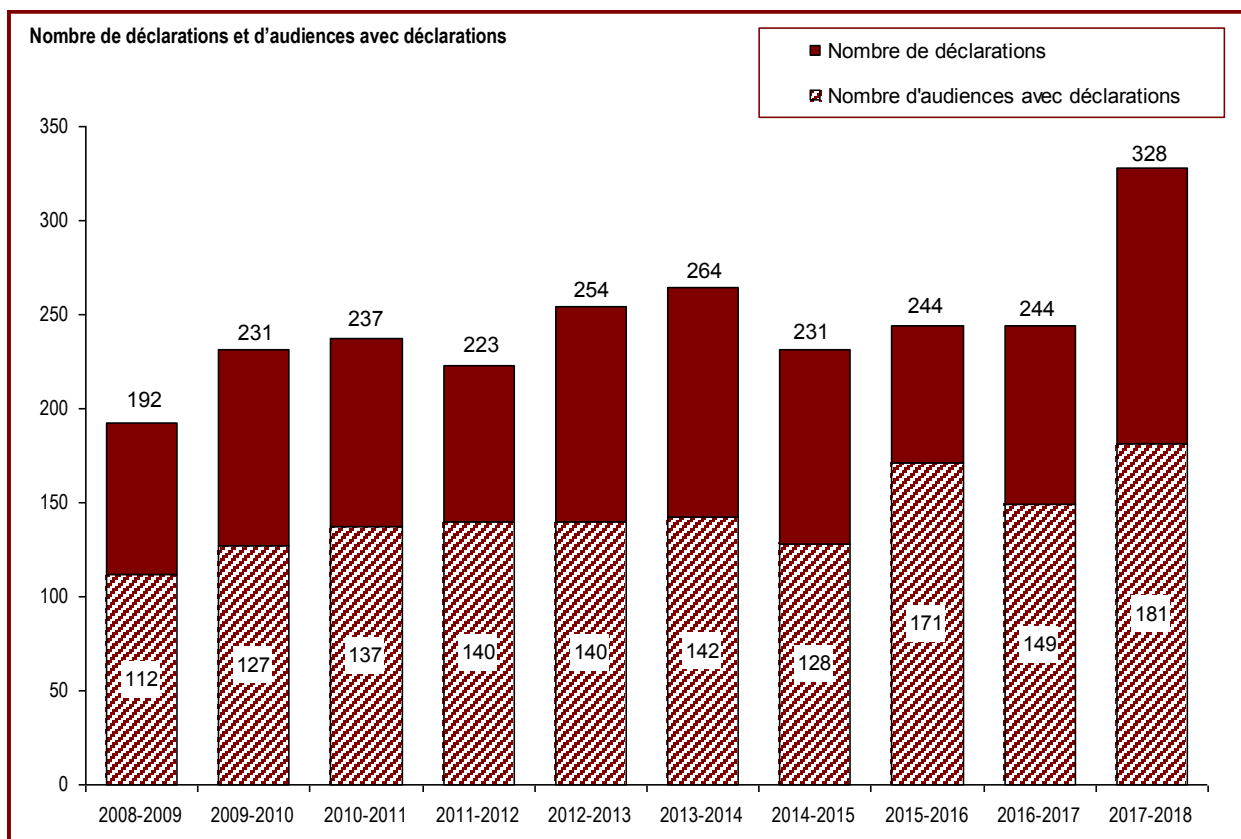
Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

\*Chaque fois que la Commission des libérations conditionnelles du Canada a un contact avec une victime par courrier, par télécopieur ou par téléphone.

## LES VICTIMES QUI PRÉSENTENT UNE DÉCLARATION LORS D'UNE AUDIENCE DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Figure F8



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, des victimes ont présenté 328 déclarations lors de 181 audiences. En comparaison, des victimes avaient présenté 244 déclarations lors de 149 audiences au cours de l'exercice précédent.
- Comparativement à 2008-2009, le nombre de victimes qui présentent une déclaration lors d'une audience a augmenté de 71 % en 2017-2018.
- Entre 2008-2009 et 2017-2018, la majorité des déclarations ont été présentées en personne (89 %), suivies des déclarations par vidéoconférence ou téléconférence (7 %) et des déclarations présentées dans un enregistrement (bande audio ou bande vidéo/DVD) (4 %).
- La principale infraction dont ont été victimes les personnes qui ont présenté des déclarations en 2017-2018 était le plus susceptible d'être le meurtre (31 %), l'agression sexuelle (18 %) et l'homicide involontaire coupable (17 %).

---

**LES VICTIMES QUI PRÉSENTENT UNE DÉCLARATION LORS D'UNE AUDIENCE  
DE LA COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA**

---

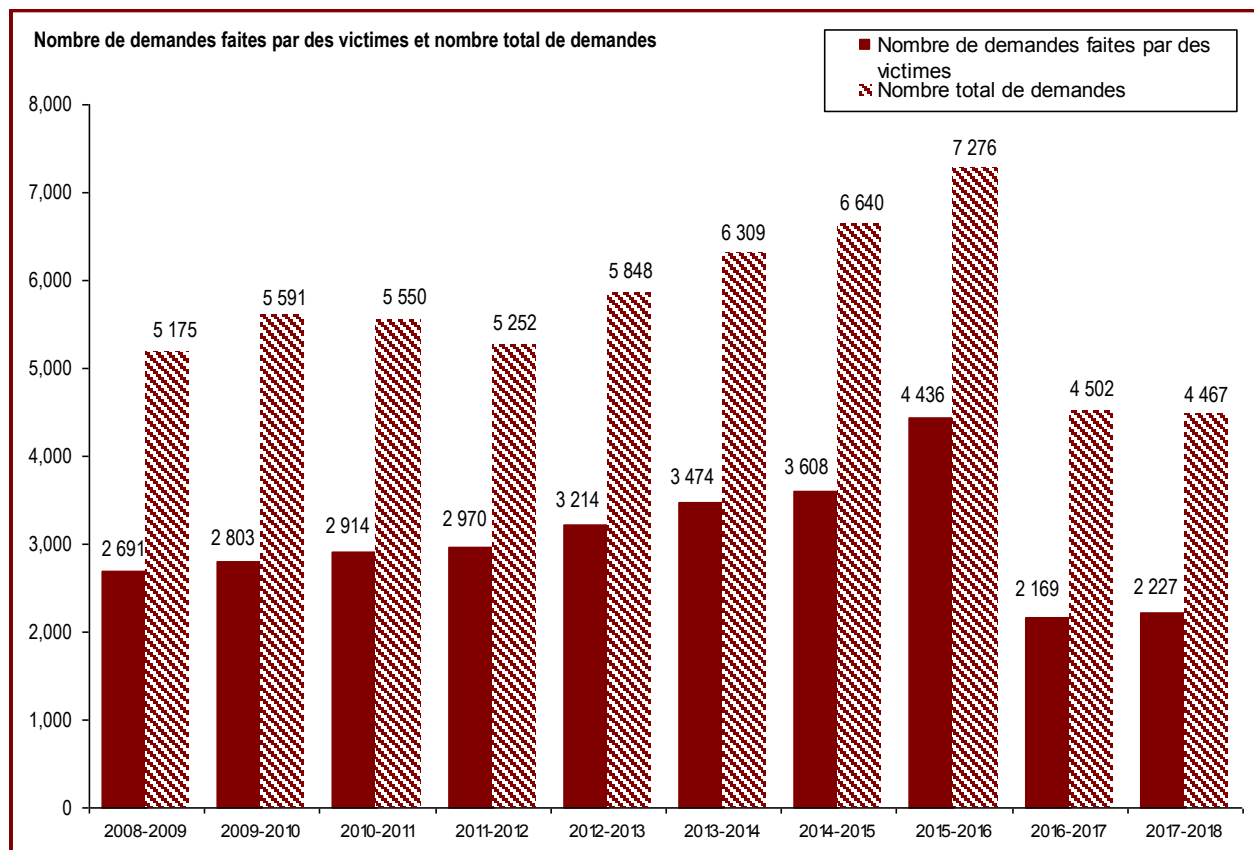
Tableau F8

| Exercice  | Nombre d'audiences avec déclarations | Nombre de déclarations |
|-----------|--------------------------------------|------------------------|
| 2008-2009 | 112                                  | 192                    |
| 2009-2010 | 127                                  | 231                    |
| 2010-2011 | 137                                  | 237                    |
| 2011-2012 | 140                                  | 223                    |
| 2012-2013 | 140                                  | 254                    |
| 2013-2014 | 142                                  | 264                    |
| 2014-2015 | 128                                  | 231                    |
| 2015-2016 | 171                                  | 244                    |
| 2016-2017 | 149                                  | 244                    |
| 2017-2018 | 181                                  | 328                    |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

## LES VICTIMES QUI DEMANDENT L'ACCÈS AU REGISTRE DES DÉCISIONS

Figure F9



Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

- En 2017-2018, le nombre de demandes d'accès au registre des décisions\* faites par des victimes a augmenté de 2,7 % depuis 2016-2017 pour atteindre 2 227, et a diminué de 49,8 % par rapport à 2015-2016, où il avait atteint son plus haut point de la décennie, soit 4 436.
- Pour les dix dernières années (entre 2008-2009 et 2017-2018), 53,9 % en moyenne des demandes d'accès au registre des décisions ont été faites par des victimes.

### Nota

Le terme « victimes » désigne également les agents des services aux victimes et les organismes d'aide aux victimes.

\*Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1992, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* exige que la Commission des libérations conditionnelles du Canada tienne un registre de ses décisions et des motifs s'y rapportant. Toute personne qui en fait la demande écrite peut obtenir une copie de ces décisions.

## LES VICTIMES QUI DEMANDENT L'ACCÈS AU REGISTRE DES DÉCISIONS

Tableau F9

| Exercice  | Demandes faites par des victimes* |      | Nombre total de demandes |
|-----------|-----------------------------------|------|--------------------------|
|           | Nbre                              | %    |                          |
| 2008-2009 | 2 691                             | 52,0 | 5 175                    |
| 2009-2010 | 2 803                             | 50,1 | 5 591                    |
| 2010-2011 | 2 914                             | 52,5 | 5 550                    |
| 2011-2012 | 2 970                             | 56,5 | 5 252                    |
| 2012-2013 | 3 214                             | 55,0 | 5 848                    |
| 2013-2014 | 3 474                             | 55,1 | 6 309                    |
| 2014-2015 | 3 608                             | 54,3 | 6 640                    |
| 2015-2016 | 4 436                             | 61,0 | 7 276                    |
| 2016-2017 | 2 169                             | 48,2 | 4 502                    |
| 2017-2018 | 2 227                             | 49,9 | 4 467                    |

Source : Commission des libérations conditionnelles du Canada.

### Nota

\*Désigne également les agents des services aux victimes et les organismes d'aide aux victimes.

---

## QUESTIONNAIRE

---

Afin de pouvoir améliorer *l'Aperçu statistique : Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, nous demandons au lecteur de bien vouloir remplir le questionnaire suivant.

1. Où vous êtes-vous procuré le présent exemplaire de *l'Aperçu statistique*?

---

2. Comment avez-vous appris l'existence de *l'Aperçu statistique*?

---

---

3. Avez-vous eu de la difficulté à vous procurer le document ou à y avoir accès? ☐ Oui ☐ Non  
Veuillez préciser.

---

---

---

4. Trouvez-vous que *l'Aperçu statistique* est un document utile? ☐ Oui ☐ Non  
Veuillez préciser.

---

---

---

5. Y a-t-il des tableaux, des figures ou des explications qui ne sont pas clairs?

---

---

---

6. Y a-t-il d'autres sujets que vous aimeriez voir traités dans les prochaines éditions de *l'Aperçu statistique*?

---

---

---

7. Avez-vous d'autres commentaires à formuler?

---

---

---

(Voir l'adresse de retour au verso)

Veuillez renvoyer le questionnaire rempli au :

Comité de la statistique correctionnelle du Portefeuille  
Sécurité publique Canada  
340, avenue Laurier Ouest,  
12<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario)  
K1A 0P8

Téléphone : 613-946-9994  
Télécopieur : 613-990-8295  
Courriel : ps.csocbresearch-recherchsscrc.sp@canada.ca

---

**Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter les sites Internet suivants :**

Service correctionnel du Canada : [www.csc-scc.gc.ca](http://www.csc-scc.gc.ca)

Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada : [www.statcan.gc.ca](http://www.statcan.gc.ca)

Commission des libérations conditionnelles du Canada : [www.pbc-clcc.gc.ca](http://www.pbc-clcc.gc.ca)

Bureau de l'enquêteur correctionnel : [www.oci-bec.gc.ca](http://www.oci-bec.gc.ca)

Sécurité publique Canada : [www.securitepublique.gc.ca](http://www.securitepublique.gc.ca)